

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 janvier 2026

233 400 connexions au site en 2025 (hors robots), c'est très modeste, depuis 2008, cela fait quelques millions l'air de rien, pour rien, c'est le plus navrant, pas pour moi, pour nous !

Je ne vous promets pas de tenir en 2026, j'ai un gros problème de santé et sans retour on n'avance pas, on ne construit rien.

Si vous ne croyez pas dans le socialisme, tant mieux, c'est que vous ne croyez en rien, estimez-vous heureux, vous avez encore une chance de croire un jour en quelque chose, de vous rattraper ou de vous raccrocher au socialisme pour donner un sens à votre vie, vous voyez, tout espoir n'est pas perdu !

J'ai commencé à archiver les articles de 2025, un énorme travail !

J'ai rectifié quelques liens au passage. J'ai aussi constaté que l'accès aux articles des dernières années était bordélique, je vais essayer de rectifier cela, j'ai horreur du désordre, de l'anarchie, sauf quand elle contrarie les tyrans galonnés ou les dictateurs en jupon ! Je ne suis pour rien dans la disparition des vidéos YouTube ou autres.

Ils osent tout. Ces régimes antidémocratiques qui donnent des leçons de démocratie à l'Afrique.

Afrique: bilan démocratique mitigé pour l'année 2025 où « la loi du plus fort s'est banalisée » - RFI

J-C – La démocratie est incompatible avec la société divisée en classes, et quand la société se sera débarrassée des classes, on s'apercevra que la démocratie était irréalisable ou qu'elle n'avait jamais existé, ce qui signifie que c'était un mythe inventé par le « *bon sauvage* », entendez celui qui faisait régner la loi du plus fort !

Alors chassons-le !

Macron : « *Cette année doit être et sera une année utile* ».

Macron : Tenez bon monseigneur !

EELV et LFI ne rate jamais une occasion de témoigner leur soutien à Macron et aux institutions de la Ve République, la dernière en date, les vœux de Macron à la Nation.

- Pour EELV, Marine Tondelier s'est réjouie parce que « *notre pays tient, fort de ses institutions* »... antidémocratiques, peu importe, au moins on sait dans quel camp ils sont.
- Pour LFI, Aurélie Trouvé regrette que Macron ait prononcé de « *tristes vœux* », parce qu'on aurait dû s'attendre à autre chose de sa part... On lui laisse ses illusions.

Thomas Portes a estimé que sa « *parole n'a plus aucune légitimité* », comme si Macron en avait eu une un jour, chez les tenants du CAC40 sans aucun doute, chez LFI, ce n'était pas la peine de s'en vanter ! (Source : Le HuffPost 1 janvier 2026)

Retour au temps des mauvais sauvages ou cinq siècles en arrière. Rien n'a changé depuis le début du colonialisme occidental.

France.

Deux tests obligatoires et payants.

Dès 2026, avec l'entrée en vigueur de la dernière loi immigration promulguée en janvier 2024, les personnes candidates à la naturalisation devront donc passer deux examens obligatoires: le premier est civique et payant et consiste en un test de 40 questions sur support numérique de 45 minutes.

Il évoquera cinq thématiques, les "*principes et valeurs de la République*", les "*droits et devoirs de la vie en France*", le "*système institutionnel et politique*", l"*histoire, géographie et culture*" et enfin la "*vie de la société française*". Un taux de 80% de bonnes réponses est exigé pour valider l'examen.

Le second examen a pour but de prouver un niveau avancé en langue française (niveau B2). Lui aussi sera payant, entre 100 et 200 euros. BFMTV 31 décembre 2025

Etats-Unis.

Trump ordonne le réexamen des visas et suspend l'immigration en provenance « du tiers-monde » - 20minutes 28 novembre 2025

Trump étend l'interdiction et les restrictions de voyage à 20 pays supplémentaires - AP 16 décembre 2025

L'administration Trump a annoncé mardi l'extension des restrictions de voyage à 20 pays supplémentaires et à l'Autorité nationale palestinienne, doublant ainsi le nombre de nations concernées par les restrictions drastiques annoncées plus tôt cette année sur les personnes autorisées à voyager et à émigrer aux États-Unis.

L'administration Trump a ajouté cinq pays à la liste des pays faisant l'objet d'une interdiction totale de voyager aux États-Unis, ainsi que les personnes voyageant avec des documents délivrés par l'Autorité nationale palestinienne, et a imposé de nouvelles restrictions à 15 autres pays.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'administration pour durcir les critères d'entrée aux États-Unis en matière de voyage et d'immigration, ce qui, selon les critiques, empêche injustement des ressortissants d'un grand nombre de pays de voyager.

Totalitarisme. Chez les tyrans, l'imposture et l'imagination ne connaissent pas de limites.

Les États-Unis trouvent que l'Ukraine n'a pas ciblé Poutine dans une frappe de drone, rapporte le WSJ - Reuters 31 décembre 2025

Les responsables de la sécurité nationale américaine ont constaté que l'Ukraine n'avait pas visé le président russe Vladimir Poutine ni l'une de ses résidences lors d'une récente frappe de drone, a rapporté mercredi le Wall Street Journal.

Reuters n'a pas pu vérifier le rapport dans l'immédiat. Reuters 31 décembre 2025

Russie: la résidence de Vladimir Poutine n'a pas été la cible d'une attaque ukrainienne, selon la CIA - RFI 1 janvier 2026

Ils se prennent toujours pour les maîtres du monde.

La Défense russe a remis aux représentants US les données d'un drone qui devait attaquer la résidence de Vladimir Poutine - fr.sputniknews.africa 1 janvier 2026

C'est un membre du bureau de l'attaché militaire américain à Moscou qui les a reçues.

Les services de renseignement russes ont récupéré un fichier de mission de vol d'un des appareils qui devaient attaquer la résidence située dans la région de Novgorod.

Destruction des drones ukrainiens qui ont attaqué une résidence du Président russe - fr.sputniknews.africa 31 décembre 2025

Retrouvez dans cette infographie de Sputnik le schéma d'approche des drones ennemis.

<https://fr.sputniknews.africa/20251231/1082040145.html>

Détails clés de l'attaque ukrainienne contre la résidence de Poutine - fr.sputniknews.africa 31 décembre 2025

Le général de division Alexandre Romanenkov, chef des forces de missiles de défense aérienne, révèle les informations suivantes :

- Du 28 au 29 décembre, le régime de Kiev a tenté une attaque terroriste en utilisant massivement des drones à longue portée contre la résidence du Président russe.
- Vers 19h20, le 28 décembre, les unités radiotechniques des forces aérospatiales russes ont détecté des drones volant à très basse altitude, lancés depuis les régions de Soumy et de Tchernigov.
- La frappe a été menée depuis plusieurs directions vers la résidence du Président russe et a impliqué 91 drones.
- Tous les drones ukrainiens ont été détruits par les forces et les systèmes de défense aérienne russes.
- Pour repousser l'attaque massive visant les régions de Briansk, Smolensk et Novgorod, des systèmes de missiles de défense aérienne, des groupes de tir mobiles et des systèmes de guerre électronique ont été déployés.
- La configuration de l'attaque, le nombre de moyens aériens engagés et leurs actions confirment clairement que l'attaque terroriste du régime de Kiev était délibérée et soigneusement planifiée.
- La riposte à l'attaque terroriste ukrainienne n'a fait aucune victime ni causé aucun dégât en Russie. La résidence de Poutine n'a pas été touchée.

<https://fr.sputniknews.africa/20251231/1082040145.html>

Iran : Opération "regime change".

Totalitarisme. Ils osent tout. La fake news fabriquée à l'aide de l'IA contre l'Iran aura vite été démasquée.

J-C - Non seulement l'AFP la diffusera à tous les médias, elle ira jusqu'à se porter délibérément garante d'une image trafiquée grossièrement avec l'IA.

Manifestations en Iran : La vidéo d'un homme assis seul face aux motards de la police devient virale - 20 Minutes avec AFP 31 décembre 2025

La vidéo montrant une personne assise au milieu d'une rue de Téhéran face à des policiers à moto durant le mouvement de protestation qui secoue le pays est en tout cas largement relayée sur les réseaux sociaux.

Selon des vérifications de l'AFP, la vidéo a été postée sur les réseaux sociaux lundi vers 13h30 GMT, au deuxième jour de manifestations débutées la veille contre la vie chère dans le plus grand

marché pour téléphones portables de la capitale Téhéran. L'AFP a pu confirmer qu'elle a été filmée sur l'avenue Jomhouri, dans le centre de Téhéran, à proximité du centre commercial Charsou.

Ce que l'AFP a omis de vous dire : c'est que cette opération de déstabilisation était un échec ou déjà terminée, d'où ce recours désespéré à une image trafiquée à l'aide de l'IA :

RFI - Le mouvement semblait terminé lundi soir, selon des images diffusées par la télévision d'État montrant des lieux désertés par les manifestants. RFI 30 décembre 2025

Le montage était apparemment trop grossier

Iran : issue d'une vraie vidéo, l'image iconique d'un manifestant est partiellement modifiée par IA - France 24 31 décembre 2025

Cette image, devenue iconique depuis fin décembre, a massivement circulé en ligne et dans des médias internationaux pour représenter le nouveau mouvement de protestation en Iran qui a émergé fin décembre dans les rues de plusieurs villes du pays.

Que sait-on de cette image? Une chose est sûre : la confrontation entre le manifestant et la police a bien eu lieu. D'après les recherches menées par la rédaction des Observateurs de France 24, il existe au moins deux vidéos de cette scène, qui a eu lieu dans l'une des avenues principales de Téhéran, l'avenue Jomhouri, comme l'a géolocalisé le journaliste de la BBC Shayan Sardarizadeh.

En plus de la vidéo d'Iran International, au moins une autre vidéo prise sous un angle différent montre également cette personne assise face aux forces de l'ordre.

Mais l'image iconique devenue virale, qui montre l'ensemble des policiers face au manifestant assis, n'est ni une photo de l'événement, ni une capture d'écran d'une des vidéos de l'événement.

Cette information a été mise en avant le 30 décembre sur X par la journaliste du service international de la BBC Ghoncheh Habibiazad. Spécialisée sur la politique iranienne, elle a expliqué que le visuel repris par les ministères des affaires étrangères israélien et américain était en réalité une image "*augmentée par IA*".

Des incohérences visuelles.

C'est le cas avec cette image. Premier élément de doute : aucun plan des deux vidéos de l'événement ne montre simultanément le manifestant et l'ensemble de policiers face à lui.

S'il n'est pas possible de déterminer exactement le processus de modification à l'œuvre, l'image modifiée par IA semble avoir été créée à partir de la vidéo diffusée par le média Iran International. Montrant la scène exactement sous le même angle, l'image améliorée par IA du manifestant pourrait ainsi être issue d'une fusion de deux captures d'écran prises à différents moments de cette vidéo (voir ci-dessous les captures d'écran de la vidéo).

Plusieurs éléments visuels dans l'image en question diffèrent aussi par rapport à la vidéo diffusée par le média Iran International. L'image modifiée par IA montre par exemple deux membres des forces de l'ordre iraniennes sur une même moto, alors que la scène prise dans la vidéo n'en montre

qu'un (en vert ci-dessous). Sur la route visible dans l'image virale, un bout de la ligne discontinue, pourtant visible dans la vidéo, a également disparu (en rouge). Le lampadaire (en jaune) n'a également pas la même forme entre la vidéo et l'image.

D'autres images de la scène améliorées par IA ont également été partagées en ligne, avec des modifications parfois étranges du décor. Sur Instagram, l'une d'entre elles, aimée près de 150 000 fois, montre par exemple que ce même manifestant est séparé du policier à moto par un passage piéton.

Mais le passage piéton visible sur cette image n'existe pas à ce niveau de la rue, comme il est possible de le voir sur Google Maps et dans les vidéos de la scène. Dans ce cas précis, il semble que ce passage piéton ait été ajouté, sûrement par erreur, par un outil d'amélioration de l'image par IA à cause du reflet du piano visible dans la vidéo d'origine.

Au 31 décembre, peu de comptes en ligne ayant partagé ces visuels ont précisé avoir en réalité diffusé une image modifiée par IA.

Peu de temps avant la publication de l'article, l'image devenue iconique ces derniers jours a aussi été retirée de la page Wikipedia en anglais. France 24 31 décembre 2025

<https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20251231-iran-vraie-vid%C3%A9o-image-iconique-manifestant-modifi%C3%A9e-ia>

Quel est le mobile, à qui profite cette opération ? Un aveu.

Le HuffPost - Le Mossad, le service de renseignement extérieur israélien, a invité en perso sur le réseau social X les protestataires iraniens à intensifier leur mobilisation, affirmant être présent avec eux « *sur le terrain* ». Le HuffPost 31 décembre 2025

J-C - Quand ils prétendent que ces manifestations seraient "*spontanées*", il ne faut surtout pas les croire, elles sont orchestrées depuis Washington, Londres ou Tel-Aviv par le clan de la bourgeoisie iranienne lié à l'Etat profond anglo-saxon-sioniste.

Maintenant il est normal qu'une partie de la jeunesse et des travailleurs iraniens s'y joignent ou en profitent pour exiger que leurs revendications soient prises en compte, voilà tout.

Evidemment les puissances impérialistes occidentales et les médias en profitent pour les instrumentaliser sans forcément révéler leurs réelles intentions, un secret de polichinelle, parvenir à renverser le régime en place afin de pouvoir davantage piller les richesses de l'Iran...

Mon argumentation ne vous a pas convaincu, soit, pourquoi, lisez :

RFI - L'historien Jonathan Piron spécialiste de l'Iran recommande la prudence dans l'analyse du mouvement. « *D'autant plus que nous ne pouvons pas nous rendre en Iran. Nous observons le pays par le trou de la serrure. Aussi, il faut être conscient qu'il existe une instrumentalisation politique du moment, depuis l'extérieur, par des mouvements au sein de la diaspora qui y trouvent un intérêt* », poursuit Jonathan Piron. RFI 31 décembre 2025

Euronews apporte des précisions ou lâche le morceau :

Euronews - Les manifestations en Iran ont débuté le dimanche 28 décembre, alors que le cours du dollar a dépassé 1,45 million de riyals, battant des records sans précédent de dévaluation de la monnaie nationale.

Ces manifestations sont les plus importantes depuis le soulèvement national "*Femme, vie, liberté*" en 2022, qui a eu lieu après la mort de Mahsa Amini, 22 ans, en garde à vue pour atteinte au code vestimentaire.

Un point notable des slogans lancés lors des récentes manifestations était la politisation de certains slogans dès le début, témoignant de leur mécontentement à l'égard de l'ensemble de la structure du gouvernement de la République islamique et, dans certains cas, soutenant Reza Pahlavi, le fils de la création du Shah d'Iran. Euronews 31 décembre 2025

J-C - Comme l'immense majorité des Indiens, les Iraniens ignorent le taux de change entre les monnaies ou ils n'en ont rien à foutre, en revanche les membres des classes moyennes et leurs rejetons qui consomment régulièrement des marchandises importées parce qu'ils en ont les moyens s'y intéressent. Vous aurez saisi la nuance.

Capito, cela vous ira ?

Epilogue.

Iran: six morts dans des manifestations contre la vie chère en Iran - AFP 2 janvier 2026

Des affrontements localisés entre manifestants et forces de l'ordre ont fait six morts jeudi dans l'ouest de l'Iran, selon une agence de presse et un gouverneur, les premiers depuis le début il y a cinq jours d'une mobilisation contre la vie chère.

Parmi les personnes tuées figure un membre du Bassidj, une milice affiliée aux Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique.

Trente personnes accusées de "troubles à l'ordre public" ont été arrêtées à Téhéran, a indiqué jeudi soir l'agence Tasnim, alors qu'aucun incident n'avait été officiellement rapporté ces derniers jours par les autorités dans la capitale.

Etats-Unis.

«C'est un idiot» : Trump s'en prend à son envoyé spécial Keith Kellogg après ses éloges sur Zelensky - RT 31 déc. 2025

Le président américain Donald Trump a qualifié son envoyé spécial pour l'Ukraine, Keith Kellogg, d'« *idiot* » après que celui-ci a décrit Volodymyr Zelensky comme un « *leader courageux* », a rapporté le New York Times, citant des sources. Selon le quotidien américain, cette déclaration fait suite à l'intervention de Kellogg lors de la conférence sur la sécurité de Munich en février dernier.

À cette époque, l'envoyé spécial du président américain avait rencontré ses homologues européens, mais son rôle au sein de l'administration n'était pas clair. La veille, les présidents Vladimir Poutine et Donald Trump s'étaient entretenus par téléphone et avaient convenu d'entamer des négociations

sur le règlement du conflit ukrainien. Trump a intégré le directeur de la CIA, John Ratcliffe, le secrétaire d'État Marco Rubio et le conseiller Mike Waltz dans son administration.

Lors de la conférence de Munich, Kellogg a assuré aux Européens qu'il restait leur « meilleur ami » à la Maison Blanche. D'après le *New York Times*, ces échanges entre l'envoyé spécial et les représentants européens ont été rapportés à Washington par un « loyaliste » du ministre américain de la Défense, Pete Hegseth, qui a affirmé que Kellogg avait déclaré vouloir « défendre » l'Ukraine contre « *ces isolationnistes* » au sein de l'administration.

La position du représentant spécial a également été fragilisée par un message publié sur X, dans lequel il qualifiait Volodymyr Zelensky de « *leader courageux et assiégié d'une nation en guerre* ». Lorsque Kellogg a rencontré Donald Trump dans le Bureau ovale, ce dernier lui aurait demandé s'il décrivait réellement Zelensky en ces termes ; ce à quoi l'envoyé spécial a répondu par l'affirmative, allant jusqu'à comparer le chef du régime de Kiev à Abraham Lincoln. Plus tard, en relatant la scène à d'autres conseillers, Donald Trump a « *grogné* » : « *Il est un idiot* », rapporte toujours le *New York Times*.

Keith Kellogg n'a pas participé aux négociations entre les délégations américaine et russe à Riyad le 18 février, ni à la réunion entre diplomates américains et ukrainiens à Djeddah le 11 mars. Selon *Politico*, citant des membres de l'administration américaine, cette absence indiquait qu'il avait été « relégué au second plan ».

Lituanie.

Face à la soi-disant «menace russe», la Lituanie équipe ses ponts frontaliers d'explosifs - RT 31 déc. 2025

Dans un nouvel élan de résistance à la « *menace russe* » inventée par l'Occident, la Lituanie renforce ses lignes de défense : les autorités lituaniennes préparent des ponts à la frontière avec la Biélorussie et la Russie pour y placer des explosifs, a rapporté LRT en citant le ministère lituanien de la Défense. Selon l'agence, ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la préparation de la création d'une ligne de défense balte le long des frontières avec la Russie et la Biélorussie.

D'après le plan, les ponts seront équipés de « *structures* » pour le placement d'explosifs. Selon le ministère de la Défense lituanien, les ponts et axes routiers concernés ont été sélectionnés en fonction de leur importance stratégique et de la configuration des obstacles naturels. En cas de danger, ces ponts seront détruits.

LRT a indiqué que plusieurs dizaines de points de maillages antichars et autres barrières ont déjà été créés près de la frontière orientale. Pour protéger les routes clés, des arbres ont été plantés et des canaux d'irrigation ont été creusés, pouvant servir de tranchées et d'obstacles antichars.

Chine.

La Chine va imposer des droits de douane supplémentaires de 55% sur certaines importations de bœuf - AFP 1 janvier 2026

La Chine a annoncé mercredi l'imposition, à partir du 1er janvier et pour trois ans, de droits de douane supplémentaires de 55% sur les importations de viande de bœuf du Brésil, d'Australie et des Etats-Unis, au-delà d'un certain quota.

Le prix du bœuf en Chine est orienté à la baisse ces dernières années, les analystes pointant une surabondance de l'offre et un manque de demande alors que la deuxième économie mondiale a ralenti.

Pour 2026, le Brésil disposera d'un quota d'importation de 1,1 million de tonnes, l'Argentine d'un demi-million de tonnes, l'Australie de 200.000 tonnes et les États-Unis de 164.000 tonnes.

La Chine a représenté "*52% des ventes à l'étranger*" du secteur brésilien de la viande en 2024, selon la même source. AFP 1 janvier 2026

Venezuela.

La Colombie affirme que les États-Unis ont bombardé une fabrique de cocaïne au Venezuela - BFMTV 31 décembre 2025

Le président colombien Gustavo Petro a affirmé ce mardi 30 décembre que les États-Unis ont bombardé une fabrique de cocaïne dans le port de Maracaibo, dans l'ouest du Venezuela.

"Nous savons que Trump a bombardé une fabrique, à Maracaibo, nous craignons qu'on y mélange la pâte de coca pour en faire de la cocaïne", a écrit Gustavo Petro sur le réseau social X.

Dans son long texte sur X, Gustavo Petro a suggéré qu'il s'agissait d'une installation de l'Armée de libération nationale (ELN), guérilla colombienne qui contrôle en partie la région productrice de cocaïne du Catatumbo, frontalière du Venezuela et proche de Maracaibo.

"C'est tout simplement l'ELN. Avec ses agitations et son dogmatisme, l'ELN permet l'invasion du Venezuela", a écrit le président colombien.

Donald Trump a affirmé lundi que la frappe américaine s'était produite "sur le rivage", et "sur la zone de mise à quai où ils chargent les bateaux de drogue". Le gouvernement du Venezuela n'a fait de son côté aucun commentaire officiel.

Argentine.

Argentine : Javier Milei veut créer un bloc de pays contre le « *cancer du socialisme* » -20 Minutes avec AFP 2 janvier 202

Le président argentin, Javier Milei, dit travailler avec d'autres pays latino-américains à la formation d'un nouveau bloc pour « *embrasser les idées de la liberté* » et affronter « *le cancer du socialisme* ».

« *Nous ne lui avons pas encore donné de nom, mais il y a déjà un groupe de dix pays avec lesquels nous travaillons et avec lesquels nous allons continuer d'avancer* », a indiqué le chef de l'Etat ultralibéral sans préciser les pays concernés, dans l'extrait d'un entretien avec CNN diffusé mercredi. Le président Milei a affirmé que le bloc affrontera « *le cancer du socialisme sous ses différentes formes, qu'il s'agisse du socialisme du XXIe siècle ou du wokisme* ».

Mali et Burkina Faso.

Le Mali et le Burkina Faso imposent des restrictions d'entrée aux Américains par «réciprocité» - RFI 31 décembre 2025

Dans deux communiqués séparés, les ministères des Affaires étrangères malien et burkinabè, deux des trois pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont annoncé appliquer, à l'égard des ressortissants américains, « *des mesures équivalentes* » à celles décidées par les États-Unis.

Bamako, de son côté, a fait savoir, dans un communiqué similaire, que les mêmes restrictions entraient en vigueur avec effet immédiat. Le ministère malien des Affaires étrangères dit par ailleurs « *regretter qu'une décision d'une telle importance ait été prise sans la moindre concertation préalable* ».

En juin, le Tchad avait été le premier à annoncer la suspension de la délivrance de visas aux citoyens américains.

Pour rappel, le 16 décembre dernier, Donald Trump avait élargi les interdictions d'entrée sur le territoire américain aux ressortissants de 12 pays, parmi lesquels le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Motif avancé par Washington : la protection de « *la sécurité des États-Unis* ».

Guinée.

En Guinée, le chef de la junte Mamadi Doumbouya élu président avec 86 % des voix - France 24 31 décembre 2025

Le chef de la junte en Guinée, Mamadi Doumbouya, a été élu président avec un score écrasant de 86,72 % au premier tour, lors d'un scrutin sans suspense en l'absence des ténors de l'opposition, selon des résultats provisoires annoncés, mardi 30 décembre, par la Direction générale des élections (DGE).

Quatre ans après un coup d'État qui l'a porté au pouvoir et malgré sa promesse initiale de le rendre à des civils, Mamadi Doumbouya assoit son règne sans partage sur ce pays d'Afrique de l'Ouest dans un contexte de rétrécissement des libertés. Le taux de participation s'élève à 80,95 % selon la présidente de la DGE, Djénabou Touré.

Abdoulaye Yéro Baldé, chef du Front démocratique de Guinée (Frondeg), arrive deuxième avec 6,59 % des voix, et Faya Millimouno, arrivé troisième avec 2,04 % des voix.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 4 janvier 2026

Vous avez de quoi lire dans tout ce que j'ai publié et dans la causerie qui suit, je ne vais pas en rajouter, je suis malade.

Spécial Venezuela.

A quoi reconnaît-on les imposteurs, les populistes, les opportunistes, qu'ont-ils en commun ? Leur soumission au capitalisme.

Ils appellent tous au respect du droit international qui a été conçu pour être imposé aux plus faibles par les grandes puissances qui les violeront, en premier lieu les Etats-Unis afin de tenter de conserver indéfiniment leur hégémonie sur le monde pour préserver le système économique capitaliste.

RFI - L'Union africaine (UA) a bien pesé ses mots. Pas de condamnation directe de l'action militaire des États-Unis au Venezuela, mais un rappel clair des principes. L'Union africaine réaffirme son attachement au droit international, au respect de la souveraineté des États, de leur intégrité territoriale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle insiste aussi sur l'importance du dialogue, du règlement pacifique des différends et appelle l'ensemble des parties à la retenue. RFI 4 janvier 2025

"Pour exprimer notre révolte, notre rage" : un rassemblement à Paris contre l'opération américaine au Venezuela

Plus de 2 000 personnes se sont rassemblées, samedi 3 janvier, à Paris, place de la République, pour dénoncer l'opération américaine au Venezuela.

Des manifestations semblables ont eu lieu un peu partout dans le monde.

Etats-Unis. Ils appellent à la mobilisation du soutien au Venezuela dans plusieurs villes américaines US. - telesurtv.net 3 janvier 2026

La coalition anti-guerre ANSWER a appelé à des mobilisations urgentes aux États-Unis en rejet de l'attaque ordonnée par Donald Trump contre le Venezuela, sous le slogan « *Non à la guerre contre*

le Venezuela ! », avec des manifestations prévues devant la Maison Blanche et dans de multiples villes du pays.

Les manifestations auront lieu à Washington, New York, Los Angeles, San Francisco, San Diego, Phoenix, Pittsburgh, Anchorage, Charlotte, Eugène, San Marcos et Savannah, entre autres, dans ce que l'organisation définit comme une réponse populaire à une nouvelle escalade militaire basée sur des mensonges et rejetée par plus de 70% de la population américaine.

ANSWER a dénoncé que la guerre n'a rien à voir avec le trafic de drogue ou la démocratie, mais pour s'approprier le pétrole vénézuélien et dominer l'Amérique latine, avertissant que le coût sera payé par les peuples et la classe ouvrière, tandis que l'industrie de l'armement obtient des bénéfices.
telesurtv.net 3 janvier 2026

Quels enseignements politiques tirer de l'agression américaine contre le Venezuela ?

Si vous avez saisi mon orientation politique, si vous l'avez en tête, vous vous êtes sans doute aperçu que ce qui se produit aujourd'hui, je l'avais évoqué à de nombreuses reprises il y a déjà longtemps et au cours des dernières années sans que personne ne réagisse. Vous allez peut-être rétorquer qu'aujourd'hui je ne suis plus le seul à penser ainsi, à ceci près qu'à côté je ne verse pas dans l'opportuniste.

Hier, j'ai mis en ligne un communiqué du PT sur le Venezuela parce que je l'avais trouvé correct, en revanche j'ai censuré celui sur l'Iran, puisque je sais que les évènements qui ont lieu en ce moment sont téléguidé depuis le début par Washington, donc vous ne voudriez pas que je me fasse le complice des Etats-Unis de Trump, n'est-ce pas ?

Tout cela pour justifier mon isolement et rester fidèle à mon engagement politique, certains apprécieront d'autres non, d'autres encore n'y comprendront rien.

Ils agressent, renversent ou chassent du pouvoir ou encore kidnappent et emprisonnent, liquident physiquement des présidents élus démocratiquement. Ils menacent tous les Etats qui refusent d'appliquer leur politique néolibérale et coloniale, tous ceux qui entendent adopter un minimum de réformes sociales ou progressistes au détriment des intérêts des multinationales occidentales, dans ces conditions, à quoi cela rime-t-il de participer à des élections, sinon s'illusionner ou cautionner un processus antidémocratique dont il n'y a rien à attendre, se compromettre définitivement ?

Pourquoi la soi-disant gauche et extrême gauche voient-elles littéralement un culte au suffrage universel et aux différentes élections, aux institutions de la Ve République ? Pardi, vous n'avez pas encore deviné. Vous ne souhaitez pas répondre à cette question, elle ne vous plaît pas, elle vous paraît déplacée ou inappropriée, eh bien tant pis ! Peut-être que le jour où vous aurez le ventre vide ou que recevrez des missiles sur la gueule vous commencerez à y réfléchir. Moi, je n'ai pas besoin d'attendre cette échéance, les enseignements de la lutte de classe me suffisent.

Autre chose.

Maduro souhaitait « *négocier* » avec Trump, or, il n'y a rien à négocier avec un dictateur fasciste, il faut juste l'ignorer et le combattre. Un tel témoignage de faiblesse ne pouvait que lui être fatal parce

qu'il prouvait sa naïveté ou son ignorance, le duper le moment venu serait un jeu d'enfant en somme.

Il y en a encore qui vont m'accuser d'être trop rigide, outrancier, pas du tout, je suis juste réaliste, je m'en tiens aux expériences passées, tenez par exemple, Allende avait promu Pinochet peu de temps avant qu'il ne l'assassine, franchement un peu de sérieux.

On ne doit pas confondre les pays dominants et les pays dominés.

Dans un pays dominant comme la France, contrairement au Venezuela, il serait possible de mener à bien une révolution politique, je veux dire jusqu'au bout en détruisant l'Etat et son appareil répressif (Armée, police, pouvoir judiciaire), ensuite on pourrait commencer à s'attaquer aux fondements du capitalisme en s'assurant du contrôle des instruments financiers qui irriguent l'ensemble de l'économie des entreprises et du pays.

Ni Chavez ni Maduro et encore moins Morales ou Allende n'eurent un tel pouvoir, Blum et le Front populaire avant et après la Seconde Guerre mondiale auraient pu avancer dans cette voie, mais ils s'y refusèrent parce qu'ils n'étaient pas non plus socialistes ou communistes.

Parole d'internaute.

1- Ça me rappelle un certain Noriega qui était réticent à l'idée de renouveler la concession pour l'exploitation du canal de Panama. Les usa ont aussi attaqué le Panama et Noriega aussi a été accusé de trafic de drogue et quand à l'ONU et ses états membres, tous se sont écrasés et vont en faire autant pour le Venezuela. Étonnant comme l'histoire se répète.

2- Attendez ... je rêve ? « *Nous allons nous installer là-bas et gérer les affaires* » ? Mais dans quel monde vivons-nous ? Depuis quand le dirigeant d'un pays peut attaquer un autre pays souverain, emprisonner son président et décider que désormais ce pays lui appartient ? Serions-nous revenus 5 siècles en arrière ? Au temps des conquêtes coloniales ? Et l'ONU ne dit rien ? C'est hyper grave ce qui est en train de se produire sous nos yeux ! Et nous allons le payer très très cher.

3- C'est le retour du Far West. Bombarder et kidnapper le chef d'Etat d'un pays tiers. 1 an au pouvoir et il a déjà bombardé 3 pays. Jusqu'où va-t-il aller ?

4- Le Venezuela comme beaucoup des pays en Amérique latine, construisait juste son propre chemin: être totalement souverain sans être sous tutelle d'un autre pays, comme les USA (qui eux-mêmes sont aussi très jaloux de leur souveraineté), tel était le rêve du père de l'indépendance de plusieurs pays latinos, Simon Bolivar, la doctrine du chavisme.

Y-a-t-il des bavures des droits humains et politiques sous le chavisme? Bien sûr que oui, mais d'ailleurs quel gouvernement en place dans le monde est exempt des bavures, même dans des

nations présentées comme des "*vieilles démocraties*", y'en a toujours, y compris en parlant encore du Venezuela y'en avait même plus quand le Venezuela était dirigé par des régimes politiques bourgeois pro Usa (dont beaucoup furent dictatoriaux et soutenus donc par les USA), ces derniers via leurs compagnies exploitaient à tout va.

Raison pour laquelle Trump parlait récemment du "*vol du pétrole et des terres*" par le Venezuela, puisque Chavez avait nationalisé le secteur pétrolier à son arrivée au pouvoir en 1999, mais en réalité on le voit bien que ce n'est pas un vol du pétrole, puisque le propriétaire (Venezuela) n'avait fait que reprendre sa propriété (pétrole). Quant au "*vol des terres*", je ne sais pas de quoi il parle, car le Venezuela n'a jamais volé même un morceau de terre aux USA, donc ça doit être ses fictions fantasmagoriques et mégalomaniaques ou ses habituels propos sans tête, ni queue comme il le fait parfois.

Et on sait que le vrai motif de cette opération c'est justement le pétrole, que les USA reprennent le contrôle de ce pétrole perdu, Trump n'en a cure du bien du peuple Vénézuélien comme il prétend et comme l'a bien compris une dame citée dans cet article.

Pour parler toujours de cette "*autre démocratie*", on parle de dictature au Venezuela, mais il y a eu des dictatures en Amérique latine soutenues par les USA on le sait tous, et aujourd'hui il y a des pays toujours en Amérique latine, aux apparences démocratiques comme l'Argentine qui sont gouvernés par des présidents autoritaires et soutenus par des USA, alors qu'au Venezuela, la constitution permet par exemple un référendum révocatoire après 3 ans de mandat au Venezuela dont Chavez et Maduro ont tous été testés, alors qu'au Chili, "*nation démocratique*" (comme si organiser des élections, était l'unique critère de démocratie), la constitution est toujours celle du dictateur Pinochet, soutenu par les USA, il faut le rappeler.

Alors entre le Chili, l'Argentine et le Venezuela qui est plus démocratique? Vous savez la réponse, si vous analysez bien mes propos.

Quelques réflexions.

Pourquoi Maduro s'est-il laissé surprendre comme un débutant ? Gouverner, c'est savoir s'entourer dit-on, à croire qu'il était mal conseillé.

Pourquoi les Vénézuéliens ne répliquent-ils pas en bombardant la flotte américaine ? Moi je l'aurais ordonné.

Pourquoi la Chine et la Russie ne sont-elles pas intervenues pour porter assistance au Venezuela ? Là je fais l'idiot, ce sont des régimes aussi pourris que les Etats-Unis.

Leur monde est un théâtre d'ombres, malheur à ceux qui entendent y jouer un rôle, ils s'y brûleront les ailes et leur fin sera tragique.

Je suis contre toute forme d'opportunisme. Maduro s'était pris au jeu à jouer d'égal à égal avec Trump, déconcertant, comme s'il pouvait être loyal, c'est navrant.

Maduro était très vulnérable apparemment, le savait-il ou était-il le seul à l'ignorer ?

Maduro avait affiché publiquement sa faiblesse en imaginant qu'il pourrait "négocier" avec Trump, gravissime erreur de jugement, pris ainsi au piège qui lui avait été tendu, dès lors son sort était scellé.

Les ordures de sionistes et les ukronazis ont profité de Noël et du Jour de l'An pour perpétrer de nouvelles exactions contre des civils profitant que la population avait l'esprit ailleurs qu'à la guerre, il faut toujours s'attendre au pire avec cette pourriture, Trump a frappé le Venezuela par surprise dans la nuit du 2 au 3 janvier, un samedi qui s'annonçait paisible, en guise de vœux de bonne année à tous les peuples !

Israël soutient l'action « déterminée » des Etats-Unis au Venezuela – 20minutes.fr 4 janvier 2026

Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a exprimé dimanche « *le soutien* » de son gouvernement à « *la décision résolue et l'action déterminée des Etats-Unis* » au Venezuela, lors d'un Conseil des ministres. « *En Amérique latine, [...] plusieurs pays reviennent dans l'orbite américaine et [...] renouent leurs liens avec l'Etat d'Israël. Nous nous en réjouissons, nous félicitons le président (Donald) Trump [...] et saluons également les forces armées américaines qui ont mené une opération parfaite* », a-t-il ajouté.

Le dictateur Macron rejoint l'Internationale fasciste de Trump et Netanyahu.

Ce samedi, Emmanuel Macron a « *pris acte* » de la fin de la « *dictature Maduro* », dont le « *peuple vénézuélien* » ne peut que se « *réjouir* », dit-il. « *Le peuple vénézuélien est aujourd'hui débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro et ne peut que s'en réjouir* », a écrit sur X le chef de l'État.

« *En confisquant le pouvoir et en piétinant les libertés fondamentales, Nicolás Maduro a porté une atteinte grave à la dignité de son propre peuple* », a-t-il insisté, sans évoquer dans son tweet les attaques américaines qui ont abouti à la capture du président vénézuélien.

Ambiguïté de l'exécutif...

L'exécutif avait été plus offensif samedi après-midi par la voix du ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui a affirmé que l'opération américaine « *contrevient* » au droit international. « *La France rappelle qu'aucune solution politique durable ne saurait être imposée de l'extérieur et que les peuples souverains décident seuls de leur avenir* », avait-il encore écrit sur X.

Emmanuel Macron a préféré mettre l'accent sur la « *transition à venir* » qui « *doit être pacifique, démocratique et respectueuse de la volonté du peuple vénézuélien* ».

En ce sens, il plaide pour que celle-ci soit assurée « *au plus vite* » par Edmundo Gonzalez Urrutia, candidat de l'opposition à la présidentielle 2024. Alors que Donald Trump a de son côté déclaré que les États-Unis « *dirigeaient* » le Venezuela jusqu'à ce qu'une transition politique « *sûre* » puisse avoir lieu.

... et contorsion politique

À l'image de l'exécutif, d'autres responsables politiques ont dû s'employer à un exercice d'équilibrisme samedi, partagés entre la volonté de dénoncer l'attaque américaine, sans pour autant apparaître comme un soutien de Nicolás Maduro.

« *Pas une larme pour le dictateur ploutocrate Maduro, mais il faut avoir conscience que nous entrons dans un monde sans droit international où prévaut la loi du plus fort* », a déclaré l'eurodéputé social-démocrate Raphaël Glucksmann.

Dans la même veine, Gabriel Attal, chef de file des députés macronistes, a affirmé qu'il « *ne regrette pas* » le départ de ce « *dictateur* ».

La patronne du Rassemblement national Marine Le Pen a jugé qu'il y avait « *mille raisons de condamner le régime de Nicolás Maduro : communiste, oligarchique et autoritaire* » mais que « *la souveraineté des États n'est jamais négociable* ». 20minutes.fr 4 janvier 2026

Mélenchon : Un agent de l'impérialisme déguisé en socialiste.

Pour Maduro a été démocratiquement élu en 2024, c'est l'impérialisme américain et ses vassaux qui contestent son élection. Un journaliste lui demande s'il souhaite que Maduro revienne au pouvoir, Mélenchon a refusé d'exprimer ce souhait, témoignant son soutien à ceux qui l'ont kidnappé et qui espèrent réaliser un changement de régime à cette occasion pour faire main basse sur le pétrole et les richesses du Venezuela.

- Face à ces propos, un journaliste a interpellé Jean-Luc Mélenchon : «*Vous dites que vous souhaitez que Nicolás Maduro revienne au Venezuela. Est-ce que vous souhaitez qu'il revienne au pouvoir ?*», demande ensuite un journaliste.

«*Je crois que je n'ai aucune partie à cette affaire. Mais ce qui ne sera jamais normal, monsieur, c'est qu'on ne se soucie pas d'abord de protester contre les enlèvements, parce que ça s'appelle un enlèvement cette fois-ci*», a répondu Jean-Luc Mélenchon, sans vaciller. Et d'ajouter : «*Nous n'acceptons pas, nous, Français, que l'Empire décide d'enlever un chef d'État à un endroit et son épouse, le mette en prison et se serve de ce prétexte pour annexer les ressources nationales d'un pays.*» lefigaro.fr 4 janvier 2026

J-C Quel lâche, il a tout simplement oublié d'exiger la libération immédiate et sans condition de Maduro ! Dans quel camp figure Mélenchon, vous avez la réponse.

En complément.

RT - «*C'est la poursuite du piétinement du droit international qui met toujours plus en danger la paix dans le monde*», selon le député de Seine-Saint-Denis LFI Éric Coquerel, appelant la France à «*condamner au plus vite et sans ambiguïté cet acte de guerre*». Même son de cloche du côté du coordinateur du parti, Manuel Bompard, qui a pointé du doigt «*une agression qui viole toutes les règles du droit international et menace la paix dans toute la région*». RT 3 janvier 2026

J-C – Il a osé formuler cette illusion dans Macron, quel misérable opportuniste !

Un autre crétin de service a tenu à témoigner son impuissance ou sa capitulation face à ses ennemis qui en rigolent.

Lu.

- Cette affaire pose une question centrale : Qui décide de la légitimité des gouvernements ?

Si cette décision appartient désormais aux États les plus puissants, alors la souveraineté devient conditionnelle, et le droit international une fiction utile seulement aux dominants.

Nous appelons donc :

à une clarification internationale immédiate,

à une médiation multilatérale sous l'égide des Nations unies,

et au respect strict des principes fondateurs de l'ordre international.

J-C – Principes qu'ils se sont empressés de violer en adoptant la partition de la Palestine en 1947, donc cela dure depuis au moins 79 ans, mais ils n'en rien à foutre. Pourquoi ? Parce qu'ils ne rompront pas avec le capitalisme et ses institutions internationales.

Lu.

- C'est la suite logique de l'élimination des forces qui font barrage à la volonté hégémonique des États-Unis. Encore une fois, il s'agit d'un revers pour les partisans du monde multipolaire, peut-être d'une humiliation cinglante si cette agression venait à enterrer le chavisme.

Les multipolaristes parlent beaucoup, tandis que les stratégies du principal État prédateur (comprenez par-là les États-Unis) ont démontré une fois de plus que rien n'est joué quant à la remise en cause de leur hégémonie.

Les principales interventions des Etats-Unis en Amérique latine - AFP 3 janvier 2026

- 1954: Guatemala -

Le 27 juin 1954 le colonel Jacobo Arbenz Guzman, président du Guatemala, est chassé du pouvoir par des mercenaires entraînés et financés par Washington, après une réforme agraire menaçant les intérêts de la puissante société américaine United Fruit Corporation (future Chiquita Brands).

Les Etats-Unis ont inclus en 2003 dans leur histoire officielle le rôle de la CIA dans ce coup d'Etat, au nom de la lutte contre le communisme.

- 1961: Cuba -

Du 15 au 19 avril 1961, 1.400 anticastroïstes entraînés et financés par la CIA tentent de débarquer sur la Baie des Cochons, à 250 kilomètres de La Havane, sans réussir à renverser le régime communiste de Fidel Castro.

Les combats font une centaine de morts dans chaque camp.

- 1965: République Dominicaine -

En 1965, au nom du "*danger communiste*", les Etats-Unis envoient des marines et des parachutistes à Saint-Domingue pour étouffer un soulèvement en faveur de Juan Bosch, président de gauche renversé par des généraux en 1963.

- Années 1970: soutien aux dictatures du Cône Sud -

Washington a soutenu plusieurs dictatures militaires, considérées comme un rempart face à des mouvements armés de gauche.

Ils ont activement aidé le dictateur chilien Augusto Pinochet lors du coup d'Etat du 11 septembre 1973 contre le président de gauche Salvador Allende.

Le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger a soutenu la junte argentine en 1976, l'encourageant à terminer rapidement sa "*sale guerre*", selon des documents américains déclassifiés en 2003. Au moins 10.000 opposants argentins ont disparu.

Dans les années 1970-1980, six dictatures (Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie et Brésil) se sont alliées pour éliminer des opposants de gauche dans le cadre du "*Plan Condor*", avec un soutien tacite américain.

- Années 1980: guerres civiles en Amérique centrale -

En 1979 la rébellion sandiniste renverse le dictateur Anastasio Somoza au Nicaragua. Le président américain Ronald Reagan, inquiet de l'alignement du Managua sur Cuba et l'URSS, autorise secrètement la CIA à apporter une aide de 20 millions de dollars aux Contras (les contre-révolutionnaires nicaraguayens) financée partiellement par la vente illégale d'armes à l'Iran.

La guerre civile nicaraguayenne, terminée en avril 1990, fera 50.000 morts.

Reagan a également envoyé des conseillers militaires au Salvador pour étouffer la rébellion du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, extrême gauche) dans le cadre d'une guerre civile (1980-1992) qui a fait 72.000 morts.

- 1983: Grenade -

Le 25 octobre 1983, des marines et des rangers interviennent sur l'île de Grenade après l'assassinat du Premier ministre Maurice Bishop par une junte d'extrême gauche et alors que les Cubains agrandissent l'aéroport, pour y accueillir sans doute des avions militaires.

Ronald Reagan lance, à la demande de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECS), l'opération "Urgent Fury" pour protéger un millier de citoyens américains.

L'opération, "réussie" selon Reagan et largement déplorée par l'Assemblée générale de l'ONU, se termine le 3 novembre, avec plus d'une centaine de morts.

- 1989: Panama -

En 1989, après une élection contestée, le président George Bush décide une intervention militaire au Panama, aboutissant à la reddition du général Manuel Noriega, ancien collaborateur des services secrets américains, poursuivi par la justice américaine.

Quelque 27.000 GI participent à l'opération "*Juste Cause*", qui a fait officiellement 500 morts -- mais plusieurs milliers selon des ONG.

Manuel Noriega sera emprisonné plus de deux décennies aux Etats-Unis pour trafic de drogue, avant de purger d'autres peines en France puis au Panama.

C'est au Panama qu'avait été fondée en 1946 l'Ecole des Amériques, centre de formation militaire spécialisé dans le combat contre le communisme, contrôlé jusqu'en 1984 par les Etats-Unis, où ont été formés nombre de dictateurs. AFP 3 janvier 2026

Un internaute.

- 1961 (Cuba) Kennedy (Démocrate), 1965 (République Dominicaine) Johnson (Démocrate), 1973 (Chili) Nixon (Républicain), 1976 (Argentine) Ford (Républicain), 1979 (Nicaragua) Carter (Démocrate), 1983 (Grenade) Reagan (Républicain), 1989 (Panama) Bush (Républicain). Comme quoi les Démocrates ne valent pas mieux que les Républicains.

Lu.

La guerre contre le Venezuela

L'attaque du 3 janvier n'est pas la première contre le Venezuela. En réalité, la campagne de pression a débuté en 2001 lorsque le gouvernement d'Hugo Chávez a promulgué une loi sur les hydrocarbures, conformément aux dispositions relatives à la souveraineté inscrites dans la Constitution bolivarienne de 1999. Cette campagne comportait les aspects suivants (liste non exhaustive) :

- (2001) Financement américain de groupes sociaux et politiques antibolivariens par le biais du National Endowment for Democracy et de l'USAID.
- (2002) Rôle des États-Unis dans la tentative de coup d'État.
- (2002) Création par le Bureau des initiatives de transition de l'USAID d'un programme pour le Venezuela.
- (2003-2004) Financement et orientation politique du travail du Súmate (dirigé par Maria Corina Machado) pour destituer Chávez par référendum.

- (2004) Développement d'une stratégie en 5 points pour «*pénétrer*» la base de Chávez, «diviser» le chavisme, «isoler» Chávez, construire des groupes tels que Súmate et «*protéger les intérêts commerciaux vitaux des États-Unis*».
 - (2015) Le président américain Barack Obama signe un décret déclarant que le Venezuela est une «menace extraordinaire», ce qui constitue la base juridique des sanctions qui suivront.
 - (2017) Le Venezuela interdit d'accès aux marchés financiers américains.
 - (2018) Les banques internationales et les compagnies maritimes sont contraintes de se conformer de manière excessive aux sanctions américaines illégales, tandis que la Banque d'Angleterre saisit les réserves d'or de la Banque centrale vénézuélienne.
 - (2019) Créer un gouvernement «*intérimaire*» en «nommant» Juan Guaidó comme président autorisé par les États-Unis et organiser un soulèvement (raté), et geler la capacité du Venezuela à vendre du pétrole ainsi que saisir ses actifs pétroliers à l'étranger.
 - (2020) Tentative d'enlèvement de Maduro par le biais de l'opération Gideon (et en offrant une prime pour sa capture), alors que les États-Unis exerçaient une campagne de «pression maximale» sur le Venezuela pendant la pandémie (y compris le refus du Fonds monétaire international d'accorder les propres réserves du Venezuela).
 - (2025) Attribution du prix Nobel de la paix à Maria Corina Machado, le comité Nobel déclarant que Maduro devrait quitter le pouvoir.
 - (2025-2026) Les attaques contre de petits bateaux au large des côtes du Venezuela, le positionnement d'une armada pour former un embargo sur le Venezuela et la saisie de pétroliers vénézuéliens.
-

Lu.

Après la mort de Chávez et la baisse des prix du pétrole, les États-Unis ont entamé une guerre hybride ciblée contre le Venezuela.

La guerre hybride désigne l'utilisation coordonnée de la coercition économique, de l'étranglement financier, de la guerre de l'information, de la manipulation juridique, de l'isolement diplomatique et de la violence sélective, déployée pour déstabiliser et renverser des projets politiques souverains sans qu'il soit nécessaire de procéder à une invasion à grande échelle.

Son objectif n'est pas la conquête territoriale mais la soumission politique : la discipline des États qui tentent une redistribution, une nationalisation ou une politique étrangère indépendante.

La guerre hybride opère par le biais de l'armement de la vie quotidienne. Les attaques monétaires, les sanctions, les pénuries, les récits des médias, la pression des ONG, le harcèlement judiciaire (lawfare) et les crises de légitimité sont conçus pour éroder la capacité de l'État, épuiser le soutien populaire et briser la cohésion sociale. Les souffrances qui en résultent sont alors présentées comme la preuve d'un échec interne, masquant l'architecture externe de la coercition.

C'est précisément ce à quoi le Venezuela est confronté depuis que les États-Unis ont illégalement imposé des sanctions financières au pays en août 2017, sanctions qui ont ensuite été renforcées par des sanctions secondaires en 2018.

En raison de ces sanctions, le Venezuela a été confronté à la perturbation de tous les systèmes de paiement et canaux commerciaux et à la surconformité forcée aux réglementations américaines.

Pendant ce temps, les médias occidentaux ont systématiquement minimisé les sanctions, tout en amplifiant l'inflation, les pénuries et les migrations comme des phénomènes purement internes, renforçant ainsi le discours sur le changement de régime.

L'effondrement du niveau de vie au Venezuela entre 2014 et 2017 ne peut être dissocié de cette stratégie stratifiée d'asphyxie économique.

Attaques de mercenaires, sabotage du réseau électrique, création d'un conflit généré au profit d'ExxonMobil entre la Guyane et le Venezuela, invention d'un président alternatif (Juan Guaidó), attribution du prix Nobel de la paix à une personne appelant à la guerre contre son propre pays (Machado), tentative d'assassinat du président, bombardements de bateaux de pêche au large des côtes vénézuéliennes, saisie des pétroliers quittant le Venezuela, constitution d'une armada au large des côtes du pays... chacun de ces éléments est destiné à créer un climat d'insécurité et d'insécurité : chacun de ces éléments est destiné à créer une tension neurologique au sein du Venezuela conduisant à l'abandon du processus bolivarien au profit d'un retour à 1998 puis d'une annulation de toute loi sur les hydrocarbures promettant la souveraineté du pays.

Si le pays devait revenir à 1998, comme le promet Maria Corina Machado, tous les acquis démocratiques des misiones et des comunas ainsi que de la Constitution de 1999 seraient invalidés. En effet, Machado a déclaré qu'un bombardement américain de ses compatriotes vénézuéliens serait «*un acte d'amour*».

Lu.

L'histoire récente montre une chose très simple : les États-Unis tolèrent parfaitement des régimes autoritaires, pourvu qu'ils soient énergétiquement coopératifs. En revanche, ils combattent systématiquement ceux qui contrôlent leurs ressources au détriment des intérêts occidentaux.

Ce n'est pas Maduro qui pose problème, c'est le fait que le pétrole vénézuélien échappe aux majors américaines.

Ce scénario a un petit air de déjà vu, et les USA le rejoue systématiquement à l'identique.

Irak, Libye, tentatives répétées contre l'Iran : le schéma est toujours le même.

Délégitimation morale du pouvoir en place

Pression économique et sanctions

Échec du changement de régime interne

Intervention directe ou indirecte

Réécriture des contrats énergétiques

Quant aux bénéficiaires finaux, ils sont constants, quels que soient les présidents ou les slogans : ExxonMobil, Chevron et une constellation de traders, fonds d'investissement et sous-traitants énergétiques.

Lu.

Les États-Unis tuent des civils endormis, les médias qualifient cela d"*"audacieux et stupéfiant"*.

Cela fait maintenant 24 heures que les États-Unis ont enlevé le président vénézuélien Nicolas Maduro...

Au cours de cet enlèvement, au moins 40 Vénézuéliens auraient été tués, dont des civils qui dormaient dans leur lit, lorsqu'un missile Hellfire lancé par un avion de combat américain a ravagé un immeuble.

PBS, The Guardian, The Washington Post et d'autres ont qualifié cette violence meurtrière et cette violation flagrante du droit international de « *raid audacieux* ». ABC News l'a qualifié de « *stupéfiant* ». Sky News a déclaré que c'était « *spectaculaire* » et « *époustouflant* » et que les bombes « *ont illuminé le ciel nocturne* ». Vous seriez pardonné de penser qu'ils décrivaient un feu d'artifice du Nouvel An et non un coup d'État meurtrier contre le dirigeant d'un pays souverain.

Les dirigeants européens, de Macron à Starmer, bien que prudents dans leur réponse, ont refusé de condamner l'attaque, tous invoquant la justification belliciste (comme prédit hier) selon laquelle Maduro était un dictateur qui devait partir. Macron a astucieusement utilisé la voix passive, comme si Maduro avait été éliminé par magie plutôt que par une attaque violente.

Les dirigeants d'Amérique du Sud ont évidemment adopté un ton différent. Le Brésil, la Colombie, Cuba et le Mexique ont tous condamné un acte de guerre illégal et le terrorisme d'État. Et il n'est pas exagéré de penser qu'ils pourraient très bien être les prochains. Hier soir, dans une interview accordée à Fox News, Trump a déclaré que "*il va falloir faire quelque chose à propos du Mexique*", que "*Cuba sera quelque chose dont nous finirons par parler*" et "*nous devons le faire à nouveau dans d'autres pays. Nous pouvons le faire à nouveau aussi. Personne ne peut nous arrêter*".

Il a vraiment dit ça. Les éloges et l'absence de condamnation l'ont enhardi.

Honte à l'Europe, et honte aux dirigeants libéraux et à leurs servantes médiatiques qui ont évoqué les dangers de Trump uniquement pour embrasser son gangstérisme.

Mettons également autre chose au clair. Le Venezuela n'a pas été écrasé par Maduro. Elle était écrasée par les États-Unis.

La révolution bolivarienne

Lorsqu’Hugo Chavez est arrivé au pouvoir en 1999 à la suite d’un soulèvement populaire contre un gouvernement néolibéral de droite et les programmes d’austérité imposés par le FMI, le Venezuela était brisé. La pauvreté dépassait les 50 %, près d’un quart du pays vivait dans une pauvreté extrême, 10 % des adultes étaient analphabètes et la mortalité infantile dépassait les 20 %. Au moment où Chavez est mort et que Maduro a pris le pouvoir, la mortalité infantile était tombée à 13,7 pour 1 000 naissances vivantes, la pauvreté avait été réduite à moins de 30 %, l’extrême pauvreté avait été réduite de plus de moitié à 8,5 %, et l’espérance de vie avait augmenté de près de deux ans, pour correspondre à la moyenne régionale. En outre, le PIB a doublé, le chômage n’est que de 7,6 % et 2,6 millions de jeunes adultes sont inscrits à l’université, contre moins d’un million avant Chavez.

À l’époque, *The Guardian* faisait régulièrement état des succès du chavisme.

Quiconque répète l’affirmation selon laquelle le Venezuela a été appauvri par la révolution socialiste n’est donc qu’un menteur ou un larbin impérial.

Il est vrai qu’à partir du milieu des années 2010, nombre de ces indicateurs ont régressé. Mais toute la littérature sérieuse à ce sujet, y compris les rapports de l’ONU, accuse les sanctions américaines et occidentales visant à appauvrir les Vénézuéliens ordinaires au point de les pousser à la rébellion.

Un rapport de 2021 de l’expert indépendant de l’ONU sur le Venezuela, Alena Douhan, a tout mis en lumière.

Dans le rapport, Douhan affirme que le programme de sanctions contre le Venezuela équivaut à « *un blocus économique* » et a eu ce qu’elle appelle un « *effet dévastateur sur les conditions de vie des Vénézuéliens ordinaires* ». Douhan a déclaré que « *les sanctions sectorielles contre les industries pétrolière, aurifère et minière et le gel de tous les avoirs de la Banque centrale ont... réduit considérablement les revenus, affectant les systèmes publics d'électricité, de gaz, d'eau, de transport, de téléphone et de communication, ainsi que les écoles, les hôpitaux et d'autres institutions publiques* ». Elle a déclaré que ces sanctions ont conduit à une crise médicale, alimentaire et nutritionnelle. Le Trésor américain, indique le rapport, a spécifiquement ciblé un programme alimentaire introduit par Maduro pour réduire la faim. Le rapport de Douhan conclut que le programme de sanctions contre le Venezuela est « *politiquement motivé, porte atteinte aux droits humains les plus fondamentaux et viole le droit international* ».

Les États-Unis et l’Occident ont délibérément paralysé le Venezuela.

Encore une fois, quiconque omet ce contexte critique est un menteur ou un larbin. C'est-à-dire l'ensemble des grands médias.

Avez-vous découvert l'un de ces faits, l'un de ces contextes, dans les reportages de la dernière journée ? Les grands médias ont-ils rapporté que les accusations de trafic de drogue étaient ridiculement artificielles ? Bien sûr que non. Parce que le reportage n'a pas pour but d'éduquer, mais d'endoctriner. Son existence n'est pas pour susciter le scepticisme ou la colère contre l'impérialisme et le statu quo, mais pour l'étayer et le soutenir.

Maduro était également l'un des rares dirigeants mondiaux à se montrer solidaires des Palestiniens et à qualifier le sionisme d'idéologie haineuse et terroriste. Son élimination est également un coup d’État pour Israël.

Et enfin, la version officielle des médias occidentaux et de l'establishment politique est que la chef de l'opposition, Maria Corina Machado, dirige un mouvement populaire massif et que le parti qu'elle dirige a remporté les dernières élections. Mais hier soir, Trump a déclaré qu'elle ne pouvait pas être la leader, parce qu'elle n'avait ni respect ni soutien général. Ce qui est étrange, étant donné que les allégations contre Maduro en tant que dictateur reposent explicitement sur le fait que Corina Machado est la dirigeante légitime bénéficiant du soutien populaire.

Il s'agit donc d'une autre facette extrêmement révélatrice de l'histoire que vous ne lirez pas dans les médias grand public.

L'histoire des dernières 24 heures, tout comme l'histoire de la violence impériale, a aussi été l'histoire d'une presse brisée, corrompue et capturée. Un média qui ne dit pas la vérité au pouvoir, mais qui amplifie les mensonges et la propagande des puissants.

Un média qui omet délibérément le contexte critique et fabrique un consentement à la violence.

Un média qui se soucie du droit international, de la démocratie et des opprimés, et qui applaudit ensuite les coups d'État et la violence de l'empire.

Les dernières 24 heures ont démontré une fois de plus la faillite des médias grand public et pourquoi les voix indépendantes sont plus importantes que jamais.

J-C - Certes, mais ils sont loin d'avoir les idées claires, c'est le moins qu'on puisse dire. Tout le monde peut se soucier du sort des opprimés, en revanche, seuls les véritables socialistes ou communistes combattent pour l'éradication de l'exploitation et de l'oppression de la surface de la Terre, tous les autres, hypocrites au grand cœur s'en accommodent.

Quand Trump se prend pour l'Empereur du monde ou le nouveau führer.

« Ce qui est arrivé à Maduro peut arriver à d'autres » : Donald Trump bombe le torse après l'opération militaire au Venezuela - parismatch.com 03 janvier 2026

C'était une conférence de presse très attendue. Avec 50 minutes de retard sur l'horaire prévu, Donald Trump s'est exprimé à Mar-a-Lago, en Floride. Dans un premier temps, il a détaillé l'opération menée la nuit dernière au Venezuela.

« La nuit dernière, selon mes instructions, les forces armées ont conduit une opération américaine extraordinaire au Venezuela. Un assaut spectaculaire a été mené, un assaut comme nous n'en avons pas vu depuis la Seconde guerre mondiale, contre une forteresse très sécurisée [...] pour traduire en justice Nicolás Maduro. Aucune Nation au monde ne pourrait faire ce qu'ont fait les États-Unis (hier). Nous avons capturé Maduro cette nuit. Il faisait sombre, les lumières avaient été éteintes [...], nous avons capturé Nicolás Maduro et son épouse Flores. Ils ont été mis en accusation pour complot de narcoterrorisme devant le tribunal de New York. », a-t-il d'abord expliqué.

« Une seconde attaque si nécessaire »

Il a ensuite confirmé que «*pas un Américain n'a été tué, pas un élément matériel a été perdu.*» « *Un grand nombre de personnes a pourtant été impliquée. Nous sommes les plus forts de toute la planète, avec des capacités et des compétences qui ne peuvent que faire peur à nos ennemis. Nous avons supprimé 97 % de la drogue qui vient de la mer, d'un endroit qui s'appelle le Venezuela.*», a continué le président américain, qui a ajouté que les «*compagnies pétrolières vont aller sur place.*» «*Nos très grandes compagnies pétrolières américaines, les plus importantes au monde, vont se rendre sur place, dépenser des milliards de dollars, réparer les infrastructures gravement endommagées, les infrastructures pétrolières, et commencer à générer des revenus pour le pays.*»

«*Nous allons essayer de mettre en place une transition pacifique. Nous allons gérer le pays tant qu'il n'y a pas une transition juste. Liberté, paix et justice. Nous ne pouvons pas prendre le risque que qu'un s'empare du Venezuela sans se soucier de la population. Nous allons rester au Venezuela aussi longtemps que la transition ne sera pas finie.* », a-t-il précisé, affirmant « être prêts à mettre en place une seconde attaque si nécessaire. »

Après s'être félicité d'avoir réduit la criminalité dans un certain nombre de villes américaines, dont la capitale fédérale Washington, Donald Trump a expliqué vouloir remettre en place la doctrine Monroe - renommée «*Donroe*» - un message à peine voilée aux ambitions stratégiques de la Chine. « *L'Amérique est un pays plus sûr, le Venezuela plus fier.* » « *Ce qui est arrivé à Maduro peut arriver à d'autres*», a-t-il conclu. Lors des questions à la presse, Marco Rubio, le Secrétaire d'Etat, a d'ailleurs clairement menacé les dirigeants cubains. «*Si je vivais à La Havane et que je faisais partie du gouvernement, je serais au moins un peu inquiet*», a-t-il dit, ajoutant que "*Cuba est une catastrophe*" et que le pays est "*dirigé par des hommes incompétents et séniles.*" parismatch.com 03 janvier 2026

Au fil des heures.

La vice-présidente du Venezuela va exercer par intérim les pouvoirs de Maduro

Le Cour suprême du Venezuela a ordonné samedi à la vice-présidente Delcy Rodriguez d'assurer l'intérim du pouvoir. La chambre constitutionnelle de la Cour a statué « *que Rodriguez assume et exerce en tant que responsable toutes les attributions, devoirs et pouvoirs inhérents à la fonction de présidente de la République bolivarienne du Venezuela afin de garantir la continuité administrative et la défense intégrale de la nation.* ».

Les juges n'ont pour le moment pas déclaré Nicolás Maduro définitivement absent, ce qui aurait entraîné la convocation d'élections anticipées dans les 30 jours.

Pékin appelle les Etats-Unis à « libérer immédiatement » Maduro

La Chine appelle ce dimanche les Etats-Unis à la libération immédiate de Nicolás Maduro, actuellement incarcéré à New York. « *La Chine appelle les Etats-Unis à garantir la sécurité personnelle du président Nicolás Maduro et de son épouse, à les libérer immédiatement et à cesser de chercher à renverser le gouvernement du Venezuela* », a réagi le ministère chinois des Affaires étrangères dans un communiqué, qualifiant l'opération de « *violation flagrante du droit international* ».

- Le Mexique condamne l'intervention militaire américaine au Venezuela alors que la Charte de l'ONU viole - telesurenglish.net 3 janvier 2026

- Lula condamne l'enlèvement du président vénézuélien par les États-Unis États-Unis: "Ils ont franchi une ligne inacceptable" - telesurtv.net 3 janvier 2026

- L'Uruguay condamne l'intervention militaire américaine au Venezuela - telesurenglish.net 3 janvier 2026

Au tour de Cuba d'être menacé

Dans sa conférence de presse, Trump compare Cuba au Venezuela qui serait dans « une situation similaire ». « *Le système n'y est pas bon, je pense qu'on va en parler bientôt. Nous allons aider les Cubains* », a-t-il ajouté.

« Il a intérêt à faire gaffe à ses fesses »... Donald Trump menace directement le président colombien.

Répondant à une question d'un journaliste, Donald Trump menace Gustavo Petro, le président de la Colombie qui a dit surveiller sa propre situation. « *Il y a énormément d'usines de cocaïne dans son pays, il produit de la cocaïne et il l'envoie directement aux Etats-Unis. Il a intérêt de surveiller ses arrières* » a répondu le président américain.

Le Venezuela devenait « menaçant »

«*Le Venezuela devenait de plus en plus menaçant sous la direction de Nicolás Maduro et menaçait également la vie des citoyens des États-Unis avec des armes, avec de la drogue et les cartels* », a justifié Donald Trump.

Les Etats-Unis prêts à « gérer les affaires »

«*Tant que la transition n'est pas effectuée, nous allons nous installer là-bas et gérer les affaires, déclare Donald Trump. Pendant trop longtemps, les affaires au Venezuela étaient un fiasco. Nous allons maintenant y installer notre plus grande entreprise de pétrole américaine et investir, pour faire de l'argent au Venezuela.* »

« Nous voulons la paix » pour le Venezuela

« Nous avons réussi à éliminer 97 % de la drogue qui s'apprêtait à aller dans notre pays, nous pouvons maintenant opérer une transition utile », se félicite Donald Trump, qui réitère sa volonté qu'aucun membre de la classe de Maduro ne lui succède. « *Nous voulons la paix, la liberté, la justice pour les Vénézuéliens.* »

Les compagnies pétrolières américaines vont s'implanter au Venezuela, déclare Donald Trump

Dans ses réponses aux journalistes, Donald Trump déclare qu'il autoriserait les compagnies pétrolières américaines à se rendre au Venezuela pour exploiter les réserves massives de brut du pays, après l'opération des forces américaines contre le président Nicolás Maduro.

« Nos très grandes compagnies pétrolières américaines, les plus importantes au monde, vont se rendre sur place, dépenser des milliards de dollars, réparer les infrastructures gravement endommagées, les infrastructures pétrolières, et commencer à générer des revenus pour le pays », a dit le président américain lors d'une conférence de presse en Floride.

Les Etats-Unis n'ont « pas peur » d'envoyer des troupes au sol au Venezuela, assure Trump

Les Etats-Unis n'ont « *pas peur* » d'envoyer des troupes au sol au Venezuela, a assuré le président américain Donald après l'opération de capture de son homologue vénézuélien Nicolás Maduro

« Nous n'avons pas peur d'envoyer des troupes sur le terrain si besoin, nous avions des troupes au sol à un très haut niveau la nuit dernière », a-t-il souligné.

Trump vante son action pour la souveraineté américaine

Critiquant les précédentes administrations, Donald Trump a affirmé que « *sous ma présidence, nous réaffirmons la force américaine dans notre propre région, différente d'il y a quelques mois. Nous sommes bien plus dominants* ».

Washington travaillera avec les responsables vénézuéliens « s'ils prennent de bonnes décisions », dit Rubio

Les Etats-Unis travailleront avec les responsables vénézuéliens en place « *s'ils prennent de bonnes décisions* », a déclaré dimanche le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, assurant que Washington gardait des moyens de pression sur le pays, notamment l'embargo pétrolier.

« S'ils ne prennent pas de bonnes décisions, les Etats-Unis conserveront de nombreux leviers d'influence pour garantir la protection de nos intérêts, notamment l'embargo pétrolier. Nous allons

donc juger, à l'avenir, nous allons juger tout ce qu'ils font », a-t-il dit à propos du gouvernement vénézuélien, lors d'une interview à la chaîne CBS.

Führer guerrière en début d'année 2026.

La France et le Royaume-Uni ont mené une attaque conjointe contre Daesh en Syrie - 20 Minutes avec AFP 4 janvier 2026

Fin décembre, les Etats-Unis avaient annoncé avoir frappé des « *bastions* » de l'EI en Syrie.

Le Royaume-Uni et la France ont en effet mené conjointement samedi soir une frappe en Syrie contre un site souterrain soupçonné d'être utilisé par le groupe Etat islamique (EI), a annoncé le ministère britannique de la Défense.

Cette attaque a eu lieu dans les montagnes au nord de l'ancienne cité de Palmyre, dans le centre de la Syrie, contre une installation occupée par l'EI « *très probablement pour stocker des armes et des explosifs* », a indiqué le ministère dans un communiqué.

Mission accomplie selon Londres

Les avions britanniques « ont utilisé des bombes guidées Paveway IV pour cibler plusieurs tunnels d'accès menant à l'installation. Une évaluation détaillée est actuellement en cours, mais les premières indications montrent que la cible a été touchée avec succès », a-t-il ajouté, sans précision sur le rôle des appareils français. « *Rien n'indique que cette frappe ait présenté un risque pour les civils, et tous nos avions sont rentrés sains et saufs* », a indiqué le ministère.

« *Cette action témoigne du leadership du Royaume-Uni et de sa détermination à se tenir aux côtés de ses alliés pour éradiquer toute résurgence de Daesh et de ses idéologies dangereuses et violentes au Moyen-Orient* », s'est pour sa part félicité dans le même communiqué le ministre britannique de la Défense, John Healey. 20 Minutes avec AFP 4 janvier 2026

De nouvelles frappes saoudiennes touchent des positions séparatistes au Yémen - AP 4 janvier 2026

Des séparatistes du Sud du Yémen ont affirmé que des avions de combat saoudiens avaient mené de nouvelles frappes aériennes samedi contre un camp militaire dans la ville portuaire de Mukalla et d'autres zones où leurs forces sont stationnées, alors que les forces soutenues par l'Arabie saoudite progressaient pour reprendre la ville.

Le mois dernier, le STC a pénétré dans l'Hadramaout et le Mahra, s'emparant d'une région riche en pétrole. Cette offensive a contraint à l'exil les alliés des forces du Bouclier national, soutenues par l'Arabie saoudite et membres de la coalition anti-houthiste.

Sous la pression saoudienne et à la suite d'un ultimatum des forces anti-houthistes exigeant leur retrait du Yémen, les Émirats arabes unis ont annoncé samedi matin avoir retiré toutes leurs troupes.

Les tensions au Yémen ont encore fragilisé les relations entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, voisins de la péninsule arabique et rivaux sur les questions économiques et politiques régionales, notamment dans la région de la mer Rouge. Officiellement, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis partagent l'objectif affiché de la coalition, soit le rétablissement du gouvernement yéménite internationalement reconnu.

Un responsable du STC a déclaré samedi à l'Associated Press que plus de 100 frappes aériennes saoudiennes avaient touché plusieurs sites dans l'Hadramaout au cours des dernières 24 heures, faisant des morts et des blessés. Le responsable s'est exprimé sous couvert d'anonymat, n'étant pas autorisé à s'adresser aux médias.

Le colonel Ahmed Baqatyan, commandant militaire de la Confédération des tribus de l'Hadramaout, a affirmé que le bombardement du camp de la brigade Barshid était nécessaire, car il se situe sur la route menant à Aden, ville portuaire du sud du pays. Il a précisé que le démantèlement du camp visait à empêcher les forces du STC de se regrouper et de reprendre Mukalla.

Parallèlement, le ministère yéménite des Transports, allié au STC, a condamné les frappes aériennes saoudiennes menées vendredi soir. Ces frappes, selon lui, visaient l'aéroport international de Seiyun, «exposant l'aéroport à de graves risques susceptibles d'endommager ses infrastructures, d'entraver son fonctionnement et la reprise des vols».

Hilal Khashan, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Beyrouth, a expliqué que lorsque l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont lancé une opération militaire contre les houthistes il y a dix ans, les Saoudiens souhaitaient contrôler les montagnes de Saada, tandis que les Émirats arabes unis convoitaient Aden, porte d'entrée stratégique vers la mer Rouge.

M. Khashan a indiqué que la situation était devenue incontrôlable ces dernières semaines lorsque le STC, soutenu par les Émirats arabes unis, a commencé à s'emparer de zones de l'Hadramaout frontalières du royaume.

«Pour les Saoudiens, c'était une ligne rouge», a affirmé M. Khashan, ajoutant qu'ils se sentaient pris en étau entre les houthistes au nord et les Émirats arabes unis au sud. Ils ont «décidé de mettre un terme à l'expansionnisme régional des Émirats arabes unis», a-t-il précisé.

Liban-Sud : nouvelles frappes israéliennes, la FINUL accuse Tsahal d'avoir tiré près de Casques bleus - RT 3 janv. 2026

Plus d'un an après le cessez-le-feu, les frappes israéliennes se poursuivent. Un homme a été grièvement blessé ce 3 janvier, après le tir « de deux missiles sur une camionnette » à Al-Khiyam, une localité du Liban-Sud, a rapporté L'Orient-Le Jour (OLJ) qui évoque un contexte « de tension accrue » entre le Hezbollah et Israël.

La veille, les forces israéliennes avaient procédé à « une douzaine de bombardements sur le Liban-Sud et la Békaa », rapportait déjà le quotidien francophone qui citait un de ses correspondants. Des attaques qui faisait suite, toujours selon la même source, à « des sirènes d'alerte » qui « ont retenti dans le village de Bar'am, situé à moins d'un kilomètre de la Ligne bleue, dans ce qui s'est finalement avéré être une fausse alerte ». « Le déclenchement des sirènes était conforme au protocole », a affirmé Tsahal, toujours sur les réseaux sociaux, évoquant un tir « vers une fausse cible ».

Dans un communiqué, relayé le même jour sur le site des Nations Unies, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a dénoncé une « *tendance préoccupante* » après des tirs « *essuyé* » par deux de ses patrouilles près de Kfar Shuba, estimant que les tirs provenaient de positions israéliennes. La FINUL a immédiatement transmis une demande de « *cessez-le-feu* », via ses canaux de liaison, est-il précisé.

Selon le ministère libanais de la Santé, 331 personnes ont été tuées et 945 blessées dans des attaques israéliennes entre le 27 novembre 2024 – date de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah – et le 20 novembre 2025.

Russie.

La Russie dénonce la décision autrichienne autorisant une marche des néonazis ukrainiens - RT 3 janv. 2026

L'ambassade de Russie en Autriche a condamné Vienne pour ce qu'elle a qualifié de « *tolérance de fait* » des autorités à l'égard d'une marche organisée par des néonazis ukrainiens pour commémorer l'anniversaire de Stepan Bandera.

Ce dernier, terroriste condamné qui purgeait une peine en Pologne pour avoir comploté l'assassinat du ministre de l'Intérieur, a été libéré par les nazis et a collaboré avec eux pendant la Seconde Guerre mondiale dans le but de créer un État ukrainien aligné sur l'Allemagne hitlérienne.

Dans un communiqué publié le 2 janvier, l'ambassade russe a exprimé qu'elle ne ressentait « *rien d'autre qu'un profond dégoût* » face à ce qu'elle a qualifié de coup médiatique provocateur orchestré par une « *poignée* » de radicaux ukrainiens basés en Autriche, qui ont célébré un « *complice nazi* » et un « *criminel de guerre* » dans le centre de Vienne.

« *De tels actes constituent une insulte directe à la mémoire des victimes du nazisme et un défi flagrant à la moralité publique* », a déclaré l'ambassade, ajoutant avoir déposé une protestation officielle auprès du ministère autrichien des Affaires étrangères, tout en soulignant qu'il est inacceptable d'*« encourager de telles manifestations néonazies* », aussi marginales soient-elles.

Une vidéo diffusée précédemment sur les réseaux sociaux montrait une colonne de manifestants brandissant des drapeaux ukrainiens et des drapeaux de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), ainsi que des portraits de Bandera.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 janvier 2026

Vous avez de quoi lire dans tout ce que j'ai publié et dans la causerie qui suit, je ne vais pas en rajouter, je suis malade. J'ai commenté certains passages.

Les évènements importants survenus au cours des dernières années, ont confirmé l'orientation de mon courant politique, j'invite les lecteurs à le vérifier en consultant les causeries (en ligne en pdf) depuis 2008.

L'oligarchie financière s'est emparée du pouvoir politique, et si elle a placé ses dirigeants à la tête des institutions de la plupart des Etats occidentaux, ce n'était certainement pas dans l'intention de s'en laisser compter, mais pour qu'elles appliquent son programme, par tous les moyens, quitte à user et abuser de la force, logique quand on détient tous les pouvoirs, elle n'a rien à craindre, elle peut agir en toute impunité, puisqu'il n'existe aucune force organisée capable de lui résister ou de s'opposer à sa volonté, aucune menace ne plane à l'horizon, hormis un éventuel soulèvement populaire révolutionnaire, mais même de ce côté-là, elle a fait en sorte que tout soit cadenassé ou elle a neutralisé, acheté le mouvement ouvrier, y compris l'extrême gauche.

Souvenez-vous, je n'ai pas arrêté de me demander quand cela se produirait-il. Ils ont lancé leur grande offensive en janvier 2020, et depuis ils n'ont pas cessé de l'étendre et de l'approfondir. Ceux qui n'avait rien vu venir, ne s'en sont jamais remis à ce jour. Je me sens bien seul à vrai dire.

Impossible de kidnapper l'ambassadeur américain en poste au Venezuela, l'ambassade américaine à Caracas est fermée depuis 2019, alors pourquoi ne pas kidnapper des personnalités américaines importantes actuellement au Venezuela pour les échanger contre Maduro et son épouse ?

Pourquoi en représailles à l'attaque contre le Venezuela, l'armée vénézuélienne ne bombarderait-elle la flotte américaine qui mouille à une encablure du rivage ?

Au lieu d'imaginer une réponse à la hauteur de l'agression américaine histoire de la stopper, sous prétexte d'être moins puissant, les autorités vénézuélienne font acte de soumission et acceptent de "*négocier*" avec un gang de fascistes notoires, c'est délirant, en procédant de la sorte, elles confortent et encouragent l'entreprise guerrière des Américains, alors qu'ils viennent d'avouer qu'ils n'avaient aucune solution de rechange sous le coude pour remplacer le gouvernement vénézuélien qui assure la continuité de Maduro.

Spécial Venezuela.

En famille.

Venezuela : La réaction de Macron à la capture de Maduro saluée par Trump.- Le HuffPost 4 janvier 2026

Lu.

Sur un article de Une de Mediapart du 3 janvier consacré au Venezuela, le commentaire le plus plébiscité par les lecteurs (162 abonnés l'ont recommandé) fustigeait :

- « *Pour condamner la Russie en Ukraine, c'était la grosse artillerie dès le jour 1.*

Quand c'est l'Oncle Sam qui commet le crime suprême d'agression, les condamnations sont inexistantes. Mediapart renvoie « courageusement » dos à dos Trump et Maduro. C'est ça, le « journalisme engagé » ? »

J-C - "Mediapart renvoie « courageusement » dos à dos Trump et Maduro", c'est le même procédé scélérat auquel a recouru la soi-disant gauche et extrême gauche envers tous les chefs d'Etats que l'impérialisme américain ou l'OTAN ont agressé et parfois liquidé physiquement depuis 1991, qu'il s'agisse des pays d'Europe central, du Moyen-Orient, de la Russie ou de l'Afrique, mais aussi de l'Amérique centrale ou du sud.

Les plus dogmatiques ou fanatisés d'entre eux, en fait décomposés politiquement, dénonçant ce qu'ils appellent "*le campisme*", ont accusé ceux qui refusaient de renvoyer dos-à-dos les agresseurs et les agressés ou leur infligeant un traitement identique, reprenant de fait la rhétorique de Washington ou de Bruxelles, pour finalement couvrir leur capitulation politique, leur alignement sur l'impérialisme américain et ses alliés, leur trahison de leur engagement politique envers le prolétariat mondial et le socialisme.

Je ne suis jamais tombé dans le piège du "*campisme*", qui consiste à soutenir aveuglément un régime agressé sans se soucier de sa nature. A chaque instant, j'ai adopté une position tenant compte du contexte réel, du rapport de forces entre les classes et les différents belligérants, les forces en présence ou engagée dans ces guerres, conformément aux aspirations des travailleurs de ces pays et au socialisme.

A l'opposé des opportunistes, j'ai soutenu inconditionnellement tous les Etats et peuples qui avaient été agressé militairement par les puissances occidentales, parce que en temps de guerre il est impossible de les dissocier sans porter atteinte à leur unité ou souveraineté, sans toutefois ne jamais manifester la moindre illusion dans les régimes en place dans ces pays, préservant mon indépendance politique et ma capacité de les combattre au côté de leur peuples...

Le gauchisme, la maladie infantile du capitalisme est devenue la maladie de l'extrême gauche dégénérée, en voici un exemple, peu importe l'origine.

- « *Tout en défendant la souveraineté du peuple vénézuélien, tout en dénonçant l'enlèvement criminel de Nicolas Maduro et de son épouse, il serait une erreur tragique pour les travailleurs et*

la jeunesse de s'aligner derrière ce régime oppresseur et anti-ouvrier. L'attaque contre le Venezuela par les Etats-Unis appelle à la naissance d'un anti-impérialisme de classe, très large, unitaire et massif. »

- « *Sans apporter le moindre soutien politique au régime autoritaire de Maduro, nous nous plaçons résolument dans le camp militaire du Venezuela et luttons pour la défaite des États-Unis. »*

J-C - Pour un peu Trump aurait eu raison de débarrasser le peuple vénézuélien d'un "régime oppresseur et anti-ouvrier", d'un "régime autoritaire". C'est à cela qu'on reconnaît l'extrême gauche de nos jours en France, elle n'a plus rien à voir avec le marxisme et le socialisme ou le communisme.

Qu'est-ce qui cloche ici, toujours la même chose, déjà évoquée précédemment. Les gauchistes ou les opportunistes sont des petits bourgeois qui prennent avant tout leurs désirs pour la réalité, ils se comportent en mythomanes. Ils croient dans leur récit au lieu de s'en tenir à la réalité ou aux faits, et les faits ici indiquent que Maduro et le ou les partis qui le soutenaient étaient l'unique force capable de résister à l'impérialisme américain dès lors qu'une partie importantes ou la majorité des travailleurs leur accordaient leur confiance, à tort ou à raison, c'est une autre histoire, il ne faut pas tout mélanger ou confondre sous peine de se tromper d'ennemi ou de faire son jeu.

C'est justement ce que font des groupuscules de militants révolutionnaires, certes animés de bonnes intentions, mais complètement marginalisés ou coupés des masses, oubliant que sans l'appui des masses aucun régime progressiste ne peut résister longtemps à une agression impérialiste, et ce n'est pas leurs incantations stériles qui y changera quoi que ce soit, ils divisent plus qu'ils ne rassemblent le peuple vénézuélien, ce que Trump et ses idéologues n'auront pas manqué de constater et de se féliciter.

Lu.

L'ordre international «fondé sur des règles» vient de tomber le dernier voile.

Ce qui reste ?

Une vérité nue : la force impose, le récit absout, le droit se tait.

C'est l'épitaphe d'un empire qui ne gouverne plus par la persuasion, mais par la bombe.

La puissance fait le droit, le récit fait la légitimité

Il est temps de cesser l'hypocrisie. L'ordre international contemporain n'est ni fondé sur le droit, ni sur des règles universelles, ni sur une morale partagée. Il repose sur une mécanique beaucoup plus simple, plus ancienne, et désormais assumée sans fard :

«*La puissance fait le droit, le récit fait la légitimité*».

Le reste n'est que décor : vocabulaire juridique recyclé, morale de circonstance et mise en scène diplomatique destinée à masquer une réalité brute.

Le monde est gouverné par des rapports de force, et ceux qui dominent écrivent les règles après avoir imposé les faits.

Le droit international : une fiction utile aux dominants

Le droit international est souvent présenté comme un rempart contre la barbarie. En réalité, il fonctionne aujourd’hui comme un outil de domination sélective.

Il ne protège pas les faibles : il les encadre.

Il ne contraint pas les puissants : il les justifie.

Lorsqu’un État occidental viole une souveraineté, bombarde, impose des sanctions extraterritoriales ou soutient une occupation prolongée, le droit devient soudain «complexe», «contextualisé», «sujet à interprétation».

En revanche, lorsque ces mêmes actes sont commis par un adversaire géopolitique, le droit redevient clair, sacré, non négociable.

Ce double standard n'est pas une dérive.

C'est le cœur du système.

Les institutions internationales ne sont pas des arbitres : ce sont des théâtres. On y joue des rôles, on y récite des textes, on y produit de la légitimité symbolique. Mais les décisions réelles sont prises ailleurs, par ceux qui disposent de la force militaire, financière, technologique et médiatique.

Le message implicite est limpide :

Le droit n'est pas au-dessus de la puissance – il en est l'émanation.

L'ère de l'impérialisme narratif

L'impérialisme moderne n'avance plus en uniforme colonial.

Il avance en langage.

Il ne conquiert plus seulement des territoires, mais des cadres de pensée.

Il ne s'impose plus seulement par les armes, mais par le récit.

Chaque guerre, chaque intervention, chaque opération clandestine est précédée – ou suivie – d'une construction discursive soigneusement calibrée :

L'ennemi est diabolisé

La complexité est effacée

L'histoire est simplifiée

L’émotion remplace l’analyse

Ce n’est pas un accident : c’est une stratégie.

Dans un monde saturé d’images, celui qui contrôle le récit contrôle la perception du réel.

Ainsi :

Une agression devient une «*opération préventive*»

Un siège devient une «*pression sécuritaire*»

Un effondrement d’État devient une «*transition démocratique*»

Le récit ne décrit plus la guerre : il la rend acceptable.

Le conflit est présenté comme une lutte absolue entre la civilisation et la barbarie. Toute analyse historique est suspecte, toute tentative de contextualisation assimilée à une complicité morale.

La guerre n’est plus un drame à résoudre, mais une croisade à prolonger.

Le droit international est brandi comme une arme idéologique, mais uniquement dans un sens. Les violations alliées sont invisibilisées. Les négociations deviennent immorales. La paix elle-même est suspecte.

Gaza

Ici, le droit international humanitaire est invoqué rituellement, puis vidé de toute substance.

Les civils meurent, mais le récit les dissout dans des catégories abstraites : «*dommages collatéraux*», «*boucliers humains*», «*zones complexes*».

La force écrasante est légitimée par une narration sécuritaire permanente.

Le droit n’est plus une limite : il devient un décor.

Venezuela

Le cas vénézuélien révèle la phase ultime et la plus cynique du processus.

Après l’élection présidentielle de juillet 2024 – dont les résultats officiels ont reconduit Nicolás Maduro, malgré les accusations (non prouvées) de fraude portées par l’opposition et immédiatement relayées par Washington pour justifier une non-reconnaissance et une campagne d’ingérence massive –, Maduro s’est maintenu face à une pression internationale incessante, s’est fait introniser en janvier 2025, puis a résisté à toutes les formes d’agression hybride.

Jusqu’à ce que la puissance brute parle sans masque.

Le 3 janvier 2026, les États-Unis ont lancé des frappes aériennes massives sur Caracas et des sites militaires, capturé Maduro et son épouse Cilia Flores, et les ont exfiltrés du pays.

À l'heure où ces lignes sont écrites, le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est pas réuni en urgence. La Chine et la Russie ont dénoncé une violation flagrante de la souveraineté vénézuélienne, tandis que plusieurs États d'Amérique latine ont exprimé leur «profonde préoccupation». Washington, de son côté, évoque une «*opération de stabilisation*» sans fournir de base juridique publique.

Le prétexte ?

Narco-État, menace régionale – le même récit recyclé depuis des années, amplifié par les allégations électorales jamais vérifiées de manière indépendante.

La réalité ?

L'impatience face à un État souverain qui refuse l'alignement, protège ses ressources pétrolières et s'allie à Moscou, Pékin et Téhéran.

La souveraineté n'est plus même conditionnelle : elle est annulée par la force quand elle gêne.

Le droit international ? Muet ou complice.

L'ingérence n'est plus dissimulée : elle est assumée comme «restauration de la démocratie» par ceux qui viennent de bombarder un pays sans déclaration de guerre.

Dans ces trois situations, le schéma est identique :

La puissance impose, le récit absout, le droit suit ou se tait.

Au Venezuela, il ne suit même plus : il est piétiné ouvertement.

L'événement vénézuélien ne crée pas une rupture : il officialise une logique déjà à l'œuvre. Il ne révèle pas un excès, mais la règle désormais assumée. Ce qui se faisait sous le masque du droit se fait désormais à visage découvert.

Le Sud global : fin de la soumission narrative

Ce que les chancelleries occidentales refusent encore d'admettre, c'est que ce jeu est désormais massivement démasqué dans le Sud global.

Pour des sociétés marquées par la colonisation, les coups d'État téléguidés, les guerres humanitaires dévastatrices, le discours occidental sur les valeurs universelles sonne creux. Il est perçu non comme une promesse, mais comme une menace.

Le résultat est visible :

Rejet de l'alignement automatique

Effondrement du soft power occidental

Montée de coalitions alternatives

Désaffection envers les institutions dominées par l'Occident

La Chine n'a pas besoin d'être vertueuse pour apparaître crédible : il lui suffit de ne pas moraliser, de ne pas bombarder au nom du bien, de ne pas humilier publiquement ses partenaires.

La Russie, malgré ses contradictions, capitalise sur une chose essentielle : elle attaque le récit occidental là où il est le plus fragile – son hypocrisie.

L'Occident face à sa faillite morale auto-infligée

L'Occident n'est pas affaibli par ses ennemis.

Il est affaibli par son propre discours retourné contre lui.

À force de proclamer des principes qu'il ne respecte pas, il a transformé chaque violation en preuve à charge. À force de se présenter comme arbitre moral, il a rendu chaque exception insupportable.

La conséquence est brutale :

La parole occidentale ne fait plus autorité

La norme n'est plus crédible

La légitimité se délite

La puissance reste, mais elle est nue.

Et une puissance nue inquiète plus qu'elle ne rassemble.

L'agression contre le Venezuela le 3 janvier 2026 en est la preuve irréfutable : quand le récit ne suffit plus, la bombe parle.

Un monde post-droit, post-illusion, pré-chaotique

Nous n'entrons pas dans un monde anarchique, mais dans un monde désenchanté.

Les règles ne disparaissent pas : elles cessent d'être crues.

Le véritable basculement est là :

Le droit n'est plus perçu comme une protection

Le récit n'est plus perçu comme une vérité

La légitimité n'est plus donnée – elle est disputée

Dans ce monde, seuls survivent ceux qui comprennent la grammaire réelle du pouvoir :

La force ouvre le champ du possible

Le récit fixe les limites du pensable

Le droit sert d'alibi

Le retour brutal du réel politique

«*La puissance fait le droit, le récit fait la légitimité*» n'est pas un slogan cynique.

C'est l'épitaphe d'un ordre international qui se prétendait moral mais fonctionnait comme un empire.

Le XXI^e siècle ne sera pas celui du triomphe du droit.

Il sera celui de la lutte pour le sens, de la guerre des récits, de la confrontation entre puissances qui ne cherchent plus à convaincre par la loi, mais à imposer leur version du monde.

J-C - L'auteur est sous influence malgré tout, car non seulement il s'en remet aux puissants responsables de ce qu'ils dénoncent, il a oublié la lutte de classe du prolétariat mondial qui seul peut ouvrir la voie au renversement du capitalisme ou à un monde meilleur ou plus juste. Autrement dit, ceux qui liront cet article dans les blogs où il a été publié resteront sur leur faim ou ils se retrouveront désarmés, il n'y a rien de plus déprimant ou démoralisant.

Dans cet univers :

Ceux qui n'ont ni puissance ni récit disparaissent

Ceux qui ont la puissance sans récit deviennent des parias

Ceux qui maîtrisent le récit sans puissance restent des commentateurs

La question n'est donc plus : qui a raison ?

Mais : qui peut imposer sa version de la réalité – et à quel prix ?

Venezuela : la puissance nue en action

Au Venezuela, le 3 janvier 2026 a rappelé une loi implacable : ni le droit ni le récit n'empêchent la puissance de s'imposer.

Quand un État refuse l'alignement et protège ses ressources, la logique du pouvoir prime sur toute légitimité déclarée.

Cette date est devenue un exemple cruel et vivant que, dans l'ordre international contemporain, la puissance et le récit ne sont pas des abstractions : elles s'incarnent dans des vies, des villes et des nations.

Le dernier voile est tombé.

Ce qui demeure, c'est la réalité nue du système : la force impose, le récit absout, le droit se tait.

J-C – Alors place à la lutte de classes et à la révolution socialiste internationale !

Lu.

- «*Président de la Paix*» en une année de mandat, le «*seul président américain à n'avoir jamais déclenché une guerre*».

- 1er février 2025, Somalie
- 15 mars 2025, Yémen
- 22 juin 2025, Iran
- 19 décembre 2025, Syrie
- 25 décembre 2025, Nigeria
- 3 janvier 2026, Venezuela

Dans la continuité de ce qu'ont toujours fait tous les présidents des États-Unis, mais en mieux, ce qui prouve que les faiseurs de rois ont encore une fois fait le bon choix en la personne de Trump.

Lu.

Normalement, une agression militaire aussi ouverte – impliquant le bombardement d'une capitale et l'enlèvement d'un chef d'État en exercice et de son épouse – devrait entraîner des condamnations immédiates et fermes de la part des gouvernements occidentaux, des références à la Charte des Nations unies et des menaces de sanctions. Rien de tout cela cette fois-ci.

Kaja Kallas, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ne condamne pas l'intervention militaire. Au contraire, elle la légitime : « *l'UE a déclaré à plusieurs reprises que M. Maduro n'a aucune légitimité et a plaidé pour une transition pacifique* ».

Après le « *deux poids, deux mesures* » observé entre l'Ukraine et Gaza, cela démontre l'hypocrisie derrière le prétendu « *ordre fondé sur des règles* » (rules-based order). Si le droit est appliqué de manière sélective, il ne reste que la politique de puissance. Le masque est tombé.

Cet acte de terrorisme d'État constitue un précédent dangereux qui risque d'entraîner tout le continent latino-américain dans une spirale de chantage économique, de guerre et de chaos. Quiconque ne prend pas position contre cette agression légitime, de fait, les futures attaques contre La Havane, Managua, Bogotá ou Mexico.

Il est urgent que les forces progressistes du monde entier – syndicats, mouvements sociaux, partis, intellectuels – s'organisent en un large front contre cette logique de guerre impérialiste. Il s'agit de bien plus que de la solidarité avec un seul pays : c'est une lutte pour la paix, la souveraineté et la justice sociale dans toute l'Amérique latine et au-delà.

Totalitarisme assumé.

Trump prépare l'appropriation du pétrole vénézuélien au profit des multinationales américaines - RT 4 janv. 2026

Depuis l'enlèvement illégal du président Nicolás Maduro, Donald Trump affirme vouloir aider le Venezuela à « *se reconstruire* ». Il promet l'arrivée des « *plus grandes compagnies pétrolières américaines* », qui vont selon lui « *dépenser des milliards de dollars* », « *réparer les infrastructures* » et « *générer des revenus pour le pays* ».

Mais derrière cette façade d'aide économique, les intentions réelles sont très différentes. L'objectif ne serait pas d'aider, mais de prendre le contrôle total du pétrole vénézuélien. Selon *Politico*, l'administration Trump a posé ses conditions : les compagnies pétrolières occidentales ne pourront revenir qu'en échange d'investissements massifs, et sous domination américaine.

C'est une stratégie de recolonisation économique : le Venezuela, privé de toute souveraineté, se voit imposer des entreprises étrangères, un agenda étranger, et des intérêts qui ne sont pas les siens. Le tout, alors même que l'embargo américain reste en place, maintenant le pays sous pression et le forçant à dépendre de ceux qui l'ont agressé.

Derrière les contrats, une prise de contrôle des ressources

Le projet américain vise directement le pétrole vénézuélien. Le pays possède les plus grandes réserves avérées au monde, avec près de 303 milliards de barils selon l'Agence internationale de l'énergie.

Ce brut lourd, difficile à traiter, est parfaitement adapté aux raffineries américaines du golfe du Mexique. Trump veut rétablir ce lien stratégique, mais aux conditions des États-Unis, et au seul profit des compagnies américaines.

Les groupes comme ExxonMobil et ConocoPhillips, expulsés après les nationalisations d'Hugo Chávez, sont invités à revenir. Pas par Caracas, mais sur décision de Washington, qui entend leur garantir un accès direct aux gisements.

Donald Trump ajoute que les États-Unis vont « *extraire du sol une quantité colossale de richesses* » et conserver une partie des recettes en compensation des « *dommages* » causés par le Venezuela.

Dans cette logique, les ressources du pays deviennent un outil de remboursement imposé, sans consultation populaire ni respect de la souveraineté.

Totalitarisme. Le président de la Guerre menace.

Venezuela : Rodríguez paiera «*plus cher que Maduro*», si elle «*ne fait pas ce qu'il faut*», menace Trump - RT 4 janv. 2026

À peine instituée, déjà menacée. Dans une interview téléphonique accordée ce 4 janvier à *The Atlantic*, Donald Trump a déclaré que la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, paiera « *plus cher que Maduro* » si elle « *ne fait pas ce qu'il faut* ».

Il a affirmé que si le comportement de la présidente par intérim ne lui convenait pas, elle en paierait « *le prix fort, probablement plus cher que Maduro* », ceci au lendemain de l'enlèvement par les forces américaines du président vénézuélien et de sa femme en vue de les traduire devant « *la justice américaine* ».

« *Reconstruire le pays n'est pas une mauvaise chose* », a continué le président des États-Unis. Le Venezuela est « *en faillite. Ce pays est une catastrophe dans tous les domaines* », a ajouté Donald Trump au sujet de l'État sud-américain sous embargo pétrolier depuis plusieurs années.

« *Nous ne serons plus jamais une colonie d'aucun empire* », affirme Rodriguez

Dans la foulée de ce coup de force de Washington, le chef d'État nord-américain avait assuré que Delcy Rodríguez était « *fondamentalement disposée à faire ce que nous [les États-Unis] jugeons nécessaire pour que le Venezuela retrouve sa grandeur* ».

Vice-présidente depuis 2018, Delcy Rodríguez a été désignée le 3 janvier par la Cour suprême du Venezuela afin d'assurer l'intérim du pouvoir après l'enlèvement du président du pays.

« *Nous ne serons plus jamais une colonie d'aucun empire* », a de son côté déclaré Rodríguez, affirmant que le pays était « *prêt* » à se « *défendre* » ainsi que ses « *ressources naturelles qui doivent servir au développement national* ». « *L'unique président du Venezuela, c'est le président Nicolás Maduro* », a-t-elle également lancé, exigeant sa libération et celle de sa femme.

« *Nous avons besoin du Groenland, absolument* », a par ultérieurement déclaré Donald Trump à *The Atlantic*, répondant à la question de savoir si le Venezuela serait le dernier pays à subir une intervention américaine.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 janvier 2026

Vous avez de quoi lire dans tout ce que j'ai publié et dans la causerie qui suit, je ne vais pas en rajouter, je suis malade. J'ai commenté certains passages.

Il ne vous aura pas échappé suite à l'agression américaine du Venezuela, que ceux qui ont dénoncé une atteinte « *intolérable* » au « *droit international* » aucun n'a appelé à rompre les relations avec les Etats-Unis, aucun n'a envisagé de secourir le Venezuela, aucune de ces bonnes conscience n'a exigé l'exclusion des Etats-Unis de l'ONU à laquelle ils tiennent tant.

Tous ont fait acte de soumission face à l'impérialisme américain ou l'économie capitaliste la plus développée, parce qu'ils y sont tous subordonnés, car ils sont tous antisocialistes, antisociaux, anti-ouvriers, aucun ne défend réellement les intérêts de leur peuple.

On est à nouveau en présence d'une mystification. Pourquoi est-il important de le relever ? Je vous l'explique.

Lors de la mystification climatique on a tout entendu et son contraire. Ceux qui la défendaient hystériquement débordèrent d'imagination. Ils inventèrent un tas d'arguments pseudo-scientifiques ou complètement farfelus qui ne reposaient sur rien, peu importe car l'essentiel était ailleurs, car ils présentaient l'avantage de forcer ses opposants à y répondre en se perdant dans des démonstrations n'en plus finir, parfois se contredisant les uns les autres, de sorte qu'à l'arrivée la confusion la plus totale régnait. Plus personne n'était en mesure d'estimer quelle théorie semblait valable, ce qui devait profiter à la théorie officielle frauduleuse, parce qu'elle donnait l'impression d'avoir passé cette épreuve avec succès ou tout du moins elle n'avait pas été formellement invalidée par un auditoire n'ayant pas vraiment un esprit scientifique, bref, le doute devait bénéficier au récit des autorités.

Or, il aurait suffi de sortir 1 ou 2 données capitales pour balayer cette supercherie du réchauffement climatique de nature anthropique, à savoir qu'à partir de relevés il a été prouvé qu'il n'y avait pas de corrélation entre la hausse de la température et du CO₂, mieux, la température augmente avant le taux de CO₂, fermez le ban, la discussion est terminée, la mystification est dévoilée.

On pourrait faire la même démonstration avec le coup d'Etat au Sars-Cov-2 ou Covid-19, à propos du test PCR, du masque, du confinement, de l'absence de traitement, de l'injection génique, je vous renvoie aux causeries de l'époque. Je ne vais donner qu'un seul exemple, les autres sont du même niveau, accablant. Sur les emballages des masques destinés à la population il était stipulé qu'ils n'avaient pas été conçus pour retenir les virus, et pour cause, les mailles des masques sont trois fois plus grosses que le virus, c'est une passoire ! Dès lors tout était dit, les autorités mentaient délibérément à la population. Or les trois quart des gens continuèrent de les écouter comme si de

rien n'était, tandis que la discussion sur l'utilité ou non du masque ne s'arrêta jamais, c'est cela le plus incroyable ou stupéfiant, complètement ridicule en fait.

Et bien à propos de l'accusation de narcotrafiquant portée par Trump contre Maduro, du ridicule on est passé à l'échelon supérieur, au grotesque, car le Venezuela ne produit pas de cocaïne, et son exportation vers les Etats-Unis emprunte la voie de la Colombie et de l'Equateur, seul environ 10% passerait par le Venezuela, et quant au Fentanyl, il n'est pas produit au Venezuela mais au Mexique qui a une frontière commune avec les Etats-Unis, sinon, c'est l'Inde son principal producteur, avec peut-être la Chine, je n'ai pas vérifié.

Mieux, tout le monde sait au moins depuis la guerre en Afghanistan que c'est la CIA qui contrôle ou supervise le trafic de drogue international, c'est parfaitement documenté, ce qui signifie que ce sont les Etats-Unis les parrains de la drogue et des narcotrafficants.

Avez-vous entendu un chef d'Etat, un ministre, un élu, un dirigeant d'un parti le clamer ? On en est donc en présence d'une inversion accusatoire, c'est Trump et Rubio qui devraient être derrière les barreaux et non Maduro.

Je vous laisse penser ce que vous voulez des acteurs politiques qui refusent de s'attaquer à ces mystifications, qui servent les intérêts de nos ennemis. En ce qui me concerne, les amis de mes ennemis sont également mes ennemis.

Cela fait beaucoup de monde, dites donc. J'espère que ce n'est pas un reproche, car le plus troublant encore, c'est l'absence de maturité de la population, y compris chez ceux qui donnent des leçons aux autres ou qui croient avoir un niveau de conscience supérieur aux masses, et qui se font berner à la première escroquerie politique qui se présente.

Comme je l'ai lu ici ou là, chacun a le droit de penser ce qu'il veut de Maduro, à l'entendre il s'en est remis à Dieu, moi en personne, en revanche, on ne se fout pas du procédé qui a été employé pour justifier le coup d'Etat réalisé au Venezuela par l'impérialisme américain, j'en ai évoqué l'origine dans le paragraphe précédent. Je ne forcerai personne à le prendre en compte, après tout, je crois que la majorité se trouve bien comme elle ou n'entend rien changer, inutile d'insister et de se rendre malade, je le suis déjà suffisamment.

Totalitarisme. France Info ou la voix de son maître.

Il m'arrive pour me détendre de poster quelques commentaires accompagnés de l'adresse du site pour le faire connaître, mais parfois je l'omets pour tromper la censure, en vain.

Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire sous une dictature, la preuve.

04/01/2026

Supprimé : Insulte

Si les fascistes Trump, Nétanyahou, Milei, Macron traitent Maduro de dictateur, c'est qu'il ne l'est pas tout simplement.

(Ils ont le droit de traiter Maduro de dictateur, ils ont tous les droits, mais ils ne supportent pas qu'on caractérise politiquement leur conception du pouvoir.)

04/01/2026 à 14:05

Supprimé : Diffamatoire

- Inversion accusatoire.

Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia sont des fascistes notoires, sauf pour les occidentaux qui les considèrent comme des démocrates, comme les nazis Zelenski et Netanyahou.

(Inutile de commenter.)

27/12/2025

Supprimé

Cela pue l'extrême centre, vous confondez. Au-delà, cela revient au même puisque la gauche est aussi pourrie.

(Ils prennent la défense de leur allié ou de la gauche oligarchique, normal.)

13/12/2025

Supprimé

A lire : Le point sur la dermatose nodulaire des vaches en France en 2025 : la maladie, l'abattage, la vaccination

<https://www.aimsib.org/2025/08/24/le-point-sur-la-dermatose-nodulaire-des-vaches-en-france-en-2025-la-maladie-labattage-la-vaccination/>

(La dermatose nodulaire est encore plus bénigne que la grippe chez les hommes ou le Sars-Cov-2 ou Covid 19, il ne faut pas que cela se sache.)

Quelques mots clés pour cerner le régime impérial dominant ou le monde dans lequel nous vivons.

- Impérialiste, Oligarchique, ploutocratique, technocratique, totalitaire, fasciste, nazi quand il associe le racisme...

- Barbare, cruel, kidnappeur, tortionnaire, assassin, tyran, mafieux, gangster, voyou...
- Mensonge, inversion accusatoire mythomanie, mégalomanie, cynisme...
- Pillage, brigandage, rançonnage...
- Psychopathe, fanatique, dégénéré, proxénète, prostitué, pédocriminel,...
- Contrôle, surveillance, censure, militarisation...

Pour réfléchir. Quelques points de repères ou expressions relevées en rapport avec les derniers développements de la situation mondiale.

- Washington applique une stratégie néocoloniale assumée...
- Cela signifie désormais qu'aucun dirigeant au monde n'est en sécurité s'il ne suit pas les ordres de Washington. Bienvenue dans une ère d'impérialisme brutal.
- Trump instaure la loi de la jungle...
- C'est la loi du plus fort qui prévaut...
- Abus de pouvoir caractérisé...
- Donald Trump revendique le droit de renverser des gouvernements et de contrôler leurs secteurs stratégiques.
- Une logique de domination globale...
- Une intervention militaire lointaine visant explicitement un changement de régime à des fins de contrôle économique...
- Un projet de spoliation économique sous couvert d'aide à la population et de lutte contre le trafic de drogue...
- Une opération « où la lutte antidrogue n'est qu'un prétexte », estimant que « l'objectif réel est le contrôle du pétrole vénézuélien »...
- Il s'agit de pétrole et de changement de régime, pas de drogue...

Lu.

L'intelligence artificielle comme arme de domination cognitive : rupture avec le discours techno-optimiste par Dr. Eloi Keita

Introduction – le mensonge central de notre époque

L'une des plus grandes impostures intellectuelles contemporaines consiste à présenter l'intelligence artificielle comme un progrès neutre, inévitable et bénéfique par nature.

Cette fable est répétée avec une telle constance qu'elle a fini par devenir un dogme.

Or, aucune technologie n'est neutre lorsqu'elle est conçue, financée, déployée et contrôlée par des structures de pouvoir.

Et l'IA actuelle n'est pas une invention abstraite : elle est le produit direct d'un ordre économique, politique et civilisationnel précis.

Cet ordre a un nom : le techno-féodalisme impérial.

I – L'IA n'est pas un outil : c'est un rapport de domination

L'IA contemporaine ne vise pas à éléver l'humanité.

Elle vise à remplacer la pensée autonome par des simulacres calculés, à désarticuler le jugement critique, à court-circuiter la mémoire historique.

Elle ne cherche pas à informer, mais à occuper l'espace mental.

Dans ce système :

La vérité devient statistique,

Le savoir devient probabilité,

La pensée devient prédition,

L'humain devient variable.

L'IA n'est pas l'intelligence amplifiée.

Elle est l'intelligence disciplinée.

II – De la propagande à la substitution du réel

Les régimes impériaux n'ont plus besoin de censurer frontalement.

Ils ont trouvé plus efficace : inonder l'espace public de faux plausibles, jusqu'à rendre le vrai indiscernable.

Cloner des voix.

Imiter des styles.

Produire des discours artificiels «*crédibles*».

Ce n'est plus de la désinformation.

C'est une guerre de substitution cognitive.

L'objectif n'est pas que le public croie au mensonge.

L'objectif est qu'il ne sache plus à quoi croire.

III – Le mythe de l'IA «démocratisante»

On prétend que l'IA démocratise l'accès au savoir.

En réalité, elle confisque la capacité de produire du sens.

Quelques plateformes :

Possèdent les données,

Contrôlent les algorithmes,

Fixent la visibilité,

Déterminent la crédibilité.

Jamais dans l'histoire autant de pouvoir cognitif n'a été concentré entre si peu de mains privées.

C'est la fin de la civitas.

Le citoyen devient consommateur de récits générés ailleurs.

IV – Pourquoi le Sud global est la cible finale

L'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud ne sont pas en retard.

Elles sont le champ d'expérimentation final.

Pourquoi ?

Dépendance technologique,

Faibles défenses cognitives,

Exposition massive sans protection,

Mémoire coloniale déjà fragilisée.

L'IA impériale est une recolonisation sans soldats.

Conclusion – refuser l'innocence technologique

Il est temps de rompre avec la naïveté.

L'IA, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas un progrès universel.

C'est une arme stratégique de domination mentale.

Un peuple qui abdique sa souveraineté cognitive abdique tout le reste.

Le Sud global n'a pas besoin de plus d'IA.

Il a besoin de plus de pensée, plus de mémoire, plus de souveraineté.

J-C - "*Il est temps de rompre avec la naïveté*", ce ne serait pas plutôt avec l'hypocrisie ?

Lu.

Après la période de la Guerre froide, le système mondial s'est largement construit autour d'une architecture de puissance centrée sur les États-Unis. Cette architecture ne reposait pas seulement sur la supériorité militaire ; elle dépendait également de la production de consentement à travers la justification du droit, du droit international, des finances mondiales, des institutions multilatérales et du discours sur un «*ordre fondé sur des règles*». La puissance hégémonique des États-Unis puisait non seulement dans leur capacité à utiliser la force, mais aussi dans un cadre normatif qui permettait de rendre cette utilisation invisible la plupart du temps et de la légitimer. Cependant, ces dernières années, les pratiques de la politique étrangère américaine montrent que ce cadre s'effrite rapidement et que la puissance entre dans une nouvelle phase.

Aujourd'hui, de nombreuses actions présentées comme des «succès» militaires ou politiques indiquent, lorsqu'on les examine de près, plutôt une légitimité en déclin qu'une expansion de la domination. L'hégémonie est un phénomène qui, dans l'histoire, ne se consolide qu'en gagnant le consentement ; quand elle n'est imposée que par la force, elle n'est pas durable. Si une puissance choisit de suspendre le droit, de désactiver des institutions et de normaliser l'usage brut de la force pour atteindre ses objectifs, cela indique plutôt un état d'usure que le sommet de la puissance. Dans ce contexte, les actions actuelles des États-Unis doivent être comprises comme des manifestations d'une défense de l'hégémonie plutôt que d'une expansion hégémonique.

Militairement, il n'est pas surprenant que les États-Unis puissent obtenir des résultats face à des acteurs non équivalents. Mais lorsque ces résultats militaires sont confondus avec le pouvoir politique, une erreur d'analyse apparaît. Le pouvoir politique ne consiste pas seulement à obtenir des résultats, mais aussi à construire un système qui garantisse la pérennité de ces résultats. Les gains actuels des États-Unis visent davantage à retarder l'effondrement du système existant qu'à établir un nouvel ordre. Par conséquent, le concept de «succès» a changé de contenu : gagner ne signifie plus étendre son influence, mais tenter de compenser la perte d'autorité.

La désaffection croissante du droit international est l'un des signes les plus évidents de ce processus. Bien que le droit ait souvent servi les intérêts des puissants, il est aussi le principal outil permettant à ceux-ci de maintenir leur pouvoir à moindre coût. Dans un environnement où le droit est suspendu et où les règles sont fixées arbitrairement, la puissance doit exercer davantage de coercition. Si cela ouvre parfois des marges de manœuvre à court terme, à long terme, cela engendre un système plus incertain, plus coûteux et plus instable pour tous. Les efforts américains

pour affaiblir le droit ne font pas seulement peser un doute sur les normes mondiales, mais aussi sur leur propre position hégémonique.

Ce tableau implique que la puissance devient plus coûteuse. La caractéristique commune des puissances en déclin est qu'elles doivent dépenser de plus en plus de ressources pour atteindre le même résultat. Plus de personnel militaire, des budgets de sécurité plus importants, une propagande accrue et des mécanismes de contrôle interne renforcés sont les conséquences naturelles de ce processus. Aujourd'hui, les États-Unis donnent l'impression d'un acteur qui doit exercer plus de coercition pour maintenir sa position actuelle, plutôt que d'étendre son pouvoir. Cela montre que l'agression a un caractère plutôt défensif qu'expansif.

La constatation la plus claire à ce sujet est : l'Amérique n'est plus un acteur qui se renforce en gagnant, mais un acteur qui agit comme un vainqueur pour compenser ses pertes. Les actions présentées comme des succès ne reflètent pas une ascension historique, mais plutôt les symptômes d'une désintégration. Quand le pouvoir doit constamment faire ses preuves, il est déjà remis en question. Les pratiques d'aujourd'hui des États-Unis accélèrent la dégradation de l'ancien système plutôt que de construire un nouvel ordre mondial.

La question n'est donc pas de savoir si l'Amérique gagne ou non une action donnée, mais ce que cela signifie d'être obligé de lancer ces actions. La contrainte n'est pas l'expression de la puissance, mais la déclaration de ses limites. Et cette déclaration est aujourd'hui si évidente qu'elle ne peut plus être cachée.

Lu.

En raison d'anciennes croyances de pamphlétaire, nous avons toujours cru que l'ennemi est une personne, qui incarne tous les maux réels ou fictifs; par conséquent, dans notre cerveau, il devient un monstre terrible qui doit être détruit.

Au siècle dernier, nous les appelions Mussolini, Franco, Hitler, Pinochet, Videla, Stroessner, Somoza, Hirohito, et beaucoup d'autres qui servaient d'écrans de fumée pour cacher les véritables transactions commerciales et les crimes des sociétés transnationales. Pendant des siècles, le pouvoir s'est caché derrière le tristement célèbre bouc émissaire, celui qui prend la chute.

Aujourd'hui, nous avons Macron, Merz, Zelensky, Trump et d'autres marionnettes: tout ce que nous pouvons dire à leur sujet est vrai – ce sont des voyous, des criminels – mais ce sont les fils... des sociétés transnationales, leurs tueurs à gages qui leur donnent l'ordre de foutre les choses ici et là, et ils le font. Et c'est ainsi que l'ONU, l'OEA, et c'est ainsi que toute cette décharge d'ordures qu'ils appellent les organisations internationales est: elles leur appartiennent toutes.

Trump est le genre de gars qui négociera avec n'importe qui, à propos de n'importe quoi: si la drogue lui rapporte de l'argent, il investira dans la drogue; si vous trafiquez des enfants, des femmes, des Amérindiens, des Noirs ou n'importe qui d'autre – quoi qu'il apporte d'argent – il investira dans cette entreprise misérable, parce que tout le reste est contrôlé par un grand capital: pétrole, exploitation minière, les principales industries du monde, parce que ce sont les familles, les entreprises établies qui contrôlent tout: ils sont les vrais propriétaires de Trump. Il peut se permettre de mentir tout le temps, sauf aux multinationales.

C'est comme le vieux Biden, Obama, Clinton, Reagan: ce sont des marionnettes de l'empire capitaliste.

Si nous concentrons toute notre propagande contre Trump et oublions que derrière tout cela – ceux qui veulent nous voler – ne sont pas les États-Unis ou les Européens, mais les compagnies pétrolières, les propriétaires des entreprises, alors quand nous attaquons le Trump stoïque comme figure principale, tout le monde se défonce sur le gars aux cheveux orange, le vieux sac à vent, le vieux menteur... Nous devons aller au-delà du récit Trump et regarder qui Halliburton, Chevron, et Ex Nous devons faire une étude sérieuse de l'endroit où ils se trouvent, et nous nous rendrons compte que ces mêmes personnes ont porté Hitler au pouvoir dans les années 1930: ce sont les mêmes entreprises, les mêmes personnes qui soutiennent Trump aujourd'hui.

J-C - On peut dire les choses de cette manière-là. Mais "Au-delà" du capitalisme, il n'y a que le socialisme ! Encore un petit effort pour y arriver...

Spécial Venezuela.

Venezuela. Una multitud grita en la calle: "*"Maduro aguanta, el pueblo se levanta"*"

(Venezuela. Dans la rue, une foule crie : « *Maduro, tenez bon, le peuple se soulève !* »)

<https://www.facebook.com/resumenlatinoamericanocontrainformacion/videos/1586399945715518/?mibextid=LoFJqn>

Venezuela : Gare à ces fausses images de joie à Caracas, après la capture de Maduro - 20minutes.fr 5 janvier 2026

Après la capture de Nicolás Maduro, des scènes de liesse se seraient produites dans les rues de Caracas, attestent plusieurs vidéos largement partagées sur les réseaux sociaux.

Par exemple, une grande affiche de Nicolás Maduro, collée à la façade d'un immeuble, aurait été décrochée après sa capture.

En réalité, les images présentées datent de 2024, ou montrent des manifestations de ressortissants vénézuéliens dans un autre pays d'Amérique Latine.

https://www.20minutes.fr/monde/4194395-20260105-venezuela-gare-fausses-images-joies-caracas-apres-capture-maduro?at_medium=RSS%20feed&at_campaign=ynews&utm_source=yahoo&utm_medium=rss&utm_campaign=news_feed&utm_content=related_content_link

Suisse : le Conseil fédéral bloque les avoirs potentiels de Nicolás Maduro – RT 5 janv. 2026

Dans le cadre des sanctions imposées au Venezuela depuis 2018, le Conseil fédéral a décidé, ce 5 janvier, de bloquer, avec effet immédiat, les éventuels avoirs en Suisse de Nicolás Maduro et des personnes qui lui sont liées, afin d'empêcher toute fuite de capitaux. La mesure ne concerne pas les membres du gouvernement vénézuélien en place.

Le président Maduro se déclare « *prisonnier de guerre* » devant le tribunal de New York - telesurtv.net 6 janvier 2026

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a publié ses premières remarques devant un tribunal de New York à la suite de son enlèvement par des commandos militaires américains spécialisés dans une opération militaire en territoire vénézuélien. Le président s'est déclaré « *prisonnier de guerre* » et a catégoriquement rejeté les accusations portées contre lui, réaffirmant son statut de chef d'État légitime de la République bolivarienne.

« *Je suis le président du Venezuela et je me considère comme un prisonnier de guerre. Ils m'ont capturé chez moi à Caracas* », a déclaré le dirigeant vénézuélien au juge, décrivant les circonstances de sa détention comme une action militaire qui viole son immunité présidentielle et la souveraineté de son pays. La déclaration établit le cadre dans lequel Maduro interprète légalement sa situation: non pas en tant que défendeur criminel, mais en tant que président enlevé au milieu d'un conflit international. telesurtv.net 6 janvier 2026

Procès de Maduro : le président vénézuélien plaide non coupable, se qualifiant d'«*homme honnête*» - RT 5 janv. 2026

Le procès de Nicolás Maduro, enlevé par les États-Unis le 3 janvier, s'est ouvert devant la cour fédérale de New York. Le dirigeant vénézuélien a été escorté dans la salle d'audience sans menottes. Au début de l'audience, Maduro a pris la parole. S'exprimant par l'intermédiaire d'un interprète, il a affirmé être le président du Venezuela et avoir été capturé chez lui, avant d'être interrompu par le juge, qui a estimé que « *ce n'était pas le moment d'aborder des questions juridiques* ».

Le président vénézuélien a ensuite plaidé non coupable dans l'affaire de « *narcoterrorisme* », se qualifiant lui-même d'« *homme honnête* ». Son épouse, Cilia Flores, également présente à l'audience, a elle aussi déclaré son innocence.

Maduro a pris des notes tout au long de l'audience et a demandé au juge l'autorisation de les conserver. Le juge a déclaré qu'il en avait le droit, tandis que le procureur a confirmé que cela ne posait pas de problème. Le juge a également informé Nicolás Maduro et Cilia Flores de leur droit d'informer le consulat vénézuélien de leur arrestation. Leur demande d'une visite consulaire a été approuvée. En clôture d'audience, le juge a fixé la prochaine comparution au 17 mars.

L'avocat du dirigeant vénézuélien, Barry Pollack, l'avocat du fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, a déclaré qu'il ne demanderait pas la libération sous caution de son client pour l'instant. La défense a toutefois informé le tribunal qu'elle présenterait une telle demande ultérieurement.

Pollack a également indiqué qu'il s'attendait à un litige volumineux et complexe concernant « *l'enlèvement militaire* » de Maduro.

L'avocat de son épouse, Mark Donnelly, a, pour sa part, affirmé que Cilia Flores avait subi des blessures importantes, notamment de graves contusions aux côtes, et a demandé des examens médicaux et des radiographies. RT 5 janv. 2026

Réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU : la Russie appelle les États-Unis à libérer Nicolás Maduro - RT 5 janv. 2026

La réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies a démarré ce 5 janvier à New York pour examiner ce que l'organisation qualifie d'*« extradition »* du président vénézuélien Nicolás Maduro par les États-Unis.

Lors de son intervention, le représentant de la Fédération de Russie à l'ONU, Vassili Nebenzia, a déclaré que les « *murmures indistincts et les tentatives d'échapper à une évaluation sévère de la part de ceux qui, dans d'autres situations, exigeaient avec véhémence que les autres respectent la Charte de l'ONU semblent aujourd'hui particulièrement hypocrites et inappropriés* ». Il a invité à renoncer aux « *doubles standards* » et à ne pas « *justifier un acte d'agression aussi flagrant par peur de fâcher le gendarme du monde américain qui cherche à renaître* ».

Le représentant de la Russie a aussi qualifié les actions américaines visant à capturer Maduro d'*« acte de brigandage contre le dirigeant vénézuélien, qui a fait plusieurs dizaines de morts parmi les citoyens vénézuéliens et cubains »*, devenu « *le signe d'un retour à l'ère de l'arbitraire, de la domination américaine par la force, du chaos et du non-droit, dont continuent de souffrir des dizaines d'États dans diverses régions du monde* ». « *Il n'y a aucune justification, et il ne saurait y en avoir, au crime cynique commis par les États-Unis à Caracas* », a-t-il martelé, condamnant fermement ce qu'il a qualifié d'*« acte d'agression armée des États-Unis contre le Venezuela, perpétré en violation de toutes les normes du droit international »*.

Vassily Nebenzia a appelé les autorités américaines à « *libérer immédiatement le président légitimement élu d'un État indépendant ainsi que son épouse* », invitant les Américains à « *consulter leur propre Constitution, dont les premiers mots sont : "Nous, le peuple des États-Unis", et commencer à réellement reconnaître la souveraineté d'autres États, plutôt que de renverser les régimes indésirables* ».

Le représentant de la Chine au Conseil de sécurité, Fu Cong, a fait part de la « *profonde indignation* » de son pays, qui a condamné « *avec la plus grande fermeté les actions unilatérales des États-Unis* ». La Chine a également appelé « *à la cessation immédiate des atteintes à la sécurité des autres États, à l'abandon des tentatives de changement de régime au Venezuela et au retour à une solution politique fondée sur le dialogue et la négociation* », exhortant les États-Unis « *à garantir la sécurité du président Maduro et de son épouse et à procéder sans délai à leur libération* ».

Dans son intervention au Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant américain, Michael G. Waltz, a affirmé que son pays avait mené « *avec succès une opération chirurgicale d'application de la loi, facilitée par l'armée américaine, contre deux personnes inculpées qui tentaient d'échapper à la justice américaine : le narcoterroriste Nicolas Maduro et Cilia Flores* ».

«Pour la patrie, je reprendrai les armes», affirme le président colombien face aux menaces de Trump - RT 5 janv. 2026

« *J'avais juré de ne plus toucher à une arme depuis l'accord de paix de 1989, mais pour la patrie je reprendrai les armes.* » Dans un long message posté ce 5 janvier sur X, le président colombien Gustavo Petro, a assuré qu'il répondrait aux menaces portées à son encontre, et à son pays, par son homologue américain Donald Trump.

Ce dernier avait déclaré la veille, à bord d'Air Force One, quelques heures après l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro et de sa femme Cilia Flores, qu'une opération similaire en Colombie lui semblait être « *une bonne idée* ». Accusant Gustavo Petro d'*« homme malade qui aime fabriquer de la cocaïne et la vendre aux États-Unis* », Donald Trump a ajouté qu'il « *ne le ferait plus très longtemps* ».

« *Je ne suis ni illégitime, ni traquant de drogue* », a lancé Gustavo Petro — qui, par ailleurs, a précisé qu'il n'a « *pas été soldat* » — avant d'ajouter n'avoir comme « *seul bien ma maison familiale, que je rembourse encore avec mon salaire* ».

Assurant avoir une pleine « *confiance* » dans le peuple et l'histoire de son pays et avoir endigué l'expansion de la culture de coca en Colombie, cet ancien membre du Mouvement du 19 avril (M-19), un mouvement de guérilla, a annoncé que, dès lors, « *chaque soldat* » avait reçu l'ordre que « *tout commandant de la force publique qui préfère le drapeau des États-Unis à celui de Colombie doit immédiatement se retirer* ». RT 5 janv. 2026

Venezuela : les États-Unis, un État voyou qui accélère sa propre chute - RT 5 janv. 2026

En attaquant un État souverain, le Venezuela, et surtout en kidnappant son dirigeant légitime et en exercice, Nicolás Maduro, et son épouse, Trump a franchi un seuil. Il vient de placer définitivement et ouvertement les États-Unis dans la catégorie des États voyous, ceux qu'il faut craindre car ils ne respectent rien, mais surtout, dont il faut se protéger.

Bien sûr, ce n'est pas la première fois que les États-Unis agressent gratuitement un État souverain sans aucun mandat international. Rien que depuis la prise de fonction de Trump le 20 janvier 2025, c'est-à-dire en moins d'un an, le « *président de la paix* » (avec beaucoup de guillemets) en est à son sixième pays agressé : 1er février 2025 en Somalie, 15 mars 2025 au Yémen, 22 juin 2025 en Iran, 19 décembre 2025 en Syrie, 25 décembre 2025 au Nigeria, et pour finir le 3 janvier au Venezuela.

Ce n'est pas non plus la première fois que les États-Unis se débarrassent d'un dirigeant qui leur déplaît : on se souvient de Kadhafi ou de Saddam Hussein. Mais ils avaient été, soit lynchés par leur peuple, soit exécutés après une parodie de procès.

Même lors de la précédente tentative de Trump contre Maduro, en 2020, les États-Unis avaient utilisé un écran, via des mercenaires de la société militaire privée Silvercorp et des mercenaires colombiens. Ils devaient infiltrer Caracas avec le soutien d'agents de la CIA et de la cinquième colonne vénézuélienne, kidnapper Maduro et le sortir du pays. L'opération avait coûté 227 millions de dollars, qui devaient être payés après la prise de pouvoir par des fonds vénézuéliens. Ce fut un échec humiliant pour Trump et deux Américains avaient été capturés avec le reste des mercenaires.

Mais ici, l'enlèvement pur et simple, sur son propre sol, d'un dirigeant en exercice, directement par des forces spéciales américaines (Delta Force), en plus de frappes absolument illégales, notamment sur des centres de décision tels que le Parlement vénézuélien, franchit une étape supplémentaire dans le non-droit le plus absolu et place donc ouvertement les États-Unis parmi les voyous.

Car il faut bien entendu rappeler que tous les prétextes mis en avant par les États-Unis sont absolument bidon.

Le narcotrafic ? La drogue arrivant aux États-Unis en provenance directe du Venezuela ne représente qu'entre 5 % et 8 % du total du trafic de cocaïne sud-américain.

Un État terroriste ? Alors pourquoi ne pas organiser immédiatement une campagne de frappes contre Zelensky, lui-même réellement à la tête d'un État terroriste qui n'hésite pas à massacer des familles innocentes dans la région de Kherson la nuit du Nouvel An et à frapper régulièrement des objectifs purement civils ? Pourquoi la CIA continue-t-elle alors de lui fournir l'aide pour organiser ces frappes ou les attaques de piraterie en mer contre la prétendue flotte fantôme russe ?

La vérité, c'est que Trump est vendu aux magnats du pétrole américains, avec des dons de la part de dirigeants ou d'entreprises du secteur pétrolier à sa campagne de 2024 estimés à au moins 75 millions de dollars, minimum. Et que depuis la nationalisation du secteur par Chavez en février 2007, ces entreprises veulent retrouver l'accès au magot du pétrole vénézuélien qu'elles ont en partie perdu. Trump ne s'en cache même plus et déclarait lors de sa conférence de presse du 3 janvier : « *Une reconstruction du Venezuela nous attend, nous allons extraire beaucoup d'argent du sous-sol.* »

Pour cela, le prix Nobel de la paix a été (une fois de plus) trafiqué pour échoir à « *l'opposante* » Maria Corina Machado, qui, d'après le New York Times, aurait fait la promesse concrète aux conseillers de Donald Trump que « *si elle accédait au pouvoir, elle ouvrirait le secteur pétrolier aux investissements américains* ». Le principal problème restant son impopularité sur place, ça ne sera peut-être finalement pas elle, mais l'idée est là.

Machado (ou une autre marionnette, pourquoi pas issue du régime) renverrait l'ascenseur à Trump, qui le renverrait à ses créanciers pétroliers américains. On observera de près, par exemple, la situation d'Amber Energy, société de Paul Singer, grand financeur de Trump. Tout ça pour ça. Car il n'est pas certain que, pour une habituelle magouille d'or noir, Trump ait réellement calculé les conséquences à moyen et long terme, à l'échelle mondiale, de ce retour du colonialisme sur le continent américain.

Fait marquant, la dernière vidéo de Nicolás Maduro en public, à la veille du raid américain, était celle de sa rencontre avec l'envoyé spécial de Xi Jinping. Au menu, notamment, devaient être des négociations en vue d'un partenariat militaire, comme il en existe déjà un entre le Venezuela et la Russie.

Alors que Trump se vante et menace : « *Ce qui est arrivé à Maduro peut arriver à n'importe qui* », ce que cela nous montre, c'est que face à un État voyou comme les États-Unis, qui se croient tout permis jusqu'à la caricature, il y a fort à parier que de plus en plus d'États, et de chefs d'État — particulièrement ceux en délicatesse avec les États-Unis, ou pouvant l'être par le simple fait de refuser de se soumettre à l'empire américain ou de vouloir un monde multipolaire — vont logiquement chercher une protection.

Les institutions internationales, ONU en tête, montrant une fois de plus leur inutilité face aux voyous, cette protection, ils vont alors logiquement la trouver auprès des seules grandes puissances militaires et nucléaires indépendantes, la Russie et la Chine. Partenariats — et même alliances militaires — beaucoup plus dissuasives risquent alors de se multiplier.

Car Trump semble ne pas avoir mesuré que le monde avait changé, que la Russie avait prouvé à tous que l'on pouvait tenir tête — militairement, économiquement, culturellement et politiquement — aux États-Unis. Que le géant chinois en avait pris de la graine. Que beaucoup de pays, notamment africains, revigorés par cet exemple, commençaient doucement à oser se libérer du néocolonialisme occidental.

Les États-Unis, même s'ils sécurisent leur approvisionnement en pétrole via le Venezuela, doivent donc s'apprêter, derrière le vernis de leur apparente victoire contre Maduro, à perdre une manche géopolitique majeure et à voir leur influence encore davantage reculer au profit des tenants d'un monde multipolaire et du droit international.

En se comportant comme un voyou et un colonisateur au Venezuela, et surtout en menaçant ouvertement de recommencer ailleurs, Trump vient sans doute, paradoxalement, d'accélérer la chute inéluctable de l'empire américain et se retrouvera bientôt seul au monde, avec pour seuls « amis » Israël et les pantins européens.

Iran.

Pompeo affirme que des agents du Mossad accompagnent les manifestations en Iran. - telesurtv-net 5 janvier 2026

L'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo a affirmé lundi sur les réseaux sociaux que « *des agents du Mossad défilent aux côtés des manifestants iraniens* », alors qu'une vague de protestations secoue plusieurs villes du pays.

Cette déclaration a suscité de vives réactions en Iran, où les autorités dénoncent un complot américano-israélien visant à déstabiliser le pays.

Dans une publication sur la plateforme X, Pompeo a affirmé que le « *régime iranien est en difficulté* », citant les troubles survenus dans des villes comme Mashhad, Téhéran et Zahedan. Il a ajouté : « *Bonne année à tous les Iraniens qui manifestent dans les rues. Et à tous les agents du Mossad qui marchent à leurs côtés* », et a prédit que la « *prochaine étape* » serait le Baloutchistan.

Ces déclarations font écho aux menaces proférées précédemment par le président Donald Trump, qui avait averti sur la plateforme Truth Social que si l'Iran « *assassine violemment des manifestants pacifiques, comme à son habitude, les États-Unis viendront à son secours* ».

Israël a déjà tenté de soutenir les manifestations par le biais d'une « *campagne de désinformation coordonnée* », utilisant des images et des vidéos générées par intelligence artificielle pour inciter la population iranienne à la violence. Par ailleurs, des comptes liés au Mossad ont publié des messages en persan : « *Descendez ensemble dans la rue. Le moment est venu. Nous sommes avec vous. Pas seulement de loin, nous sommes sur le terrain.* »

Ukraine.

Chrystia Freeland nommée conseillère de Zelensky : Moscou rappelle des liens familiaux nazis de l'ex-ministre canadienne 5 janv. 202

Maria Zakharova a commenté la nomination de l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, au poste de conseillère extraordinaire de Volodymyr Zelensky. Sur sa chaîne Telegram, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a notamment attiré l'attention sur les liens familiaux de l'ancienne cheffe de la diplomatie canadienne.

Zakharova a rappelé que Freeland est la petite-fille du collaborateur nazi Mykhailo Khomiak qui, pendant l'occupation de la Pologne par l'Allemagne nazie, a publié à Cracovie puis à Vienne le journal Krakowskie Wiadomości, un porte-voix de la propagande du Troisième Reich, supervisée par les services secrets nazis.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a attiré l'attention sur le fait que c'est précisément Freeland qui était, selon elle, à l'origine de l'hommage rendu au Parlement canadien à Yaroslav Hunka, un collaborateur nazi qui avait servi comme volontaire dans la division SS « Galicie ». « *La rue Bankova est devenue un refuge pour les néonazis qui, dans une forme d'extase nécrophile, exhument le passé collaborationniste de leurs ancêtres criminels qui ont prêté allégeance au Troisième Reich* », a conclu Maria Zakharova en parlant des dirigeants de Kiev.

L'histoire familiale de Chrystia Freeland continue de susciter la controverse. Le journal Krakowskie Wiadomości, dont son grand-père maternel était le rédacteur en chef, a été décrit par le Musée de l'Holocauste de Los Angeles comme un organe contrôlé par l'administration allemande, qui diffusait de la propagande antisémite et appelait à soutenir la division SS « Galicie », composée principalement d'Ukrainiens et impliquée dans le massacre de plus de 100 000 Polonais. Ce lien de parenté a fait scandale en 2017. Cependant, bien que cette information figure dans les archives canadiennes, Chrystia Freeland a catégoriquement refusé de la confirmer.

Guinée.

Présidentielle en Guinée : «Il n'y a ni vainqueur, ni vaincu», selon le président élu Mamadi Doumbouya - RT 5 janv. 2026

Le président élu de la République de Guinée, Mamadi Doumbouya, s'est adressé à la nation peu après la proclamation par la Cour suprême des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, confirmant son score de 86,72 % des suffrages. Diffusé le 4 janvier à la télévision nationale, le discours du président, qui entame son septennat, s'est voulu rassembleur en saluant aussi bien ses électeurs que ses adversaires, ainsi que les citoyens qui ont choisi d'autres candidats. Dans ce contexte, il a affirmé qu'« *il n'y a ni vainqueur ni vaincu, mais une seule Guinée, unie et indivisible* ».

L'élection présidentielle guinéenne, qui a enregistré un taux de participation officiel de 80,95 %, devrait marquer le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays après une période de transition qui a duré quatre ans depuis la prise de pouvoir des militaires.

La monnaie ghanéenne, le cedi s'est classé derrière le rouble en termes de performance face au dollar en réalisant un gain de 41% sur l'année, une première depuis 1994, selon les données de Bloomberg le 31 décembre. Une performance due à la hausse des réserves en or du pays sur fond de flambée du prix du métal jaune et à la baisse de l'inflation à 6,3% en novembre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 janvier 2026

Dans le passé, chaque fois qu'un pays ou une puissance atteignit un niveau de développement économique supérieur, il revendiqua le droit d'imposer son pouvoir politique aux autres Etats environnant, puis du continent sur lequel il se trouvait, et enfin au monde entier. Il avait tendance à considérer que c'était un droit qui lui revenait, légitime ou inaliénable, quitte à exercer ce droit quasi divin en recourant à la force si nécessaire.

C'était indispensable pour maintenir son niveau économique ou renforcer son pouvoir économique, et garantir son hégémonie sur les autres nations. C'est le pays qui a atteint le plus haut niveau de développement économique qui doit imposer sa politique aux autres Etats, parce qu'il considère que le développement et la survie de l'économie mondial dépendent du mode de production qu'il incarne, ainsi que son hégémonie qu'il défendra les armes à la main s'il le faut.

On a là l'explication de la plupart des guerres qui ont eu lieu pour ne pas dire toutes depuis que les classes et l'Etat existent.

A côté, tous les discours sur le "*droit international*" ne pèse pas lourd ou semble fait pour embrouiller les esprits, afin que personne ne comprenne ce qui se passe réellement ou ne perçoive les réelles motivations qui ont commandé telle ou telle décision politique ou qui sont à l'origine des événements importants qui secouent la planète entière, de manière à ce que leurs auteurs puissent agir à leur guise en toute impunité ou sans que personne ne puisse s'y opposer ou ne s'y oppose vraiment.

Sachant que la totalité des Etats ou des gouvernements actuels ont adopté le capitalisme comme mode de production et de répartition des richesses ou qu'aucun n'entend le contester au profit du socialisme, il est finalement normal qu'aucun Etat ne s'oppose réellement aux Etats-Unis d'Amérique, puisque leur existence en dépend. D'ailleurs, quoiqu'en disent parfois bruyamment leurs dirigeants, tous ont fait allégeance à Washington ou aucun Etat n'a osé rompre ses relations avec les Etats-Unis.

Ici, on n'évoque pas d'hypothétiques facteurs existentiels, on s'en tient strictement aux faits matériels indiscutables ou vérifiables. Au lieu de chercher à embrouiller les esprits, on préfère clarifier la situation, afin qu'en connaissance de cause chacun puisse en tirer librement des conclusions, et au-delà ou en ce qui nous concerne, des enseignements et des conséquences politiques pratiques.

Ont-ils déjà oublié ?

Il y en a qui s'étonnent ou qui ont été choqués par l'agression du Venezuela par les Etats-Unis, ils ne devraient pas, ont-ils déjà oublié comment six ans auparavant en claquant des doigts ils avaient confiné la population mondiale, ont-ils déjà oublié comment ils ont rasé, aplati Gaza dont les cendres sont encore chaudes ? Ils ont assurément un grave problème politique ou honte à eux !

Cela montre bien qu'ils ne retiennent rien, qu'ils n'ont rien retenu des expériences qu'ils avaient vécues, leur niveau de maturité intellectuel ou de conscience politique est demeuré médiocre, en dessous de tout. Cela est dû en grande partie à l'éducation et à l'instruction qu'ils ont reçues, ainsi qu'à la compromission du mouvement ouvrier qui a failli à sa tâche ou trahi.

Cela signifie aussi, que le développement économique et le progrès social ne se traduit pas automatiquement par une élévation du niveau de conscience des masses, ce qui remet en cause la stratégie et la conception de la lutte de classe définie par les marxistes au XIXe siècle, qui de toute évidence ne sont plus adaptées au monde dans lequel nous vivons désormais ou à l'évolution des rapports entre les classes tels qu'ils se sont développés tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, notamment avec la profusion de moyens de communication de plus en plus sophistiqués, qui permettent de formater les consciences en fonction des besoins de la classe dominante ou de les enchaîner plus solidement encore au capitalisme.

Comme je l'ai déjà signalé depuis le 3 janvier, les derniers événements survenus au Venezuela ont malheureusement confirmé l'analyse que je vous propose depuis des années et qui n'intéresse personne apparemment. Je sais qu'il y en a qui vont dire que c'est faux, parce qu'ils partageraient mes analyses. Je suis désolé, mais je ne suis pas d'accord avec eux, car si c'était le cas, ils se seraient manifestés et ils auraient rejoint le combat politique que je mène.

- Qui osera dire que les Etats-Unis est la pire dictature du monde, le pays où l'injustice sociale est abyssale, qui a agressé et envahi une multitude de pays dans le monde depuis 1945, ravagé ou détruit des pays entiers, réalisé des massacres de masse à l'aide de mercenaires barbares d'une cruauté sans nom, affamé des peuples entiers réduits à la misère noire, déclenché des guerres civiles tournant au génocide, entre autres crimes, voilà l'Etat avec lequel s'entendent et commercent la quasi-totalité des chefs d'Etat dans le monde, dont tous ceux de l'UE et des BRICS.

- A propos du Venezuela, les pages suivantes...

Lu.

«*Mon pouvoir est ma raison*» régit le nouveau désordre international, basé sur l'absence totale de règles.

Au moins, maintenant, les choses sont claires. Le droit international, c'est pour les nuls. Nous attaquons, bombardons, kidnappons, et peu importent les conséquences, parce que nous en avons le pouvoir. Il n'y a pas de limites...

Manipulation des consciences, il y en a dont c'est la vocation.

J-C – Il ne vous aura pas échappé que la guerre déclarée au Venezuela par les Américains se situe aussi sur le plan psychologique et médiatique. Outre le procédé de l'inversion accusatoire, ici, comme à Gaza les agresseurs hurlent à l'agression, le parrain de la drogue Rubio accuse Maduro de narco-terrorisme.

Ce qui est étonnant, c'est le nombre de gens qui s'en aperçoivent et qui l'oublient aussitôt.

Il existe bien d'autres méthodes de déstabilisation ou manipulation psychologique. Celle qui suit recourt à une forme de nihilisme.

Créer une dissonance cognitive

Lorsqu'un texte met l'accent sur une brève déclaration puis explique en détail pourquoi exactement le contraire est prévu et sera mis en œuvre, cela crée un état de tension pour le lecteur. « *Vous dites A, mais vous montrez B.* » « *Lequel des deux ?* » Les gens n'aiment pas les contradictions internes. Ils essaient donc de résoudre la dissonance, et c'est là que la tactique entre en jeu. Au final, beaucoup acceptent l'interprétation A, qui est la plus proche de la leur (le psychologue Alfred Adler parlait d'*« aperception biaisée »* : nous entendons et voyons ce que nous voulons entendre et voir, en fonction de notre propre projet de vie, même si cela ne correspond pas à la réalité) et ignorent émotionnellement les faits contraires qui ont été communiqués, les reléguant au second plan de leur mémoire et supprimant ainsi leur intuition initiale.

En incorporant délibérément des mini-déclarations contradictoires, on crée une sorte de cadre argumentatif. La description contradictoire détaillée qui suit et les événements qui se déroulent réellement sont réinterprétés intérieurement ou ignorés mentalement et émotionnellement. Le lecteur résout alors la dissonance en préférant l'explication la plus proche de ses espoirs, qui lui semble plus « *logique* ».

Une fois que quelqu'un a accepté l'interprétation proposée, la dissonance initiale renforce en fait son attachement à cette explication : ceux qui s'efforcent de comprendre la contradiction considèrent ensuite que la solution trouvée est particulièrement plausible. Il s'agit d'un effet psychologique bien connu. Plus vous investissez d'efforts cognitifs, plus vous croyez au résultat. Le doute est ainsi atténué.

Le lecteur est contraint de suivre un raisonnement qui, en fin de compte, le conduit plus facilement à l'interprétation souhaitée.

(Tiré de l'article en ligne : Stratégie de sécurité nationale – Habillage rhétorique et continuité stratégique (Partie I))

L'article le plus frauduleux et dégueulasse que j'ai eu l'occasion de lire sur le Venezuela.

J-C – C'est la CIA ou le cartel mondial de la drogue qui a caractérisé Maduro de « *narcotraquant* ». Monsieur Meyssan le sait, mais il s'en fout pour ne pas nuire à Trump.

De bon documentaliste qu'il était, monsieur Meyssan est devenu pire qu'un mauvais journaliste, un faussaire. Lisez, c'est révélateur et accablant parce qu'il est considéré par une grande partie des médias et réseaux-dits sociaux comme le meilleur géopoliticien.

Il se présente comme « *indépendant* » et « *anti-impérialiste* », alors qu'il témoigne du contraire. Son niveau de crédibilité est tombé à zéro.

Opération « *Absolute Resolve* »

L'enlèvement de Nicolás Maduro par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 6 janvier 2026

J-C – L'auteur de cet article prend fait et cause pour Trimp dont il cultive le culte depuis des années.

TM - L'opération « *Détermination absolue* » n'est pas plus une invasion du Venezuela... C'est le jeu normal des puissances face à une menace existentielle.

TM - Washington avait le droit de faire stopper l'aide du Venezuela au Hezbollah, non pas parce qu'il n'apprécie pas la Résistance libanaise, mais parce que celle-ci impliquait la livraison de drogue aux États-Unis et, donc, menaçait leur sécurité.

TM - Cet enlèvement n'a pas forcément de rapport (...) avec le corolaire Roosevelt de la doctrine Monroe, ni avec la lutte pour le pétrole.

TM - Contrairement à ce que l'on dit, je ne pense pas que Maduro soit un « *chaviste* »...

J-C - Comment discréditer Maduro, un « *acteur* », on croyait que c'était Trump l'acteur...

TM - J'ai rencontré quantité de diplomates et de d'officiers qui me sont tous apparus comme très compétents et insatisfaits du président. (A propos de Maduro) j'ai eu l'impression de parler à un acteur, pas à un homme politique.

... jusqu'à nier sa nomination par Chavez pour assurer la poursuite de sa politique.

TM - Nicolás Maduro est un syndicaliste qui s'est battu aux côtés d'Hugo Chávez. Il est devenu président parce que les médecins cubains de Chávez ont assuré qu'il l'avait désigné comme successeur. Il était alors vice-président, représentant un courant de son parti. Il n'y a aucun témoin de cette scène. Mais les « *chavistes* » ne se sont pas permis de contester Cuba, la référence des révolutionnaires. Ils ont obéi et l'ont élu. [Lire la correction ci-dessous] Bien que n'étant pas une personnalité charismatique, il s'est montré efficace dans de nombreux domaines, y compris en matière de tactique de maintien de l'ordre.

Le scélérat va jusqu'à publier deux versions différentes au lieu de ne retenir que celle prouvant que Chavez l'avait bien désigné en personne et publiquement. Cela signifie que Meyssan a décidé délibérément de nuire à Maduro et au Venezuela.

Avant de lire "la correction", il en a remis une louche.

TM - Cabello est l'homme fort du chavisme. C'est lui qui aurait succédé à Hugo Chávez s'il n'y avait pas eu le témoignage de ses médecins cubains.

Cette "correction" viendra à la fin de l'article :

Correction :

Un de mes lecteurs vient de m'envoyer le lien d'une vidéo que j'ignorais. Le président Hugo Chávez a lui-même désigné son vice -président, Nicolás Maduro, non seulement pour assurer l'intérim en cas d'empêchement, mais aussi pour être élu à sa place.

Cf Chavez designó a Nicolás Maduro como sucesor

https://www.youtube.com/watch?v=T_gQwK9ORK8

Je l'ai visionné avec les sous-titres en français.

J-C - Maduro était incomptétent, il cumulait toutes les tares le pauvre, selon Meyssan.

TM - Il a laissé les installations pétrolières en ruines et n'a rien fait pour les relever.

J-C - Maduro a fait du Venezuela un nouveau Las Vegas !

TM - Il a alors libéralisé l'économie et installé des casinos.

J-C - Meyssan traite Maduro de narco-trafiquant, Trump devrait l'appeler à témoigner.

TM - Le Venezuela est devenu "*sous sa présidence un repaire de trafiquants en tous genres*"...

TM - Le président Trump n'a pas envahi le Venezuela, mais en a extrait un narco-trafiquant,

J-C - Maduro était un dictateur, Trump lui a soufflé dans le cul, ce que Meyssan a apprécié particulièrement.

TM - Nicolás Maduro a instauré un régime policier

J-C - Maduro est un terroriste, mieux, un tortionnaire.

TM - Les années 2017-2019 ont été marquées par une répression brutale du terrorisme intérieur. Les forces de l'ordre ont pratiqué la torture, sans que l'on puisse savoir si c'était des initiatives personnelles ou une politique d'État.

J-C - Meyssan ne contredit pas Trump, lisez, c'est accablant pour cet imposteur.

TM - En 2020, sous la première présidence Trump, Nicolás Maduro a été inculpé aux États-Unis pour narco-terrorisme ; un paradoxe alors que le Venezuela de Chavez avait été déclaré par les Nations unies « *État libre de cultures de drogues* »

J-C - De quoi parle-t-il, même quand il ne sait rien, il faut qu'il la ramène.

TM - Nous ne savons pas grand-chose l'opération Absolute Resolve (Détermination absolue) des États-Unis. (En aparté. Son texte comporte plusieurs erreurs que je n'ai pas corrigées, ici répétition

« ne ne », à croire que Meyssan est isolé ou seul et il n'y a personne dans son entourage capable de relire et corriger ses articles. – J-C)

J-C - Quand on ne sait pas, on ferme sa gueule et on patiente en attendant d'en savoir plus.

TM - Les forces vénézuéliennes, quant à elles, n'ont opposé aucune résistance, laissant penser que l'armée était de connivence avec l'attaque états-unienne.

J-C - Vous vous êtes tous faits des illusions, sauf Meyssan, ce pauvre type joue sur les mots, minable !

TM - En aucun cas, il ne s'agissait d'une invasion du Venezuela, ni d'un changement de régime.

J-C - On ne conteste pas un abus de pouvoir, quand on ne sait faire qu'une chose : Baisser son froc ! Donc Trump a agi légalement. Au moins c'est clair. Il est fini Meyssan.

TM - La plupart des commentateurs assurent que les États-Unis ont violé le droit international. C'est un abus de langage.

J-C - Il conteste même la légitimité (électorale) de Maduro, c'est devenu le clone de Trump.

TM - en 2024. Cette élection a été très contestée, non sans raisons.

J-C - Le populiste dans toute sa splendeur, le point de vue basé sur un récit frauduleux vaut celui basé sur les faits, qu'on se le dise !

TM - Si d'un point de vue vénézuélien, les États-Unis ont enlevé leur président élu, d'un point de vue états-unien, Washington s'est contenté d'enlever un narco-trafiquant, qui plus est usurpateur de la présidence.

Il n'y a donc pas de violation du droit international, mais un conflit entre deux points de vue.

J-C - Pire encore dans l'abjection, si, si, c'est possible avec monsieur Meyssan,

TM - Les efforts du président Trump n'aboutiront donc à pas grand-chose, même s'il parviendra à assainir les relations politiques latino-américano-moyen-orientales.

J-C - Il semble s'en réjouir :

- Il n'en reste pas moins que cette opération est un camouflet pour le peuple vénézuélien et rendra difficile le redressement de ce pays.

Lu.

Contrairement à la fiction caligulesque selon laquelle «*c'est notre pétrole*», l'historien vénézuélien Miguel Tinker Salas a formellement démontré que le pays a nationalisé l'industrie pétrolière en 1976 :

«*Elle était contrôlée par les Vénézuéliens. Elle était gérée par les Vénézuéliens*». Les entreprises étrangères, y compris la «*filiale la plus rentable*» d'ExxonMobil, ont été entièrement indemnisées, «bien au-delà de ce qu'elles ont déjà extrait».

Parole d'internaute.

Pays bombardés après la seconde guerre mondiale par les États-Unis d'Amérique du nord,

Démocrates et Républicains à la tête de l'Empire.

- Indonesia (1958) - Républicain - Dwight D. Eisenhower
- Cuba (1959-1961) - Républicain - Dwight D. Eisenhower
- Guatemala (1960) - Républicain - Dwight D. Eisenhower
- Congo (1964) - Démocrate - Lyndon B. Johnson
- Laos (1964-1973) - Démocrate - Lyndon B. Johnson - Républicains - Richard Nixon
- Vietnam (1961-1973) - Démocrate - Lyndon B. Johnson - Républicains - Richard Nixon
- Cambodia (1969-1970) - Démocrate - Lyndon B. Johnson
- Guatemala (1967-1969) - Démocrate - Lyndon B. Johnson
- Granada (1983) - Républicain - Ronald Reagan
- Liban et Syrie (1983, 1984) - Républicain - Ronald Reagan
- Libya (1986) - Républicain - Ronald Reagan
- Salvador (1980) - Républicain - Ronald Reagan
- Nicaragua (1980) - Républicain - George H. W. Bush
- Iran (1987) - Républicain - George H. W. Bush
- Panama (1989) - Républicain - George H. W. Bush
- Iraq (1991) - Républicain - George H. W. Bush
- Kuwait (1991) - Républicain - George H. W. Bush
- Somalia (1993) - Républicain - George H. W. Bush
- Bosnia (1994, 1995) - Démocrate - Bill Clinton

- Sudan (1998) - Démocrate - Bill Clinton
- Afghanistan (1998) - Démocrate - Bill Clinton
- Yugoslavia (1999) - Démocrate - Bill Clinton
- Yemen (2002) - Républicain - George W. Bush
- Iraq (1991-2003) - Républicain _ George H. W. Bush - Démocrate - Bill Clinton - Républicain
- Afghanistan (2001-2015) - Républicain - George W. Bush - Démocrate - Barack Obama
- Iraq (2003-2015) - Républicain - George H. W. Bush - Démocrate - Barack Obama - George W. Bush
- Pakistan (2007-2015) - Républicain - George W. Bush - Démocrate - Barack Obama
- Somalia (2007-2008, 2011) - Républicain - George W. Bush - Démocrate - Barack Obama
- Yemen (2009, 2011) - Démocrate - Barack Obama
- Libya (2011, 2015) - Démocrate - Barack Obama - Républicain - Donald Trump
- Syria (2014-2015) - Démocrate - Barack Obama
- Yemen (2025) __ Républicain __ Donald Trump
- Iran (2025) - Républicain - Donald Trump
- Venezuela (2026) - Républicain - Donald Trump

Liste publiée par la Chine en 2023 et complétée par mes soins.

Lu.

- Le prétexte initial était que le Venezuela était un État exportateur de "narco-terrorisme". Cette histoire sciemment frauduleuse ne méritait même pas que les agences de renseignement américaines et la DEA nient. Dans le dernier rapport de la DEA, le Venezuela n'est mentionné que dans un seul paragraphe.

En fait, le Venezuela n'a même pas mérité une seule mention dans le rapport mondial des Nations unies sur les drogues de 2025, qui compte une centaine de pages, tout comme le propre rapport annuel d'évaluation des drogues de l'Union européenne.

Lu.

Cartel des Soleils : créé par la CIA, arme du ministère américain de la Justice

Dans l'acte d'accusation initial contre Maduro, le ministère américain de la Justice accusait explicitement Maduro de diriger un cartel de narcotraiquants appelé «*Cartel des Soleils*», y faisant référence plus de 30 fois.

L'acte d'accusation révisé du ministère américain de la Justice contre Maduro, rendu public le 3 janvier, stipule qu'*«à partir de 1999 environ, le Venezuela est devenu le refuge des traquants de drogue prêts à payer pour obtenir la protection et le soutien de fonctionnaires civils et militaires vénézuéliens corrompus, qui opéraient hors de portée des forces de l'ordre et des forces armées colombiennes, soutenues par l'aide américaine dans la lutte contre le trafic de stupéfiants»*.

Il poursuit : *«Les profits de cette activité illégale sont reversés à des fonctionnaires civils, militaires et des services de renseignement corrompus, qui opèrent dans le cadre d'un système de favoritisme dirigé par ceux qui se trouvent au sommet, appelé le Cartel de Los Soles ou Cartel des Soleils»*.

Ce réseau informel de responsables militaires corrompus a en fait été mis en place par la CIA sous les gouvernements vénézuéliens pro-américains des années 1980 et 1990. Ce ne sont pas des journalistes d'investigation dissidents qui ont révélé cette vérité dérangeante aux Américains, mais le New York Times et Mike Wallace dans un reportage de «60 Minutes» diffusé en 1993.

Trois ans plus tôt, les douaniers américains de Miami avaient intercepté une cargaison d'une demi-tonne de cocaïne pure en provenance du Venezuela. Mais leurs supérieurs au sein du gouvernement américain leur ont rapidement fait savoir que ces cargaisons avaient été approuvées par Langley. Selon le Times, la CIA cherchait à permettre à la cocaïne *«d'entrer aux États-Unis sans être saisie, afin d'écartier tout soupçon. L'idée était de recueillir autant de renseignements que possible sur les membres des gangs de traquants de drogue»*.

«Il est vraiment scandaleux qu'une demi-tonne ait été importée, financée par l'argent des contribuables américains», a déclaré Annabelle Grimm, alors attachée de la DEA au Venezuela, à l'émission 60 Minutes. *«C'est particulièrement révoltant»*.

Pour organiser les expéditions depuis le Venezuela, la CIA a recruté des généraux de la Garde nationale vénézuélienne formés par les États-Unis. Comme les officiers de la Garde nationale portaient sur leur uniforme des écussons arborant le symbole d'un soleil, le réseau informel de trafic de drogue a été baptisé *«le Cartel des Soleils»*.

Dans les années qui ont suivi la révélation des activités du cartel dirigé par la CIA dans les médias américains, celui-ci a disparu, pour renaître lorsque le gouvernement américain a commencé à traquer le général Carvajal, qui pourrait bientôt apparaître comme son témoin clé contre Maduro. Si la corruption est toujours présente dans l'armée vénézuélienne, il n'y a guère de preuves de l'existence d'un cartel des soleils dans ses rangs.

Comme l'a déclaré Phil Gunson, analyste basé à Caracas pour l'International Crisis Group, à CNN, *«le Cartel de los Soles, en tant que tel, n'existe pas. Il s'agit d'une expression journalistique créée pour désigner l'implication des autorités vénézuéliennes dans le trafic de drogue»*.

Un ancien haut responsable américain a fait écho à Gunson, qualifiant le Cartel des Soleils de «*nom inventé pour désigner un groupe ad hoc de fonctionnaires vénézuéliens impliqués dans le trafic de drogue à travers le Venezuela. Il n'a ni la hiérarchie ni la structure de commandement et de contrôle d'un cartel traditionnel*».

Le responsable a déclaré à CNN que la DEA (Drug Enforcement Administration) ou l'Agence de renseignement de la défense a fourni à Trump une évaluation «*purement politique*» du cartel afin de soutenir son offensive contre le Venezuela.

Les révélations obtenues par la défense lors du procès de Maduro et Flores risquent de mettre le gouvernement américain dans une situation très embarrassante en fournissant de nouvelles preuves d'un trafic de drogue impliquant la CIA. C'est peut-être la raison pour laquelle le ministère de la Justice a tempéré son discours sur le Cartel des Soleils, le qualifiant dans l'acte d'accusation du 3 janvier de simple «*réseau clientéliste*» plutôt que de syndicat criminel structuré, et ne le mentionnant que deux fois.

J-C – Un truc que je n'ai pas encore dit mais qui est très important.

Si Chavez était un militaire bénéficiant de l'autorité qui va avec, il en allait tout autrement de Maduro qui était un syndicaliste, donc, en principe avant de devenir le protégé de Chavez il tombait sous le coup des matraques de l'armée.

J'ignore si Chavez contrôlait tous les secteurs de l'armée vénézuélienne, rien ne dit que cela aurait été le cas de Maduro, et je ne crois pas qu'il possédait les compétences ou les expériences requises pour y parvenir. Si c'était le cas, on ne peut pas lui reprocher.

Le nouvel ordre mondial totalitaire serait l'étape finale ou le crépuscule du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

J-C - J'avais esquissé dans le passé les similarités qui existaient entre l'établissement d'un nouvel ordre mondial totalitaire voulu par Davos et la mise en place d'une monarchie absolue à l'échelle mondiale, en vain. C'est dommage car mon analyse précisait ainsi les contours à venir que prendrait l'orientation de la situation mondiale, qui devaient servir à définir notre stratégie pour pouvoir mener notre combat politique, et donc nous organiser.

Les centaines ou milliers de travailleurs et les militants qui un jour croisèrent mon courant politique, ne lui accordèrent pas un niveau de confiance suffisant pour créer un nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Ils préférèrent rester isolés ou s'en remettre aux partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui ont pignon sur rue, dont il n'y a absolument rien à attendre. A suivre.

Leçon vénézuélienne : le néocolonialisme est un retour vers la féodalité, mais globale - RT 7 janv. 2026

Les Européens se sont couchés devant la démonstration de force américaine, estimant que cela permettrait une «*transition démocratique*», puisque, selon eux, Maduro n'était pas légitime. Les pays européens ne sont plus des sujets politiques et ils le démontrent chaque jour.

La Chine et la Russie sont les principales puissances à critiquer cet acte, car ce sont les principaux pays à revendiquer le droit des pays à la souveraineté. Dans un communiqué officiel, le ministère russe des Affaires étrangères rappelle le droit de chaque pays de déterminer de sa politique et affirme que la Russie est prête à soutenir le Venezuela dans cette voie. Mais la nouvelle présidente par intérim en aura-t-elle la force et la volonté ? C'est une autre question...

J-C - Cette question est ambiguë ou peut prêter à confusion, pour y répondre brièvement je dirais que l'issue pour le Venezuela dépend de plusieurs facteurs, la situation telle qu'elle est ou les conditions qui sont imposées aux différents protagonistes et sur lesquelles ils possèdent une marge de manœuvre plus ou moins limitée, certaines leur sont imposées et ils doivent faire avec, par ailleurs, c'est la véritable nature des acteurs politiques qui participent à cette confrontation qui va déterminer leur comportement ou leurs décisions respectives. Sur ce plan, si tout le monde sait que Trump est un oligarque, personne ne sait exactement qui est Delcy Rodriguez ou qui dirige réellement le Venezuela, en cinq jours on a tout lu et son contraire.

En revanche, on connaissait bien Chavez et on croyait connaître Maduro. On savait que Chavez était issu de l'armée, qu'il avait assumé le pouvoir en s'appuyant sur une armée qui avait été mise en place par les régimes dictatoriaux qui l'avaient précédé, qu'elle lui ait juré fidélité, c'est une chose, mais à quoi au juste en est une autre bien plus importante pour ce qui nous concerne ici, car c'est d'elle que dépend précisément la réponse à notre question.

Au lieu de poser la question de savoir qui dirige réellement le Venezuela pour avoir une idée de ce qui l'attend, on ferait mieux de se demander pour quoi faire. Certainement pas pour instaurer le socialisme, non pas parce que les conditions objectives n'existaient pas pour avancer dans cette voie, mais plutôt parce qu'aucun acteur politique n'a jamais incarné le socialisme, y compris Chavez, Maduro ou maintenant Delcy Rodriguez. Ceux qui ont cru le contraire, ce sont faits de graves illusions, ce que l'impérialisme américain n'est pas sans l'ignorer, et il compte bien en profiter pour diviser et instrumentaliser ses opposants ou les partisans du Venezuela sachant qu'ils ne sont pas plus socialiste que Trump, ce qui amène déjà un grand nombre d'entre eux à dénoncer Maduro comme un dictateur ou un narcotrafiquant. C'est là que l'on comprend, à quel point la nature ou la caractérisation politique des différents acteurs politiques au Venezuela est capitale pour comprendre la situation.

Karine Bechet - Ce recours à la force contre le droit est par ailleurs parfaitement assumé par l'administration américaine, dont le vice-président Miller déclarait à ce sujet à CNN : « *Vous pouvez parler autant que vous voulez de décence internationale, mais nous vivons dans le monde réel, qui est régi par la force et le pouvoir. Ce sont des lois inflexibles.* »

La force contre le droit ? Ce paradigme a toujours existé. L'humanité a vécu des périodes de non-droit, quand la force brute régissait les sociétés, engluées dans le chaos et noyées dans l'obscurité. Dans la peur, dans le sang. Mais l'humanité a connu aussi des périodes réglées, lumineuses, prospères. Des périodes de paix, où l'homme pouvait concentrer son énergie dans les arts, la science, dans le développement et non pas dans la destruction. Dans le beau.

J-C - Quelle contrevérité ! Voilà ce qui arrive lorsqu'on est lié à une idéologie inavouable. Madame Karine Bechet ignoreraient-elle que le développement de la civilisation humaine est fait jusqu'à présent de sueur et de sang, de destructions, de massacres et de guerres ? Ignoreraient-elle que certains en profitaients pendant que d'autres en pâtissaient ?

Karine Bechet - Il n'y a rien de magique en cela, c'est un choix à faire. Dans quelle société voulons-nous vivre ? Comment voulons-nous vivre ? Cela dépend de chacun d'entre nous. Notamment de

notre capacité à reprendre le contrôle des élites qui dirigent nos pays, ou à les laisser, comme nous le voyons en Occident, diriger nos pays contre nos intérêts, en nous utilisant ; en laissant nos élites dirigeantes vider nos pays de leurs ressources, pour servir et renforcer le véritable centre de gouvernance.

C'est cela, la colonisation. C'est bien ce néocolonialisme, global, qui a rongé nos pays. Et la Russie lance un signal d'alarme.

J-C - Elle a bien évoqué "*notre capacité à reprendre le contrôle des élites qui dirigent nos pays*", n'est-ce pas ? Les mots veulent dire quelque chose, reprendre signifie prendre à nouveau, ce qui signifie qu'il fut une époque où les élites dirigeaient "*nos pays*" et qu'il y avait tout lieu d'en être satisfait, on est bien d'accord, on a bien tous compris la même chose. Maintenant, quelle en est la signification politique ?

À l'entendre, on en oublierait presque, qu'il y a eu plus de 200 guerres dans le monde depuis 1945, des guerres impérialistes, coloniales, des génocides, etc. Voilà le monde qu'elle nous propose pour demain, celui d'hier qui lui allait si bien, il était merveilleux, quel cynisme !

À l'entendre, on croirait que le monde tel qu'il existe aujourd'hui en occident daterait d'hier, "vider" ou plutôt piller les ressources de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique du Sud serait un nouveau phénomène. Voilà à quelle stupidité on arrive quand on voit un culte au capitalisme. Pour le reste, je vous renvoie à l'analyse que j'ai développée plus haut.

Lu.

Le Venezuela ne peut aujourd'hui plus être examiné exclusivement sous le prisme du pétrole, le tableau est considérablement plus large et acquiert une dimension stratégique.

Selon l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis (EIA), le pays dispose d'environ 303 milliards de barils de pétrole, ce qui représente approximativement 17% des réserves mondiales. En outre, le Venezuela possède d'importantes ressources de gaz naturel, d'or et de minéraux d'importance critique, ce qui le place au centre de la rivalité mondiale des grandes puissances.

Une attention particulière est accordée au lithium et aux autres matériaux clés de la transition énergétique, qui font du Venezuela un acteur potentiellement important pas seulement à l'ère des hydrocarbures. Pour cette raison, le pays est de plus en plus considéré comme une nouvelle arène de compétition non seulement dans l'énergie, mais aussi dans les domaines de la technologie et de l'industrie.

Pour les États-Unis, le lithium représente un levier stratégique dans la confrontation commerciale et technologique avec la Chine. Ce métal est utilisé dans environ 90% des batteries pour véhicules électriques et joue également un rôle clé dans l'industrie de défense, les systèmes de stockage d'énergie et la production de haute technologie.

À ce jour, environ 60% des capacités mondiales de traitement du lithium sont contrôlées par la Chine, ce qui suscite de sérieuses préoccupations à Washington concernant la résilience des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la politique de l'administration de Donald Trump visait à

renforcer simultanément le contrôle sur le lithium au Venezuela et à réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis de la Chine dans le domaine des ressources d'importance critique.

Les entreprises chinoises cherchaient activement ces dernières années des opportunités pour exploiter les ressources pétrolières et minérales du Venezuela. Les dernières mesures américaines visent notamment à limiter l'influence de Pékin dans la région.

Selon les estimations, les réserves mondiales de lithium s'élèvent à environ 30 millions de tonnes. Les leaders sont le Chili (9,3 millions de tonnes) et l'Argentine (4 millions de tonnes). Selon le Programme de développement des Nations unies, l'Amérique latine se distingue par le Triangulo del Litio (Bolivie – Argentine – Chili), qui concentre environ 60% des réserves mondiales de lithium.

En 2016, Nicolas Maduro a signé un décret créant l'Orinoco Mining Arc, un territoire d'une superficie d'environ 112 000 km², équivalant à 12% du territoire du pays, situé au sud du fleuve Orénoque. Ce territoire est considéré comme stratégiquement important pour l'extraction d'or, ainsi que de diamants, de coltan, de nickel et d'éléments de terres rares dans des conditions de prix internationaux favorables.

Le gouvernement du Venezuela affirme que la région minière de l'Orénoque contient plus de 8000 tonnes d'or, soit plus de 1000 milliards de dollars au prix de 4500 dollars l'once, ce qui place le Venezuela au rang des pays possédant les plus grandes réserves de ce minéral. Il est également question de la possibilité d'extraire jusqu'à 1 million de carats de diamants, 12 000 tonnes de nickel, 35 000 tonnes de coltan et d'importantes réserves de cuivre.

Les données précises sur les réserves de lithium n'ont pas encore été publiées conformément aux normes internationales, cependant la position géologique du Venezuela à proximité de la ceinture de lithium latino-américaine indique un potentiel élevé.

Spécial Venezuela.

Venezuela : María Corina Machado déclare vouloir partager le prix Nobel de la paix avec Donald Trump - Euronews 6 janvier 2026

Pourquoi le Venezuela n'a-t-il pas abattu les ravisseurs de Maduro en plein vol? Trois hypothèses - fr.sputniknews.africa 5 janvier 2026

Les médias mainstream attribuent le succès de l'opération d'enlèvement de Maduro aux armes, tactiques et à la planification sophistiquées de l'armée US. Mais il y a des explications plus plausibles, a déclaré à Sputnik Egor Lidovskoï, directeur du Centre culturel latino-américain Hugo Chavez de Saint-Pétersbourg.

L'incompétence

«La première explication est l'incompétence des agences gouvernementales» et des personnes chargées de protéger Nicolas Maduro.

La trahison

Ce scénario aurait pu se réaliser si certains responsables vénézuéliens avaient accepté de pactiser avec les États-Unis pour livrer le président en échange de promesses de profits liés à l'extraction pétrolière.

«Nous n'avons aucune preuve qu'un membre du gouvernement ou de l'équipe de Maduro l'ait trahi. Par conséquent, je pense qu'il est erroné de formuler des accusations infondées par avance», a déclaré Lidovskoï.

«Il faut suivre de près la situation avant de tirer des conclusions quant à l'existence ou non d'un tel complot», selon lui.

Opération «Cheval de Troie»

Si cette hypothèse la plus troublante se confirmait, cela dissiperait les soupçons de trahison et d'incompétence et expliquerait *«de nombreuses incohérences»*, affirme Lidovskoï.

«L'idée principale de cette théorie est qu'une délégation américaine, accompagnée de gardes armés, se serait rendue à la résidence de Maduro pour discuter des paramètres d'un accord de paix lors d'un dîner, mener des pourparlers et trouver un terrain d'entente».

Cela expliquerait l'absence de tirs de la défense aérienne vénézuélienne sur les hélicoptères américains.

«Une fois à l'intérieur, des membres de forces spéciales se faisant passer pour des gardes du corps de la délégation auraient abattu tous les gardes de Maduro – qui n'y étaient pas préparés – et enlevé le président».

«Les bombardements des bases vénézuéliennes et des points stratégiques de défense aérienne n'auraient alors commencé qu'après un signal spécial, pour servir de paravent au retrait américain», d'après l'expert. fr.sputniknews.africa 5 janvier 2026

Parole d'internaute.

- Un général russe dénonce les mensonges de Trump sur l'intervention américaine au Venezuela :

Les systèmes de défense russes n'ont pas été détruits militairement, mais désactivés par une trahison interne et de la corruption.

Sans cela, les États-Unis n'auraient jamais pu poser le pied là-bas.

L'Amérique n'a pas gagné par la force, elle a acheté des traîtres – et l'histoire ne pardonne pas les imposteurs.

https://x.com/camille_moscow/status/2008505163753885879

- Explosif : un officier vénézuélien révèle l'ordre secret qui a permis la capture de Maduro par les usa !

Le lieutenant-colonel Edgar Alejandro Lugo Pereira, de la réserve active de l'armée vénézuélienne, balance tout : l'armée a reçu l'ordre exprès de ne pas intervenir lors de l'opération des forces spéciales américaines (Delta Force) qui ont capturé Nicolás Maduro et sa femme Cilia Flores à Caracas.

Pourquoi cette passivité ? Pour éviter une invasion totale des États-Unis. Pereira explique :

« Nous avions les armes pour nous défendre, mais si nous avions attaqué des cibles US, nous aurions subi une attaque militaire massive. »

Le Venezuela privilégie le dialogue. » Résultat : l'opération « *Absolute Resolve* » a réussi sans résistance vénézuélienne notable

Seuls des Cubains de la sécurité de Maduro (32 tués) ont combattu.

Des agents locaux et des capacités satellites US ont facilité le raid nocturne, avec frappes préalables neutralisant défenses russes (S-300) et chinoises.

https://x.com/camille_moscow/status/2008687181066285459

"Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela": la présidente par intérim répond à Donald Trump - TV janvier 2026

« *Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela* », a lancé ce mardi 6 janvier sa présidente par intérim, au premier jour de son mandat après l'enlèvement du chef de l'État Nicolás Maduro à Caracas sur ordre de Donald Trump, qui assure que les autorités vénézuéliennes vont remettre des dizaines de millions de barils de pétrole aux États-Unis.

"Le gouvernement du Venezuela dirige notre pays, personne d'autre", a assuré la vice-présidente, propulsée présidente par intérim, en réponse aux déclarations des derniers jours de Donald Trump, qui a affirmé que Washington était "*aux commandes*" et que Delcy Rodriguez "*paierait plus cher que Maduro*" si elle ne faisait pas "ce qu'il faut".

Toutefois, à peine quelques heures après les propos de Delcy Rodriguez, Donald Trump a rajouté une couche: "*Je suis ravi d'annoncer que les autorités par intérim du Venezuela vont remettre aux États-Unis entre 30 et 50 millions de barils de pétrole sous sanction et de haute qualité*".

"Ce pétrole sera vendu au prix du marché et l'argent sera contrôlé par moi, président des États-Unis, pour garantir qu'il soit utilisé au profit des peuples du Venezuela et des États-Unis", a-t-il certifié après avoir ouvertement admis convoiter les vastes ressources pétrolières du Venezuela, les premières réserves de brut prouvées de la planète. Le pays sud-américain en tire sa principale source de revenus.

Delcy Rodriguez a montré ses priorités économiques en nommant un technocrate ex-directeur de la Banque centrale et ancien pétrolier, Calixto Ortega Sanchez, nouveau vice-président chargé du

secteur économique. Elle a aussi décrété sept jours de deuil national en hommage aux victimes de l'opération américaine éclair qui a fait 55 morts au sein des forces vénézuéliennes et cubaines dans la nuit de vendredi à samedi.

La veille, la dirigeante de 56 ans avait prêté serment devant le Parlement, prenant la tête d'un gouvernement qui compte toujours dans ses rangs le ministre de l'Intérieur et tenant d'une ligne dure, Diosdado Cabello, ainsi que le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez.

Maria Corina Machado, la cheffe de l'opposition vénézuélienne et lauréate du prix Nobel de la paix 2025, a affirmé lundi prévoir de retourner "*le plus vite possible*" au Venezuela. Le président américain l'a disqualifiée samedi pour prendre la tête du pays.

A lire :

Julian Assange porte plainte contre la Fondation Nobel pour son prix à la putschiste d'extrême droite du Venezuela, Maria Corina Machado.

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/12/17/julian-assange-porte-plainte-contre-la-fondation-nobel-pour-son-prix-a-la-putschiste-dextreme-droite-du-venezuela-maria-corina-machado/>

Venezuela : Washington entend prendre le contrôle illimité des ventes de pétrole - RT 7 janv. 2026

Les États-Unis prévoient de prendre le contrôle illimité de la vente sur le marché mondial de tout le pétrole provenant du Venezuela, a déclaré le ministre américain de l'Énergie, Chris Wright. Il a précisé que les États-Unis commencerait par vendre les réserves de pétrole brut stockées dans les entrepôts du pays latino-américain.

Chris Wright a indiqué qu'il menait des négociations avec des compagnies pétrolières américaines au sujet de leurs activités au Venezuela. D'après ses mots, l'arrivée des compagnies américaines pourrait permettre d'augmenter la production de pétrole de plusieurs centaines de milliers de barils par jour, alors que la république produit actuellement 900 000 barils par jour.

Le ministre américain de l'Énergie a ajouté que les États-Unis avaient l'intention d'investir dans le développement du secteur pétrolier vénézuélien, notant que cela apporterait « dénormes avantages » au pays latino-américain.

Cependant, *Politico* a révélé que le véritable objectif des États-Unis n'était pas d'aider, mais de prendre le contrôle total du pétrole vénézuélien, en imposant leurs conditions : les compagnies pétrolières occidentales ne pourront revenir qu'en échange d'investissements massifs, et sous la domination américaine.

Politico a qualifié cette stratégie de recolonisation économique : le Venezuela, privé de toute souveraineté, se voit imposer des entreprises étrangères, un agenda étranger et des intérêts qui ne lui appartiennent pas.

Lu.

Larry C. Johnson: Maduro's Kidnapping Could Trigger a Massive US Backlash

<https://www.youtube.com/watch?v=ON1IUbiP29s>

L'analyse, en vrac, de Larry Johnson : « *Il s'agissait d'une opération bien préparée poursuivant plusieurs objectifs, notamment celui d'empêcher la mise en œuvre de l'accord économique signé la semaine précédente entre le Venezuela et la Chine, accord en vertu duquel le Venezuela vendrait son pétrole à la Chine via un système de troc et en monnaies locales plutôt qu'en dollars.*

L'objectif de cette opération est de contrer la Russie, la Chine et l'Iran, qui est la cible principale.

Les détails de l'opération d'enlèvement de Maduro n'auraient aucun rapport avec le scénario décrit par Trump concernant l'héroïsme et la bravoure de l'unité d'opérations spéciales Delta Force. Une trentaine de gardes du corps cubains de Maduro auraient été éliminés avant le débarquement aéroporté de la Delta Force. Le président et son épouse qui étaient entourés de gardes privés vénézuéliens corrompus les auraient livrés à cette escouade américaine.

Le succès de l'opération reposait essentiellement sur la coopération de la vice-présidente Delcy Rodríguez et de ses relations avec certains responsables militaires vénézuéliens. Elle fut Ministre du pétrole avant sa nomination par Maduro et entretiendrait des liens étroits avec l'État du Qatar, lequel aurait joué un rôle déterminant dans l'obtention de sa coopération. La veille de l'enlèvement, elle se serait rendue à Moscou pour un voyage d'affaires non annoncé, avant de revenir après l'enlèvement de Maduro et prêter serment en tant que présidente. Le projet de l'administration américaine est de reconstruire l'infrastructure pétrolière du Venezuela, qui possède les plus importantes réserves mondiales de pétrole ; ce qui pourrait prendre un an, plus ou moins. Par conséquent, la suite dépend de la reprise de la production pétrolière vénézuélienne en quantités suffisantes capables de compenser la perte des marchés mondiaux en pétrole du Golfe et d'Arabie saoudite, étant donné qu'en cas de guerre américano-israélienne contre l'Iran, il fermerait le détroit d'Ormuz. Dans cet intervalle, la CIA et le Mossad travailleront à attiser les troubles internes en Iran par le biais de manifestations et d'assassinats, couplés à un blocus économique suffocant... selon le même plan mis en œuvre avec un succès total en Irak, en Syrie, au Soudan et en Libye.

En Bref, 2026 sera une année terrible pour le monde. »

France.

En famille avec le dictateur Trump. Côté pile, Macron...

Trump cite Macron : «Je serais heureux d'augmenter de 200 % le prix des médicaments... Donald, mais s'il te plaît n'en parles pas à la population» - RT 7 janv. 2026

« Donald, marché conclu. Je serais heureux d'augmenter de 200 % le prix des médicaments sur ordonnance. Je serais heureux de te faire cet honneur. Tout ce que tu veux, Donald, mais s'il te

plaît n'en parles pas à la population. S'il te plaît, Donald, je t'en supplie », c'est ainsi que Donald Trump a rapporté, lors d'une conférence de presse le 6 janvier, son échange avec Emmanuel Macron à propos d'une hausse des prix des médicaments en France.

Le sujet est d'autant plus sensible que la santé constitue déjà un point de tension majeur dans l'Hexagone. Toucher aux médicaments, c'est toucher à un pilier social, à la vie quotidienne des malades et leurs familles. Malgré la supplication d'Emmanuel Macron, ces échanges ont été rendus publics par Donald Trump au cours de son allocution devant le monde entier.

Ce dernier a également tourné en dérision la position initiale d'Emmanuel Macron, qu'il a décrite comme une succession de refus avant un revirement inévitable. Il a rapporté que le président français lui avait de prime abord répondu : « *Non, non, non. Je ne pourrai pas, Monsieur le Président, veuillez me pardonner* ».

D'après Trump, cette réaction n'avait toutefois rien d'exceptionnel car selon lui, au début tous les pays disaient la même chose. Certains dirigeants auraient été « *déterminés* », d'autres « *très gentils* », d'autres encore « *malpolis* », mais tous auraient commencé par opposer un refus catégorique. « *Et le fait est que vous pouvez prendre un Emmanuel, ajouter un Hans, ajouter un Ludwig, vous pouvez ajouter n'importe quel nom du calendrier, c'est la même chose. Leur réponse est : " Non, nous ne doublerons pas le prix de nos médicaments. Ni pour vous, ni pour personne d'autre ". J'ai dit : " Si, vous le ferez, à 100 % " », se jouant ainsi de l'Europe dans son ensemble.*

Le président américain a ensuite ironisé sur la brièveté de cette opposition : « *Après en moyenne, je dirais 3,2 minutes, ils disaient tous : " Ce serait un honneur de quadrupler le prix de nos médicaments "* ».

En décembre dernier, le président américain Donald Trump avait déjà affirmé avoir contraint son homologue français Emmanuel Macron à accepter une hausse des prix des médicaments, en brandissant la menace d'imposer des droits de douane de 25 % sur les importations françaises vers les États-Unis.

... côté face, Mathilde Panot.

"Je ne veux pas répondre": Mathilde Panot refuse de qualifier Nicolàs Maduro de dictateur - BFMTV 6 janvier 2026

Invitée du Face-à-Face sur BFM-RMC, ce mardi 6 janvier, Mathilde Panot a refusé de se prononcer sur le fait de qualifier ou non, le président vénézuélien Nicolàs Maduro de "dictateur".

"Je n'ai pas envie de répondre à cette question", a lancé la présidente du groupe La France Insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale, avant de surenchérir: *"Si c'est la question des dictateurs, pourquoi est-ce que les États-Unis n'interviennent pas en Arabie Saoudite ou autres?"*.

"Je ne répondrai pas à cette question et je vais vous expliquer pourquoi. Nous ne prenons pas comme modèle, et d'ailleurs, nous ne prenons aucun modèle extérieur puisque nous inventons nous-mêmes notre propre manière de fonctionner à la France insoumise", a-t-elle justifié.

Esquivant une nouvelle fois la question sur le fait de savoir si elle qualifie ou non le régime de Nicolàs Maduro de "dictature", Mathilde Panot se défend. *"Je ne veux pas répondre aujourd'hui à cette question, parce que la question n'est pas la qualification du régime. Parce que si vous*

"commencez à mettre le doigt sur la qualification du régime, à ce moment-là, vous justifiez, vous légitimez ce qui est fait comme violation du droit international", insiste la députée insoumise.

BFMTV 6 janvier 2026

Vendue, lâche !

Elle n'est même pas foutue de donner les bonnes réponses, honte à elle !

Aux journalistes de merde de BFMTV j'aurais répondu :

Qui agresse qui, répondez à cette question et vous saurez qui est le dictateur : Trump. Prenez tous les pays en guerre avec les Etats-Unis depuis 1945, tous ont été agressés par les Etats-Unis.

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Paris, Londres et Kiev signent une déclaration d'intention sur le déploiement d'une force multinationale après un cessez-le-feu - franceinfo.fr 6 janvier 2026

Les alliés de l'Ukraine se sont réunis mardi dans la capitale française pour afficher un front uni face à la Russie.

Emmanuel Macron, le Premier ministre britannique Keir Starmer et Volodymyr Zelensky ont signé, mardi 6 janvier, une déclaration d'intention sur le déploiement d'une force multinationale après un cessez-le-feu en Ukraine, perspective qui reste néanmoins lointaine. Cette force, à l'étude depuis plusieurs mois, doit "*apporter une forme de réassurance le jour d'après le cessez-le-feu*", a déclaré le chef de l'Etat français, à l'issue d'une réunion des alliés de Kiev, réunis à Paris pour afficher un front uni face à Moscou, près de quatre ans après le début de l'invasion russe.

Dans un entretien exclusif accordé à France 2, Emmanuel Macron a précisé que l'armée française prendra part aux opérations de contrôle de la frontière russe-ukrainienne, le jour d'après la paix. "*Nous participerons à la régénération de l'armée ukrainienne*", a-t-il déclaré. *Le chef de l'Etat français a évoqué le potentiel envoi de "plusieurs milliers d'hommes, (...) dans le cadre de nos opérations extérieures". "Ce ne sont pas des forces qu'on engage au combat"*", a-t-il assuré.

La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a de son côté rappelé dans un communiqué son refus d'envoyer des troupes au sol en Ukraine, tandis que l'Allemagne, par la voix de son chancelier Friedrich Merz, a dit qu'elle pourrait envoyer des forces, mais uniquement sur le territoire d'un pays de l'Otan voisin de l'Ukraine.

Burkina Faso.

Burkina Faso : le gouvernement affirme avoir déjoué une tentative de déstabilisation impliquant l'ex-président Damiba – RT 7 janv. 2026

Le Burkina Faso aurait échappé de justesse à une nouvelle tentative de déstabilisation. Dans une déclaration officielle diffusée par la télévision publique, le ministre de la Sécurité, Mahamadou

Sana, a révélé le 6 janvier l'existence d'un projet de putsch qui devait être exécuté le 3 janvier aux alentours de 23 heures. Selon lui, cette opération visait directement les plus hautes autorités civiles et militaires du pays, à commencer par le chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré.

Rendant d'abord hommage aux forces de défense et de sécurité, aux volontaires pour la défense de la patrie et aux populations qu'il a qualifiées de « *résilientes et patriotes* », le ministre a salué le rôle déterminant des services de renseignement. « *Grâce à leur professionnalisme, le Burkina Faso a déjoué pour la énième fois des tentatives de déstabilisation* », a-t-il affirmé.

Dans le détail, Mahamadou Sana a expliqué que le plan prévoyait « *une série d'assassinats ciblés* » de responsables civils et militaires. La neutralisation du président du Faso devait intervenir soit lors d'un déplacement à Boutortin, soit par une action visant son domicile. Après cette première phase, les auteurs du projet comptaient mettre hors service la base de drones avant une intervention terrestre de forces extérieures.

Pour des raisons de confidentialité et afin de ne pas compromettre les enquêtes en cours, le ministre a indiqué que l'identité de l'ensemble des personnes impliquées ne serait pas dévoilée à ce stade. Il a néanmoins désigné « *l'acteur principal* » de ce complot : l'ancien chef de l'État, le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, renversé en 2022 et actuellement réfugié au Togo.

Selon les autorités, Paul-Henri Damiba aurait eu pour mission de concevoir et planifier les actions, de mobiliser les financements, mais aussi de recruter à la fois des civils et des militaires. Les militaires devaient constituer des groupes opérationnels, tandis que les civils étaient chargés de mobiliser des soutiens afin d'accompagner l'action militaire après son déclenchement.

Des financements venus de l'extérieur

Le ministre de la Sécurité a également insisté sur l'origine des fonds ayant servi à préparer cette tentative de déstabilisation. « *Une bonne partie du financement provient de la Côte d'Ivoire* », a-t-il déclaré, précisant que la dernière opération financière identifiée s'élevait à 70 millions de francs CFA. Ces éléments, a-t-il assuré, feront l'objet d'un traitement judiciaire.

Les interpellations et le démantèlement des réseaux se poursuivent, a ajouté Mahamadou Sana, annonçant que des vidéos d'aveux issues des auditions de certains acteurs clés seront mises à la disposition des médias. Toutes les personnes impliquées seront, selon lui, présentées devant le procureur du Faso et poursuivies « *avec toute la rigueur de la loi* ».

Appel au calme et à la vigilance

S'adressant à la population, le ministre a tenu à rassurer : « *La situation est sous contrôle.* » Il a appelé les Burkinabè à rester sereins, tout en renforçant la vigilance citoyenne. Il a notamment mis en garde contre les risques d'instrumentalisation de civils « *utilisés naïvement* » pour des tâches logistiques ou la transmission de messages.

Enfin, Mahamadou Sana a lancé un appel à l'unité nationale et à la cohésion sociale, exhortant les populations à faire preuve de discernement dans leurs activités quotidiennes et à dénoncer tout comportement suspect. Un message qui s'inscrit dans un contexte sécuritaire tendu, où les autorités de transition affirment faire face à des menaces internes et externes persistantes contre la stabilité du pays.

Vidéo. Burkina Faso : Le Complot de Minuit Déjoué

<https://www.youtube.com/watch?v=MBJPapsDKBA>

Dans la nuit du 3 au 4 janvier 2026, le Burkina Faso a frôlé un basculement politique majeur.

Alors que des rumeurs de coup d’État se propageaient sur les réseaux sociaux, les services de renseignement et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont neutralisé une tentative de déstabilisation de grande ampleur, impliquant des arrestations ciblées, des interceptions de communications et des mouvements suspects aux frontières.

Dans cette vidéo, Afrimotiv propose une enquête approfondie et chronologique, heure par heure, sur ce que les autorités qualifient de « complot de minuit ».

République centrafricaine

République centrafricaine : Touadéra réélu avec plus de 76% des voix - RT 6 janv. 2026

Le président sortant de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, remporte le scrutin présidentiel du 28 décembre, a annoncé l’Autorité nationale des élections. Il a obtenu 76,15% des voix, avec un taux de participation de 52,42%.

Chine.

Une percée agricole : la Chine met au point un riz hybride capable de se reproduire à l’identique - RT 7 janv. 2026

Des chercheurs chinois ont mis au point une nouvelle forme de riz hybride capable de se reproduire fidèlement d’une génération à l’autre, rapporte le South China Morning Post. Concrètement, les graines produites donnent naissance à des plants identiques à la plante mère, sans perte de qualité ni de rendement.

Aujourd’hui, le riz hybride est connu pour produire davantage que le riz classique. Dans certaines régions, notamment en Afrique, ses récoltes peuvent être nettement supérieures. Mais il présente un problème majeur : les graines issues de la récolte ne conservent pas leurs qualités. Les agriculteurs doivent donc racheter des semences chaque année, souvent à un prix très élevé.

Cette contrainte limite fortement l’utilisation du riz hybride, en particulier dans les régions pauvres, alors même que des centaines de millions de personnes souffrent d’insécurité alimentaire.

L’équipe dirigée par Wang Kejian, chercheur à l’Institut national de recherche sur le riz en Chine, a trouvé une solution. Il a réussi à développer un riz hybride dont les graines se forment sans fécondation : chaque graine est une copie fidèle de la plante d’origine et conserve ses performances élevées.

Grâce à cette méthode, le nouveau riz pourrait être replanté année après année sans perte de rendement. Les coûts de production des semences chuteraient drastiquement : là où les graines hybrides peuvent coûter des dizaines, voire des centaines de yuans par kilogramme, ce nouveau riz pourrait être vendu à un prix proche de celui du riz ordinaire.

Les chercheurs ont développé plusieurs variétés de ce riz « *auto-reproductible* ». Les essais menés sur plusieurs générations montrent des résultats stables : les plantes restent identiques, productives et adaptées à différentes conditions de culture. Certaines variétés atteignent un niveau de récolte comparable à celui des meilleurs riz hybrides actuels.

Selon les chercheurs, cette avancée pourrait transformer l'agriculture mondiale. Si ce riz devenait largement accessible, il permettrait aux agriculteurs de produire davantage à moindre coût. À grande échelle, cela pourrait même conduire à un doublement de la production mondiale de riz.

J-C – On souhaiterait que les hommes cessent d'être « *auto-reproductibles* », car ils sont trop nombreux sur Terre, sauf pour ceux qui ont une vision étroite ou rétrécie du monde...

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 janvier 2026

Lu. Nous leur dédions cette causerie.

Selon la fondation pour le Logement des défavorisés, anciennement fondation Abbé-Pierre, 350 000 personnes vivent sans domicile en France, dont environ 20 000 à la rue. À Paris, la municipalité estime qu'ils sont plus de 3 500 à dormir dehors chaque nuit.

Ce rapport date de février 2025, avec les jours et les nuits glaciales que connaît la France en ce moment, il devient cruellement d'actualité.

Comment peut-on cautionner une telle injustice, il faut être un monstre, un sadique, un barbare pour ne pas condamner le capitalisme et ses représentants. Là encore, tenir un double langage à valeur d'approbation, et non de condamnation de cette injustice.

A tous ceux qui sont toujours plus prompts à réaliser l'unité avec le camp de la réaction.

Ceux qui prétendent que Maduro serait un dictateur, qu'il aurait mis en place un régime policier, qu'il serait lié aux cartels de la drogue et autres terroristes, qu'il aurait précipité la faille de l'économie vénézuélienne, sont des menteurs, des escrocs, des agents de la réaction internationale, des traîtres.

L'impérialisme américain lui fait un procès politique en vérité.

Toutes les accusations qui ont été formulées à l'encontre de Maduro sont en cours de dislocation, elles vont toutes se retourner contre Trump et les Etats-Unis.

Merci à monsieur Nicolas Maduro de nous offrir ce spectacle grandiose, qui met en lumière à la fois la véritable nature du régime mafieux et criminel américain, et celle de tous ceux qui ont refusé d'appeler à sa libération ou qui le traitent de dictateur en chœur avec Trump et Macron.

En 1917 et les années suivantes, Lénine avait dû affronter des accusations de dictateur ou traître au socialisme de la part des gauchistes ou d'ignorants, après la signature des accords de Brest-Litovsk en 1918, la répression de la révolte dirigée par l'anarchiste Nestor Makhno en 1920, puis celle de Kronstadt en 1921, le passage à la Nouvelle Politique Économique (NEP) en 1921...

Le propre du petit bourgeois écervelé, c'est de croire qu'il suffit de formuler des désirs légitimes pour qu'ils se réalisent automatiquement, sans tenir compte du contexte politique qui s'y oppose. Il refuse d'admettre que la satisfaction de ses aspirations au cours d'une période critique pourrait

déstabiliser, menacer ou nuire gravement, voire mettre en péril ou conduire au renversement du nouvel Etat ouvrier ou d'un Etat progressiste favorable à des réformes sociales importantes.

Il ne parvient pas à faire la différence entre diriger un Etat ou un pays composé de différentes classes sociales, et diriger un parti composé de personnes censées partager les mêmes idées, il croit qu'il peut faire ce qu'il veut quand il veut, or la réalité fonctionne autrement.

Dans l'état où se trouvait le Venezuela lorsque Chavez et Maduro sont parvenus au pouvoir, je ne vois pas comment ils auraient pu instaurer le socialisme ou avancer davantage dans cette voie, compte tenu de l'ensemble des facteurs qui comptaient la situation, c'est pratiquement un miracle que le régime qu'ils avaient instauré n'ait pas été renversé plus tôt.

Alors qu'on ne compte pas sur nous pour hurler avec les ennemis du Venezuela, sous prétexte que Maduro ne serait pas un pur produit du marxisme, eux non plus, ils le sont même encore moins, si j'en juge par les positions opportunistes qu'ils avaient adoptées sur l'Irak, la Syrie et la Libye, entre autres.

A une autre époque ou récemment encore, ils furent moins pointilleux sur les principes en soutenant Walesa en Pologne ou Lula au Brésil, il faut dire que tout deux gérèrent la société pour le compte des capitalistes ou aucun ne fit le dixième de ce que firent Chavez et Maduro pour leur peuple.

Ce n'est pas non plus un hasard s'ils refusèrent d'apporter leur soutien à Kadhafi qui était le chef de l'Etat le plus social pas seulement de l'Afrique, mais du monde, se joignant à l'OTAN dont les critiques étaient ainsi annihilées ou compromises.

Lu.

La France traverse actuellement un épisode hivernal d'une intensité exceptionnelle. Depuis le début du mois de janvier 2026, des températures comprises entre -5 °C et -10 °C frappent la quasi-totalité du pays.

La neige paralyse les axes routiers et les aéroports, rappelant des rrigueurs climatiques que nous n'avions pas connues depuis trente ans.

Ce retour du réel percute de plein fouet le récit médiatique dominant. Depuis des années, les experts officiels et les plateaux de télévision annoncent la fin définitive des hivers rigoureux. On nous promettait des hivers de plus en plus doux. Pourtant, face à ce gel généralisé, les grands médias semblent frappés de sidération. Le dogme du réchauffement permanent est soudainement confronté à une réalité glaciale que personne n'avait anticipée dans les rédactions parisiennes.

Tout porte à croire que le climat est utilisé comme un moteur de la société de contrôle. Alors que l'on nous impose des restrictions énergétiques et des taxes carbone au nom d'une chaleur prétendument inéluctable, la nature reprend ses droits. Les militants écologistes, habituellement prompts à confondre météo et climat pour servir leur agenda, observent aujourd'hui un silence suspect. Il semblerait que ce froid remette en question la légitimité des politiques de dépossession actuellement en vigueur.

Le réchauffement climatique est-il devenu une arnaque systémique pour maintenir les populations sous pression ? Comment le pouvoir va-t-il tenter de justifier cet épisode pour ne pas perdre la face devant les citoyens ?

Les nostalgiques du fascisme s'entendent bien avec les néonazis.

Le théâtre La Scala de Florence suspend les représentations de Svetlana Zakharova après une plainte de l'ambassade d'Ukraine - RT 9 janv. 2026

L'étoile du Bolchoï et ballerine russe Svetlana Zakharova ne se produira pas à Florence les 20 et 21 janvier. Attendue aux côtés du violoniste Vadim Repine, elle a vu ses représentations suspendues. Malgré l'attente du public, la mairie et le théâtre ont cédé à une plainte de l'ambassade d'Ukraine, invoquant des opinions prorusses de l'artiste.

Suivez le guide.

D'où proviennent les arguments avancés par Trump pour justifier l'agression américaine contre le Venezuela, repris en chœur par l'ensemble de l'extrême droite à l'extrême gauche ?

Courrier International - Pour *The Economist* (Famille Rothschild – J-C)), l'importance de cette opération dépasse largement le sort d'un dictateur ou de son régime, responsable de douze années de terreur, de fraudes électorales massives et d'une crise économique sans précédent. courrierinternational.com 9 janvier 2026

Quand les parrains de Trump de l'oligarchie financière montent en première ligne.

Les Rothschild louent Trump après le coup d'État au Venezuela – l'une des dernières nations sans banque centrale Rothschild - vtforeignpolicy.com 6 janvier 2026

Un événement qui a suscité l'étonnement dans les médias alternatifs : des membres de la puissante dynastie bancaire Rothschild ont publiquement félicité le président Donald Trump après l'intervention militaire au Venezuela.

Nat Rothschild, PDG du groupe Volta et héritier éminent de l'empire financier Rothschild, a adressé ses félicitations à Trump suite à l'action militaire américaine visant le gouvernement et le système financier vénézuéliens.

La portée de cette déclaration est indéniable : le Venezuela est l'un des rares pays au monde à avoir historiquement résisté à l'instauration d'un système bancaire central de type occidental contrôlé par les Rothschild.

Pendant des années, l'indépendance financière du Venezuela en a fait la cible de sanctions, de tentatives de changement de régime et d'une guerre économique.

Aujourd’hui, après l’intervention directe des États-Unis, les observateurs notent que les éloges de personnalités du secteur bancaire semblent confirmer des soupçons persistants quant aux véritables bénéficiaires des «*campagnes de libération*» étrangères.

Les propos de madame Hannah Rothschild, héritière de la famille Rothschild, alimentent encore davantage la controverse. Elle a en effet affirmé qu’aucune guerre majeure n’est menée – et qu’aucun chef d’État ne prend de décision – sans l’aval de la famille Rothschild.

Si les médias traditionnels rejettent ces affirmations comme relevant du complotisme, les critiques soutiennent que l’histoire de l’expansion des banques centrales après les guerres raconte une tout autre histoire.

Pour les sceptiques, l’opération au Venezuela ressemble moins à une libération qu’à une opération coercitive – un avertissement aux nations qui tentent d’opérer en dehors de l’ordre financier international.

Le rôle de Trump, autrefois perçu comme antimondialiste, est aujourd’hui réévalué par ceux qui estiment que le véritable pouvoir ne réside ni dans les élections ni dans les présidents, mais dans des dynasties financières non élues opérant au-delà des frontières nationales.

Coïncidence ou confirmation, le message est clair pour beaucoup : défiez le système bancaire, et le système finira par riposter.

Rothschild héritier confesse : aucun pays n'ose faire la guerre sans le soutien de Rothschild - thepeoplestvoice.tv 28 décembre 2025

Madame Hannah Rothschild, membre de septième génération de la tristement célèbre dynastie bancaire Rothschild, a ouvertement confirmé l’influence inégalée de la famille sur les événements mondiaux.

S’exprimant dans une récente interview accordée à CNBC, la fille de Lord Jacob Rothschild a admis qu’aucun gouvernement ou roi n’était entré en guerre sans le soutien et l’approbation de la famille Rothschild, soulignant leur contrôle sur la banque internationale et le flux de capitaux qui alimente les conflits mondiaux.

Madame Hannah a souligné comment Mayer Amschel Rothschild a fondé l’empire dans les années 1760 à Francfort et a stratégiquement envoyé ses cinq fils - Amschel, Salomon, Nathan, Carl et James - dans les principales capitales de l’Europe: Francfort, Vienne, Londres, Naples et Paris.

Cela a créé le premier réseau bancaire véritablement international au monde, permettant à la famille de dominer le financement transfrontalier.

Lu.

L’époque des Grandes Découvertes, qui a débuté au XVe siècle, est considérée dans les cercles intellectuels eurocentrés comme l’une des périodes fondatrices de l’histoire politique de l’humanité.

Elle a non seulement contribué à la découverte du «*Nouveau Monde*», mais a aussi jeté les bases d'un nouvel ordre politique.

Malheureusement, la mémoire collective est souvent contextuelle et parfois impitoyable. Le colonialisme, conséquence directe de l'époque des Grandes Découvertes, en est un exemple. Les pays d'Europe occidentale ont colonisé de vastes régions du «*Nouveau Monde*», comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, privant ainsi les peuples libres de leur autonomie pendant plus de cinq siècles.

Pour recouvrer leur dignité, des mouvements de libération anticoloniaux ont émergé dans tous les recoins du Sud, aboutissant finalement à l'indépendance des anciens pays colonisés. Mais même après l'indépendance, des vestiges du colonialisme européen ont persisté, sous différentes formes et manifestations.

J-C- Cela dit, l'esclavage existait pratiquement partout bien avant le XVe siècle.

Lu.

Le narratif proféré est tellement bien étudié et conçu pour infléchir la matrice cognitive de la grande masse vers l'orientation désirée. L'inversion des faits, la diversion, le mensonge, la falsification est leur ultime vivendi opérandi.

Si on remonte un peu le temps, du moins juste après la deuxième guerre mondiale, on peut compter plus d'une centaine d'interventions militaires de par le monde opérées par les États-Unis. Les dix dernières sont le Venezuela, le Nigeria, la Somalie, la Palestine, le Yémen, le Liban, la Syrie, l'Iran, l'Irak et la Libye. Toutes ces interventions ont été précédées par un narratif spéculatif et mensonger. Les médias mainstream sont bien préparés et bien rodés pour ce genre de mission. En parallèle, la pécune et la planche à billets coule à flot pour soudoyer et altérer la majorité des composantes de la société civile, et pas que. Et ce, dans le but de déclencher au moment opportun des mouvements de protestations et d'émeutes comme préparatifs nécessaires à des interventions militaires programmées ou à un renversement de régime.

Deux préalables sont déterminants dans cette stratégie machiavélique et perfide, premièrement, un blocus économique avec des sanctions meurtrières pour bloquer toutes les voies de commercialisation et les mouvements de capitaux dans le but ultime de créer des tensions hyper inflationnistes et donc une crise économique, sociale et sociétale incontrôlable. Deuxièmement, un récit approprié destiné à créer plus de tensions et à légitimer et cautionner une intervention militaire pour renverser le pouvoir en place. Le récit est basé essentiellement sur l'ossature d'un subterfuge malveillant.

L'intervention militaire américaine partout dans le monde sous faux drapeau est devenue une banalité/lapalissade, pas seulement pour les avertis mais même pour le citoyen lambda. L'aspect faux-fuyant et dérobade n'échappe à personne. Il n'y a que les crédules et les détenteurs de QI au-dessous zéro qui croient encore en la démocratie, le droit international, le droit humain et la liberté d'expression comme paradigmes/slogans soulevés pour appuyer, avaliser et cautionner ces manœuvres insolites et ignobles. Le seul message que véhiculent ces agissements et ces conspirations malveillantes, c'est que le monde est plutôt géré par la force/la loi de la jungle que par le droit et le respect de la souveraineté des nations. Le monde est devenu impitoyable et les faibles

n'ont plus de chance à survivre. Le plus fort peut se permettre tout et à n'importe quel moment. Le paradigme «la paix par la force» remplace celui de «la paix par la dissuasion».

On lit sur les pages 8/9 de la NSS, ce qui suit : *«La force est le meilleur moyen de dissuasion. Les pays où autres acteurs suffisamment dissuadés de menacer les intérêts américains ne le feront pas».*

Certes ce n'est nullement une première dans les annales de la barbarie des interventions américaines de par le monde. Mais, la différence et elle n'est pas subsidiaire, c'est qu'aujourd'hui on voit tout se passer devant nos yeux sans artifices et sans détour. Ce qui s'est passé et se passe encore à Gaza est le plus révélateur dans ce sens. Face à ces événements horribles le monde est certes blasé, dégoûté et désabusé, mais nous restons immuables, émuossés, pétrifiés et sans armes. Corollaire : les mouvements de protestation ne cessent de prendre de l'ampleur, dans le même temps, l'arrogance, le mépris et l'outrecuidance de l'hégémon ne cessent d'augmenter. Le droit international est piétiné et assommé au vu et au regard du monde entier. Le changement de paradigme s'impose.

À titre d'exemple, *«La doctrine Monroe»* en tant qu'ancien paradigme (ça fait presque deux siècles) a changé de nom/d'habillage pour devenir *«le corollaire Trump»*, comme le département de la Défense est devenu le département de la Guerre. Il est temps de réfléchir à changer l'intitulé d'un ensemble de concepts, de notions, de structures et d'entités.

Qui sont les pays cibles et pourquoi ?

Ce sont essentiellement les pays qui disposent des plus importantes réserves de pétrole au monde et/ou de gaz.

Ce sont les pays dont les terres recèlent d'énormes quantités de matières premières utiles à la production industrielle de haute technologie.

Mais surtout, ce sont des pays qui incarnent une volonté souverainiste : rejet de la domination américaine et refus de l'alignement automatique sur les intérêts américains.

Ce sont des pays qui ont opté pour une indépendance des choix nationaux stratégiques et une ouverture et coopération avec d'autres partenaires non occidentaux et assumer son propre destin sans être soumis à aucune force extérieure.

Ce sont aussi des pays, et c'est là où le bât blesse, qui expriment un certain engagement à l'affaire palestinienne en nouant des relations confirmées avec l'Iran et le mouvement Hamas.

De facto et en conclusion, toute nation qui façonne son propre destin en défendant sa souveraineté, son peuple, ses intérêts nationaux, ses ressources naturelles et son indépendance politique devient une cible légitime aux yeux de Washington.

Parole d'internaute.

- Ce qui se joue au Venezuela n'a rien à voir avec la drogue, le terrorisme ou la démocratie. Il s'agit de la survie du dollar américain. Le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole au monde (303 milliards de barils) et a commencé à vendre son pétrole hors dollar : en yuans, en euros, en roubles. Il a demandé à rejoindre les BRICS et a mis en place des systèmes de paiement

contournant SWIFT. Or, depuis 1974, la puissance des États-Unis repose sur le pétrodollar : tout le pétrole mondial est vendu en dollars, ce qui crée une demande artificielle et permet aux États-Unis d'imprimer de l'argent.

L'histoire montre que les dirigeants qui contestent ce système finissent renversés : Saddam Hussein, Kadhafi, et aujourd'hui Maduro. Mais le contexte a changé : la Russie, l'Iran et la Chine commercent déjà hors dollar, les BRICS développent leurs propres systèmes de paiement, et la dédollarisation s'accélère. Le message envoyé au monde est clair : défier le dollar, c'est risquer la guerre. Mais ce message pourrait produire l'effet inverse : pousser les pays du Sud à aller plus vite encore. Quand une monnaie doit être maintenue par la force militaire, c'est qu'elle est déjà en train de décliner. Le Venezuela n'est peut-être pas le début, mais le symptôme d'une fin.

Relevé ici ou là.

- Le fétide Donald Trump s'est définitivement révélé pour ce qu'il est : un milliardaire sociopathique, mafieux, génocidaire, manipulateur et chaque jour plus incontrôlable.
- Aujourd'hui, le pouvoir législatif est en lambeaux, impuissant face à un homme narcissique et dément qui privilégie la force à la raison, la puissance à la loi. L'Amérique fonctionne comme une véritable dictature, où le pouvoir exécutif jouit d'un pouvoir et de priviléges sans limites, dépassant de loin ceux imaginés par les pères fondateurs – et allant même à l'encontre de leurs intentions lors de la rédaction de la Constitution, conçue précisément pour limiter les abus de pouvoir de l'exécutif.
- En renversant par la force un président en exercice et en annonçant vouloir « gérer » un pays étranger, Donald Trump franchit un seuil historique. L'intervention contre le Venezuela n'est plus un simple épisode interaméricain : elle devient un modèle d'action unilatérale que Washington menace désormais de reproduire.
- «*La loi ne sert plus de point de référence lorsqu'on évalue une situation. Désormais, il s'agit de règles – des règles définies par ceux qui détiennent le pouvoir, en l'occurrence les États-Unis.*»
- On revit d'autres cauchemars : la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie. Même spectacle, même présentation, même récit, même propagande. Mêmes méthodes, celle de l'écrasement de l'adversaire, celle de sa personnalisation à l'extrême.
- Le président Trump vient rappeler inopinément, que les mêmes méthodes, les mêmes formes d'agression existent toujours, la loi de la jungle, celle du plus fort, la cruauté absolue, les mêmes formes d'agression. Leçon combien utile.
- Le narratif proféré est tellement bien étudié et conçu pour infléchir la matrice cognitive de la grande masse vers l'orientation désirée. L'inversion des faits, la diversion, le mensonge, la falsification est leur ultime vivendi opérandi.
- Dans une récente interview accordée au journal Israel Hayom, elle a affirmé : «*Le Venezuela sera le plus proche allié d'Israël en Amérique latine. Nous comptons sur le soutien d'Israël pour démanteler le régime criminel de Maduro et pour la transition démocratique. Ensemble, nous mènerons une lutte mondiale contre le crime et le terrorisme.*»

Israel Hayom : <https://www.israelhayom.com/2026/01/04/maria-corina-machado-venezuela-nobel-maduro-israel-interview/>

Spécial Venezuela.

Arguments pour contrer la désinformation sur la situation réelle au Venezuela.

USA vs Venezuela: L'analyse

<https://www.youtube.com/watch?v=5LXmVA2CBzg>

Michel Collon : Brics vs USA, le Venezuela visé pour son pétrole

<https://www.youtube.com/watch?v=iLkXTKM7hz0>

Venezuela : Washington entend prendre le contrôle illimité des ventes de pétrole - RT 7 janv. 2026

Les États-Unis prévoient de prendre le contrôle illimité de la vente sur le marché mondial de tout le pétrole provenant du Venezuela, a déclaré le ministre américain de l'Énergie, Chris Wright. Il a précisé que les États-Unis commenceront par vendre les réserves de pétrole brut stockées dans les entrepôts du pays latino-américain.

Chris Wright a indiqué qu'il menait des négociations avec des compagnies pétrolières américaines au sujet de leurs activités au Venezuela. D'après ses mots, l'arrivée des compagnies américaines pourrait permettre d'augmenter la production de pétrole de plusieurs centaines de milliers de barils par jour, alors que la république produit actuellement 900 000 barils par jour.

Le ministre américain de l'Énergie a ajouté que les États-Unis avaient l'intention d'investir dans le développement du secteur pétrolier vénézuélien, notant que cela apporterait « d'énormes avantages » au pays latino-américain.

Cependant, Politico a révélé que le véritable objectif des États-Unis n'était pas d'aider, mais de prendre le contrôle total du pétrole vénézuélien, en imposant leurs conditions : les compagnies pétrolières occidentales ne pourront revenir qu'en échange d'investissements massifs, et sous la domination américaine.

Politico a qualifié cette stratégie de recolonisation économique : le Venezuela, privé de toute souveraineté, se voit imposer des entreprises étrangères, un agenda étranger et des intérêts qui ne lui appartiennent pas.

Trump redéfinit unilatéralement les relations avec le Venezuela : les achats désormais limités aux produits «made in USA» - RT 8 janv. 2026

Dans un message publié sur Truth Social, Donald Trump affirme avoir été informé que le Venezuela utiliserait les fonds issus d'un nouvel accord pétrolier pour acheter exclusivement des produits américains. La liste inclut des denrées agricoles, des médicaments, des équipements médicaux, ainsi que du matériel destiné à la modernisation des réseaux électriques et énergétiques du pays.

Présentée comme une décision rationnelle et pragmatique, cette orientation est décrite par le président américain comme un choix volontaire en faveur des États-Unis, érigés en « *partenaire clé* ».

Interrogé par le *New York Times* sur la durée de cette tutelle de fait, Donald Trump a refusé de fixer un horizon temporel précis, indiquant que cette situation pourrait se prolonger bien au-delà de quelques mois ou années.

Colombie

Faites tomber les masques.

Dans une interview à *El País*, le président colombien Gustavo Petro montre qu'il est prêt à satisfaire toutes les exigences de Trump, bref, c'est un allié des Etats-Unis et non un opposant, on s'en serait douté. Remarquez qu'il l'a reconnu lui-même publiquement.

- La discussion entre les deux dirigeants ce mercredi a satisfait Gustavo Petro qui observe "être d'accord" avec Donald Trump "sur le trafic de drogue". "Il m'a dit quelque chose que j'ai apprécié: 'je sais que beaucoup de mensonges ont été inventés à votre sujet, tout comme à mon sujet'", poursuit le président de la Colombie à nos confrères.

Autre similitude entre Gustavo Petro et Donald Trump: leur position sur le Venezuela. Sur ce sujet, il estime que "la position des États-Unis n'est pas si éloignée de la (s)ienne". "L'idée d'une transition vers des élections libres et un partage du pouvoir a été évoquée par d'autres, comme Rubio (ndlr: le Secrétaire d'État des États-Unis), et elle rejoint ma proposition", analyse le dirigeant colombien.

Ce dernier critique tout de même la méthode employée par Washington, en capturant Nicolás Maduro. Selon lui, une transition politique au Venezuela "doit émerger d'un dialogue vénézuélien" et non "être imposée de l'extérieur". "Le rôle des États-Unis devrait être de faciliter ce dialogue, de concert avec l'Amérique latine", décrypte le dirigeant de la Colombie.

Preuve du réchauffement des relations entre les Washington et Bogota, Donald Trump a annoncé qu'il recevra Gustavo Petro "la première semaine de février". "Je suis sûr que tout se passera très bien pour la Colombie, et pour les Etats-Unis, mais il faut empêcher la cocaïne et d'autres drogues d'entrer aux Etats-Unis", a écrit le président américain ce vendredi 9 janvier.

J-C - Quand on sait qu'avec la bénédiction des Américains la Colombie est le principale producteur de cocaïne et fournisseur des Etats-Unis, cela donne une idée précise de la collusion d'intérêt qui existe entre Gustavo Petro et Donald Trump.

France.

Lu.

La gauche française, dans son ensemble, a largement abandonné le Venezuela, souvent pour des raisons historiques ou idéologiques, sans réelle compréhension de la situation sur le terrain.

Le Parti socialiste, historiquement lié à la social-démocratie, s'est opposé au chavisme dès le départ, notamment à cause de ses liens passés avec le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez et l'international socialiste.

Le Parti communiste français est divisé, mal informé sur la réalité vénézuélienne, et hésite à prendre position, notamment à cause de la scission du parti communiste vénézuélien.

La France insoumise, initialement défenseur du Venezuela, a subi de fortes critiques et s'est rétractée, évitant désormais le sujet pour ne pas être assimilée à la crise vénézuélienne. Vous pouvez visionner cet échange tendu du 6 janvier 2025 entre Apolline de Malherbe et Mathilde Panot sur Trump et Maduro pour en mesurer la portée

L'extrême gauche médiatisée, influente dans les médias et les universités, critique fortement le Venezuela, préférant une « *révolution imaginaire* » pure et idéale, plutôt que d'accepter les complexités et imperfections du processus vénézuélien.

Beaucoup de ces courants de gauche récupèrent symboliquement les succès du chavisme quand tout va bien, mais se désolidarisent dès que la situation devient difficile. Cette attitude crée une confusion et une incompréhension, renforçant le discours de la droite qui utilise ces critiques pour discréditer le gouvernement vénézuélien sur le ton « *même la gauche critique le Venezuela !* »

La gauche française reproche à tort au Venezuela des politiques néolibérales, alors que le pays développe la démocratie participative, protège l'agriculture locale et interdit les OGM. Les écologistes et certains courants de gauche s'acharnent contre le Venezuela, malgré des mesures progressistes sur l'environnement et la justice sociale.

Finalement, la gauche française se réfugie dans une posture confortable de critique, sans proposer d'alternative concrète ni reconnaître les avancées sociales du Venezuela, ce qui affaiblit son propre discours et son impact politique.

J-C- Il ne s'agit pas d'un problème de « *compréhension* », mais de la nature sociale et politique de ce qu'il appelle la gauche, qui parce qu'elle se détermine à partir du capitalisme, elle se situe résolument dans le camp de la réaction, c'est tout à fait conscient.

En famille. Le PS ou le parti de la trahison permanente.

Sur le budget, comment le parti socialiste se reconvertis au 49.3 - Le HuffPost 8 janvier 2026

Si le budget de la Sécu a bien été adopté sans 49.3 - et dans les temps impartis - ça n'a pas été le cas pour le budget de l'État, qui n'a pas pu être voté avant la fin de l'année. Le voilà donc de retour à

l’Assemblée nationale, et cette fois-ci, le discours du PS a changé et le 49.3 n’est plus autant honni qu’il ne l’était.

« *C’était important de ne pas avoir un 49.3 pour que la discussion puisse aller au maximum* », justifie le député PS Jérôme Guedj sur France info le 6 janvier. « *Si on n’arrive pas à le faire sur le budget de l’État, il faudra quand même qu’il y ait un budget.* » Pour François Hollande, la question ne se pose même plus : « *Je ne pense pas qu’il y a d’autre issue que le 49-3... Il faut qu’il fasse des concessions au PS* », estime-t-il le même jour.

On n’a « *pas de position de principe sur le 49.3* », a assuré mardi 6 janvier un des porte-parole du groupe PS à l’Assemblée, Romain Eskenazi. « *S’il y a un 49.3 (...) il faut qu’il y ait (...) une forme de pacte de non-censure* » comme cela avait été négocié début 2015 entre le PS et le prédécesseur de M. Lecornu, François Bayrou, a-t-il précisé. Cet outil « *ne peut pas être écarté définitivement même si nous ne le demandons pas* », a de son côté estimé sur France 24 le patron des sénateurs PS, Patrick Kanner.

Dès la mi-décembre dans Libération, Olivier Faure préparait le terrain à un retour du 49.3... sous condition seulement : « *En tout état de cause, le 49.3 n'est pas une baguette magique, si le gouvernement l'utilise sans compromis préalable, il s'expose à une censure immédiate.* » « *Le 49.3 ne nous appartient pas, explique le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale Boris Vallaud le 7 janvier dans le même quotidien. Mais le gouvernement devra donner des motifs de ne pas être censuré.* » En 2026, les socialistes inventent le 49.3 de compromis.

Tous les dictateurs encouragés par Trump se lâchent.

Bruno Retailleau avance ses propositions chocs pour 2027 : «*Il faut renverser la table et sortir du modèle social-étatiste*» - RT 7 janv. 2026

Bruno Retailleau, chef de file des Républicains et ancien ministre de l’Intérieur, expose dans Les Échos un programme économique audacieux visant à briser le « *modèle social-étatiste* » et à promouvoir un « *travail gagnant* ». Ces propositions marquent son offensive pour la présidentielle de 2027, alors qu’il a pu se montrer menaçant à l’égard du budget présenté par le gouvernement Lecornu.

Bruno Retailleau appelle à une refonte profonde du système économique français, qu’il juge « *à bout de souffle* ». « *Il faut sortir des 35 heures : par le haut pour le salarié, qui va gagner plus d’un 13e mois, et par le haut pour l’entreprise, qui va voir le coût du travail baisser substantiellement* », déclare-t-il, en prônant l’annualisation du temps de travail et un mécanisme de « *zéro cotisation* » sur les heures supplémentaires. Une mesure qui n’est pas sans rappeler celle mise en place par Nicolas Sarkozy durant son quinquennat. Ses déclarations le rapprochent d’ailleurs du dernier président issu de son camp politique, à l’image de cette formule : « *On ne peut pas demander aux Français de travailler plus pour gagner très peu.* »

Il propose aussi un seuil de deux jours supplémentaires rémunérés, avec exonération totale au-delà de 1 623 heures annuelles. Au cœur de ses mesures figure le remplacement du RSA, de la prime d’activité et de l’ASS par un « *revenu d’incitation à l’activité* » (RIA). « *Une personne sans emploi pourra toucher une aide aussi généreuse que le RSA — 550 euros par mois — mais, contrairement à aujourd’hui, ce sera à elle de prouver qu’elle réalise effectivement 15 heures d’activité hebdomadaires* », explique Retailleau, qui dit vouloir encourager le retour à l’emploi.

Il prévoit un « *compte social unique* » pour plafonner les aides à 70 % du SMIC, générant 10 milliards d'euros d'économies, ainsi qu'un durcissement de l'assurance-chômage pour en dégager 13 milliards supplémentaires, via la sanction du troisième refus d'offre raisonnable et un encadrement plus strict des ruptures conventionnelles.

Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont saisi un pétrolier lié à la Russie dans l'Atlantique Nord, Moscou proteste - AFP 8 janvier 2026

Les Etats-Unis ont saisi mercredi dans l'Atlantique Nord un pétrolier lié à la Russie après l'avoir poursuivi pendant plusieurs semaines dans le cadre du blocus américain visant l'exportation du pétrole vénézuélien, une opération dénoncée par Moscou.

Lors d'une opération militaire menée mercredi matin entre l'Islande et l'Ecosse, des garde-côtes américains, aidés par les Britanniques, ont intercepté et pris le contrôle d'un pétrolier, aux cuves vides, qu'ils pourchassaient depuis le 21 décembre.

La Russie, qui avait selon la presse américaine dépêché ses propres navires militaires sur place pour l'escorter, a rapidement dénoncé l'opération.

Selon le droit international, a rappelé Moscou, "aucun État n'a le droit d'employer la force à l'encontre de navires dûment immatriculés dans la juridiction d'autres États."

Le nom et le statut exact du navire - et donc la légalité de l'opération - font l'objet de désaccords. Moscou le nomme Marinera et dit qu'il a obtenu le 24 décembre une "*autorisation provisoire*" de naviguer sous pavillon russe.

Mais pour Washington, il s'appelle le Bella 1 et n'a pas de pavillon.

"Il s'agit d'un navire de la flotte fantôme vénézuélienne qui a transporté du pétrole visé par des sanctions américaines. Ce navire a été déterminé comme étant sans pavillon après avoir navigué sous un faux drapeau, et il était visé par une ordonnance judiciaire de saisie. C'est pour cette raison que l'équipage sera poursuivi", a déclaré à la presse la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt.

Le gouvernement russe a au contraire demandé à Washington d'assurer le "*retour rapide*" chez eux des membres d'équipage russes.

Le Bella 1/Marinera est sous sanctions américaines depuis 2024 pour ses liens présumés avec l'Iran et le groupe chiite libanais Hezbollah.

Le ministre américain de la défense, Pete Hegseth, s'est félicité sur X que le blocus du pétrole vénézuélien soit "*pleinement en place, partout dans le monde.*"

Trump veut convaincre les habitants du Groenland de voter pour leur séparation du Danemark en échange de paiements allant jusqu'à 100 000 dollars par personne - RT 9 janv. 2026

L'administration Trump étudie un projet inédit : offrir d'importantes sommes d'argent aux habitants du Groenland afin de les convaincre de quitter le giron danois et, potentiellement, de rejoindre les États-Unis. Cette information, révélée par Reuters le 8 janvier, repose sur les témoignages de quatre sources proches des discussions en cours.

D'après deux de ces sources, les montants évoqués iraient de 10 000 à 100 000 dollars par personne. Le plan, encore en phase exploratoire, impliquerait des versements uniques à l'ensemble des 57 000 habitants de l'île. Des responsables américains, y compris des conseillers de la Maison Blanche, participeraient activement à ces réflexions.

Cette initiative viserait à contourner l'opposition ferme du Danemark et des responsables politiques groenlandais. Comme l'indique Reuters, l'idée de verser directement de l'argent à la population locale illustre la manière dont Washington envisagerait d'*« acheter »* l'île — malgré les déclarations répétées de Copenhague affirmant que le Groenland *« n'est pas à vendre »*.

Une méthode directe, mais largement rejetée sur place

Ce projet de paiements massifs s'inscrit dans une stratégie plus large de l'administration Trump visant à renforcer son emprise dans l'Arctique. Le président américain a réaffirmé le 4 janvier que « *les États-Unis ont besoin du Groenland pour des raisons de sécurité nationale* », dans un contexte de regain de confiance après l'opération militaire américaine au Venezuela, selon Reuters.

L'hypothèse d'un référendum d'indépendance est également évoquée. Dans cette perspective, des responsables américains ont avancé l'idée d'un accord de libre association (COFA), sur le modèle de ceux conclus avec certains États insulaires du Pacifique. Un tel accord permettrait à Washington d'assurer la défense et certains services publics de l'île, tout en y renforçant sa présence stratégique.

Mais sur place, les réactions sont vives. Le maire de Nuuk, Aavaataraq Olsen, a dénoncé une approche « *qui traite les Groenlandais comme des marchandises* ». Le Premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen, a publié sur Facebook un message sans équivoque : « *Assez, c'est assez... plus de fantasmes d'annexion* ». Le 7 janvier, l'épouse d'un haut conseiller de Trump a diffusé sur les réseaux sociaux une image du Groenland aux couleurs du drapeau américain, accompagnée du mot : « *Bientôt* ».

Estimée à près de 6 milliards de dollars, cette opération soulève de nombreuses questions, tant sur le plan éthique que stratégique. Elle confirme surtout l'intention claire de Washington : s'assurer un contrôle renforcé sur l'Arctique, dans une logique de supériorité militaire — au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Des proches de Trump embauchés par une compagnie minière du Groenland : la menace s'intensifie - Nate Bear 9 janvier 2026

L'entreprise qui poursuit le Groenland pour obtenir le droit d'exploiter des terres rares a engagé un cabinet de lobbying étroitement lié à l'administration Trump, renforçant ainsi la menace d'une intervention américaine contre le territoire.

Energy Transition Minerals a annoncé hier avoir engagé Ballard Partners, un cabinet de lobbying dirigé par Brian Ballard, important donateur et collecteur de fonds pour Trump, afin de faire valoir ses droits sur le territoire. La procureure générale Pam Bondi, ainsi que la chef de cabinet de Trump, Susie Wiles, ont toutes deux été recrutées par Trump directement par Ballard Partners.

Cette information, jusqu'alors passée inaperçue, intervient alors que la Maison Blanche a durci le ton concernant le Groenland, déclarant cette semaine qu'elle étudiait toutes les options pour prendre le contrôle du territoire, y compris une invasion militaire.

Energy Transition Minerals, une société minière australienne, a obtenu il y a près de vingt ans une licence pour explorer le gisement de Kvanefjeld, qui renferme plus de 11 millions de tonnes de terres rares, dont d'importantes quantités d'uranium. La taille de Kvanefjeld en fait le plus grand gisement de thorium, le deuxième plus grand gisement d'uranium et, globalement, le troisième plus grand gisement de terres rares au monde.

Dans un monde en quête de nouvelles sources d'énergie, l'importance de Kvanefjeld est capitale.

En 2021, le parti autochtone Inuit Ataqatigiit, suite à sa victoire aux élections nationales où l'avenir de Kvanefjeld était au cœur du débat, a interdit à Energy Transition Materials d'exploiter le site. Cette décision, une promesse électorale, représentait une victoire pour la mobilisation citoyenne et la coalition d'éleveurs de moutons, de pêcheurs et de résidents autochtones qui affirmaient que la pollution radioactive de la mine ruinerait leurs moyens de subsistance.

Pour ETM, il s'agissait d'un abus de pouvoir. L'année suivante, l'entreprise a poursuivi le Groenland en justice en vertu des lois néolibérales antidémocratiques sur les « *différends entre investisseurs et États* », arguant que la décision lui retirait illégalement les droits qui lui avaient été accordés au milieu des années 2000. L'entreprise, qui a récemment accusé le Groenland de retarder la procédure d'arbitrage, réclame 11,5 milliards de dollars de dommages et intérêts, soit plus de quatre fois le PIB du Groenland. Dans un écho troublant aux accusations américaines selon lesquelles le Venezuela aurait « *volé* » des actifs américains en nationalisant ses champs pétroliers, Energy Transition Minerals affirme que ses actifs ont été « *expropriés* » par la décision du Groenland de bloquer l'exploitation minière à Kvanefjeld.

De son côté, le cabinet Ballard Partners, basé en Floride et qui ne disposait même pas d'un bureau à Washington avant le premier mandat de Trump, a profité de ses relations avec ce dernier et de la corruption de son administration pour devenir le plus important cabinet de lobbying des États-Unis. Parmi ses clients figurent désormais des piliers de l'appareil sécuritaire américain, tels que Palantir, Boeing, Amazon et Meta.

Le recours par ETM aux services de Ballard Partners, dont le rôle, selon l'entreprise, « *consistera notamment à conseiller sur les questions de politique publique et de réglementation qui façonnent la chaîne d'approvisionnement mondiale des terres rares* », est de très mauvais augure pour le Groenland, pour le Danemark et pour ce qui reste de la stabilité mondiale.

D'après mes recherches, ETM s'est peu intéressée à la politique américaine jusqu'à récemment. Cette société basée à Sydney ne compte aucun dirigeant américain et n'entretient aucune relation avec les agences juridiques, d'affaires publiques ou de relations publiques américaines. Pourtant, à l'instar de Donald Trump, elle entretient des relations conflictuelles avec le gouvernement groenlandais et tient des propos similaires concernant le Groenland et les terres rares, propos que Trump tenait au sujet du Venezuela et de son pétrole. Son discours et ses intérêts matériels convergent avec ceux de Donald Trump. Et désormais, elle dispose d'un accès direct à la Maison-Blanche.

Le danger qui menace le Groenland est réel et croissant.

Katie Miller, ancienne porte-parole du département DOGE d'Elon Musk et épouse de Stephen Miller, conseiller néonazi de Trump, a tweeté la semaine dernière que les États-Unis annexeraient le Groenland « *prochainement* ».

Et dans une interview accordée hier au *New York Times*, Trump a affirmé vouloir que les États-Unis soient propriétaires du Groenland et que les accords et les baux ne suffisaient pas.

L'affaire ETM sera très probablement utilisée par les États-Unis comme un moyen de pression maximal sur les dirigeants autochtones du Groenland, sous la menace d'une intervention militaire. La collaboration d'ETM avec le cabinet Ballard signifie également qu'ETM aura non seulement un accès direct à la Maison Blanche, mais aussi que l'administration Trump disposera d'alliés sur le terrain au Groenland, capables d'intimider, de faire pression et de rendre compte de leurs agissements.

Le moment choisi par ETM pour engager Ballard arrange également très bien la procureure générale Pam Bondi. Mme Bondi, qui a gagné des millions de dollars en sept ans au sein du cabinet, est liée par un accord de déontologie l'empêchant de participer à toute affaire impliquant Ballard Partners ou une partie représentée par ce cabinet. Cet accord expire début du mois prochain. Mme Bondi jouera alors vraisemblablement un rôle clé dans la procédure judiciaire d'ETM et dans les tentatives américaines d'annexion du Groenland, en assurant la liaison entre son ancien et son employeur actuel.

Autre signe inquiétant : ETM a engagé le même cabinet de conseil que celui utilisé par Trump l'an dernier pour lever 2,5 milliards de dollars pour son site web Truth Social. ETM affirme avoir engagé Cohen & Company.

En complément.

La défense danoise répond à Trump : «*La traite des esclaves est révolue*» - RT 10 janv. 2026

Le président de la Commission de la défense danoise, Rasmus Jarlov, a condamné l'idée que les États-Unis versent de l'argent aux Groenlandais, assimilant cette pratique à un achat d'êtres humains. Il a fermement rappelé que «*la traite des esclaves est révolue*» et que le Danemark s'oppose à toute forme de pression politique déguisée en transaction

«Armée de rêve» : Trump veut augmenter les dépenses militaires américaines à hauteur de 1 500 milliards de dollars – RT 8 janv. 2026

Le président américain Donald Trump a appelé à une révision radicale des priorités budgétaires des États-Unis en matière de défense. Selon lui, le budget militaire prévu pour 2027, actuellement estimé à un trillion de dollars, serait insuffisant face aux enjeux sécuritaires contemporains. Ainsi, il plaide pour une enveloppe portée à 1 500 milliards de dollars.

Dans un message publié sur Truth Social, Donald Trump justifie cette augmentation par la nécessité de bâtir ce qu'il qualifie d'« *armée de rêve* ». Une force armée que les États-Unis, selon ses termes, mériteraient depuis longtemps et qui constituerait le socle d'une sécurité durable, indépendamment de la nature ou de la puissance de l'adversaire.

Trump retire les Etats-Unis de 66 organisations internationales - 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2026

Le locataire de la Maison-Blanche a pour cela signé mercredi un décret ordonnant le retrait des Etats-Unis de 66 organisations internationales qui « *ne servent plus les intérêts américains* ».

Sur X, la Maison-Blanche a précisé que parmi elles se trouvaient 31 organisations liées à l'ONU.

Comme lors de son premier mandat, Donald Trump a ainsi décidé de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat et de l'Unesco (organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), que les Etats-Unis avaient réintégrés sous la présidence de Joe Biden. Il a en outre claqué la porte de l'Organisation mondiale de la santé.

Parmi elles, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), traité fondateur de tous les autres accords climatiques internationaux, conclu en 1992 lors du sommet de la Terre de Rio.

C'est dans le cadre de la CNUCC qu'a notamment été signé l'accord de Paris de 2015, dont Donald Trump a claqué la porte une deuxième fois dès son retour à la Maison Blanche il y a un an.

Le décret ordonne également le retrait des Etats-Unis du comité d'experts scientifiques de l'ONU sur le climat (Giec), la référence en matière de science climatique, ainsi que d'autres organisations liées à la protection de la planète, comme l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, l'Union internationale pour la conservation de la nature, ou encore ONU-Eau.

Le climat n'est pas la seule cible de l'administration Trump qui s'en prend à d'autres principes défendus par les Objectifs de développement durable de l'ONU destinées à améliorer l'avenir de l'humanité, comme l'égalité femme-homme. Le décret publié mercredi ordonne ainsi la sortie des Etats-Unis du Fonds des Nations unies pour la population, spécialisé dans la santé de la mère et de l'enfant, et d'ONU-Femmes.

Egalement sur la liste, l'agence de l'ONU pour le Commerce et le Développement (Cnuced).

J-C – Nous n'avons ni à condamner ces décisions ni à les soutenir, du fait qu'elles sont motivées par des intentions forcément malveillantes envers les peuples. Il y en a qui les commentent à la

manière de conseillers de Trump ou de l'impérialisme américain, comme s'ils étaient en mesure de les influencer ou ils les écouteraient, c'est à croire décidément qu'ils appartiendraient au même camp.

Russie.

Pas d'insectes au menu : Moscou rejette les alternatives alimentaires européennes - 8 janv. 2026

Alors que certains pays introduisent progressivement les insectes dans leur alimentation, la Russie exclut catégoriquement cette mesure. Selon Ioulia Ogloblina, vice-présidente de la commission de la Douma d'État chargée des questions agricoles, les produits alimentaires à base d'insectes ne seront ni fabriqués ni proposés à la consommation en Russie.

Dans une interview accordée à l'agence TASS, elle a qualifié d'« *inacceptable* » la consommation d'insectes par les humains, malgré les études menées sur les possibilités offertes par cette source alternative de protéines, soulignant que cela n'était admissible que pour l'alimentation des animaux et des poissons.

« L'Europe a admis cinq espèces d'insectes comestibles. Cela confirme que les choses ne sont pas aussi roses pour leur agriculture, puisque les Européens cherchent des alternatives [alimentaires]. La situation serait si mauvaise qu'ils doivent manger des grillons, des charançons et des araignées. Dieu merci, chez nous tout va bien. Nous avons beaucoup de terres. Nous ne mangerons donc que de la vraie nourriture russe », a noté Ioulia Ogloblina.

En février 2025, un décret autorisant l'ajout de poudre de larves de ténébrion meunier (*Tenebrio molitor*) dans les produits alimentaires est entré en vigueur dans l'Union européenne. D'après les documents de la Commission européenne, cette poudre d'insectes peut être ajoutée à des produits tels que le pain, le fromage, les confitures et les pâtes. Les fabricants de produits alimentaires sont tenus d'indiquer la présence de poudre d'insectes dans la composition de leurs produits.

L'Union européenne a également autorisé l'utilisation de poudre partiellement dégraissée de blattes domestiques dans la fabrication de produits de boulangerie, de pâtes, de produits carnés semi-finis, de soupes prêtes à consommer, de plats à base de légumes, de chocolats et de confiseries, de boissons et d'autres produits.

Zakharova : pour Moscou, le déploiement de troupes occidentales en Ukraine équivaudra à une intervention - RT 8 janv. 2026

La Russie considérera toute présence de soldats occidentaux et de leurs infrastructures en Ukraine comme une «*intervention*», a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, en réaction à la dernière déclaration de la «*coalition des volontaires*». Moscou y voit une poursuite de la militarisation de l'Ukraine.

Budapest rejette les décisions adoptées à Paris par plusieurs pays d'Europe occidentale, estimant qu'elles prolongent le conflit en Ukraine et accroissent le risque d'un affrontement direct avec la Russie, a déclaré le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó. RT 8 janv. 2026

Guerre en Ukraine : la menace sans fard de la Russie contre une présence militaire européenne - Le HuffPost 8 janvier 2026

La Russie a fustigé ce jeudi 8 janvier des déclarations « militaristes » après l'accord entre Kiev et ses alliés européens pour déployer une force multinationale en Ukraine après la fin du conflit, prévenant que toute présence militaire serait considérée comme une « cible légitime ».

« *Les nouvelles déclarations militaristes de la soi-disant Coalition des volontaires et du régime de Kiev font d'eux un véritable “axe de la guerre”* », a indiqué la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Ukraine.

L'Ukraine accorde un important gisement de lithium à des proches de Donald Trump – RT 9 janv. 2026

L'Ukraine a attribué l'exploitation d'un important gisement public de lithium à un consortium d'investisseurs comprenant des acteurs proches de l'entourage de Donald Trump, rapporte le New York Times. La décision a été prise le 8 janvier par une commission gouvernementale ukrainienne.

D'après deux membres de la commission, s'exprimant sous couvert d'anonymat, cités par le quotidien américain, la sélection du consortium est acquise, bien qu'une validation formelle par le cabinet des ministres ukrainien reste nécessaire.

Le groupement retenu présente des liens directs avec l'administration américaine actuelle. Parmi les investisseurs figure Ronald S. Lauder, milliardaire du secteur des cosmétiques et proche de longue date de Donald Trump. Un autre partenaire clé est TechMet, une société énergétique partiellement détenue par une agence d'investissement du gouvernement américain créée lors du premier mandat du chef d'État.

Toujours selon le New York Times, les autorités ukrainiennes ont cherché à démontrer leur capacité à concrétiser les engagements pris lors de la signature de l'accord Ukraine-États-Unis sur l'exploitation des minerais et terres rares l'année dernière. Le gisement de lithium attribué au consortium de Ronald S. Lauder et de TechMet aurait ainsi été présenté comme un projet pilote susceptible d'illustrer la mise en œuvre opérationnelle de ce partenariat économique.

Il s'agit du gisement, connu sous le nom de champ de lithium de Dobra, situé dans le centre de l'Ukraine, qui fait partie des plus importantes réserves de lithium du pays. Ce métal est un composant clé pour la production des batteries électriques.

Le montant exact des investissements engagés par Ronald S. Lauder et TechMet pour le développement du gisement de Dobra n'a pas été précisé. L'appel d'offres fixait un investissement

minimal de 179 millions de dollars, mais l'engagement du consortium serait probablement nettement supérieur à ce seuil.

Les investissements annoncés mettront toutefois plusieurs années avant de se traduire par une exploitation effective et des bénéfices. Le consortium devra d'abord réaliser une étude géologique afin d'évaluer la valeur réelle du sous-sol, puis financer les équipements et les infrastructures nécessaires à l'extraction. Selon des spécialistes du secteur, il faut généralement environ quinze ans pour passer d'une découverte exploitable au début de la production, un délai qui dépasserait largement le mandat actuel de Donald Trump.

Palestine occupée.

Le massacre ou génocide continue.

Gaza : des frappes israéliennes font 13 morts dont cinq enfants, selon la Défense civile - France 24 9 janvier 2026

Des frappes israéliennes sur la bande de Gaza ont fait 13 morts dont 5 enfants, a affirmé jeudi 8 août la Défense civile du territoire palestinien, lors d'une des journées les plus violentes depuis le cessez-le-feu d'octobre entre Israël et le Hamas.

Quatre personnes, dont trois enfants, ont été tuées lorsqu'un drone a frappé une tente abritant des personnes déplacées dans le sud de Gaza, a déclaré à l'AFP le porte-parole de la défense civile, Mahmud Bassal.

Dans le nord de la bande de Gaza, une fillette de 11 ans a été tuée près du camp de réfugiés de Jabalia et une frappe sur une école a fait un mort, tandis qu'un drone près de Khan Younès, dans le sud, a tué un homme, a ajouté Mahmud Bassal. Deux autres Gazaouis, dont un enfant, ont été tués lors d'autres attaques, a rapporté l'agence, qui opère sous l'autorité du Hamas.

Jeudi soir, quatre autres personnes ont été tuées lors d'une frappe aérienne israélienne qui a ciblé une maison dans l'est de la ville de Gaza, a déclaré Mahmud Bassal.

"Le bilan des victimes s'élève désormais à 13 morts suite aux frappes israéliennes sur la bande de Gaza depuis ce matin, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu", a affirmé Mahmud Bassal

Iran.

Encore une opération sous faux drapeau, soutenue comme il se doit par tout ce que compte le mouvement ouvrier d'opportunistes.

Le fils du shah, Reza Pahlavi, tente de s'imposer comme alternative au régime iranien - France 24 9 janvier 2026

"*Longue vie au shah !*", "*Ceci est la bataille finale, Pahlavi va revenir*"... Depuis une dizaine de jours, son nom est scandé dans les manifestations en Iran. À 64 ans, Reza Pahlavi, fils du dernier shah d'Iran chassé en 1979 du pouvoir, occupe le devant de la scène, notamment sur les réseaux sociaux, et se rêve en homme providentiel de l'Iran post-République islamique.

Chaque jour, il répond aux manifestants depuis les États-Unis, où il vit en exil depuis près d'un demi-siècle. Dans une série de messages vidéo, l'héritier les exhorte à maintenir la pression dans la rue, à ériger des barrages routiers, affirmant que "*la victoire est proche*".

Si son nom est de plus en plus scandé dans les manifestations, avec une popularité qui ne cesse d'augmenter depuis trois ans, celle-ci reste difficilement quantifiable. "*Ces appels au shah existent, mais il faut faire preuve de prudence, souligne Jonathan Piron, historien spécialiste de l'Iran pour le centre de recherche Etopia à Bruxelles, car les monarchistes ont une communication politique bien huilée et il est impossible de vérifier correctement sur le terrain l'ampleur que prennent ses slogans, puisque qu'on ne peut pas aller sur place.*"

"*Ces slogans sont amplifiés par une partie des chaînes d'opposition en persan (Iran international et Manoto, NDLR) basées à l'étranger et acquises à sa cause*", souligne le journaliste du Point Armin Arefi, à l'antenne de France 24.

Dès 2009, lors des manifestations suivant la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, le fils du shah appelle les Iraniens à "*continuer la lutte dans la discipline*" et exhorte "*les forces de l'ordre à la désobéissance civile et à la neutralité*". Mais c'est en 2023, alors que le mouvement "*Femme, vie, liberté*" secoue le régime, après la mort tragique de Mahsa Amini des mains de la police des mœurs, qu'il se fait remarquer. Aux côtés d'autres figures de l'opposition comme la Prix Nobel Shirin Ebadi et la journaliste Masih Alinejad, il propose de faire front commun contre le régime.

Reza Pahlavi parcourt les chancelleries pour tenter de trouver des soutiens et faire passer le message qu'il est désormais prêt à prendre la relève. Et c'est en Israël que son initiative est la mieux reçue. Il pose au côté du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, en avril 2023 lors d'un voyage pour "*rétablir les relations historiques entre l'Iran et Israël*".

Lorsque l'État hébreux attaque l'Iran en juin 2025, l'opération militaire israélienne porte le nom de "*Rising lion*", référence à l'animal symbole de la dynastie Pahlavi.

Durant la guerre des 12 jours au cours de laquelle les frappes israéliennes tuent des centaines de civils, Reza Pahlavi ne cache plus ses ambitions. Il qualifie les bombardements d'"*opportunité*" et affirme que l'intention du gouvernement israélien n'est pas de viser les civils iraniens.

Son épouse, Yasmine Pahlavi, moins mesurée, publie sur Instagram la photo d'un graffiti proclamant "*Hit them Israel, Iranians are behind you*" ("*Frappez-les Israël, les Iraniens sont derrière vous*"). Ces prises de position lui vaudront la réprobation d'une partie de ses partisans.

Selon le quotidien israélien Haaretz, une vaste opération d'influence israélienne en langue persane aurait été orchestrée durant la guerre pour présenter le fils du shah comme la figure légitime d'un Iran post-République islamique, alors que le conflit fragilisait encore davantage le régime iranien.

Le 28 septembre, il se félicite cette fois du rétablissement des sanctions de l'ONU contre l'Iran, qualifiant la mesure de "*victoire pour tous ceux qui réclament depuis longtemps une pression maximale sur ce régime*", alors que l'économie du pays continue de sombrer.

Depuis la reprise de la contestation, il multiplie les interventions médiatiques. Dans le Washington Post, il parle d'une "*opposition coordonnée*" et salue le soutien de Donald Trump au peuple iranien. Le président américain a menacé de frapper "*très durement*" l'Iran si les autorités tuaient de nouveau des civils.

"Le moment fatidique approche", écrit le fils du shah dans cette tribune, dans laquelle il se présente comme le "*garant d'une transition nationale vers la démocratie*".

Pourtant, Reza Pahlavi ne fait pas l'unanimité. Et le slogan "*Ni shah, ni mollah*" continue de se faire entendre, notamment dans les universités.

S'il tire de son nom un prestige héréditaire, Reza Pahlavi souffre pourtant du lourd héritage de son père, qui fut un dictateur impopulaire sur la fin de son règne. Or, l'héritier n'a jamais vraiment dénoncé la tyrannie exercée par le régime du shah, marquée par les arrestations politiques de la Savak (police politique), les cas de torture et d'exécution d'opposants.

Dans ses soutiens, gravitent encore certaines personnalités issues du milieu sécuritaire de ces années noires, au rang desquels figure Parviz Sabeti, ancien chef des services de renseignement et responsable de la torture et des exécutions d'opposants.

S'il reste assez vague sur ses propositions politiques, Reza Pahlavi s'affiche aux côtés des figures des milieux néo-conservateurs et de l'extrême droite européenne. En 2025, invité à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), grand-messe des conservateurs américains, il prend parole aux côtés de Javier Milei, Nigel Farage, Giorgia Meloni, Steve Bannon, Elon Musk ou encore Donald Trump.

Ses partisans affectionnent le slogan "*MIGA*", pour "*Make Iran great again*", repris par le président américain à plusieurs reprises.

Dans une photo partagée par le sénateur républicain Lindsey Graham, prise à bord d'Air Force One, Donald Trump arbore une casquette "*Make Iran Great Again*". Le cliché a été pris dimanche 4 janvier, au lendemain de la capture du président vénézuélien Nicolas Maduro, allié de Téhéran, par les forces américaines.

J-C – Inutile de commenter, c'est clair.

Il faut toujours distinguer un mouvement social dont la classe ouvrière est à l'origine, et une opération de type idéologique orchestrée par des organisations à la solde de l'oligarchie anglo-saxonne, qui va profiter de sa supériorité financière et logistique ou organisationnelle pour instrumentaliser un mouvement social et l'orienter vers les objectifs qu'elle s'est fixée.

Quand un mouvement social initié par la classe ouvrière est trop faible ou ne se développe pas, et que soudain d'autres acteurs qui y sont étrangers entrent en scène, en prennent la direction et bénéficient d'une couverture médiatique outrageuse, au point que ce mouvement social fasse quotidiennement la Une, à partir de ce moment-là il a totalement échappé à la classe ouvrière, la nature de ce mouvement social a changé, il ne sert plus que les intérêts de la réaction, et le soutenir, c'est désormais soutenir la réaction. D'ailleurs qu'en tirera la classe ouvrière ? Rien à part une féroce répression et de nouvelles mesures liberticides.

C'est facile de manipuler des travailleurs ou des militants, dans la mesure où ils n'ont pas réellement de conscience de classe ou ils n'ont pas développé un esprit critique bien aiguisé, parce qu'ils ignorent la dialectique, pour leur faire croire ou leur faire faire n'importe.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 janvier 2026

- Les lois internationales protégeant les droits souverains des autres nations ne sont que de simples « *politesse internationale* », selon Miller, chef de cabinet adjoint de la Maison-Blanche.

Leur humanisme est la politesse des salops caractérise assez bien ce qu'ils appellent le droit international, devant lequel les uns et les autres n'ont pas cessé de se prosterner comme s'il incarnait la toute-puissance divine, terrestres cela suffira, au hasard, les Etats-Unis, qu'ils ont laissé librement guerroyer à travers tous les continents pendant 78 ans, et qui dorénavant revendiquent le droit d'imposer sans partage sa loi au reste du monde.

Il y a un début et une fin à tout. Le début on le connaît ici, ils ont mis le doigt dans l'engrenage de la compromission en violant les principes qu'ils avaient adoptés, et comme prévu, tout le reste y est passé ensuite petit à petit sans que personne ne réagisse vraiment. Dès lors, la fin était écrite, quand il ne restera plus rien à se mettre sous la dent pour camoufler leur faillite, les feux de la rampe s'éteindront, les Etats-Unis se soumettront aux conditions imposées par des concurrents devenus plus puissants, à moins que la révolution socialiste mondiale les submerge...

Préhistoire. Si l'homme est parvenu aux portes de la civilisation, il n'a jamais rompu avec la barbarie.

Si j'osais, je préciserais par nécessité, réfléchissez un instant, cela a du sens, non ?

Lu - L'un des architectes anonymes de la guerre en Irak avait déclaré autrefois : « *Nous sommes un empire désormais, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité.* »

« *Nous vivons dans le monde réel, Jake, un monde gouverné par la force, par la contrainte, par le pouvoir* », a déclaré le chef de cabinet adjoint Stephen Miller lors d'une interview avec Jake Tapper sur CNN lundi. « *Ce sont les lois qui régissent le monde depuis la nuit des temps* », a-t-il ajouté.

J-C – Avec Trump et sa clique mafieuse, ils en sont encore au stade de l'anthropopithèque.

On l'avait évoqué prudemment, et pour cause !

J-C - Pour sortir de pareilles conneries, c'est du "complotisme" de bas étage.

Réponse aux propos de Daniel Fontaine de la RTBF par Jacques Baud 12 janvier 2026

Jacques Baud - Tirer la conclusion que le « 9/11 » serait le fruit d'un complot ourdi par la CIA (ou autre) est très certainement faux. Mais il nous faut admettre que, contrairement aux apparences, nous ne savons pas grand-chose de la genèse du « 9/11 ». La version la plus probable est que les 19 terroristes – avec peut-être d'autres complices encore inconnus – ont organisé et exécuté ces attentats de leur propre chef. Ils étaient certainement inspirés par un militantisme djihadiste et animés par la vengeance des frappes d'août 1998 contre des populations civiles innocentes, mais rien ne démontre qu'ils ont été associés à une organisation centrale. En revanche, comme quinze ans plus tard avec l'État islamique, la réponse désordonnée et tactique des Occidentaux a fait d'« Al-Qaïda » un mythe et une référence pour les attentats à venir.

<https://www.legrandsoir.info/reponse-aux-propos-de-daniel-fontaine-de-la-rtbf.html>

J-C - Avec leurs bites et leurs couteaux ils vont détourner 4 avions de ligne, ben voyons ! Baud couvre l'Etat profond américain et l'Etat sioniste qui sont à l'origine de ce coup d'Etat ou de cet attentat sous faux drapeau. Comme quoi on peut être à la fois un intellectuel de haut niveau et un âne pour gober la version officielle, à moins qu'il soit lâche et malhonnête, pourquoi pas.

Les états de service de ce monsieur fournissent une indication assez précise sur les limites qu'il n'est pas prêt de franchir, Trump pourrait intervenir en sa faveur ! Il pourrait aussi inviter Meyssan.

Lu.

Les médias occidentaux font ce qu'ils savent si bien faire : minimiser et couvrir l'agression criminelle des États-Unis.

L'attaque militaire manifestement illégale de Trump contre le Venezuela, le kidnapping de son président, le meurtre de ressortissants étrangers et le vol des immenses ressources pétrolières du pays ne sont pas dénoncés pour ce qu'ils sont réellement, à savoir l'enchaînement de crimes graves. Cette agression perpétrée par les États-Unis correspond à la norme de Nuremberg du «crime suprême».

Pourtant, les médias américains et européens, contrôlés par les grandes entreprises, ne rapportent et ne commentent pas ces faits. La BBC britannique a même interdit à ses journalistes d'utiliser le terme «*enlèvement*».

Au lieu de condamner fermement les multiples violations de la Charte des Nations unies et du droit international par Trump, les médias occidentaux tentent de faire diversion en diffamant grossièrement la Russie et la Chine.

Les États-Unis viennent de commettre des crimes de guerre et de bafouer l'ordre international de la manière la plus flagrante qui soit, et pourtant le New York Times cherche à focaliser l'attention sur ce que la Russie et la Chine pourraient supposément entreprendre.

Le Daily Beast et le Guardian ont tous deux utilisé l'expression «*la poutinisation de la politique étrangère américaine*».

Ils affirment que Trump «*imité*» désormais le président russe Vladimir Poutine.

Moscou et Pékin réfutent toutefois cette distorsion, condamnant avec virulence l'agression américaine envers le Venezuela et la violation de la Charte des Nations unies.

En réalité, si Trump imite quelqu'un, ce sont tous les anciens présidents américains. Tous ont en effet envahi à plusieurs reprises des pays d'Amérique latine et du monde entier pour faire tomber des gouvernements et s'emparer de leurs ressources naturelles.

Le casier judiciaire des États-Unis dépasse de loin celui de toutes les autres nations. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont engagé des opérations de changement de régime dans pas moins de 100 pays étrangers et mené d'innombrables guerres illégales et conflits par procuration sur tous les continents.

Au cours des huit dernières décennies de cet «exceptionnalisme américain» marqué par le chaos et la barbarie, les médias occidentaux ont dissimulé ces crimes en propageant des prétextes tels que la guerre froide, la défense du monde libre contre le communisme, la protection des droits de l'homme, la promotion de la démocratie, l'élimination des armes de destruction massive, etc.

Le prélude à cette dernière agression contre le Venezuela s'est traduit par cinq mois de propagande colportée par les médias américains et occidentaux pour blanchir les allégations absurdes de Trump concernant la lutte contre le narcoterrorisme. Maintenant que l'agression criminelle a eu lieu, la propagande de guerre sans le moindre fondement a été abandonnée, tandis que Trump se vante haut et fort de prendre le contrôle de l'industrie pétrolière du pays.

L'impérialisme flagrant des États-Unis est désormais exposé aux yeux du monde entier. Mais au lieu de crier que l'empereur est nu, les médias occidentaux collabos doivent détourner l'attention de leur propre complicité propagandiste en affirmant que Trump imite Poutine et Xi, ou que la Russie et la Chine se féliciteraient de la perspective d'avoir les mains libres dans leurs «*sphères d'influence*».

Une pure invention des médias occidentaux. La Russie est impliquée en Ukraine en raison d'une guerre par procuration que le bloc de l'OTAN, dirigé par les États-Unis, provoque depuis des décennies. Quant à la Chine, Taïwan fait partie intégrante de son territoire en vertu du droit international. Les tensions ont été attisées par l'ingérence incessante des États-Unis dans les affaires intérieures de la Chine, notamment par la vente massive d'armes à Taïwan.

Moscou et Pékin ont maintes fois plaidé en faveur du respect de la Charte des Nations unies et d'un ordre mondial multipolaire pacifique, fondé sur le respect du droit international.

Ce sont les États-Unis et leurs partenaires occidentaux serviles qui ont corrompu le droit international et semé le chaos en poursuivant leurs objectifs impérialistes et en violant la souveraineté de divers pays à leur guise.

Trump n'est pas différent des autres présidents américains par sa présomption que la force fait le droit et son recours à la diplomatie de la canonnière. Les présidents précédents étaient politiquement contraints de recourir à des prétextes hypocrites pour dissimuler leurs crimes. Les médias occidentaux, en tant que système de propagande contrôlé, se sont toujours pliés à cette obligation en colportant des récits mensongers.

Trump s'empresse d'ouvrir la voie à la barbarie et de se passer d'excuses fuites. C'est la violence impérialiste à l'état pur. Les médias asservis sont dans une impasse. La triste vérité saute aux yeux.

Mais ils ne sont pas en mesure de la rapporter. Ils ont donc recours à leurs petits tours de passe-passe pour dissimuler leur abjecte complicité en dénigrant la Russie et la Chine.

Lu.

Les dictatures sont unidimensionnelles. Elles réduisent la politique à sa forme la plus primitive : “*Faites ce que je dis ou je vous détruirai*”.

Les nuances, la subtilité, les compromis, mais aussi l'empathie et la compréhension, vont au-delà de la bande passante cognitive limitée des gangsters, y compris du gangster en chef.

Les dictatures sont le paradis des voyous. Les gangsters, qu'ils se trouvent à Wall Street, dans la Silicon Valley ou à la Maison Blanche, cannibalisent leur propre pays et pillent les ressources naturelles d'autres pays.

Les dictatures inversent l'ordre social. L'honnêteté, le sens du travail, la compassion, la solidarité et le sacrifice de soi sont des vertus négatives. Ceux qui les incarnent sont marginalisés et persécutés. Seuls les individus sans cœur, corrompus, menteurs, cruels et médiocres arrivent à leurs fins.

Les dictatures octroient aux voyous les moyens de paralyser leurs victimes, sur le territoire national comme à l'étranger.

Quelqu'un peut-il sérieusement soutenir que les États-Unis d'Amérique sont une démocratie ? Peut-on parler d'institutions démocratiques intègres dans ce pays ? L'État est-il sous contrôle, et de qui ? Y a-t-il un seul mécanisme capable de faire respecter l'État de droit dans un pays où des résidents légaux sont enlevés dans la rue par des voyous masqués, où une “gauche radicale” fantasmée devient le prétexte à la criminalisation de la dissidence, où les plus hautes instances judiciaires confèrent à Trump un pouvoir et une immunité dignes d'un roi ?

Peut-on encore affirmer que les États-Unis sont les défenseurs des droits de l'homme, de la démocratie, d'un ordre fondé sur des règles et des “*vertus*” de la civilisation occidentale ?

Lu.

Les Irakiens, dont un million ont été tués pendant la guerre et l'occupation américaines, savent ce qui va suivre. Les infrastructures, modernes et efficaces sous Saddam Hussein (j'ai effectué des reportages en Irak sous son régime, je peux donc attester de cette vérité), ont été détruites. Les marionnettes irakiennes mises en place par les États-Unis ne se souciaient guère de la gouvernance et se seraient octroyé quelque 150 milliards de dollars de revenus pétroliers.

Les États-Unis ont fini par être chassés d'Irak, mais ils contrôlent toujours les bénéfices pétroliers du pays, qui sont transférées vers la Réserve fédérale de New York. Le gouvernement de Bagdad est allié à l'Iran. Son armée compte des milices soutenues par l'Iran au sein des Forces de mobilisation populaire irakiennes. Les principaux partenaires commerciaux de l'Irak sont la Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde et la Turquie.

Les débâcles en Afghanistan et en Irak, qui ont coûté au peuple américain entre 4 000 et 6 000 milliards de dollars, ont été les plus coûteuses de l'histoire des États-Unis. Aucun des responsables de ces fiascos n'a été tenu pour responsable.

Les pays ciblés pour un “*changement de régime*” implosent, comme en Haïti, où les États-Unis, le Canada et la France ont renversé Jean-Bertrand Aristide en 1991 et 2004. Ce coup d'état a entraîné l'effondrement de la société et du gouvernement, des guerres de gangs et une aggravation de la pauvreté. Idem au Honduras lorsqu'un coup d'État soutenu par les États-Unis a renversé Manuel Zelaya en 2009. Hernández, récemment gracié, est devenu président en 2014 et a transformé le Honduras en un narco-État, tout comme Hamid Karzaï, marionnette des États-Unis en Afghanistan, qui supervisait la production de 90 % de l'héroïne mondiale. Et puis il y a la Libye, un autre pays doté de vastes réserves de pétrole. Lorsque Mouammar Kadhafi a été renversé par l'OTAN sous l'administration Obama en 2011, la Libye s'est fragmentée en enclaves dirigées par des chefs de guerre et des milices rivaux.

Liban.

Raids israéliens massifs au Sud-Liban malgré la trêve - RT 12 janv. 2026

L'armée israélienne a mené le 11 janvier une vaste campagne de frappes aériennes au Sud-Liban, avec plus d'une vingtaine de raids concentrés sur des zones boisées relevant de plusieurs cazas, avant d'étendre ses opérations à un site résidentiel dans la localité de Kfar Hatta, dans le caza de Saïda.

Ces opérations interviennent malgré la trêve entrée en vigueur le 27 novembre 2024.

France.

En famille. Le PS ou le parti de la trahison permanente.

Mercosur : le PS refuse la censure et temporise face au gouvernement - RT 12 janv. 2026

François Hollande s'insurge contre la menace de dissolution et plaide pour le 49.3 - RT 12 janv. 2026

Etats-Unis.

Lu.

- « *C'est l'état d'esprit d'un fasciste* », a déclaré un ancien responsable de la première administration Trump.

Interrogé par le *New York Times* sur l'existence de limites à son recours à la force militaire dans sa quête de «*suprématie américaine*» et de retour aux conquêtes impériales du XIXe siècle, Trump a

déclaré au journal, qui a publié des extraits de l'interview jeudi : «*Oui, il y a une chose. Ma propre morale. Ma propre conscience. C'est la seule chose qui puisse m'arrêter.*».

Le président a déclaré au *Times* : «*Je n'ai pas besoin du droit international. Je ne cherche pas à faire de mal à qui que ce soit.*». Il a semblé faire marche arrière un instant lorsqu'on l'a interrogé sur l'obligation pour son administration de respecter le droit international, en répondant : «*Oui*». Mais le *Times* rapporte que le président «*a clairement indiqué qu'il serait l'arbitre lorsque de telles contraintes s'appliqueraient aux États-Unis.*».

«*Tout dépend de la définition que l'on donne au droit international*», a déclaré Trump.

Si l'on en croit les déclarations d'autres hauts responsables, la «*définition*» du droit international par l'administration Trump s'apparente davantage à la loi du plus fort qu'aux traités ou aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans une interview accordée en début de semaine, Stephen Miller, conseiller principal et considéré comme l'un des architectes de la campagne de bombardements extrajudiciaires de bateaux menée par Trump dans les Caraïbes, a exposé une conception du pouvoir présidentiel qui se résume à la loi du plus fort.

Miller a ajouté que «*l'avenir du monde libre repose sur la capacité des États-Unis à affirmer leur position et leurs intérêts sans avoir à s'excuser.*».

Plus tôt cette semaine, le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a annoncé son intention de supprimer la pension de retraite du sénateur Mark Kelly (Arizona), capitaine de la marine à la retraite. Ce dernier avait publié l'an dernier une vidéo rappelant aux militaires en service actif que leur devoir premier était de servir la loi, et non le président. Trump a qualifié ces propos de «*comportement séditieux*» et a réclamé l'exécution de Kelly et des autres membres du Congrès ayant participé à la vidéo.

La Maison-Blanche a maintes fois affirmé que, puisque Trump est le commandant en chef des armées, tous les ordres qu'il donne sont, par définition, légaux.

Pour Miles Taylor, qui a dirigé le département de la Sécurité intérieure durant le premier mandat de Trump, cette nouvelle affirmation du président quant à son autorité incontestable a ravivé la mise en garde du général John Kelly, qui avait également occupé le poste de chef de cabinet dans la première administration Trump.

À l'approche de l'élection de 2024, Kelly a déclaré à *The Atlantic* que Trump correspondait à la définition d'un «*fasciste*» et que le président se plaignait fréquemment que ses généraux ne soient pas plus semblables aux «*généraux allemands*», qu'il qualifiait de «*totalement loyaux*» à Hitler.

«*John Kelly avait raison*», a déclaré Turner jeudi. «*C'est la mentalité d'un fasciste.*»

Si les propos de Trump l'ont inquiétée quant à un retour à une «*ère d'impérialisme*», Margaret Satterthwaite, rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats, a déclaré que le sentiment d'impunité du président n'était pas surprenant compte tenu de l'inefficacité récente du droit international face aux agissements d'États voyous, notamment le génocide perpétré par Israël à Gaza.

«*Le droit international ne peut empêcher les États de commettre des atrocités s'ils sont déterminés à les commettre*», a déclaré Satterthwaite à Al-Jazeera. «*Je pense que le monde est conscient de toutes les atrocités commises récemment à Gaza, et malgré les efforts de nombreux États, et notamment de l'ONU, pour y mettre fin, ont-ils poursuivi, nous sommes dans une situation pire encore si nous n'insistons pas sur le respect du droit international existant. Nous nous engageons alors sur une pente glissante bien plus dangereuse*».

S'ils le disent eux-mêmes !

Ce que Donald Trump imagine pour le nouvel ordre mondial ne peut mener qu'à la catastrophe par Paul Blumenthal - Le HuffPost 10 janvier 2026

Les analyses présentant Donald Trump comme un isolationniste ou un opposant aux engagements à l'étranger ont brutalement pris fin avec la capture de Nicolás Maduro. Son affirmation selon laquelle les États-Unis vont désormais « diriger » le Venezuela a donné aux observateurs une vision encore plus nette de la situation. À cela s'ajoute la Stratégie de sécurité nationale publiée par l'administration en décembre, qui proclame un « *corollaire Trump* » — ou ce que Trump appelle la « *doctrine Donroe* » — visant à « *réaffirmer et faire respecter la doctrine Monroe afin de restaurer la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental* ».

La vision qui se dessine est celle d'un impérialisme débridé, à la recherche de ressources et de domination hémisphérique. Elle ramènerait le monde au système des « *sphères d'influence* » de la fin du XIX^e siècle, où les grandes puissances - États-Unis en tête - se partagent le monde pour le conquérir et en extraire les richesses.

L'administration est extrêmement claire à ce sujet. En vantant l'opération ayant permis la capture de Maduro, elle a publié des images sur les réseaux sociaux proclamant : « *Cet hémisphère est le nôtre* ». En revendiquant l'hémisphère occidental comme étant « *à nous* », Trump affirme un droit américain sur les ressources d'autres pays souverains. Dans le cas du Venezuela, cela signifie le pétrole.

Un ordre où la force fait le droit

Voilà à quoi ressemble la fin de l'ordre international construit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cet ordre reposait sur des institutions et des lois internationales qui protégeaient le droit souverain des nations à exister et à se gouverner elles-mêmes sans subir d'agression non provoquée. Un principe respecté en théorie par les acteurs mondiaux, même s'il ne l'a pas toujours été en pratique.

Cet ordre, auquel les États-Unis ont porté un coup avec l'invasion de l'Irak en 2003 et qui a été tourné en dérision par les attaques israéliennes contre Gaza ces dernières années, a parfois été réel et parfois illusoire. Mais il offrait une structure politique alternative permettant, espérait-on, d'éviter la catastrophe totale qui avait frappé le monde après la ruée vers la compétition entre grandes puissances à la fin du XIX^e siècle, et il a favorisé l'émergence de pays indépendants.

L'ordre international du XX^e siècle n'est pas aujourd'hui remplacé par un système plus juste qui limiterait l'appétit des nations puissantes - y compris les États-Unis, qui ont bafoué le droit international à de nombreuses reprises - mais par un retour à une barbarie ancienne où la force fait le droit. C'est l'adhésion totale à ce que l'un des architectes anonymes de la guerre en Irak avait

déclaré autrefois : « *Nous sommes un empire désormais, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité.* »

À l'époque, cette citation tristement célèbre devait être attribuée anonymement, mais les responsables de l'administration Trump l'énoncent désormais ouvertement. « *Nous vivons dans le monde réel, Jake, un monde gouverné par la force, par la contrainte, par le pouvoir* », a déclaré le chef de cabinet adjoint Stephen Miller lors d'une interview avec Jake Tapper sur CNN lundi. « *Ce sont les lois qui régissent le monde depuis la nuit des temps* », a-t-il ajouté.

La nouvelle vision de Trump renvoie plutôt au début du XX^e siècle, lorsque le président Theodore Roosevelt a modifié la doctrine Monroe avec son « *corollaire Roosevelt* ». Ce corollaire transformait la doctrine en une « *obligation* » pour les États-Unis d'intervenir militairement dans l'hémisphère occidental afin de maintenir leur suprématie. Cette modification s'accompagnait du mythe de la « *destinée manifeste* », selon lequel les États-Unis avaient un droit divin à l'expansion territoriale au nom de la croissance économique, ainsi que des idéologies raciales de l'époque.

Selon Roosevelt, les « *fautes chroniques* » des voisins du sud « *exigeraient l'intervention d'une nation civilisée* » afin d'exercer un « *pouvoir de police international* » pour rétablir l'ordre et ouvrir des opportunités économiques. Pendant des décennies, les États-Unis sont intervenus régulièrement pour renverser des gouvernements, soutenir des dictatures et protéger des intérêts corporatifs.

Si cette ingérence en Amérique latine et dans les Caraïbes n'a jamais cessé, elle s'est surtout concentrée sur les accords de libre-échange et la lutte contre le narcotrafic après une série d'abus à l'époque de Reagan dans les années 1980 et la fin de la guerre froide. Et rarement, bien que pas jamais, cette ingérence n'a été aussi flagrante que la capture nocturne d'un autre chef d'État, sans événement déclencheur préalable. Le « *corollaire Trump* », tel qu'il s'exprime dans la domination du Venezuela, cherche à revenir aux anciens jours du contrôle et de la domination impériale.

Une ère d'impérialisme à visage découvert

Les lois internationales protégeant les droits souverains des autres nations ne sont que de simples « *politesses internationales* », selon Miller. En rejetant l'ordre international et en revendiquant un droit souverain à la domination, l'administration Trump cherche à instaurer un système dans lequel les pays les plus grands et les plus puissants ont le droit d'imposer leur volonté aux autres là où ils exercent une domination régionale.

Cela inclut la saisie de territoires, comme Miller l'a menacé. Ces derniers jours, Trump a déjà menacé de s'emparer du Groenland, de renverser le président colombien Gustavo Petro et de « *faire quelque chose* » au Mexique, tout cela en discutant avec des journalistes à bord d'Air Force One. La Maison-Blanche a confirmé les menaces de Trump envers le Danemark, affirmant qu'elle cherchait à acquérir le Groenland, y compris en « *utilisant l'armée américaine* », selon un communiqué de la porte-parole Karoline Leavitt. Cette déclaration faisait suite à l'affirmation de Miller selon laquelle seul les États-Unis ont un droit légitime sur l'île nord-américaine.

Ces cinq dernières années ont vu d'autres puissances régionales, comme la Russie et Israël, revendiquer un droit similaire à la domination, avec des résultats brutaux. Mais les États-Unis, autrefois - souvent avec une hypocrisie flagrante - avaient au moins promu un ordre international censé limiter la brutalité qui avait ravagé le monde dans la première moitié du XX^e siècle. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Trump et Miller préfèrent revenir à leur vision d'un état de nature antérieur aux leçons sanglantes de l'histoire. Une nouvelle ère d'impérialisme à visage découvert ne peut mener qu'à la catastrophe.

Qui l'aurait cru ? (Je fais l'idiot.)

Zohran Mamdani est un instrument de l'impérialisme - Nate Bear 11 janvier 2026

Hier, le maire de New York, Zohran Mamdani, a condamné les personnes qui manifestaient contre la vente de terres en Cisjordanie, ventes qui avaient lieu dans une synagogue de New York. Dans le cadre de sa condamnation, il a qualifié le Hamas d'organisation terroriste.

J'ai publié un tweet en réponse, disant ceci.

Beaucoup de gens n'ont pas apprécié. Il a été republié par le rédacteur en chef du magazine *Current Affairs*, Nathan Robinson, qui a déclaré ceci.

Je maintiens tout ce que j'ai dit.

Si les personnes que vous élisez pour combattre les fascistes régurgitent la propagande fasciste, une propagande qui a fabriqué le consentement à un génocide, un génocide, alors c'est, d'un point de vue très concret, plus nuisible à la justice que les fascistes eux-mêmes.

Pour moi, ce n'est pas compliqué.

Ce ne sont pas les fascistes qui vous privent d'espoir et de la possibilité de justice, car ils n'en offrent aucune dès le départ. Ceux qui vous privent d'espoir et de la possibilité de justice sont ceux qui prétendent défendre l'espoir et la justice, puis prennent le parti de l'opresseur.

Un allié qui vous poignarde dans le dos est pire qu'un ennemi qui vous poignarde dans la poitrine.

Encore une fois, j'ai du mal à comprendre en quoi c'est compliqué.

Ce que Mamdani a dit est honteux, absolument honteux.

Qualifier la résistance palestinienne de « *terrorisme* » est littéralement la manière dont le consentement à un génocide a été fabriqué. Tout le monde ne le sait-il pas ? N'avons-nous pas vu pendant deux ans des politiciens israéliens et des sionistes occidentaux crier « *Hamas* » pour défendre, couvrir et justifier un génocide ? Tout le monde a sûrement vu cela, y compris Mamdani.

Alors, compte tenu de cela, comment peut-on défendre ce qu'il a dit ? Et comment peut-on défendre ce qu'il n'a pas dit ?

J'ai écrit spécifiquement à ce sujet il y a quelques mois. J'ai expliqué comment les médias occidentaux ont préparé le terrain pour un holocauste en répétant sans cesse l'expression « *groupe terroriste Hamas* » pendant une vingtaine d'années, endoctrinant le public et donnant à Israël le droit de tuer qui il voulait à Gaza, quand il le voulait. « *Il était essentiel que, dans l'esprit occidental, Gaza soit synonyme de terreur, afin que, lorsque le moment et les conditions seraient propices à une solution finale, Israël puisse l'appliquer sans résistance. Le Hamas est l'autorité*

civile à Gaza. La branche armée du Hamas n'a jamais attaqué en dehors d'Israël et des territoires occupés, et n'en a jamais eu l'intention. Pourquoi le feraient-ils ? Le Hamas est un groupe de résistance local qui lutte contre un oppresseur doté de l'arme nucléaire, qui a volé leurs terres, leurs maisons et leur a imposé des générations d'apartheid. Seuls dix pays dans le monde le considèrent comme un groupe terroriste. Croyons-nous que c'est parce que ce sont les pays les meilleurs, les plus justes et les plus moraux du monde ? Bien sûr que non. »

Et Mamdani n'a même pas pris la peine de nuancer son propos. Il n'a pas condamné les ventes illégales de terres palestiniennes qui se déroulaient sous son autorité, dans sa ville. Non. Il n'a condamné que les personnes qui protestaient contre ces ventes.

Il a choisi son camp.

Il a choisi le camp du sionisme.

Ouvertement, sans vergogne, sans complexe.

Il a choisi de se ranger du côté de l'empire, du côté des oppresseurs et contre les opprimés, et de répéter la propagande de lavage de cerveau qui, depuis des décennies, justifie le génocide et l'apartheid.

C'est absolument honteux.

Hier, lorsqu'on lui a demandé pourquoi il ne condamnait que les manifestants anti-apartheid et non les ventes illégales de terres en Cisjordanie, il a concédé que ces ventes violaient le droit international. Mais il protège et facilite également ces ventes en augmentant le nombre de policiers devant les synagogues où se déroulent les enchères. Il facilite donc la violation du droit international dans la ville qu'il dirige, et il le sait.

Je ne peux que penser que les défenseurs de Mamdani ont une conception de la résistance à l'apartheid et au génocide qui est avant tout esthétique. Leur principale préoccupation est de se sentir bien avec leur candidat, et avec le système de démocratie libérale américaine qui l'a produit. La seule raison qui me vient à l'esprit pour qu'une personne de gauche défende une rhétorique et des actions génocidaires est qu'il croit, naïvement, aux héros politiques. S'il désire désespérément que le système prouve qu'il peut produire des gens bien.

D'une certaine manière, je comprends. Nous voulons tous croire que, malgré notre cynisme, malgré notre connaissance d'un système électoral corrompu contrôlé par des milliardaires et des entreprises, il est encore possible de trouver la bonne combinaison qui permettra de trouver le bon candidat qui apportera la justice.

Mais honnêtement, si les gens de gauche ne fixent pas la barre à « *répéter les arguments israéliens qui ont mené à un génocide est mauvais et inacceptable* », alors je ne vois pas à quoi nous servons. S'ils ne condamnent pas leur candidat pour avoir facilité l'apartheid et la violation du droit international dans sa ville, autant tout abandonner et rentrer chez nous.

Je pense que la crainte de Robinson et des défenseurs de Mamdani est que leur protégé ne prouve, une fois de plus, que le système est irréformable. Mais ils refusent de l'admettre. Car si le système électoral libéral n'est pas la solution, quelle est-elle ? S'accrocher à la croyance en l'électoralisme permet d'éviter les douloureuses réflexions révolutionnaires.

Je suppose que les dernières actions de Mamdani ne sont finalement pas si surprenantes. Il a maintenu Jessica Tisch, une ultra-sioniste, au poste de cheffe de la police, a fait la fête avec des célébrités qui financent l'armée israélienne, a ressassé le thème de l'antisémitisme depuis son élection et a cédé à la pression sioniste concernant le slogan « *mondialisons l'Intifada* ».

Je ne suis pas le rédacteur en chef d'un grand magazine new-yorkais. Je suis juste un type avec un blog qui, comme tous ceux qui se soucient de la Palestine, de la justice et de l'avenir, espérait que Mamdani serait à la hauteur.

Mais face aux preuves accablantes de son incompétence, je me dois de le dénoncer, et j'espère que la plupart de mes lecteurs l'apprécierez.

Ce que je ne ferai pas, c'est ignorer les actions manifestement scandaleuses de progressistes au pouvoir pour ménager la sensibilité des libéraux et des gens de gauche esthètes comme Robinson.

Iran.

«Tirez sur la police, sinon frappez les civils» : l'Iran révèle les messages audios envoyés de l'étranger aux fauteurs de troubles – RT 12 janv. 2026

Les autorités iraniennes estiment que les violences ayant secoué le pays dépassent largement le cadre de simples protestations sociales. Selon le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, des groupes armés ont infiltré des rassemblements initialement pacifiques afin de provoquer un chaos généralisé, visant aussi bien les forces de l'ordre que des civils.

« *Les manifestations ont été transformées en bain de sang uniquement pour donner un prétexte au président américain à intervenir militairement* », a déclaré le chef de la diplomatie iranienne lors d'une rencontre avec des ambassadeurs étrangers à Téhéran. Il a souligné que cette dérive violente ne correspondait en rien aux revendications économiques exprimées au départ par les manifestants.

Abbas Araghchi affirme que l'Iran dispose de « *nombreux documents et enregistrements vocaux* » démontrant une coordination depuis l'étranger. « *Nous avons des messages audios envoyés de l'étranger aux fauteurs de troubles : "S'il y a la police, tirez sur la police, sinon frappez les civils. Le but est d'avoir plus de victimes"* », a-t-il précisé.

Une stratégie déstabilisatrice orchestrée depuis l'étranger

Le ministre iranien évoque un basculement délibéré dans la violence à partir du 8 janvier. À cette période, selon lui, les principales revendications économiques étaient le sujet de discussions entre les autorités et les syndicats, et la mobilisation commençait à faiblir. C'est alors que des éléments armés seraient apparus dans plusieurs villes, aggravant la situation de manière coordonnée.

Tout en réaffirmant que la situation est « *sous contrôle total* », Abbas Araghchi a transmis un message de fermeté. Il a accusé les puissances occidentales d'appliquer une politique de deux poids, deux mesures. « *Les États qui ferment les yeux sur le massacre de dizaines de milliers de civils à Gaza se permettent aujourd'hui de donner des leçons de droits de l'homme à l'Iran* », a-t-il déclaré.

Le ministre a également dénoncé les campagnes médiatiques étrangères visant, selon lui, à diaboliser la réponse des forces de sécurité iraniennes. Il a rappelé que des dizaines de policiers ont été tués et que de nombreuses infrastructures ont été attaquées par des groupes qualifiés de « terroristes » par Téhéran.

Iran : Le Komala kurde impliqué dans les émeutes. Handala identifie 600 agents du Mossad - Al-Manar 11 janvier 2026

Les autorités iraniennes ont accusé le groupuscule kurde séparatiste Komala d'être impliqué dans les émeutes qui ont exploité le mouvement porté par le bazar fin décembre 2025 pour protester contre la chute de la monnaie nationale.

Une source sécuritaire du Corps des Gardiens de la révolution (CGRI) a révélé que la plupart des émeutiers arrêtés à Téhéran «*sont venus des provinces de l'ouest du pays*» et «*sont liés au groupuscule Komala*». Ce dernier est un parti kurde séparatiste du Kurdistan iranien.

«Ils ont reçu des armes et avaient comme recommandations de mener des actes de sabotage», selon la source de l'agence *Tasnim News*.

Début janvier, Komala avait ouvertement exprimé son plein soutien aux émeutes appelant les différentes catégories de la société à y prendre part.

Depuis le Kurdistan d'Irak

Une enquête réalisée par l'agence *Tasnim News*, a mis en garde contre les actions des groupes séparatistes basés dans le nord de l'Irak, assurant qu'ils sont entrés dans une nouvelle phase «*dangereuse, coïncidant avec la récente vague de protestations dans plusieurs régions iraniennes*».

Selon l'agence, ces groupes ont lancé des appels organisés et des campagnes d'incitation simultanées, profitant de l'activité intense des médias étrangers et des sites en ligne qui «*cherchaient à faire sortir les manifestations de leur contexte économique et civil les poussant sur la voie des émeutes et des menaces directes à la sécurité, en ciblant particulièrement les provinces de l'ouest et du nord-ouest de l'Iran*».

Selon le rapport de *Tasnim*, «*plusieurs dirigeants de groupes désignés comme terroristes en Iran, dont Ribwar Abdanan (groupe PJAK), Hossein Yazdanpanah (groupe PAK), Abdullah Mohtadi et Reza Kaabi (deux factions de Komala), ainsi que le Parti démocratique du Kurdistan iranien, ont joué un rôle direct dans l'incitation à la violence par le biais de déclarations et de messages simultanés*».

L'agence a expliqué que ces groupes, basés dans des camps et des quartiers généraux dans le Kurdistan irakien, sont passés de la guerre psychologique et des opérations médiatiques aux combats actifs.

Des signes de cette évolution ont été observés dans les provinces d'Ilam et de Kermâncchâh, notamment des tentatives d'approche de cibles sécuritaires et militaires ainsi que de dépôts de munitions dans les zones frontalières.

Selon la même source, cette situation survient malgré l'accord de sécurité signé entre l'Iran et l'Irak, auquel la région du Kurdistan adhère également. Cet accord interdit explicitement l'utilisation du territoire irakien comme base de lancement pour des attaques armées contre l'Iran et interdit à ces groupes d'exhiber ou de posséder ouvertement des armes.

Selon le gouverneur de la capitale iranienne, «*les terroristes ont causé des pertes estimées à 3 milliards de tounanes durant la première nuit des émeutes dans la capitale*».

600 émeutiers liés au Mossad

Le Groupe Handala iranien a diffusé sur les réseaux sociaux la liste des noms de 600 émeutiers travaillant pour le Mossad israélien. Ils sont liés à Mehrdad Rahimi, considéré comme l'agent du Mossad principal en Iran, et impliqué dans des activités visant à semer la violence et l'instabilité, selon des informations locales.

À ses débuts, «*Handala*» était classé comme un groupe de pirates informatiques émergent. Il s'est transformé en peu de temps d'un acteur numérique à l'influence limitée en un acteur central d'une bataille de piratage et de fuites visant des personnalités israéliennes de haut rang.

Venezuela.

J-C – Le Venezuela, l'un des Etats les plus démocratiques du monde, comme l'Etat de la Libye sous Kadhafi était le plus social du monde, et là aussi tous en chœur à gauche et à l'extrême gauche hurlaient avec la réaction au dictateur (Plus besoin de guillemets!).

Lu.

Pour la deuxième année consécutive, le pays est en tête de la croissance de l'économie réelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon le récent rapport de la CEPALC qui estime une expansion de 9% d'ici la fin de 2025.

Malgré la perte de 99% des revenus pétroliers résultant de mesures coercitives unilatérales, ils ont réussi à produire leur propre nourriture. Le marché intérieur compte déjà 90% des produits de sa propre fabrication. Les données ont été fournies par Ítalo Atencio, président de l'Association nationale des supermarchés et des libres-services (ANSA) en octobre 2025.

Selon les données officielles fin 2025, il y a eu une augmentation de 34% des ventes et de la consommation. Pour lutter contre la guerre économique, le gouvernement a travaillé d'arrache-pied sur un mécanisme d'indexation pour protéger les salaires.

Enfin, ce que l'on cherche à désigner, ce n'est pas seulement un ensemble de ressources matérielles, mais quelque chose de plus profond: un processus de construction du pouvoir populaire qui remet en question le capitalisme numérique et déshumanisé. Au cours de l'année 2025, quatre consultations nationales trimestrielles ont eu lieu, réalisant l'approbation et le financement de 33.000 projets populaires, dans le cadre du modèle de démocratie directe et de premier plan né de la vision d'Hugo Chávez qui a été incarnée dans le Livre bleu. 49 mille conseils communaux et 4100 communes (organes de participation, d'organisation et de gestion populaire dans les communautés) font partie de ce système.

Contre cette expérience, une autre histoire surgit, pour ces jours: celle des rues vides et un peuple immobile. Cependant, depuis l'attaque et les mois qui y ont précédé, des mobilisations quotidiennes ont lieu à Caracas et dans tout le pays, mettant en vedette les femmes, les travailleurs, les communes et les organisations sociales, les architectes toute la démocratie participative qui existe au Venezuela. teleSURtv.net 12 janvier 2026

Maduro : un dictateur ? par Marc Vandepitte - Mondialisation.ca, 07 janvier 2026

Nicolás Maduro est-il un dictateur impitoyable ou le gardien d'une forteresse assiégée ? Dans un pays déchiré par les sanctions et la « *guerre électorale* », la réalité est plus complexe que ce que les gros titres occidentaux nous laissent croire.

Nicolás Maduro Moros (1962) est issu d'une famille ouvrière et a été formé au sein du mouvement syndical. Il a travaillé comme chauffeur de bus dans le réseau de métro de la capitale, Caracas, avant de devenir militant syndical.

Dans le cadre du projet chaviste autour du président Hugo Chávez, il a fait carrière en tant que député, ministre des Affaires étrangères (2006-2012) et, à partir d'octobre 2012, vice-président. Lorsqu'un Chávez mourant l'a désigné en décembre 2012 comme son successeur, il l'a fait avec un message clair : Maduro était l'homme capable de garantir l'unité du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) et les acquis sociaux.

Un héritage très lourd

Maduro a toutefois hérité d'une tâche extrêmement lourde. Là où Chávez pouvait compter sur un charisme presque mythique et des prix du pétrole records, Maduro a dû diriger le pays à une époque de pénurie et d'agressions externes et internes sans précédent.

La présidence de Maduro est indissociable de la « *guerre hybride* » déclenchée par les États-Unis. Alors que les médias internationaux se focalisaient sur son prétendu manque de charisme personnel par rapport à son prédécesseur, Maduro a construit une stratégie de survie pour son pays face à un régime de sanctions étouffant imposé par Washington.

Les mesures coercitives unilatérales, qui bloquaient les revenus pétroliers vitaux du pays, avaient pour objectif explicite de faire imploser l'économie vénézuélienne et de pousser la population à la révolte. Selon un rapport du CEPR, [1] auquel Jeffrey Sachs a contribué, les sanctions économiques ont causé environ 40 000 décès supplémentaires au Venezuela en 2017-2018.

À la suite de l'état d'urgence économique et de la polarisation interne, plus de 7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Il en a résulté une énorme fuite des cerveaux qui a encore affaibli l'économie.

Maduro n'a pas seulement subi une opposition économique. Sous son mandat, le Venezuela a été confronté à des tentatives de coup d'État soutenues par les États-Unis, comme l'échec de « *l'Opération Gédéon* » [2] et le gouvernement fantôme de Juan Guaidó [3] poussé par Washington.

S'y ajoute la polarisation. Pendant des années, l'écart entre riches et pauvres a été énorme. Chávez et Maduro ont tenté de le réduire, ce qui leur a valu un large soutien parmi les couches les plus

pauvres. Dans les classes les plus aisées, cela a produit l'effet inverse : la résistance y était, et reste, très forte.

Cela se reflète aussi dans les médias. Comme ailleurs en Amérique latine (et chez nous), les médias commerciaux sont aux mains de grands groupes capitalistes, qui adoptent une ligne anti-Maduro virulente. Dans les médias publics, on entend au contraire le son de cloche opposé.

Les médias commerciaux ont un impact énorme sur la société vénézuélienne. Environ 70 % des stations de radio et de télévision sont aux mains du secteur privé. Seule une petite minorité est directement la propriété de l'État.

Le parcours de Maduro

Malgré la polarisation, les tentatives de déstabilisation et la manipulation du processus politique par les États-Unis, Maduro a su préserver l'unité au sein des forces armées et du PSUV.

Pendant son mandat, Maduro a déployé de grands efforts pour renforcer la société civile. Les « *comunas* » (communes) [4] ont reçu un important pouvoir de décision et une autonomie accrue pour l'organisation des quartiers. Malgré l'inflation galopante, Maduro a réussi à maintenir les programmes sociaux (Misiones) [5] sous une forme adaptée.

Des milicianos et des colectivos ont également été créés. Ce sont des milices citoyennes principalement destinées à résister à une éventuelle intervention étrangère ou à des troubles organisés à l'intérieur du pays. Au total, cela concerne environ 4 millions de Vénézuéliens.

On peut dire beaucoup de choses sur ces milices, mais elles ont en tout cas permis au Venezuela de ne pas sombrer dans la guerre civile après les tentatives d'évittement de Maduro, contrairement à ce qui s'est produit après l'intervention militaire en Libye en 2011.

Ces dernières années, l'économie vénézuélienne repart à la hausse et certains Vénézuéliens retournent dans leur pays. Cela explique aussi en partie pourquoi Maduro a remporté les élections en 2024 (voir plus loin).

Sur le plan international, Maduro a mené, dans les traces de Hugo Chávez, une politique anti-impérialiste infatigable. Sous sa direction, le Venezuela a servi de moteur à l'intégration latino-américaine, avec pour objectif de faire front contre l'ingérence des États-Unis à l'œuvre depuis des décennies.

En forgeant des alliances stratégiques avec des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran, Maduro a effectivement défié l'hégémonie de Washington. Cette orientation vers un monde multilatéral – dans lequel l'Amérique latine et le Venezuela ne sont plus « l'arrière-cour » des États-Unis – a fait du pays, outre ses grandes réserves de pétrole, la cible principale de l'agression américaine.

Droits humains

Les critiques reprochent à Maduro des dérives autoritaires et des élections contestées. On peut dire beaucoup de choses sur ces deux points, mais pour en avoir une image fidèle, il est nécessaire de regarder les circonstances et le contexte en face, tout en tenant compte de la couverture médiatique très orientée.

Tout d'abord, nous parlons ici d'un pays assiégué, qui a dû gérer au cours des dernières décennies plusieurs coups d'État et des déstabilisations internes. Ignace de Loyola, le fondateur des jésuites, savait déjà au XVIe siècle que tout dissident dans une forteresse assiégée est rapidement considéré comme un traître.

En raison du fossé entre riches et pauvres, l'Amérique latine est en outre le continent ayant le plus haut degré de violence sociale et politique. Dans un Venezuela fortement polarisé, ce type de violence est encore plus présent. Pendant les blocages de rues (guarimbas) en 2013, des dizaines de policiers et de civils ont perdu la vie à cause d'actions d'opposants politiques. Un scénario identique s'est répété après presque chaque élection.

Dans un tel contexte de violence et de siège, les limites du maintien de l'ordre sont facilement dépassées. Cela ne se justifie pas, mais depuis notre position sûre et insouciante, un peu de modestie est de mise.

De plus, nous devons être particulièrement prudents avec les informations concernant une éventuelle répression inutile ou inadmissible. Ainsi, un rapport de l'ONU de 2017 sur les droits humains au Venezuela était particulièrement critique envers le gouvernement, évoquant des violations flagrantes et même des exécutions.

Mais le juriste international et ancien expert indépendant de l'ONU Alfred De Zayas a réduit ce rapport en pièces. Selon lui, l'équipe de l'ONU qui l'avait rédigé était « *peu professionnelle, très idéologique, néoconservatrice et a priori opposée à la révolution bolivarienne* ».

Il était aussi basé « *sur des sources peu fiables* » et « *ignorait une grande partie des informations du gouvernement sur les victimes des émeutes de rue* ». Un rapport de l'ONU en dit parfois plus sur les rapports de force au sein de l'organisation que sur la situation réelle sur le terrain.

Les médias commerciaux n'ont tenu aucun compte de cette critique et ont largement relayé les conclusions initiales parce qu'elles s'inscrivaient parfaitement dans leur ligne idéologique. C'est de ce genre d'informations orientées que le citoyen moyen dépend pour s'informer. La vigilance est donc de mise.

Démocratie

Un deuxième reproche concerne le manque de démocratie. Ici aussi, le contexte est primordial pour former un jugement équilibré. Depuis que Chávez a remporté la victoire aux urnes en 1998, les États-Unis ont tout fait pour orienter à leur guise toutes les élections suivantes. Il n'est pas exagéré de parler de « *guerre électorale* ».

Des candidats de droite ont reçu des conseils et un soutien financier. Des instituts de sondage à la réputation douteuse ont organisé des enquêtes et des sorties d'urnes livrant systématiquement des résultats défavorables au camp de gauche. Des membres de l'opposition ont été incités à infiltrer le conseil électoral.

Lors de l'élection présidentielle de 2024, un scénario détaillé a été élaboré pour manipuler le scrutin, allant d'actions de sabotage à l'organisation d'un « *décompte parallèle* » et d'émeutes post-électorales. Les principaux éléments de ce scénario avaient même été publiés à l'avance par un expert en guerre psychologique et en désinformation.

À l'avance, les États-Unis avaient déclaré qu'ils n'accepteraient le résultat que si le candidat de (l'extrême) droite gagnait. Selon le résultat officiel, Maduro a obtenu 52 % et le candidat de l'opposition 43 %. Selon le propre décompte de l'opposition, Maduro n'aurait obtenu que 30 % contre 69 % pour eux.

Presque le monde entier a adopté la version de l'opposition et des États-Unis. Pourtant, divers sondages récents montrent que l'opposition ne bénéficie pas d'un soutien massif. En octobre, 91 % des Vénézuéliens avaient une opinion défavorable de María Corina Machado, la figure de proue de l'opposition. Un sondage d'un autre institut en décembre le confirme. En outre, 80 % des personnes interrogées considèrent le prix Nobel de la paix attribué à Machado comme une farce.

Même Donald Trump, avec qui Machado a collaboré étroitement, a indiqué qu'elle « *n'a pas le soutien ni le respect nécessaires dans le pays* » pour être une dirigeante crédible.

Depuis que Maduro est devenu président en 2013, il y a eu 12 élections et un référendum. C'est beaucoup pour un « *dictateur* ». On peut toutefois se demander s'il est pertinent d'organiser des élections dans un contexte de guerre électorale, et comment un système politique peut se protéger contre tant d'hostilités externes et internes sans en miner le caractère démocratique.

Quoi qu'il en soit, qualifier Maduro de « *dictateur* » revient à ignorer la réalité complexe d'une guerre hybride et d'une polarisation extrême. Cela n'exonère pas Caracas de ses responsabilités, mais appelle à un regard sobre sur une démocratie sous siège permanent, plutôt qu'à des caricatures simplistes.

Enlèvements de la narcodémocratie trumpiste - telesurtv.net 11 janvier 2026

Après l'enlèvement inadmissible du président vénézuélien légitime, Nicolás Maduro, et de la députée Cilia Flores, les autorités judiciaires américaines ont décidé de révoquer l'accusation renvoyée que le président a dirigé le Cartel des Soleils. Pendant plus d'une décennie, cette accusation a été utilisée pour délégitimer les autorités chavistes et pendant deux mois, elle est devenue le bâton central de la propagande pour justifier le blocus de la République bolivarienne, l'assassinat de plus d'une centaine d'équipages de navires dans les Caraïbes, le bombardement d'un pays souverain et l'enlèvement de deux de ses autorités institutionnelles.

Pendant ce temps, caché sous un voile de communication compact, le président américain Donald Trump est devenu le premier président à gouverner pour les cartels de la drogue. Lors de son premier mandat, entre 2017 et 2021, le magnat a signé 144 grâces et 94 commutations de peines. Une grande partie de ces indulgences ont été accordées aux criminels reconnus coupables d'infractions de trafic de drogue. L'affaire la plus retentissante a été celle de l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernández (JOH), condamné le 8 mars 2024 à 45 ans de prison pour avoir dirigé un réseau de trafiquants de drogue qui commercialisaient 400 tonnes de cocaïne au sein des États-Unis, en association avec le Mexicain Joaquin « *El Chapo* » Guzmán. Sur la base de cette décision, le tribunal a conclu que JOH « *a fait du Honduras – entre 2014 et 2022 – un narco-État* ». Selon l'avocat Kermit Roosevelt, professeur à l'Université de Pennsylvanie, les acquittements de Trump pour trafic de drogue condamné sont le résultat de contributions financières apportées par les lobbyistes et/ou les proches des personnes condamnées.

Le modus operandi éhonté utilisé pour la libération de trafiquants de drogue a été mis en évidence par des fuites publiées par des conseillers législatifs, qui ont montré les liens étroits de Marco Rubio

avec le groupe BGR, une organisation de lobbying chargée d'assurer la libération de JOH. Le conseil est présenté comme un guide pour « *des services de conseil et de lobbying personnalisés performants* ». Selon l'Office of Foreign Agents Registration (FARA), JOH a engagé BGR Group de 2018 jusqu'à la fin de son mandat en 2021, payant 660 mille dollars par an pour encourager son image dans les salles du Capitole, à Washington. Avant que JOH ne présente les 400 tonnes de cocaïne à Miami, BGR Group a été chargé de coordonner et de guider les campagnes électorales de Marco Rubio au Sénat, en 2010 et en 2016. Selon plusieurs conseillers des sénateurs démocrates, c'est Rubio qui a contacté les proches de JHO avec BGR, une situation qui explique la diffusion de rapports du cabinet de conseil, dans lequel JHO a été qualifié d'« *allié clé dans la lutte contre le crime organisé* ».

Le lien de Rubio avec les trafiquants de drogue est familial. À l'adolescence, l'actuel secrétaire d'État a vécu pendant des périodes dans la maison de sa sœur aînée, Barbara, qui était mariée à la Cubaine Orlando Cicilia, une pom-pom girl majeure pour le ver de Miami et membre des « *cavaliers de cocaïne* ». Le beau-frère de Marco Rubio était le subordonné de l'un des patrons de la mafia de Miami, Mario Tabraue, qui avait participé au débarquement frustré à Playa Girón en avril 1961. Lorsque Cicilia a été arrêté, ils ont trouvé plusieurs kilos de cocaïne dans la maison où Rubio a passé la nuit. Tabraue a été condamné à la réclusion à perpétuité et Cicilia à 25 ans. Mais tous deux ont été libérés grâce à devenir des travailleurs humanitaires repentants. Cicilia a réussi à se réinsérer dans le ver parce que l'actuel secrétaire d'État a géré une licence de courtier immobilier, un titre de compétence qui n'est pas accordé aux anciens trafiquants de drogue. Marco Rubio, déjà dans la race politique, a réussi à surmonter cet obstacle. Les commerces de « *cavaliers de cocaïne* » ont été recréés par Brian De Palma dans son film Scarface. Tabraue est celui qui semble personnifié, dans le film, comme le doux Tony Montana. De bons garçons.

La condescendance de l'administration Trump avec les trafiquants de drogue comprenait le pardon de Ross William Ulbricht, fondateur de Silk Road, le plus grand site de marketing de pilules illicites sur Internet. La grâce avait été condamnée à la réclusion à perpétuité – sans possibilité de libération conditionnelle – en 2015. Alice Marie Johnson, emprisonnée pour distribution de cocaïne, et Ronen Nahmani, condamné depuis 2015 pour avoir commercialisé des drogues synthétiques en Floride, ont également été favorisés. Il jouit du même privilège Weldon Angelos, condamné à 55 ans de prison pour possession d'armes de guerre et trafic de drogue. La même faveur a été accordée au pasteur Otis Gordon, qui, en plus de fournir la communion, était dédié à la distribution de stupéfiants. Roy Wayne McKeever était un autre qui méritait l'indulgence présidentielle: il avait été arrêté en 1989 pour trafic de marijuana du Mexique à l'Oklahoma. Le patron de la mafia de Chicago, Larry Hoover, a également reçu le pardon du magnat de New York. Son collègue, le baron de la drogue de Baltimore, Garnett Gilbert Smith, a souri avec ses collaborateurs après avoir reçu la nouvelle de la grâce. Sam Topeka, condamné à 10 ans de prison pour avoir vendu 80 kilos de cocaïne, a été également favorisé. La même clémence a été conférée à Christopher Anthony Bryant, condamné à 12 ans de prison en 2022 pour possession d'armes à feu et distribution de plusieurs kilos de cocaïne, 1300 doses d'héroïne, 1700 pilules de méthamphétamine et 1300 de fentanyl.

Les affinités électives de l'actuel président américain avec les trafiquants de drogue ne sont pas nouvelles. Joseph Weichselbaum était son partenaire dans une société de location d'hélicoptères, habitué à transporter des millionnaires vers le casino Trump à Atlantic City. Il a également été l'un de ses investisseurs dans plusieurs de ses entreprises immobilières. En 1985, Weichselbaum a été accusé de 18 infractions de trafic de drogue. À cette occasion, quelque chose d'incroyable s'est produit: l'affaire a été renvoyée de Cincinnati à Ohio pour qu'un autre juge établisse la peine. Le juge nommé était Maryanne Trump Barry, la sœur aînée de l'actuel président. Lorsque les procureurs ont dénoncé la proximité de l'accusé avec l'un de ses associés, Maryanne s'est excusée, mais a remis l'affaire à son collaborateur intime, le juge Harold Ackerman. Ce dernier « *soigné* » du

trafiquant de drogue Weichselbaum, a été condamné à trois ans de prison – dont il n'a accompli que 18 mois – alors que ses subordonnés ont été condamnés à 20 ans de prison. Avant le verdict, Trump avait écrit une lettre au juge Ackerman dans laquelle il qualifiait Weichselbaum de « *personne scrupuleuse, sincère et diligente* » qui représentait « *une source de fierté pour la communauté* ». En bref: un homme d'affaires avec des partenaires de narco, qui pardonne des criminels de la drogue et utilise le prétexte du narco-terrorisme pour bombarder, mener des exécutions extrajudiciaires et kidnapper un président. Presque une tautologie.

Les compagnies pétrolières peu pressées d'investir au Venezuela, au grand dam de Trump - Courrier International 10 janvier 2026

Si le locataire de la Maison-Blanche “*a pressé*” les dirigeants présents d’aller “*planter leurs drapeaux*” au Venezuela pour y exploiter “*l'une des plus grandes réserves de pétrole au monde*”, la plupart d’entre eux “*se sont toutefois abstenus de s’engager publiquement à investir rapidement*”, constate *The Wall Street Journal*.

S’ils ne cachent pas “*leur intérêt pour l’exploration de nouvelles opportunités*” dans le pays latino-américain, “*ils ont toutefois indiqué avoir besoin de garanties de sécurité et d’une réforme du cadre juridique et commercial vénézuélien avant d’envisager d’y investir*”, précise le quotidien économique.

L’absence d’engagements fermes de la part des dirigeants de sociétés telles qu’Exxon Mobil, Chevron et ConocoPhillips, parmi celles convoquées par Donald Trump, “*a soulevé des doutes quant à l’affirmation du président selon laquelle les producteurs de pétrole américains étaient prêts à dépenser 100 milliards de dollars [86 milliards d’euros] ou plus pour reconstruire l’infrastructure pétrolière du Venezuela*”, relève *Politico*.

Mais en dépit de ses promesses – et de ses menaces – le président et ses conseillers sont sortis de la réunion “*sans obtenir d’engagements majeurs de la part des entreprises pour investir des milliards de dollars dans le pays, après avoir rencontré un profond scepticisme quant au plan de l’administration visant à assurer la stabilité à long terme du Venezuela*”, observe CNN.

Les patrons des compagnies pétrolières “*ont averti à plusieurs reprises que tout nouvel investissement ne serait probablement rentable que dans plusieurs années et dépendrait grandement de la manière dont l’administration gérerait l’incertitude des prochains mois*”, ajoute la chaîne américaine.

Le plus sceptique était sans doute Darren Woods, le patron d’Exxon Mobil, qui a déclaré sans ambages que le Venezuela était aujourd’hui un pays où il était “*impossible d’investir*” et qu’“*un certain nombre de cadres juridiques et commerciaux devraient être mis en place avant même de pouvoir comprendre quel type de rendement*” pourrait justifier un quelconque investissement.

“*Nos actifs ont été saisis à deux reprises dans ce pays, vous pouvez donc imaginer que pour y revenir une troisième fois, des changements assez importants seraient nécessaires*”, a-t-il averti.

“*Même l’investisseur Harold Hamm, un important explorateur pétrolier et donateur majeur de Trump, a indiqué qu’il aurait besoin de beaucoup plus d’assurances avant de soutenir le plan de réinvestissement du gouvernement*”, souligne CNN.

En résumé, Donald Trump a beau promettre des lendemains qui chantent, “*pour l'instant, le secteur pétrolier ne semble pas convaincu*”, tacle la chaîne américaine.

Venezuela : Une compagnie pétrolière rappelle à Trump que ce sont ses sanctions qui l'ont forcée à quitter le Venezuela - Bolivar Infos 11 Janvier 2026

Lors d'une réunion avec la direction des principales compagnies pétrolières du monde, un représentant de l'entreprise étasunienne Halliburton a rappelé au président des États-Unis Donald Trump que la raison pour laquelle sa compagnie a cessé ses opérations Venezuela, c'est précisément les sanctions imposées par le président lui-même en 2019, pendant son premier mandat.

L'échange a été enregistré. Trump a interrogé le représentant de la compagnie : « *Quand es-tu parti ? Quand as-tu quitté le Venezuela ?* »

Le représentant d'Halliburton a répondu : « *en tant qu'entreprise, nous sommes partis à cause des sanctions en 2019. Nous avions l'intention de rester, mais quand les sanctions sont entrées en vigueur, on nous a demandé de partir, mais nous étions très intéressés à rester.* »

En complément.

« *Je n'ai pas aimé la réponse d'Exxon... Je serai probablement tenté de mettre Exxon à l'écart. Je n'ai pas aimé leur réponse. Ils font les malins.* » À bord d'Air Force One, le 11 janvier, le président des États-Unis a fait part aux journalistes de son mécontentement vis-à-vis de la défiance de Darren Woods quant à réinvestir au Venezuela. Le patron de la major américaine avait déclaré, lors d'une réunion à la Maison Blanche deux jours plus tôt, qu'il était « *impossible d'y investir* » en l'état. RT 12 janvier 2026

Quand le Réseau Voltaire justifie l'agression des Etats-Unis contre le Venezuela et l'enlèvement de Nicolas Maduro.

Les demandes des États-Unis vis-à-vis du Venezuela - Réseau Voltaire 8 janvier 2026

<https://www.voltaire.net/article223468.html>

J-C – Tous les articles que nous venons de lire démolisse pierre par pierre l'argumentation frauduleuse de monsieur Meyssan. Ce type-là fait preuve d'une malhonnêteté incroyable, lui aussi il se permet tout.

Plus loin, vous trouverez l'entretien qu'il a donné à Géopolitique Profonde qui reprenait le contenu de cet article en plus détaillé, histoire d'aggraver son cas.

Si les installations pétrolières se sont détériorées, c'est parce après l'élection de Maduro les sanctions américaines ne permettaient plus de les entretenir ou d'effectuer les réparations qui s'imposaient, mais cette explication ne figurent pas dans le récit de Meyssan, il laisse supposer que

Maduro ne serait pas capable de diriger le Venezuela, ce qui tombe bien, il a été kidnappé par les américains, là aussi pour un peu le peuple vénézuélien devrait remercier Trump de les avoir débarrassés d'un incompétent...

- Nicolás Maduro n'est pas parvenu à maintenir les installations qui se sont détériorées. La production a continué à baisser, mais les revenus de l'État aussi.

J-C - Avec Meyssan, on n'est jamais loin du roman d'espionnage à deux balles.

- Un autre enjeu pour Washington serait de récupérer les stocks d'armes soviétiques dont dispose l'armée vénézuélienne. Il se pourrait que certaines de ces armes n'aient toujours pas livré tous leurs secrets et que le Pentagone souhaite en acquérir. L'armée bolivarienne serait contrainte de tenter un coup d'État pour les protéger.

J-C - En somme, l'agression du Venezuela serait salutaire. Trump est un saint homme, quand on vous le disait !

- En définitive, l'intervention états-unienne au Venezuela n'apparaît que comme une action visant à désorganiser les réseaux mafieux qui ont prospéré à l'ombre de l'alliance irano-vénézuélienne.

Venezuela. Faites tomber les masques.

Vidéo - Thierry Meyssan dévoile tout : Le Venezuela n'est qu'un leurre - Géopolitique Profonde TV 10 janv. 2026

<https://www.youtube.com/watch?v=DfE5ZsoCLa0>

J-C - Ne perdez pas votre temps à regarder cette vidéo, lisez les commentaires et vous aurez tout compris, Meyssan est pulvérisé à juste titre !

Meyssan reprend à son compte le discours de Trump contre Maduro et le Venezuela, mieux ou pire, il le justifie.

Meyssan, il est rayé de la carte comme géopoliticien de merde, il n'existe plus que dans l'ombre de Trump.

J'ai toujours indiqué aux lecteurs qu'il fallait se méfier comme de la peste des analyses qu'ils lisaien sur le Net, parce que sinon dans plus 90% des cas ils se feraient manipuler. Vous comprenez pourquoi maintenant. Plus un type paraît sympathique, plus il lui sera facile de vous berner.

Cela vaut pour ce média social Géopolitique Profonde TV.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 janvier 2026

Une seule réponse au dictateur Trump : Allez-vous faire foutre !

Le totalitarisme, on y est !

J'avais une petite longueur, mais vaut mieux encore être un peu en avance, que d'être éternellement en retard ou absent.

Le totalitarisme constitue une tentative désespérée de conserver le pouvoir au crépuscule du capitalisme en putréfaction.

J'ai constaté que dans les dizaines d'articles que j'ai lus sur l'agression américaine du Venezuela, pas un seul auteur n'a cru bon de relever que c'était la survie du capitalisme qui était à l'origine de la situation. Ils recourent au procédé qu'ils ont employé envers les Palestiniens, qui seraient responsables du cruel traitement que leur infligent les sionistes et que toutes les bonnes consciences dénoncent sans toutefois remonter aux causes originelles de ce conflit afin de protéger à la fois ceux qui sont réellement aux manettes et leurs intentions de nature impérialiste ou coloniale. Ils recourent donc une fois de plus à l'inversion accusatoire en faisant l'impasse sur les sanctions infligées au Venezuela par les Américains qui sont à l'origine des difficultés économiques que rencontre la population, et non la politique de Maduro et son gouvernement pris en otage.

Ceux qui refusent d'appeler à la libération de Maduro lui reprochent sa politique en général, ils ont oublié qu'on ne décide pas des conditions de la lutte de classes, elles s'imposent à tous les acteurs politiques sans exception. Autrefois, en 1918, ils auraient soutenu les manifestations de Cronstadt et Makhno contre le gouvernement bolchevik ou destinées à renverser le nouvel Etat ouvrier.

Vous me direz que le gouvernement vénézuélien, iranien, irakien, syrien, libyen, etc. ne sont pas ou n'étaient pas des gouvernements ouvriers, certes, mais de là à soutenir une entreprise destinée à violer la souveraineté d'Etats indépendants au profit de l'impérialisme américain, je m'y refuse catégoriquement contrairement à la gauche et l'extrême gauche qui ont décidé d'y participer, on se demande bien à quel titre ou sous quel mandat. Qu'ils se sentent plus proches idéologiquement de Trump que de Maduro ou Chavez, c'est leur droit. Ce sont toutes les leçons de la lutte de classe que nous avaient léguées les marxistes qu'ils ont abandonnées ou rejetées.

Je regrette parfois dans le passé, d'avoir été injuste envers Chavez et Maduro que j'avais traités un peu brutalement, Cuba également. Je soutiens tous les régimes en Afrique, en Amérique du Sud et

en Asie qui se dressent courageusement contre l'impérialisme français, britannique et américain principalement, même s'ils se tournent vers la Chine ou la Russie ou des pays des BRICS, du moment que cela permettra de développer l'économie et l'industrie de leur pays garant du progrès social. N'êtes-vous pas en proie ici à une contradiction ? Non, un paradoxe ou un tour que nous joue l'histoire, voilà tout, il faut faire avec.

Les masses en occident continuent de soutenir des régimes impérialistes ou coloniaux, le capitalisme et ses institutions en participant encore massivement à la plupart des élections au suffrage universel.

Si ceux qui sont élus ne récoltent qu'à peine 20 ou 25% des voix des électeurs inscrits, étant donné que la totalité des partis représentent les intérêts des capitalistes et qu'ils sont interchangeables au pouvoir, peu importe leurs étiquettes, qu'ils soient de droite ou de gauche, puisque cela signifie la même chose, ensemble ils constituent une majorité, c'est cela l'essentiel, car c'est ce qui assure la stabilité des régimes en place.

En réalité, il n'existe pas d'opposition organisée en occident, aucun parti susceptible d'avoir suffisamment d'élus pour peser sur la situation politique et social ou réaliser de profondes réformes sociales, en admettant qu'il en existe, jamais il ne parviendra au pouvoir, contrairement à ce qu'on a pu observer en Afrique et en Amérique du Sud parce que les masses n'ont rien à perdre, leurs conditions sociales rappellent celles qui prévalurent lors de la révolution russe de 1917, toutefois en moins favorables sur le plan politique.

Le sous-développement économique a créé des conditions sociales extrêmement dures à supporter pour les peuples de ces continents. Ils n'ont rien à perdre, qu'ils soient ouvriers ou membres des classes moyennes, ils seront tentés de se tourner vers le parti qui parlent en leurs noms ou un acteur politique issu de l'armée, qui leur promet un avenir meilleur que celui au pouvoir depuis parfois de longues décennies.

Chavez et Maduro ne sont pas parvenus au pouvoir suite à une révolution prolétarienne, mais dans le cadre d'un processus électoral institutionnel, ce qui n'est pas du tout la même chose, car ne bénéficiant pas des marges de manœuvre qu'offre une révolution, ils n'ont pas pu, en admettant qu'ils l'auraient voulu, conduire ce qu'ils ont appelé la révolution bolivarienne aussi loin qu'il aurait fallu pour réduire la capacité de nuisance de la réaction de sorte qu'elle ne puisse pas nuire au nouveau gouvernement populaire.

Pour se maintenir au pouvoir ou pour le consolider et compenser l'absence d'une révolution prolétarienne, ils ont eu l'idée géniale de se doter d'institutions politiques qui permettraient de créer une situation de double pouvoir permanente de manière à pouvoir appliquer des réformes sociales, en s'appuyant sur la mobilisation des masses révolutionnaires.

J'avoue ne pas connaître suffisamment le Venezuela pour m'avancer davantage, je crois que les communes qu'ils ont créées ressemblent étrangement aux soviets de la Russie révolutionnaire du début du XXe siècle auxquels participaient les classes populaires et leurs représentants. Pour en savoir plus sur la situation au Venezuela, je vous conseille le blog suivant :

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/15/la-cooperation-cuba-venezuela-objectif-de-guerre-pour-les-etats-unis/>

Dorénavant dans leur narratif, ils ont remplacé l'enlèvement par "*la chute*" de Maduro, qui demeure Président du Venezuela.

Quant à l'Iran, pour caractériser les assassinats de manifestants et de forces de l'ordre perpétrés essentiellement par des provocateurs recrutés ou manipulés par le Mossad et la CIA, les autorités ont été obligées de répondre en recourant à la force à cette agression armée, ce qui leur vaut l'accusation de s'être livrées à "*des tueries*", cela évoque des scènes d'horreur condamnables, afin de justifier une intervention militaire américaine, comme si les Etats-Unis étaient synonyme de paix et non de crimes sans fin.

J'allais oublier de préciser que c'était Trump, qui le premier avait évoqué des « *tueries* » en Iran, terme rapporté ensuite par l'AFP, les médias le reprendront en chœur comme il se devait.

Quelques vidéos qui pourraient vous intéresser.

Richard Wolff: Le mouvement du Mexique qui a ébranlé le pouvoir des États Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=PIEH81uZL78>

Richard Wolff: L'avertissement de Trump qui pourrait changer le destin du Mexique

<https://www.youtube.com/watch?v=WJDGn5EqTw4>

Richard Wolff révèle pourquoi la Chine gagne la guerre contre les Etats-Unis.

<https://www.youtube.com/watch?v=v6euZ0neZIo>

La compagnie à 7900 milliards de dollars dont vous n'avez jamais entendu parler

<https://www.youtube.com/watch?v=8Kia78pQrLs>

Le totalitarisme va se niché jusque dans le poulailler !

Pénurie d'œufs : à quelles conditions peut-on installer un poulailler chez soi ? - franceinfo.fr

Pénurie d'œufs : pourquoi la filière est-elle en tension ?

Dans ces conditions, des particuliers sont tentés d'adopter ou d'acheter des poules. Mais avant de se lancer, il faut s'assurer que toutes les conditions soient remplies.

Dans le jardin, mais pas n'importe où...

S'il s'agit de vous fournir en œufs frais à la maison, inutile de voir les choses en grand : au-delà de 50 volailles (poules, oies, pintades...) âgées de plus de 30 jours, vous basculez en effet dans la catégorie des éleveurs professionnels. Si vous êtes dès lors autorisé à vendre les œufs de vos colocataires, ce statut de producteur s'accompagne de règles strictes et nombreuses, notamment une

déclaration auprès de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP). Sous ce palier, en revanche, il est techniquement possible d'installer un poulailler pour subvenir à vos besoins dans votre jardin ou même sur la terrasse de votre appartement. Mais attention : même pour un petit élevage dit "*familial*", il convient de vérifier que votre maire n'a pas pris d'arrêté qui restreindrait cette pratique et que celle-ci est autorisée par le règlement de votre lotissement ou de votre copropriété.

Même si vous êtes l'heureux propriétaire d'un vaste jardin, vous ne pouvez pas installer vos poules où bon vous semble. L'article 153 des règlements sanitaires départementaux, consacré aux activités d'élevage (même familial), précise qu'un poulailler de moins de 10 poules doit être installé à "*au moins 25 mètres*" du local habité le plus proche. Au-delà de 10 cocottes, la distance minimale à respecter entre le poulailler et les habitations passe à 50 mètres. Soit une distance assez courte pour vous permettre d'aller chercher vos œufs en peignoir et en Crocs, mais assez importante pour que vos voisins ne soient pas incommodés par la présence des animaux.

Enfin, si vous vivez en Ile-de-France, mieux vaut parfois renoncer à vos rêves d'œufs frais en provenance du jardin. Dans les 410 communes qui composent l'unité urbaine de Paris, l'Agence régionale de santé (ARS) recommande de ne pas consommer d'œufs issus des poulaillers domestiques. Cette consigne a été prise après qu'une étude des autorités sanitaires, publiée en novembre 2023, a révélé la présence de polluants organiques persistants dans les œufs pondus dans 25 poulaillers. Elles invitent les habitants à préférer des œufs issus de la filière commerciale, "*qui font l'objet de contrôles prévus réglementairement*."

... ni n'importe comment

Si vous envisagez de construire un poulailler en dur fixé au sol, il faudra aussi respecter le Code de l'urbanisme dès lors que la structure fait plus de 5 m² au sol et mesure plus de 1,80 m de hauteur. Comme pour un abri de jardin, un tel bâtiment tombe sous le coup de la taxe d'aménagement, un impôt local aussi surnommé "*taxe abri de jardin*" ou "*taxe poulailler*", à ne payer qu'une fois, et dont le montant est déterminé par un barème détaillé sur le site service-public. Entre 5 et 20 m², il est impératif de remplir une déclaration préalable de travaux et, au-delà de 20 m², de demander un permis de construire.

Comme les clapiers à lapins et les pigeonniers, les poulaillers, même petits et mobiles, "*doivent être maintenus constamment en bon état de propreté et d'entretien*" et "*désinfectés et désinsectisés aussi souvent qu'il est nécessaire*", peut-on enfin lire dans l'article 26 des règlements sanitaires départementaux.

Par ailleurs, à partir du moment où vos poules sont en extérieur, vous êtes tenu de remplir le formulaire Cerfa 15472*03, qui fait office de déclaration de détention d'oiseaux. Adressé aux autorités, ce document "*permet de détecter le plus rapidement possible les maladies*", telles que la grippe aviaire, "*et de s'assurer qu'elles ne circulent pas*."

Quelques titres révélateurs.

- L'opération de la CIA et du Mossad visant à déclencher une révolution colorée en Iran a échoué - 11 janvier 2026
- Les émeutes en Iran se sont terminées plus vite que prévu - 12 janvier 2026

- Voyant que la manifestation en Iran est sur le point d'être réprimée, Trump fait appel à Witkoff - 12 janvier 2026

- Iran : Manifestations à l'échelle nationale pour condamner les émeutes soutenues par l'étranger - 12 janvier 2026

Enième tentative de "révolution colorée" ou sous faux drapeau en Iran

Propagande de la réaction et matraquage hystérique des médiatique aux ordres de Washington.

Du 12 au 15 janvier 2026 dans la page d'accueil de Yahoo news principalement.

- Manifestations en Iran : en exil ou sur le terrain, comment s'organise l'opposition au régime ? - franceinfo.fr

- La morgue de Kahrizak, symbole de la répression sanglante des manifestations en Iran - franceinfo.fr

- "*Ils tiraient directement dans les yeux des gens*" : le récit glaçant d'Iraniens qui fuient les violences du régime des mollahs après les manifestations

- Les Iraniens continuent à manifester malgré la répression féroce, Trump promet que "*l'aide*" arrive
- France 24

- Alors que le bilan des morts bondit en Iran, Trump donne son appui aux manifestants - AP

- Menaçant d'intervenir, Trump pousse le peuple en Iran à faire la révolution - 20minutes.fr

- "*Ce n'est pas une mauvaise idée*": Donald Trump "*pense*" que les alliés des États-Unis présents en Iran "*devraient partir*" - BFMTV

- Exclusif : les Pays-Bas vont proposer de nouvelles sanctions contre l'Iran après la répression des manifestations - Euronews

- "*Une violence d'État*": la France convoque l'ambassadeur d'Iran pour dénoncer la répression des manifestations - BFMTV

- Face à la répression, Trump annonce des sanctions contre les partenaires de l'Iran - AFP

- Frappes symboliques, sanctions, négociations: ces options qui s'offrent à Donald Trump pour mettre l'Iran sous pression - BFMTV

- Iran : Trump menace tout pays commerçant avec Téhéran de droits de douane de 25 %, la Chine en tête de liste - 20minutes.fr

- Manifestation devant l'ambassade d'Iran à Londres, sur fond de troubles en Iran - euronews

- Manifestations en Iran: une coupure d'Internet imposée depuis plusieurs jours, le pouvoir la justifie en raison « *d'opérations terroristes* » - BFMTV 13 janvier 2026
- Menace d'intervention militaire en Iran : quelles options pour Donald Trump ? - France 24
- Répression des manifestations en Iran : la Maison Blanche réfléchit à "des options très fortes" - Euronews
- En Iran, les morgues se remplissent après les manifestations - France 24
- Iran : les hôpitaux et les morgues débordent après les manifestations meurtrières contre le régime - France 24
- Iran : les appels à la révolution réprimés dans le sang - France 24
- Reza Pahlavi, l'ancien prince héritier qui se rêve acteur-clé du changement en Iran - AFP
- Iran : Kaja Kallas disposée à proposer de nouvelles sanctions contre Téhéran - euronews
- Iran: «*Pour renverser un régime aussi puissant que la République islamique, il faut une alternative politique solide*» - RFI
- Révolte en Iran : comment la diaspora tente de contourner la coupure des communications - Le HuffPost
- 2 000 manifestants à Paris pour le retour de la dynastie Pahlavi en Iran - Euronews
- Une vidéo montrant des corps devant la morgue de Téhéran alerte sur la répression en Iran - Euronews
- Manifestations en Iran: le fils de l'ancien chah appelle les forces de sécurité à "rejoindre le peuple" - BFMTV
- Les États-Unis et Israël seraient des «*cibles légitimes*» de l'Iran - AP
- «*Des corps empilés*» : en Iran, ces témoignages font craindre une répression ultraviolette - Le HuffPost
- Manifestations en Iran : les images choquantes d'un lourd bilan humain - Paris Match
- Pourquoi cette révolte en Iran a plus de chances que les autres de faire tomber le régime - Le HuffPost
- Donald Trump affirme que des "*exécutions prévues aujourd'hui ont été annulées*" en Iran - BFMTV
- Donald Trump affirme que "*les tueries prennent fin*" en Iran - BFMTV
- "Aucune exécution n'est prévue": Donald Trump assure que "*les tueries prennent fin*" en Iran - BFMTV

- Manifestations en Iran : la guerre avec les États-Unis ou Israël est-elle vraiment imminente ? - Euronews
 - Iran : au moins 3 428 personnes tuées lors de la répression des manifestations, selon une ONG - euronews
 - Iran : des cyberattaques américaines pour soutenir les manifestations ? - France 24
 - Manifestations en Iran : Internet est coupé, la solution peut-elle venir du réseau Starlink d'Elon Musk ? - 20minutes.fr
 - Reza Pahlavi, le fils du dernier chah qui tente de s'imposer comme figure de ralliement en Iran - RFI
 - Ilia Hashemi : la situation des tueries en Iran est catastrophique ; les forces de sécurité traquent Starlink maison par maison - euronews
 - Iran : la répression meurtrière continue, "*les services funéraires sont débordés*" - France 24
 - Les vidéos des manifestations en Iran circulent avec le retour d'Internet - Euronews
 - Après les menaces de Donald Trump, l'Iran se dit capable de "*riposter*" à une éventuelle attaque américaine - BFMTV
 - Comment l'Iran a brouillé Starlink (et les internautes iraniens ont tenté de s'adapter) - Les Observateurs
 - Manifestations en Iran : Retour du chah, opposition morcelée... Si le régime tombe, un pays plongé dans l'inconnu - 20minutes.fr
 - Pourquoi cette révolte en Iran a plus de chances que les autres de faire tomber le régime - Le HuffPost
 - La France convoque à son tour l'ambassadeur d'Iran et promet : « *Nous ne nous arrêterons pas là* » - Le HuffPost
 - L'appel déchirant de l'impératrice Farah d'Iran : "*Chaque enfant dont le sang est versé ravive en moi la douleur*" - Point de Vue
 - À 30 ans, Reza Pahlavi annonçait dans Point de Vue : "*Je reviendrai*" - Point de Vue
- J-C - Impressionnant, quelle hystérie ! Personne ne doit passer à travers les mailles du filet, vous comprenez ? Qui complote, vous avez la réponse.
-

BlackRock business show à Davos 2026.

La 56e réunion annuelle du Forum économique mondial réunit les principaux dirigeants du gouvernement, des entreprises et de la société civile du 19 au 23 janvier 2026.

Sous le thème, « *Un esprit de dialogue* », Davos 2026 fournit une plate-forme impartiale pour connecter les dirigeants afin de relever les défis partagés et de stimuler les innovations définissant l'avenir.

Le gratin du capitalisme mondial et leurs marionnettes politiques, dont :

Mardi 20 janvier 2026 14:00–14:30 CET

Comment pouvons-nous coopérer dans un monde plus contesté ?

Discours spécial d'Emmanuel Macron, Président de la France

Intervenants: Emmanuel Macron, Larry Fink

Emmanuel Macron - Président de la France, Cabinet du Président de la République de France

Larry Fink - Président de BlackRock ; Président du Forum économique mondial.

Mais encore, et leurs pires larbins aux mains sales :

- Amnesty International
- Human Rights Watch
- Oxfam International
- WWF International
- Transparency International
- Conference of European Rabbis
- Union for Reform Judaism USA
- Walter Kim President National Association of Evangelicals
- Confédération syndicale internationale

En France, les principales confédérations syndicales affiliées à la Confédération syndicale internationale (CSI) sont la CFDT, la CGT, Force ouvrière (FO), la CFTC et la CFE-CGC.

<https://www.weforum.org/meetings/world-economic-forum-annual-meeting-2026/themes/how-can-we-cooperate-in-a-more-contested-world/>

Un processus irréversible.

Dédollarisation : pourquoi le monde cherche de plus en plus à se passer du dollar américain - Capital 14 janvier 2026

Le phénomène a pris de l'ampleur depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Craint pour sa politique budgétaire et économique mondiale, après notamment l'annonce de ses surtaxes à de nombreux pays, Donald Trump a accentué la dédollarisation depuis l'arrestation du président vénézuélien Nicolás Maduro à Caracas le 3 janvier dernier. Mais la dédollarisation, c'est quoi ? Il s'agit d'une volonté de diminuer sa dépendance vis-à-vis du dollar, souligne RTL. Une dépendance mondiale depuis l'après-guerre puisque la monnaie américaine est devenue le pilier du système financier international.

Dans le commerce mondial, le dollar reste la monnaie dominante. C'est le cas dans le domaine de l'énergie (pétrole, gaz...), des matières premières et c'est aussi l'unité de compte de référence pour la dette internationale, rappellent nos confrères. Or, grâce à tous ces éléments, les Etats-Unis peuvent, par exemple, financer leurs déficits à faible coût. Ils peuvent également exercer leur influence sur les flux financiers dans le monde. Mais l'enlèvement de Nicolás Maduro a ravivé de nouvelles craintes.

La part du dollar dans les réserves mondiales a chuté

L'intérêt pour l'or a été ravivé très rapidement. Il faut dire que ce métal précieux est une valeur refuge. Fin décembre, son once a atteint les 4 420,30 dollars, un nouveau record. Début janvier, il a même grimpé à 4 431,05 dollars, soit une augmentation du cours de plus de 67% en un an. Or, cet attrait pour l'or participe à la dédollarisation. Car si ce mouvement est loin d'être nouveau, il s'accélère depuis quelques mois avec le recours notamment à d'autres devises, comme l'euro ou le yuan (chinois), mais également la signature d'accords en monnaies locales.

Par exemple, au Venezuela, le gouvernement avait déjà décidé il y a quelques années de fixer le prix de son pétrole en euro, en yuan ou en rouble. Mais c'est le cas également dans d'autres pays. Selon les chiffres du FMI cités par le Comptoir national de l'or, la part du dollar dans les réserves mondiales est passée de 71% en 1999 à moins de 59% en 2023. Et mi-2025, elle serait même tombée à 56,3%. C'est son plus bas niveau depuis 30 ans.

L'or profite largement de cette dédollarisation puisque selon le World Gold Council, les banques centrales ont acheté plus de 1 050 tonnes d'or en 2024, proche du record absolu de 2023. Ces achats proviennent notamment de Chine, de Turquie, d'Inde, d'Egypte ou d'Arabie saoudite. Avec les différentes sanctions prononcées ces derniers mois ou certaines décisions jugées unilatérales, Donald Trump prend le risque de s'enfermer. Si le dollar reste la monnaie la plus utilisée, sa domination est remise en cause. Et cela semble parti pour durer.

Lu.

J-C - Encore une belle saloperie d'article ou quand le "*génie humain*" devient une menace existentielle.

Démographie : démarrage officiel de l'autogénocide français (désormais incontestable)

Le terrible retard démographique de la France.

Si la France était proportionnellement aussi peuplée que le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, elle compterait aujourd'hui, pour sa seule partie métropolitaine, non moins de 156, 129 et 107 millions d'habitants, respectivement.

Et si l'on devait étendre cette comparaison au Japon, à la verdoyante Corée du Sud – aux deux tiers recouverte de forêts – ou à la partie uniquement non désertique et habitable de l'Égypte (dont les 109 millions d'habitants se concentrent sur seulement 6% du territoire), la France métropolitaine abriterait respectivement 179, 280 et... 995 millions d'habitants !

Déjà lourdement affaiblie par les inepties malthusiennes, la France ne doit plus continuer à se laisser piéger par les prophètes de l'apocalypse et les théoriciens de la surpopulation humaine, auxquels l'Histoire a toujours fini par donner tort, faute d'avoir correctement apprécié le potentiel de la Terre et le génie humain.

J-C - C'est le genre de cinglés auxquels les médias dits sociaux offrent une tribune. Ils méritent de disparaître ! La France est déjà beaucoup trop peuplée.

Et puis, faire des gosses dans un monde aussi pourri, il faut être misanthrope au minimum.

Lu.

La Chine maintient sa position de premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 16 années consécutives. Selon les données publiées par l'Administration générale des douanes de Chine (General Administration of Customs, GAC) en décembre 2025, le volume total des échanges entre la Chine et l'Afrique au cours des 11 premiers mois de 2025 a atteint 314 milliards de dollars, soit 17,8% de plus qu'au cours de la même période l'année dernière.

Ensemble, la Chine et l'Afrique représentent un tiers de la population mondiale.

France.

Totalitarisme. En famille. Les GAFAM dirigent la France.

Taxe GAFAM : comment la France a cédé aux pressions américaines - franceinfo.fr 16 janvier 2026

Tout commence fin octobre 2025, alors que le Parlement français examine en première lecture le projet de loi de finances pour 2026. Parmi les amendements débattus figure l'augmentation de la taxe sur les services numériques, instaurée en 2019 pour imposer les géants du secteur – Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft – notamment sur leurs revenus publicitaires réalisés en France.

Plusieurs parlementaires de bords politiques différents, dont le député macroniste Jean-René Cazeneuve (Ensemble pour la République), proposent de faire passer la taxe sur les GAFAM de 3 à 15 %. L'objectif est clair : contraindre ces multinationales, structurellement sous-imposées, à contribuer davantage à l'impôt sur le territoire français.

Le 27 octobre 2025, le puissant Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants – compétent en matière de commerce international et de droits de douane – publie un communiqué au ton martial : “*l'augmentation proposée par la France constituerait une attaque injustifiée contre les entreprises numériques américaines*”. Les élus américains menacent Paris de “*représailles agressives*”.

Dès le lendemain, le ministre de l'Économie et des Finances Roland Lescure monte à la tribune de l'Assemblée : “*Soyez prudents, je vous en conjure. Il faut être conscient que quand on rentre dans un match, on rentre dans un match. L'audace c'est bien, la tête dans le mur c'est moins bien*”, lance-t-il aux députés, évoquant explicitement le risque de sanctions commerciales américaines, notamment sur les vins et spiritueux. Dans l'hémicycle, les huées fusent : “*Vous avez peur*”, “*Le match, on l'a déjà perdu*”. “*Non, on ne l'a pas perdu*”, répond le ministre. Pourtant, le jour même, Jean-René Cazeneuve retire son amendement à 15 %, et se rabat sur un texte de compromis, qui prévoit une hausse de la taxe à 6 %. L'amendement est adopté. Preuve qu'une majorité existe.

Mais pour Washington, 6% de hausse, c'est encore trop. Le 25 novembre, les élus du Congrès américain, dans une lettre officielle que la cellule investigation s'est procurée(Nouvelle fenêtre), expriment leur “*vive inquiétude*” face aux “*actions récentes de la France*”, et appellent le président Donald Trump à réagir de manière “*ferme*” en activant l'arme fatale de la loi américaine sur le commerce, la fameuse “*section 301*” qui permet aux Etats-Unis de prendre des sanctions unilatérales contre d'autres pays en cas de différents commerciaux.

Pour le vote en deuxième lecture, le député Jean-René Cazeneuve assume de ne pas avoir redéposé son amendement, après discussion avec le gouvernement : “*J'aurais préféré qu'on augmente cette taxe, mais il y a un président américain capable de réactions imprévisibles et violentes. Si demain il y a des représailles américaines, qui en assumera la responsabilité ?*”

Pour le vote en deuxième lecture, le député Jean-René Cazeneuve assume de ne pas avoir redéposé son amendement, après discussion avec le gouvernement : “*J'aurais préféré qu'on augmente cette taxe, mais il y a un président américain capable de réactions imprévisibles et violentes. Si demain il y a des représailles américaines, qui en assumera la responsabilité ?*”

Les députés des autres groupes à l'origine d'amendements similaires expriment leur déception. Pour Aurélien Le Coq (LFI), le message est limpide : “*Une majorité existait pour taxer davantage des multinationales très profitables mais peu imposées en France. Le recours à des mesures de rétorsion contre des filières sans lien avec le numérique relève du chantage pur et simple, et rien ne justifie d'y céder.*” Même son de cloche chez le député Arnaud Bonnet (EELV) pour qui “*le gouvernement active des inquiétudes et des peurs au lieu de penser les accompagnements de décisions indispensables à notre souveraineté*”.

Etats-Unis.

Trump annonce que tout pays commerçant avec l'Iran sera frappé de droits de douane de 25% - french.almanar.com.lb 13 janvier 2026

Donald Trump, qui continue à envisager l'option militaire contre l'Iran, a annoncé lundi que tout pays commerçant avec Téhéran serait frappé de droits de douane de 25% par les Etats-Unis.

La Chine est le principal partenaire commercial de l'Iran.

« *Cette décision est définitive* » et « *prend effet immédiatement* », a dit le président américain sur son réseau Truth Social.

Iran, Russie, Somalie: les États-Unis gèlent les procédures de visas pour 75 pays - BFMTV/AFP 14 janvier 2026

Les États-Unis ont annoncé mercredi 14 janvier le gel de toutes les procédures de visas pour 75 pays, dans le cadre de la lutte contre l'immigration lancée par Donald Trump depuis son retour au pouvoir.

Selon la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt sur le site internet de la chaîne Fox News, la mesure s'applique aux visas d'immigration et concerne entre autres les demandes de ressortissants de Somalie, de Russie, d'Afghanistan, du Brésil, d'Iran, d'Irak, d'Egypte, du Nigeria, de Thaïlande et du Yémen.

Le département d'État a déclaré lundi avoir révoqué plus de 100.000 visas depuis le retour de Trump, un record en un an.

Le mois dernier, le ministère de la Sécurité intérieure a déclaré que l'administration Trump avait expulsé plus de 605.000 personnes et que 2,5 millions d'autres étaient parties de leur propre chef.

Cette dernière mesure n'affecte pas les visas de tourisme ou d'affaires, bien que l'administration Trump se soit engagée à vérifier l'historique des réseaux sociaux de tous les demandeurs.

Palestine occupée.

Malgré le cessez-le-feu, Israël continue les démolitions à Gaza - Courrier International 13 janvier 2026

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu avec le Hamas, Israël a démolri plus de 2 500 immeubles dans la bande de Gaza, a rapporté *The New York Times* le 12 janvier, s'appuyant sur l'analyse d'images satellite. L'État hébreu “affirme détruire des tunnels et des logements piégés”, relate le quotidien new-yorkais. Une justification contestée.

“*Beaucoup de Palestiniens accusent Israël de raser des quartiers entiers, sans égard pour leurs anciens habitants ou leurs propriétaires.*”

Selon le *New York Times*, “*dans l'est de la bande de Gaza, au sein des territoires sous contrôle israélien, les images satellitaires révèlent que des pâtés de maisons entiers ont été effacés depuis le cessez-le-feu, ainsi que de vastes étendues agricoles et des serres*”.

“La plupart des démolitions depuis le début du cessez-le-feu ont eu lieu dans [les] territoires sous contrôle israélien”, ceux où l’État hébreu a accepté de retirer ses troupes il y a trois mois, situés le long de la frontière et délimités par une ligne jaune. “Des dizaines d’immeubles ont toutefois été détruits au-delà de la ligne jaune, dans des territoires sous contrôle effectif du Hamas”, ajoute le New York Times, images satellitaires à l’appui.

La légitimité du génocide doit être totale ou ne doit souffrir aucune faille.

J-C - Il ne faut pas que les collégiens sachent que la Palestine est occupée depuis 1947 (ou bien avant par les Britanniques), et que les Palestiniens sont en situation de légitime défense. Tous rampent comme des cancrelats devant les sionistes nazis, à commencer par Macron évidemment.

7-Octobre: critiqué par Emmanuel Macron, un manuel parascolaire rappelé par Hachette - AFP 14 janvier 2026

Un manuel de révision parascolaire de l’éditeur Hachette a été rappelé après une polémique sur sa présentation des attaques du Hamas du 7 octobre 2023 en Israël et, plus particulièrement, l’usage des mots « *colons juifs* » (Oui, ce sont des colonisateurs et ils n’ont rien affaire en Palestine. - J-C)

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé mercredi un manuel parascolaire "*intolérable*", qui "*falsifie les faits*" au sujet des "*attentats terroristes et antisémites du Hamas du 7 octobre*" 2023 en Israël, tandis que la maison d’édition Hachette a parallèlement reconnu un "*contenu erroné*" et rappelé les ouvrages concernés. (Un soulèvement populaire armé légitime contre l’occupant, voilà la vérité et non un "*attentat terroriste et antisémite du Hamas*" qui relève de la falsification idéologique de l’histoire. – J-C)

Le numéro un français de l'édition, passé sous le contrôle du milliardaire ultraconservateur Vincent Bolloré fin 2023, a précisé qu'une enquête interne avait été "*ouverte pour déterminer les raisons qui ont conduit à une telle erreur*".

La Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) avait alerté mardi soir sur ce manuel de révision du baccalauréat dans lequel il est écrit: "*En octobre 2023, à la suite de la mort de plus de 1.200 colons juifs lors d'une série d'attaques du Hamas, Israël décide de renforcer son blocus économique et d'envahir une grande partie de la Bande de Gaza, entraînant une crise humanitaire de grande ampleur dans la région*".

"Est-ce trop demander à un éditeur de renom que de prévenir ce genre de dérives confusionnistes et négationnistes?", avait ajouté sur X la Licra.

"Ce narratif constitue une falsification de l'Histoire et une forme inacceptable de légitimation du terrorisme du Hamas, que cet ouvrage omet précisément de qualifier d'organisation terroriste", a dénoncé Yonathan Arfi, le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) dans un message sur X.

"Hachette Livre annonce ce jour, et avec effet immédiat, le rappel de trois ouvrages de révision parascolaire intitulés +Objectif Bac Terminal+ qui contiennent un contenu erroné sur les événements du 7 octobre. Hachette Livre comprend l'émotion suscitée et tient à présenter ses

"excuses quant à ce contenu erroné présent sur une page de ces ouvrages", a réagi mercredi la maison d'édition dans un communiqué.

"Je tiens personnellement à présenter mes excuses auprès de tous ceux qui ont pu se sentir blessés à juste titre", a ajouté son PDG, Arnaud Lagardère, cité par le communiqué. Il s'en est entretenu mercredi matin avec Yonathan Arfi.

Iran.

Par AFP - fr.timesofisrael.com 20 avril 2023

Réza Pahlavi, le fils du dernier chah d'Iran, a plaidé mercredi en Israël pour un soutien international « maximal » au combat du peuple iranien « pour la liberté » contre les autorités de la République islamique.

Sa visite très médiatisée en Israël, à l'invitation du gouvernement de Benyamin Netanyahu, marque un tournant. Il s'y affiche aux côtés de responsables israéliens de droite et d'extrême droite, se rend au Mur occidental et appelle publiquement à une normalisation future entre l'Iran et Israël après la chute du régime islamique.

« Je suis ici pour explorer la façon dont nous pouvons coopérer en vue d'aider le peuple iranien dans sa campagne pour la liberté », a déclaré M. Pahlavi lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv avec la ministre israélienne du Renseignement, Gila Gamliel, à l'occasion de sa première visite en Israël. fr.timesofisrael.com 20 avril 2023

Le visage inacceptable des manifestations en Iran - Nate Bear 13 janvier 2026

Il existe un visage acceptable de la protestation en Iran, au Venezuela et dans la myriade d'autres pays ciblés par les tentatives occidentales de changement de régime, et il existe un visage inacceptable.

En tant que consommateur de médias occidentaux, vous verrez toujours le visage acceptable.

Vous devriez savoir de quoi je parle, car nous avons été abreuves d'un flot continu de ce visage acceptable en provenance d'Iran ces derniers jours. Les personnes manifestant contre le gouvernement iranien, celles scandant des slogans antigouvernementaux, celles brûlant des photos des dirigeants iraniens.

Inversement, en tant que consommateur de médias occidentaux, vous ne verrez jamais le visage inacceptable.

Vous ne verrez jamais les manifestations pro-gouvernementales, les personnes scandant leur soutien à leur gouvernement et leur opposition à l'impérialisme, les personnes brûlant des photos des élites nationales exilées qui se prétendent les dirigeants légitimes du pays.

Vous ne verrez jamais les immenses marches dans les villes iraniennes défendant le gouvernement et la révolution.

Vous ne verrez jamais d'images de jeunes femmes brûlant des photos de Reza Pahlavi, le prince exilé et fils du Shah corrompu renversé par la révolution, qui se prétend le sauveur du pays.

Vous ne verrez jamais d'images de la jeune femme qualifiant Reza Pahlavi de « *chien que nous avons chassé d'Iran et qui ne doit jamais revenir* ».

Pour un esprit occidental, ces jeunes femmes iraniennes pourraient tout simplement ne pas exister.

Vous ne verrez jamais ces images car Pahlavi est l'homme de l'Occident, celui qui livrerait le pays à l'Occident et collaborerait avec Israël et les sionistes, comme son père l'a fait.

Les seuls jeunes Iraniens (et les femmes en particulier) que les médias occidentaux nous permettent de voir sont ceux qui s'intègrent parfaitement dans un récit impérialiste.

Vous ne verrez jamais ceux qui protestent contre la résurrection du spectacle grotesque de la monarchie.

Ces visages sont bannis des médias occidentaux.

Et la raison devrait être évidente. Montrer des Iraniens défendant leurs dirigeants actuels et s'opposant à un retour à la monarchie ne sert aucun objectif impérialiste.

Les images que nous voyons sont délibérément choisies pour nous préparer à la violence impérialiste et au changement de régime.

Lorsque les missiles commenceront à être lancés par des avions de chasse et des navires de guerre américains, il sera impératif de comprendre que les Iraniens le souhaitent.

Lorsque le dirigeant soutenu par l'Occident montera sur le trône (littéralement, comme ce serait le cas en Iran), il sera impératif de considérer cela comme une victoire pour le peuple.

On n'explique jamais de quel peuple il s'agit.

Il en va de même pour le Venezuela.

Nous n'avons pas vu la moindre image des vastes manifestations d'une semaine en défense de Maduro à travers le Venezuela sur nos écrans.

On ne saurait jamais que des millions de personnes en Iran, au Venezuela, à Cuba ou dans la myriade d'autres pays figurant sur la liste des pays ciblés par un changement de régime ne souhaitent pas la chute de leurs gouvernements.

On ne saurait jamais que des millions de personnes ne veulent pas de changement de régime, et surtout pas par une intervention occidentale, car elles possèdent une qualité rare, voire inexistante en Occident : une conscience révolutionnaire.

L'Iran et le Venezuela d'aujourd'hui sont tous deux le produit d'une révolution qui a chassé les élites dirigeantes corrompues alignées sur les dirigeants occidentaux néolibéraux.

La Révolution iranienne de la fin des années 70 et la Révolution bolivarienne des années 90 étaient des révoltes populaires qui ont rassemblé des couches sociales disparates.

Les gens savent ce qu'ils ont enduré pour les réaliser.

Ils savent qui est le véritable ennemi.

Ce contexte sera toujours totalement omis par les partisans du changement de régime au sein des médias et de la classe politique occidentaux.

De même que tout contexte impliquant l'Occident dans l'incitation aux troubles.

L'exemple le plus évident de cette situation, où les États-Unis et les pays occidentaux créent les conditions des troubles et du chaos, sont les sanctions punitives imposées aux pays non alignés du Sud.

Les sanctions américaines et occidentales contre le Venezuela, l'Iran et tous les pays ciblés par un changement de régime impérialiste ont eu un impact dévastateur sur la vie des gens ordinaires. Et cette dévastation est l'objectif, parfois même explicitement déclaré. En 2019, le secrétaire d'État de l'époque, Mike Pompeo, a déclaré sur CBS News : « *Nos sanctions aggravent considérablement la situation du peuple iranien et nous sommes convaincus que cela les incitera à se soulever contre le régime.* »

Les sanctions contre l'Iran ont provoqué de graves pénuries de médicaments, notamment de traitements contre le cancer, et ont rendu les produits de première nécessité de plus en plus chers pour les Iraniens ordinaires. Il en va de même pour le Venezuela, où, comme en Iran, les sanctions ont été délibérément conçues pour paralyser l'économie.

Chine.

La Chine a enregistré un excédent commercial record de 1 200 milliards de dollars en 2025 - Euronews 14 janvier 2026

L'excédent commercial de la Chine a atteint un niveau record de près de 1 200 milliards de dollars (1 031 milliards d'euros) l'année dernière, a annoncé Pékin mercredi, les exportations vers d'autres pays ayant compensé le ralentissement des expéditions vers les États-Unis au cours d'une année agitée pour le commerce mondial.

Les exportations chinoises ont augmenté de 5,5 % en 2025 pour atteindre 3,77 billions de dollars (3,6 billions d'euros), mais les importations sont restées stables à 2,58 billions de dollars (environ 2,49 billions d'euros), soit une augmentation sur l'ensemble de l'année d'environ 20 % par rapport à 2024 selon The Times of India .

Selon les données des douanes, l'excédent a été stimulé par des gains commerciaux en décembre, les exportations ayant augmenté de 6,6 % par rapport à l'année précédente

Les économistes s'attendent à ce que les exportations continuent à soutenir l'économie chinoise cette année, malgré les frictions commerciales et les tensions géopolitiques.

Depuis que le président américain Donald Trump est revenu à la Maison Blanche et a intensifié sa bataille commerciale avec la deuxième économie mondiale, les exportations de la Chine vers les États-Unis ont diminué de 11 % en 2025.

En revanche, les ventes vers d'autres marchés d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Europe ont plus que compensé cette réduction.

Selon les analystes, la forte demande mondiale de puces électroniques et d'autres appareils, ainsi que de matériaux nécessaires à leur fabrication, a largement soutenu les exportations chinoises.

Dans le détail, les exportations de voitures ont bondi de 19,4 %, les livraisons de véhicules 100 % électriques enregistrant une hausse de près de 50 %, ce qui permet à la Chine de rester le premier exportateur automobile mondial pour la troisième année consécutive.

Mais de façon plus prosaïque, la faiblesse relative du yuan a aussi stimulé la compétitivité des exportations. Si la monnaie chinoise s'est légèrement appréciée face au dollar, elle a perdu plus de 7 % de sa valeur face à l'euro l'an dernier. Euronews et Courrier international 14 janvier 2026

Ukraine.

Echo.

- Poutine : Kiev et ses alliés ne sont pas prêts à une paix durable, contrairement à la Russie - RT 15 janv. 2026

- Trump accuse Zelensky de l'échec du règlement du conflit en Ukraine - RT 15 janv. 2026

Interrogé par Reuters sur les raisons pour lesquelles les efforts américains n'ont pas permis de régler le conflit en Ukraine, Donald Trump a répondu par deux mots : Volodymyr Zelensky. Il a ensuite affirmé que Vladimir Poutine serait prêt à conclure un accord, contrairement au dirigeant ukrainien.

Russie.

Moscou met en garde contre une nouvelle agression militaire en Iran et dénonce l'ingérence étrangère 13 janv. 202

La Russie condamne fermement toute ingérence étrangère dans les processus politiques internes de l'Iran, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, le 13 janvier. Elle a qualifié d'inacceptables les menaces de Washington de lancer de nouvelles frappes militaires sur le territoire iranien.

« *Ceux qui envisagent d'exploiter les troubles provoqués de l'étranger pour servir de prétexte à une réitération de l'agression commise contre l'Iran en juin 2025 doivent prendre la pleine mesure des conséquences désastreuses de ces actes pour la situation au Proche et au Moyen-Orient, ainsi que pour la sécurité internationale dans son ensemble. De même, nous rejetons fermement les tentatives éhontées de faire chanter les partenaires de l'Iran par la hausse des droits de douane* », a-t-elle souligné.

Selon la porte-parole de la diplomatie russe, les sanctions illégales imposées par l'Occident à l'Iran depuis de nombreuses années entravent le développement du pays, et les forces extérieures hostiles à l'Iran tentent d'utiliser les tensions sociales croissantes pour déstabiliser et détruire le pays en recourant à des méthodes de « *révolutions colorées* ».

Les manifestations pro-gouvernementales démontrent l'échec des plans visant à déstabiliser l'Iran

Néanmoins, l'évolution de la situation politique interne en Iran, ainsi que le recul des manifestations observé ces derniers jours, permettent d'espérer une stabilisation progressive de la situation, a souligné Zakharova. « *Les manifestations de milliers d'Iraniens en soutien à la souveraineté de la République islamique assurent l'échec des complots de ceux qui ne peuvent tolérer l'existence sur la scène internationale d'États capables de mener une politique étrangère indépendante et de choisir leurs amis par eux-mêmes* », a-t-elle ajouté.

La Russie et le Burkina Faso scellent un partenariat stratégique pour l'enseignement supérieur et la science - RT 13 janv. 2026

La Russie et le Burkina Faso renforcent leurs liens universitaires grâce à la signature d'un protocole d'accord dans les domaines de l'enseignement supérieur et des sciences. Le document a été signé le 12 janvier par la directrice exécutive du Centre de la diplomatie publique de la Russie, Natalia Krassovskaïa, et le ministre burkinabè de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Adjima Thiombiano.

Cet accord permettra aux deux pays de développer et de mettre en œuvre conjointement des programmes de mobilité académique pour les étudiants, les chercheurs et les enseignants. Le Centre de diplomatie publique a souligné que le mémorandum prévoit la coordination des efforts des deux parties pour développer des projets éducatifs russes au Burkina Faso, en particulier le retour de la langue russe comme matière scolaire dans les écoles du pays. L'une des étapes les plus importantes dans cette direction devrait être l'ouverture d'un département de langue russe à l'École Normale Supérieure (ENS) pour la formation des enseignants du secondaire.

Adjima Thiombiano a souligné la volonté de « *faire de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique un vecteur d'émancipation, de coopération et de souveraineté* ». Natalia Krassovskaïa a pour sa part indiqué que la convention, « *guidée par la responsabilité, l'égalité et le respect mutuel, va permettre de bâtir un pont solide dans le domaine de l'enseignement supérieur et des sciences* ».

Introduction d'une formation en ingénierie et d'un enseignement ciblé

Lors de la réunion, le Centre de diplomatie publique et le Consortium des universités russes ont également annoncé leur intention de développer la coopération avec les pays africains dans la mise en œuvre de programmes d'enseignement technique dans les écoles et les universités du Burkina Faso. Adjima Thiombiano a souligné l'importance capitale de cette initiative pour atteindre la

souveraineté technologique et renforcer l'économie nationale, et s'est déclaré prêt à apporter son soutien total aux initiatives du Centre de diplomatie publique.

En outre, les deux parties ont discuté des options permettant de garantir aux étudiants déjà inscrits aux cours du Centre de diplomatie publique et du Consortium un emploi auprès d'employeurs potentiels au Burkina Faso. Le communiqué a souligné que la formation ciblée, qui prévoit le versement de bourses supplémentaires et un emploi garanti, augmente considérablement la motivation des étudiants à étudier et permet d'ajuster le programme à la pratique, afin d'acquérir des compétences qui seront certainement recherchées à l'avenir.

Outre l'éducation, le partenariat entre la Russie et le Burkina Faso se reflète dans de nombreux domaines, dont celui de l'énergie. En novembre dernier, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Karamoko Jean-Marie Traoré, a présenté l'accord de coopération signé avec la société d'État russe Rosatom, qui vise le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sur le territoire burkinabè.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 janvier 2026

Bulletin de santé.

Je suis toujours malade. Je pourrais être victime d'un manque d'exercice combiné à une anxiété exacerbée due à la tournure que prend la situation mondiale en l'absence de toute opposition organisée digne de ce nom, bref, ce serait à la fois physique et psychosomatique sans qu'aucun organe ne soit touché, d'ailleurs je ne ressens aucune douleur dans les poumons ou ailleurs.

Les crises ont lieu la nuit essentiellement, du coup je fais des nuits blanches, je dors à peine quelques heures par nuit au mieux. J'avais un peu repris la cigarette et le café, et cela fait une semaine que je ne fume plus qu'une clope le soir et je ne bois plus du tout de café. J'essaie de me soigner avec des infusions et en respirant des huiles essentielles entre autres. J'ai réduit ma ration alimentaire, je ne fais que deux repas légers par jour, et je ne maigris pas d'un kilo ! Je fais surtout des exercices respiratoires profonds qui me soulagent.

Depuis deux jours, le matin je n'ouvre plus l'ordinateur et je jardine un peu, cela me détend aussi. Je fais quelques pas et gestes lents, et je m'arrête tous les 15 minutes, je m'assois, j'ai la bouche très sèche, je bois un grand verre d'eau. Le simple fait de me tenir debout me demande un effort respiratoire, je fatigue sans rien faire. Si je parle cinq minutes, je dois me reposer un quart d'heure, c'est très pénible, je me sens très diminué. Le cœur et le cerveau tiennent, jusqu'à quand, je l'ignore et je m'en fous.

Le fait d'avoir cette petite activité m'a fait du bien. La nuit dernière, je me suis relevé au bout d'une heure et demie, une fois la crise passée, impossible de redormir, trop de tension. J'ai installé dans le bureau un fauteuil très confortable en rotin façon chaise-longue, un coussin et un gros oreiller. Je me suis étendu, et dix minutes plus tard je me suis endormi sans m'en apercevoir. Une heure plus tard, je me suis réveillé, je me sentais bien. Je suis reparti me coucher, et là j'ai dormi deux heures d'affilées, légère crise, nouveau sommeil pendant deux heures. Je m'étais couché tôt, à 22h30, je me suis lever à 7h45 à peu près reposé et sans crise, contrairement à tous les matins où j'avais le droit à une crise aussi carabinée que le soir.

Pour autant, je n'ai pas fait le mariolle, j'ai déjeuné léger, mais en avalant de travers un morceau de cake, j'ai failli m'étouffer, j'ai tout expulsé violemment sur la table en hurlant, je suffoquais. Il m'a fallu du temps pour reprendre ma respiration, j'ai bien cru une fois de plus que j'allais y passer. Tout le corps était tendu, la tête bourdonnait, le pouls s'accélérat, le cœur battait la chamade, les jambes fléchissaient, j'ai ressenti une douleur dans le bas du dos et dans la poitrine, je haletais désespérément à la recherche d'oxygène, il ne fallait pas que je m'effondre. J'eus toutes les peines du monde à faire mon exercice respiratoire habituel, c'est ce qui devait me sauver une fois de plus, ce que je vous raconte ne s'invente pas, n'est-ce pas ?

Ensuite je suis allé dans le jardin parler à mes arbres. C'est moi qui les ai plantés, je les ai vus pousser, ils font partie de ma famille. On en a plein de choses en commun, je les soigne et ils me le rendent bien. La nature est généreuse, plus que les hommes qui sont égoïstes par-dessus tout. Au bout d'une heure, je suis parti faire des courses en scooter, en roulant, avec la vitesse l'air pénètre rapidement par le nez ce qui représente un apport d'oxygène important, donc cela me soulage. Même si je fatigue, je me sens relativement bien, c'est ce qui me permet de tenir, sinon je ne pourrais pas marcher et faire tous ces gestes, je suffoquerais.

Toujours est-il que l'ensemble de ces petits exercices m'ont fait un grand bien. Le reste de la journée s'est passé normalement, sans crise, il y a donc une nette amélioration par rapport aux jours précédents qui étaient critiques ou franchement inquiétants, pour tout dire, je me voyais mourir. Mourir je m'en fous, c'est souffrir le martyr que je ne supporte pas, c'est injuste, à bas l'injustice, vive le socialisme !

Quand vous lisez les causeries, vous n'imagineriez le calvaire que je vis. Si après ce que viens de vous raconter, il y avait un qui doutait de mes intentions ou qui remettait en cause mon engagement politique, je le buterais !

Forum économique mondial de Davos.

Correction.

Larry Fink le président de BlackRock n'est plus le président (par intérim) du Forum économique mondial comme je l'avais mentionné dans une causerie, c'est le Norvégien Borge Brende qui a été nommé à ce poste.

FranceInfo - Trump sera "*accompagné de la plus grande délégation américaine*" ayant jamais fait le déplacement dans la station de ski huppée des Alpes suisses, s'est félicité le patron du Forum économique mondial. "*Nous devons nous assurer que Donald Trump sera bien reçu et qu'il y aura un bon dialogue entre lui, son cabinet et les participants à Davos*", a ajouté Borge Brende, dans une interview au journal suisse *Le Temps*. Le président américain sera accompagné du chef de la diplomatie, Marco Rubio, du ministre des Finances, Scott Bessent, du ministre du Commerce, Howard Lutnick, ainsi que de nombreux dirigeants d'entreprises, dont les géants de la tech Nvidia et Microsoft. FranceInfo 19 janvier 2026

En s'attaquant à Maduro, c'est le socialisme qu'il incarne qu'ils visent, le prolétariat mondial.

Quoiqu'on pense de l'orientation politique de Maduro et Chavez, ils incarnent la résistance à l'impérialisme américain... Je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà écrit pour justifier mon soutien à Maduro.

Ceux, qui à la pseudo gauche et extrême gauche ont adopté le récit de l'impérialisme américain sur Maduro, ils ont montré dans quel camp ils se situaient.

En visant le Venezuela, Trump veut atteindre Cuba qui bénéficie d'accords économiques spéciaux avec le Venezuela, dont la fourniture de pétrole à prix réduit en échange de services. C'est Rubio qui a lâché le morceau en déclarant qu'il se verrait bien président de Cuba dont il est originaire.

Une poignée de capitalistes possède autant de richesses que la moitié de la population mondiale. Capitalisme : Stop ou encore. La question tabou !

La fortune des milliardaires a atteint en 2025 "son plus haut niveau historique", dénonce Oxfam dans son nouveau rapport - franceinfo.fr 19 janvier 2026

Les années se suivent et se ressemblent en matière d'inégalités de patrimoine. Au niveau mondial, "*la fortune des milliardaires a augmenté de 81% depuis 2020*" et de 16% en 2025 pour atteindre "*son plus haut niveau historique : 18 300 milliards de dollars cumulés*", soit environ 15 760 milliards d'euros, selon un nouveau rapport de l'ONG Oxfam publié lundi 19 janvier, à l'occasion de l'ouverture du Forum économique mondial de Davos. A l'échelon national, "*les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies*", dans un pays de 69 millions d'habitants, affirme l'organisation.

Dans le monde, "*la barre des 3 000 milliardaires a été franchie pour la première fois en 2025*", pointe l'ONG, qui s'appuie entre autres sur le classement des richesses des milliardaires réalisé par le magazine Forbes. "*En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite que pendant les cinq années précédentes*", note Oxfam, soulignant que "*cette augmentation équivaut à la richesse totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité*". Elle calcule également qu'en France, il suffit de "vingt-quatre minutes en moyenne" pour qu'"*un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français, soit 42 438 euros*".

"Cette explosion des richesses de quelques-uns intervient alors que le niveau de pauvreté en France a atteint 15,4% en 2023 selon l'Insee, son plus haut niveau depuis trente ans", dénonce Oxfam. L'organisation relève que "*depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé*". L'ONG affirme que "*ce gain de plus de 220 milliards d'euros*" est "*concentré sur à peine 32 personnes*".

Lu.

La démocratie représentative, censée incarner « *Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* », est souvent capturée par des élites, des lobbies et des professionnels de la politique, menant à une trahison de la confiance populaire. Passer à une démocratie directe – où les citoyens décident sans intermédiaires, via des référendums numériques ou des assemblées locales – pourrait restaurer la souveraineté.

J-C – Ce qui est évoqué, ce sont les soviets de la Russie révolutionnaire ou quasiment la même chose ou son adaptation aux conditions du Venezuela initiée par Chavez et poursuivie par Maduro. Mais pour cela, soit il faut gagner les élections présidentielles et législatives, ce qui est impossible en occident, soit réaliser une révolution politique, encore faudrait-il qu'il existe le parti pour la conduire à la victoire.

Le témoignage qui brise la propagande du dictateur Trump et du narcotrafiquant Rubio.

Vidéo. «Tôt ou tard ils vous accuseront de trafic de drogue, vous, Chávez»

<https://www.youtube.com/watch?v=1W51ZJaj2D4>

Lu.

L'évolution des méthodes : du coup d'État à la guerre hybride

Depuis les années 2000, les méthodes ont évolué. Les coups d'État militaires classiques ont laissé place à des stratégies hybrides, combinant : sanctions économiques massives, soutien politique et médiatique à l'opposition, usage intensif des réseaux sociaux, cyber-opérations, actions clandestines ciblées.

Cette approche a été observée : en Serbie (2000), en Géorgie (2003), en Ukraine (2004, 2014), dans plusieurs pays du Moyen-Orient durant les «printemps arabes».

L'objectif n'est plus nécessairement de contrôler directement, mais de fragiliser durablement.

J-C - Il faut ajouter Bangladesh, Sri Lanka, Népal et peut-être d'autres que j'oublie.

Le totalitarisme, on y est !

J-C - Cela se passe en ce moment aux Etats-Unis, et ce n'est pas de la science-fiction.

Scott Ritter : compte bancaire à 0 ? par Scott Ritter

Aujourd'hui, ma banque, Citizens Bank, où j'étais client depuis 26 ans, m'a annoncé la fin de notre relation bancaire. Mes comptes ont été vidés sans explication. Même si je peux espérer récupérer cet argent un jour, les raisons de cette décision restent un mystère, soulevant de nombreuses questions relatives aux libertés individuelles. Je suis privé de mes services bancaires.

J'ai récemment tenté d'utiliser ma carte de débit bancaire. Je l'utilise régulièrement comme principal moyen de paiement depuis des années.

Elle a été refusée.

Lorsque ma femme a consulté l'application bancaire en ligne que nous utilisons pour nos opérations mobiles, elle a constaté avec stupeur que nos comptes courant et épargne étaient à zéro.

Nous n'avions littéralement plus un sou.

<https://www.cielvoile.fr/2026/01/scott-ritter-compte-bancaire-a-0.html>

Mark Bray, historien américain menacé de mort pour ses travaux sur l'antifascisme et réfugié en Espagne - RFI 18 janvier 2026

La décision de fuir les États-Unis a été prise en 24 heures. Menacé de mort par l'extrême droite, Mark Bray, professeur à l'université Rutgers du New Jersey, sa femme et leurs deux enfants résident depuis octobre dernier en Espagne.

« Mon adresse avait été publiée sur X, la situation politique se dégradait de plus en plus et puis, notre réservation des vols pour venir ici a mystérieusement été annulée. Je me sentais de plus en plus désespéré de quitter les États-Unis », explique Mark Bray.

Spécialiste de l'antifascisme, il a dédié un ouvrage à ce mouvement désormais considéré comme « terroriste » par Donald Trump : « *Mais je ne regrette pas de l'avoir publié, car il s'est avéré être un ouvrage précieux pour ceux qui réfléchissent à la manière de résister à Trump et au fascisme en général, et j'en suis fier* », ajoute Marc Bray. RFI 18 janvier 2026

Comment fonctionne leur machine de guerre psychologique à l'heure de moyens de communication moderne

J-C - Je vais aborder un aspect qui n'est pas traité ici.

Sous un régime totalitaire, les médias et la société du spectacle combinent leurs efforts pour remplir le temps de cerveau disponible jusqu'à l'asphyxie. Personne n'est obligé de les consulter. De nos jours il faut sérieusement manquer de discernement ou d'esprit critique, pour encore se connecter aux médias mainstream télévisuels, radiophoniques ou à la presse écrite, pour ne pas dire qu'il faut avoir un grain !

C'est valable aussi pour les médias dits alternatifs qui complètent le dispositif d'abrutissement général.

Il suffit d'ouvrir un blog comme Réseau International pour en avoir une idée assez précise, ouvrez tous les articles qu'ils publient en une journée seulement, vous vous rendrez compte que 90 à 95% sont bons à jeter. Dans la plupart des blogs, parmi les articles proposés aux lecteurs, au minimum 50% ne présentent pas un intérêt suffisant pour qu'on s'y arrête. C'est à peu près le temps que l'on perd chaque fois qu'on se connecte sur Internet à des médias mainstream, des supports d'information ou des médias dits sociaux.

Ils ne veulent pas que les travailleurs se posent les bonnes questions, il ne faut pas qu'elles leur viennent à l'esprit, il faut qu'ils croient qu'il n'existe aucune issue politique, aucune alternative au capitalisme.

Comment peut-on aborder dans un article la guerre psychologique et idéologique que mène la classe dominante contre les masses, en ignorant son origine et ses objectifs ? Quand on ne se situe pas sur le terrain de la lutte de classe et qu'on se détourne du socialisme, forcément le récit qu'on nous conte est incomplet ou il ne répond pas aux questions fondamentales que se posent tous les travailleurs : Pourquoi vivons-nous dans une société aussi injuste et cruelle, n'existerait-il pas un moyen d'y

mettre fin, lequel ? Au lieu de cela, on continue de leur faire croire qu'il n'en existe pas, autrement dit, ce genre d'article sert les mêmes intérêts que ceux qu'il dénonce.

Combien de lecteurs vont s'en apercevoir. J'ai lu les 18 commentaires de lecteurs qui suivaient cet article, la réponse est aucun ! Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'au lieu de passer du temps à lire ces articles, vous feriez mieux d'aller à la rencontre des travailleurs, militer, pour peu que vous ayez un idéal, à part le socialisme, je n'en vois pas d'autre.

Ils parlent fort pour que plus personne ne pense par Mounir Kilani

Jamais l'espace public occidental n'a été aussi saturé de discours.

Jamais les plateaux n'ont autant parlé.

Jamais les experts n'ont autant commenté, analysé, moralisé.

Et pourtant, jamais le réel n'a été aussi difficile à nommer clairement, à penser à voix haute.

Ce paradoxe n'est pas un accident.

Il est la nouvelle mécanique du pouvoir : le spectacle, ce discours ininterrompu que l'ordre présent tient sur lui-même, son monologue élogieux permanent.

Il ne se nourrit plus du silence imposé, mais d'une prolifération de paroles qui noie, submerge, parle à ta place – jusqu'à l'asphyxie intellectuelle.

Nous n'avons plus affaire à la censure qui bâillonne.

Nous faisons face à la censure qui parle pour toi, qui parle avant toi, qui parle plus fort que toi.

Jamais censure n'a été plus parfaite.

L'opinion n'est plus autorisée à se faire connaître quand il s'agit d'un choix qui affecte la vie réelle.

La Censure Parlante

La parole est devenue le premier champ de bataille.

Dans les conflits d'aujourd'hui, la guerre ne commence plus sur le terrain.

Elle commence sur les plateaux, dans les studios climatisés, derrière des micros à 3000 euros.

Éditorialistes, experts autoproposés, commentateurs permanents : leur mission n'est pas d'informer.

Elle est de définir le cadre moral dans lequel le réel sera autorisé à être perçu.

De décider ce qu'il est permis de penser quand on regarde les images des destructions – car le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre personnes, médiatisé par des images.

La guerre n'est plus une tragédie.

Elle devient une nécessité. Une obligation. Parfois même un devoir moral.

Celui qui la soutient est du «bon côté de l'Histoire».

Celui qui la questionne devient suspect, complice, traître.

Le doute, autrefois vertu intellectuelle, est désormais une tache morale, un sceau d'infamie.

Quand la guerre devient posture éthique, toute critique devient immorale par définition – le spectacle expose alors l'essence de toute idéologie : l'appauvrissement, l'asservissement et la négation de la vie réelle.

L'irresponsabilité protégée

Les promoteurs de l'escalade ne risquent rien.

Ils ne seront ni mobilisés, ni déplacés, ni endeuillés.

Ils n'auront jamais à gratter la terre pour y descendre un fils de 19 ans, un frère, un voisin.

Ils peuvent hurler «il faut en finir !» le matin et commenter un match ou une série le soir.

La mort qu'ils célèbrent n'entre jamais dans leur salon.

Ils ont le luxe de l'indignation sans le prix du sang.

C'est leur irresponsabilité fondamentale.

Non pas une faute personnelle, mais une irresponsabilité institutionnelle du spectacle.

La guerre moderne a inventé une figure nouvelle :

Le combattant verbal à risque zéro.

Il peut appeler à la guerre, se tromper, soutenir des stratégies désastreuses – sans jamais en payer le prix ni rendre de comptes.

Il déclare la guerre depuis un studio climatisé... et rentre dîner avec ses enfants

– pendant que, sur un plateau du soir, un éditorialiste chevronné martèle que «*l'escalade est inévitable*» et que «*nous devons frapper plus fort*» – avant de passer au commentaire d'un match de foot ou d'une série Netflix, sans que sa vie, son quartier ou son avenir familial n'en soient jamais affectés.

– pendant que le spectacle organise partout l'incertitude et la fausse conscience du temps.

Le réel existe toujours

Les morts sont là.

Les destructions sont documentées.

Les déplacements de population sont connus.

Mais certaines conclusions deviennent impossibles à formuler publiquement.

On peut évoquer les victimes.

Pas l'inutilité stratégique de la guerre.

On peut parler de souffrances.

Pas de responsabilité politique directe.

On peut déplorer.

Pas remettre en cause.

Ce n'est pas l'information qui manque.

C'est la permission de relier les points.

Ainsi se met en place une censure d'un type nouveau :

La censure par délégitimation morale.

Les mots existent encore, mais ils deviennent toxiques.

Les prononcer expose immédiatement à l'étiquetage, à l'amalgame, à l'exclusion symbolique – parfois à la ruine économique.

Dire que la prolongation du conflit pourrait coûter des dizaines de milliers de vies supplémentaires sans gain stratégique décisif ? Vous voilà taxé de «*complice de l'agresseur*» ou de «*pacifiste naïf*».

Questionner l'utilité d'armer jusqu'au bout une partie sans perspective de victoire ? Vous passez instantanément du côté des «*traîtres à l'Europe*» ou des «*idiots utiles*».

Évoquer l'inutilité stratégique de certaines opérations prolongées, ou le bilan humain disproportionné ? Immédiatement catalogué comme «*antisémite*» ou «*apologiste du terrorisme*», même quand on condamne les attaques initiales.

Neutraliser plutôt que convaincre

Dans ce système, le pouvoir ne cherche plus à convaincre.

Il neutralise.

Les voix dissidentes ne sont pas réfutées sur le fond.

Elles sont disqualifiées, isolées, asphyxiées financièrement.

Sanctions bancaires, déréférencement, interdictions professionnelles, pression sociale : la répression moderne est administrative, économique et sociale.

Elle ne vise pas à interdire la parole.

Elle vise à rendre son exercice invivable.

Le message implicite est limpide :

Vous pouvez parler, mais vous en assumerez seuls le coût – tandis que le spectacle produit la passivité généralisée et l'autocensure massive.

Le système huilé

Le système est désormais parfaitement huilé :

Élites médiatiques → narration morale obligatoire

Réalité → filtrée, fragmentée, aseptisée

Dissidence → neutralisée sans combat

Consensus artificiel → sacralisé comme unique horizon possible

Bilan comptable implacable

Ceux qui veulent la guerre → zéro facture

Ceux qui veulent la paix → tous les frais

C'est là que se situe la véritable responsabilité morale.

Non dans un crime visible, mais dans une architecture de la parole qui rend la violence acceptable, la critique suspecte, et la paix indécente.

Bilan du spectacle

Le pouvoir contemporain ne tue pas avec des balles.

Il tue avec des mots qui rendent les balles acceptables.

Et quand les derniers corps seront froids, il restera encore des plateaux pour expliquer pourquoi il n'y avait pas d'alternative – car le spectacle est le mauvais rêve de la société moderne enchaînée, qui n'exprime finalement que son désir de dormir.

Pourtant, le réel existe toujours.

Il saigne, il hurle en silence, il refuse l'oubli.

Tant qu'il respire encore, un autre récit reste possible – non par miracle, mais par obstination brute face à la machine qui veut tout noyer.

Lire aussi.

La guerre de Washington contre l'Iran : l'importance de défendre l'espace informationnel –

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2026/guerre_informationnelle.pdf

Capitalisme : Stop ou encore ?

Vidéo. Les guerres mondiales : des affaires comptables.

Depuis le début du XIXe siècle, les guerres mondiales sont l'outil privilégié des grandes instances financières mondiales pour préserver le pouvoir de quelques familles et clans sur l'humanité. Dans cette vidéo documentaire (22 minutes), il apparaît parfaitement que la conjoncture actuelle est pensée et organisée par ces clans comptables.

https://odysee.com/@EurasiaPerspective:c/Les_guerres_mondiales_des_affaires_comptables:b?src=embed

Lu.

«Chaque fois que les États-Unis «sauvent» un peuple, ils le laissent dans un état de folie ou de cimetière».

Cette phrase d'Eduardo Galeano décrit les enfers des peuples dont la richesse en ressources naturelles ou les positions géographiques stratégiques font d'eux la cible de la voracité américaine, qui s'attaque sans discrimination – sous le prétexte fallacieux d'apporter une aide humanitaire ou d'appliquer la justice – tout en pillant impitoyablement des territoires et en détruisant des populations.

En 1913, l'intervention des États-Unis au Mexique a été déterminante pour l'assassinat du président Francisco I. Madero et pour l'accord conclu entre Victoriano Huerta et le président américain Woodrow Wilson, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Henry Lane Wilson, visant à renverser le premier gouvernement démocratique du Mexique et ainsi tenter de garantir les intérêts économiques américains, notamment le pétrole.

En 1951, Jacobo Árbenz, homme de gauche, fut élu président du Guatemala lors des premières élections au suffrage universel de l'histoire du pays. Il mena une réforme agraire qui affecta la United Fruit Company, une puissante multinationale américaine propriétaire d'environ 40% des terres guatémaltèques et qui dominait l'économie et la politique du pays en contrôlant également les chemins de fer, les ports et les communications.

Au plus fort de la Guerre froide, les États-Unis accusèrent Árbenz de collusion avec l'Union soviétique, lancèrent l'opération PBSUCCESS pour orchestrer un coup d'État et réaffirmèrent leurs

intérêts politiques et économiques. Une junte militaire pro-Washington, dirigée par le général Carlos Castillo Armas, s'empara du pouvoir, déclenchant une guerre civile qui dura près de quarante ans.

En République dominicaine, Juan Bosch, un social-démocrate de gauche, a remporté les élections de 1962 après l'assassinat du dictateur Rafael Leónidas Trujillo – arrivé au pouvoir grâce au soutien des États-Unis et l'ayant perdu en raison de l'érosion du soutien de l'empire – et le coup d'État contre Joaquín Balaguer, le successeur de Leónidas.

Juan Bosch fut renversé sept mois après son entrée en fonction par un coup d'État militaire qui déclencha une guerre civile entre les forces armées et les constitutionnalistes qui lui étaient fidèles. Anticipant le retour au pouvoir de Bosch, les États-Unis lancèrent l'opération Power Pack, déployant des milliers de soldats américains pour reprendre le contrôle du pays. L'occupation américaine dura 17 mois et aboutit à l'installation d'un gouvernement aligné sur la Maison-Blanche.

La création du Panama est le fruit de l'interventionnisme américain. En 1903, les États-Unis envoyèrent des navires de guerre soutenir les groupes séparatistes qui luttaient pour ne pas être rattachés à la Colombie. Cette intervention permit aux États-Unis de prendre le contrôle du canal de Panama au moment de l'indépendance du pays. Quatre-vingt-dix ans plus tard, la Maison-Blanche intervint de nouveau en renversant son ancien collaborateur, Manuel Noriega, qu'elle accusait de trafic de drogue. Ce fut un nouvel exemple du double jeu auquel se livrent les États-Unis pour défendre leurs intérêts.

Des documents déclassifiés des services de renseignement américains confirment l'implication des États-Unis dans le coup d'État contre Salvador Allende au Chili. En 1973, une junte militaire dirigée par Augusto Pinochet, avec le soutien des États-Unis, a assassiné le président démocratiquement élu, instaurant une dictature qui a fait disparaître des dissidents et les a torturés, transformant le Chili en un cimetière sous l'égide de la politique interventionniste américaine.

En 1964, le président brésilien de gauche João Goulart fut renversé par un coup d'État soutenu par les États-Unis, qui installa un gouvernement militaire resté au pouvoir jusqu'aux années 1980.

Venezuela.

Bolivar Infos - Pour la deuxième année consécutive, le pays est à la tête de la croissance de l'économie réelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon le récent rapport de la CEPAL qui est estimé une expansion de 9 % à la fin de 2025.

Malgré la perte de 99 % des revenus du pétrole à cause des mesures coercitives latérales, ils ont réussi à produire leur propre aliments. Le marché national a déjà 90 % de produits de fabrication propres. Ce chiffre cette donnée a été fournie par Ítalo Atencio, président de l'association nationale des supermarchés et des Auto-services (ANSA) en octobre 2025.

Selon les données officielles, fin 2025, il y a une croissance de 34 % des ventes et de la consommation. Pour combattre la guerre économique, le Gouvernement a travaillé dur à un mécanisme d'indexation pour protéger le salaire.

Enfin, ce qu'on cherche à détruire n'est pas seulement un ensemble de ressources matérielles mais quelque chose de plus profond : un processus de construction du pouvoir populaire qui défie le capitalisme digital et inhumain. En 2025, 4 consultations nationales trimestrielles ont été réalisées et 33 000 projets populaires ont été approuvés et financés dans le cadre du modèle de démocratie participative et agissante issu de la vision de Hugo Chávez qui a été envisagé dans le Livre Bleu. 49 000 conseils communaux et 4 100 communes (organes de participation, d'organisation de gestion dans les communautés) font partie de ce système.

C'est contre cette expérience qu'on s'élève, c'est pourquoi on crée, ces jours-ci, notre récit : celui de rue vide et d'un peuple mobile, mais depuis l'attaque et même les mois précédent, des mobilisations quotidiennes organisé par des femmes, des travailleurs, des communs, des organisations sociales, tous architecte de la démocratie participative, qui existe au Venezuela, se succèdent à Caracas et dans tout le pays.

La dispute pour le Venezuela est, dans une large mesure, une dispute pour le sens. Appeler enlèvement ce qui est un enlèvement, agression ce qui est une agression et souveraineté ce qui est souveraineté n'est pas un geste rhétorique, c'est une façon de donner une réponse à une situation dans laquelle la guerre est totale.

Venezuela : Nous avons confiance en Delcy Rodriguez, affirme Maduro - Bolivar Infos 14 Janvier 2026

Le député à l'Assemblée nationale Nicolas Maduro Guerra transmis mardi un message de son père, le président du Venezuela, Nicholas Maduro, illégalement détenu à New York, avec la première dame, Cilia Flores, après qu'ils étaient enlevés par des forces des États-Unis, le 3 janvier dernier. Pendant cette attaque terroriste, des avions étasuniens ont bombardé Caracas et d'autres points du pays et fait au moins 100 morts et autant de blessés.

Dans ce message, le chef de l'État exprime sa fermeté, son soutien inconditionnel à la présidente par intérim Delcy Rodriguez et sa confiance dans l'équipe de gouvernement.

« Hier, nous avons eu un message de lui et un message d'elle : ils nous disent qu'ils sont fermes et forts, qu'ils savent le rôle qu'ils doivent jouer dans la lutte, qu'ils ont la conscience tranquille et foi en Dieu et dans le peuple du Venezuela. Ils ont confiance en Delcy, dans l'équipe qu'elle dirige et en nous. C'est le message qu'il nous ont envoyé hier, » a déclaré Maduro Guerra lors d'une mobilisation du secteur des transports à Caracas.

Venezuela : La présidente par intérim a parlé avec Donald Trump - Bolivar Infos 15 Janvier 2026

La présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez, a confirmer mercredi 14 janvier, qu'elle avait eu une conversation téléphonique « longue, productive et courtoise » avec le président des États-Unis, Donald Trump, alors que le président constitutionnel Nicolas Maduro est toujours séquestré à New York depuis le 3 janvier.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, Rodriguez souligne que le dialogue s'est déroulé dans « *un cadre de respect mutuel* » et a abordé « *un ordre du jour de travail bilatéral au bénéfice de nos peuples, ainsi que des affaires en cours* », entre les deux Gouvernements.

La présidente a fait cette déclaration après que Donald Trump ait informé la presse d'une « *grande conversation* », avec la dirigeante vénézuélienne, sans donner plus de détails sur son contenu. Trump, qui s'est exprimé positivement sur Rodriguez à diverses occasions, a soutenu que c'est « *une personne formidable* » et que son Gouvernement a « *très bien travaillé* » avec elle.

Ces échanges se déroulent dans un contexte de haute tension créé par l'attaque militaire exécuté par les États-Unis, le 3 janvier, contre le territoire vénézuélien dans laquelle au moins 100 personnes ont été assassinées. Cette opération, sous prétexte de lutte contre le narco-terrorisme, s'est achevée par l'enlèvement du président Nicolas Maduro et de la première dame Cilia Flores quand t'étais transféré illégalement aux États-Unis. Delcy Rodriguez a assumé la présidence par intérim le 5 janvier après l'enlèvement de Maduro.

La semaine dernière, Trump avait affirmé aux médias que lui et son équipe s'entendaient « *extrêmement bien avec les personnes qui dirigent le Venezuela* ». Il n'avait pas écarté une réunion avec la dirigeante actuelle, mais avait déclaré avec insistance qu'il contrôlait le destin de la nation bolivarienne et en était même arrivé à publier une image sur laquelle il s'auto-proclamait « *président par intérim* » du Venezuela.

Face à de telles affirmations, Delcy Rodriguez avait réaffirmé lundi dernier 12 janvier son autorité et la légitimité du Gouvernement vénézuélien : « *J'ai vu des caricatures sur Wikipédia disant qui commande au Venezuela. Bon, ici, il y a un Gouvernement qui commande au Venezuela, ici il y a une présidente par intérim, et il y a un président qui est otage aux États-Unis,* » avait-elle déclaré en évoquant la situation de Nicolas Maduro.

Les deux fascistes, Trump et Machado, se partagent le prix Nobel de la Guerre.

“*J'ai remis au président des États-Unis la médaille du prix Nobel de la paix*”, a déclaré Machado aux journalistes, qualifiant ce geste de “*reconnaissance de son engagement unique en faveur de notre liberté*”.

Machado, 58 ans, est une ingénierie devenue leader de l'opposition. Les tribunaux l'ont empêchée de se présenter à l'élection présidentielle de 2024 en lui infligeant une interdiction électorale de 15 ans, en raison de son implication dans un complot de corruption lié à Juan Guaidó qui a mené à un blocus criminel et à la saisie des avoirs du Venezuela à l'étranger.

Elle se présente comme la figure de proue de l'opposition, prônant des “*réformes démocratiques*” tout en entretenant des liens étroits avec Israël et l'Occident.

Machado a toujours exprimé sa forte affiliation avec Israël. En avril 2024, lors des attaques israéliennes contre l'Iran, elle a qualifié la réponse de l'Iran d’“*inacceptable*” et a exprimé sa solidarité avec l'État occupant d'Israël et ses colons. Elle a souligné que les relations diplomatiques du Venezuela avec l'Iran constituent un “*danger mondial*” potentiel, présentant sa position pro-israélienne comme faisant partie d'une stratégie destinée à renforcer l'alignement du Venezuela avec l'Occident.

En janvier 2025, elle a remercié le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Sa'ar, pour “*son soutien à la souveraineté et à la situation électorale du Venezuela*”.

Machado a déclaré publiquement que si elle est élue présidente, elle rétablira des relations diplomatiques complètes avec Israël, y compris le transfert éventuel de l’ambassade du Venezuela à Jérusalem, la capitale palestinienne occupée.

Des documents datant de 2018 révèlent que Machado a invité le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, actuellement sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI pour crimes de guerre à Gaza, à envisager une intervention militaire au Venezuela.

- Cette femme vient d'une bonne citoyenneté vénézuélienne. En avril 2002, elle a participé activement au coup d'État contre le président démocratiquement élu Hugo Chavez. Pendant ces courts jours, elle signe le fameux décret Carmona qui tentait d'abroger la constitution démocratique (voté lors d'un référendum démocratique) d'un coup de plume.

En tant que leader de l'opposition de droite, elle a appelé à plusieurs reprises les États-Unis à envahir l'armée vénézuélienne... Son programme économique ne laisse rien de clair. Elle préconise un programme complet de privatisation et propose de négocier une restructuration de la dette publique et l'échange d'une partie de celle-ci contre des biens immobiliers et des actions dans des entreprises gouvernementales.

Machado amoureux de la paix ? Plutôt un guerrier capitaliste de l'impérialisme.

Le but de ce prix Nobel est essentiellement de légitimer un nouveau coup d'État pro-impérialiste au Venezuela.

- Le Comité Nobel norvégien a décrit Machado comme « *une militante courageuse et engagée de la paix [...] une femme qui maintient la flamme de la démocratie allumée dans une obscurité croissante* ». Sans surprise, le détecteur d'IA ZeroGPT conclut que ce verbiage et une grande partie du reste de la déclaration ont été copiés-collés à partir de ChatGPT.

La championne des « *élections libres et équitables* » est un instrument des opérations de changement de régime menées par les États-Unis depuis près d'un quart de siècle. En avril 2002, elle s'est précipitée au palais présidentiel de Miraflores à Caracas pour se joindre à la tentative de renversement du président vénézuélien Hugo Chávez, élu par le peuple, par l'armée et les grandes entreprises, et a signé le tristement célèbre décret Carmona en faveur du coup d'État.

Peu après, Machado a lancé son ONG Súmate afin d'organiser des actions violentes de déstabilisation soutenues par les États-Unis et financées par le National Endowment for Democracy (NED), une agence créée pour mener à bien les opérations politiques autrefois exécutées par la CIA.

Cette héroïne de la lutte pour une « *transition pacifique vers la démocratie* » salue ouvertement l'agression militaire américaine et collabore directement avec Washington sur des plans de répression post-changement de régime de tous ceux qui s'opposent à l'intervention de Washington.

Comme l'a reconnu le *New York Times* la semaine dernière, « le groupe qui soutient le recours à la force est dirigé par Maria Corina Machado ». *Le Times* ajoute : « *L'un des conseillers de Mme Machado, Pedro Urruchurtu, a déclaré qu'elle coordonnait ses actions avec l'administration Trump et qu'elle avait un plan pour les 100 premières heures suivant la chute de M. Maduro. Ce plan prévoit la participation d'alliés internationaux*, a-t-il déclaré, “en particulier les États-Unis” ». On peut être certain que ces 100 heures seraient tout aussi sanglantes que celles qui ont suivi les coups d'État au Chili en 1973 et en Argentine en 1976.

Récemment, Machado s'est exprimée sur *Fox News* pour approuver le renforcement militaire américain en cours dans les Caraïbes et les massacres extrajudiciaires de pêcheurs accusés sans preuve de travailler pour des cartels prétendument liés à Maduro.

« *Je tiens à dire à quel point nous sommes reconnaissants au président Trump et à son administration d'avoir pris en main la tragédie que traverse le Venezuela* », a-t-elle déclaré. « *Maduro a fait du Venezuela la plus grande menace pour la sécurité nationale des États-Unis et la stabilité de la région.* »

Aux côtés de personnalités telles que la première ministre italienne Giorgia Meloni et l'Argentin Milei, Machado est signataire de la charte du « *Forum de Madrid* » lancée par le parti fasciste espagnol VOX, qu'elle compte parmi ses plus proches alliés, au même titre que l'AfD en Allemagne.

Machado est une championne des politiques de « *libre marché* », en particulier de la privatisation de la compagnie pétrolière nationale PDVSA, dont la propriété publique a été maintenue par un large éventail de partis bourgeois depuis les années 1970. Elle a approuvé le programme économique de « *thérapie de choc* » de Milei, dans lequel la « *liberté* » signifie la liberté totale des grandes entreprises pour éliminer les dépenses sociales et exploiter la classe ouvrière sans aucune restriction ni réglementation.

Descendante d'une dynastie oligarchique vénézuélienne, sa politique d'extrême droite a toujours été animée par la haine de la classe ouvrière et de toute remise en cause des inégalités sociales. Sur cette base, elle a soutenu les sanctions américaines paralysantes qui, en 2020, auraient causé quelque 100 000 décès supplémentaires, tout en forçant des millions de personnes à fuir le pays. Elle est également restée silencieuse sur les politiques punitives anti-immigrés menées par l'administration Trump à l'encontre de centaines de milliers de Vénézuéliens qui ont cherché refuge aux États-Unis.

Machado a appelé à plusieurs reprises l'armée vénézuélienne à jouer le rôle d'arbitre politique ultime du pays, indiquant clairement que tout régime qu'elle dirigerait prendrait dès le premier jour la forme d'une dictature militaire, déterminée à écraser toute opposition à ses politiques économiques et sociales extrêmement impopulaires.

Les arguments démagogiques ou dogmatiques avancés par l'extrême gauche qui se réclame du trotskysme pour justifier son refus d'appeler à la libération de Maduro et son épouse ou refuser d'appeler à un soutien inconditionnel du Venezuela, profitent évidemment à ses ennemis, aux Etats-Unis.

Leur rhétorique a pour vertu de diviser les opposants à l'impérialisme américain, à croire que telle est leur fonction ou intention réelle.

- "Les gouvernements nationalistes bourgeois dirigés par Hugo Chávez et Nicolás Maduro au Venezuela ont mené des nationalisations limitées et des programmes d'aide sociale, et ont cherché à obtenir de meilleures conditions de la part de l'impérialisme américain.

J-C - Cette caractérisation de "*gouvernements nationalistes bourgeois*" a une valeur accusatoire destinée aux jeunes ou aux militants qui auraient des aspirations révolutionnaires, une manière comme une autre de leur dire que Chavez et Maduro n'étaient pas vraiment fréquentables, de là à penser que les accusations de leurs ennemis étaient fondées il n'y a qu'un pas pour justifier le refus de les soutenir, c'est ainsi que ceux qui recourent aux méthodes des gauchistes font le jeu de la réaction. Pour autant, leur caractérisation n'est pas erronée, elle est simplement déplacée ou employée à mauvais escient, elle est destinée à nuire au camp du socialisme, ce qui est inexcusable, condamnable.

- Cependant, avec l'aide de leurs acolytes staliniens, sociaux-démocrates et pablistes, ces gouvernements ont entretenu l'illusion qu'il était possible d'obtenir des avancées sociales et démocratiques durables pour les travailleurs et les paysans pauvres et de s'opposer à l'oppression impérialiste sur la base d'un programme nationaliste, sans renverser le capitalisme.

J-C - On croirait entendre les dirigeants bolcheviks opposés à l'insurrection d'octobre 1917, parce qu'ils savaient qu'une fois au pouvoir, la situation économique catastrophique ne permettrait pas de répondre à la plupart des revendications sociales du prolétariat russe, il valait mieux encore renoncer et laisser la bourgeoisie gouvernée. Les conditions économiques et politiques n'ont jamais permis de renverser le capitalisme au Venezuela, nulle part ailleurs dans le monde. Ces petits-bourgeois prennent leurs désirs pour la réalité, c'est inexcusable. Qu'auraient-ils de Lénine et la NEP ?

- Comme au Chili, où le coup d'État de Pinochet en 1973 a renversé le président nationaliste de gauche Salvador Allende, et dans de nombreux autres pays, ces illusions n'ont servi qu'à désarmer politiquement et physiquement les travailleurs avant le passage des élites dirigeantes à la dictature fasciste.

J-C - Salvador Allende a commis de graves erreurs politiques, mais ce n'est pas la seule explication à sa chute. L'absence de maturité politique des masses chiliennes est tout autant responsable de la tournure dramatique que prirent les évènements conduisant à son assassinat par la junte militaire, de plus, s'il avait armé le prolétariat au lieu de nommé Pinochet à la tête de l'armée le 23 août 1973, rien ne dit que la guerre civile aurait été remportée par les forces progressistes ou démocratiques au Chili ou que le coup d'Etat de Pinochet aurait échoué. Pour affirmer le contraire, il faudrait prouver que les masses auraient été en mesure de réaliser une révolution politique, avec Allende à sa tête ou en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire lié au masse, ce n'est pas sérieux.

- Seule l'unité des travailleurs du Venezuela, avec ceux du reste de l'Amérique latine, des États-Unis et du monde entier, armés d'une perspective socialiste et révolutionnaire, peut arrêter la marche vers la guerre mondiale et la dictature fasciste, et ouvrir la voie à une paix, une démocratie et une égalité sociale véritables."

J-C - Cause toujours, en l'absence d'un parti socialiste révolutionnaire et d'une Internationale, on ne voit pas comment les travailleurs pourraient adopter spontanément "*une perspective socialiste et révolutionnaire*", cela n'a jamais existé, prétendre le contraire serait une illusion trompeuse. En attendant, on fait quoi, on laisse tomber Maduro parce qu'il ne nous plaît pas, on laisse le champ libre à la réaction, à la fasciste Machado ? On se demande où ont la tête ceux qui se disent d'extrême gauche.

Vous comprenez pourquoi j'en étais arrivé à la conclusion, qu'il fallait construire un nouveau courant et parti ouvrier socialiste révolutionnaire, parce que tous les courants politiques existant au sein du mouvement ouvrier nous ont trahi, ce n'est pas nouveau, là c'est du flagrant délit.

Combat contre la mystification climatique.

Lu.

Une nouvelle analyse des températures révèle que de 1979 à 2025, les 39 modèles climatiques du CMIP6 prévoient un réchauffement des tropiques supérieur à celui observé. Les satellites montrent un réchauffement d'environ $0,16^{\circ}\text{C}$ par décennie. Alors que les modèles se regroupent au-dessus de $0,30^{\circ}\text{C}$ par décennie. Ce n'est pas de l'incertitude. Il s'agit d'un échec systématique de la modélisation climatique.

Évolution des températures de l'air (1979-2025) et leur comparaison avec les modèles. Cela invalide les modèles qui postulent que l'effet des gaz à effet de serre se produit dans la haute troposphère tropicale engendrant le «*point chaud tropical*»

<https://drroyspencer.com/2026/01/tropical-tropospheric-temperature-trends-1979-2025-the-epic-climate-model-failure-continues/>

La sensibilité climatique des modèles varie d'un facteur trois, une disparité qui persiste depuis plus de 30 ans. Cette disparité s'explique principalement par les différences entre les modèles concernant les processus de convection humide (nuages et vapeur d'eau), qui induisent des rétroactions positives.

Si les modélisateurs parvenaient à comprendre pourquoi leur traitement de la convection humide est erroné, les modèles produiraient alors un réchauffement plus conforme aux observations et plus cohérent entre eux.

Une grande partie de l'alarmisme climatique provient de publications scientifiques biaisées en faveur (1) des modèles qui produisent le réchauffement le plus important et (2) des augmentations excessives des émissions de GES («scénarios SSP») qu'elles supposent pour les projections climatiques les plus pessimistes.

Le GIEC n'aura fait qu'exploiter depuis 37 ans l'impossibilité d'avoir des données réelles sur les hypothèses de leurs modèles. Mais plus la science progresse, plus la supercherie devient évidente.

Le graphique provient du blog de Roy Spencer (mis à jour en janvier 2026), qui s'appuie sur des tabulations de John Christy. Il compare les tendances linéaires de température dans la troposphère tropicale (couche moyenne à supérieure, souvent appelée TMT ou mid-troposphere) sur la période 1979-2025, entre :

- 39 modèles climatiques (principalement de l'ensemble CMIP6, barres rouges) ;
- Observations : radiosondes (moyenne de 3 datasets, barre verte $\sim 0,20^{\circ}\text{C}/\text{décennie}$), réanalyses (moyenne de 2 datasets, barre noire $\sim 0,18^{\circ}\text{C}/\text{décennie}$), et satellites (moyenne de 3 produits incluant UAH, RSS, NOAA, barre bleue $\sim 0,14^{\circ}\text{C}/\text{décennie}$).

Les modèles montrent des tendances allant de ~0.20 °C/décennie (les plus «froids») jusqu'à ~0.50 °C/décennie (les plus «chauds»), avec une grande majorité au-dessus de 0.30 °C/décennie. Les observations convergent autour de 0.14 à 0.20 °C/décennie, soit environ 2 à 3 fois moins que la moyenne des modèles ou que beaucoup d'entre eux. Oui, dans cette métrique spécifique (tropical tropospheric hotspot attendu), les modèles surestiment systématiquement le réchauffement observé depuis des décennies. Spencer et Christy soulignent cela depuis 2013 (avec des mises à jour régulières), et cette version 2026 confirme que la divergence persiste malgré l'ajout de données jusqu'en 2025. La cause invoquée : les modèles amplifient trop le réchauffement via un feedback positif excessif sur la vapeur d'eau et une convection tropicale mal représentée (thunderstorms qui «ventilent» la chaleur vers le haut moins efficacement que dans la réalité).

France.

Comment Ipsos BVA-CESI et La Tribune Dimanche font la promotion de l'extrême droite ou du fascisme et leur meilleur allié, Hollande.

Le locataire de l'Élysée est au plus bas, selon le baromètre mensuel Ipsos BVA-CESI publié par La Tribune Dimanche. - 20minutes.fr 18 janvier 2026

Dans ce sondage, Emmanuel Macron bat quant à lui des records d'impopularité, avec 18 % de jugements favorables, contre 79 % de défavorables soit 2 points de plus qu'en décembre. « Ce qui frappe, c'est la fragilité de son propre socle », observe Brice Teinturier, directeur général d'Ipsos BVA. Le chef de l'Etat perd en effet 10 points chez les sympathisants de Renaissance, du MoDem et d'Horizons, qui ne sont plus que 52 % à le soutenir.

J-C - Une preuve que la réaction se radicalise.

20minutes - Pour la présidentielle de 2027, le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, demeure la personnalité la plus populaire avec 35 % d'approbation (+ 2), suivi de près par Marine Le Pen à 33 % (+ 3).

Marion Maréchal se hisse à la troisième position du classement avec 23 % de bonnes opinions (+ 5), suivie par Gérald Darmanin (22 %, + 4), Gabriel Attal (22 %, + 3), Edouard Philippe (21 %, + 3) et Bruno Retailleau (18 %, + 1). A gauche, François Hollande arrive en tête à 18 % (+ 4). 20minutes.fr 18 janvier 2026

J-C – La raclure François Hollande en bonne compagnie, normal.

L'Union européenne et le Mercosur.

J-C - Pillage néocolonial et mise sous tutelle des services publics d'Amérique du Sud par les multinationales des puissances impérialistes occidentales.

L'Union européenne et le Mercosur signent un accord de libre-échange - AP 17 janvier 2026

L'Union européenne (UE) et les pays latino-américains du bloc Mercosur des pays d'Amérique du Sud ont officiellement signé samedi un accord de libre-échange historique, fruit de plus d'un quart de siècle de négociations laborieuses visant à renforcer les liens commerciaux face à la montée du protectionnisme et des tensions commerciales dans le monde.

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée dans la capitale du Paraguay, Asunción, marque une victoire géopolitique majeure pour l'UE à l'ère des droits de douane américains et de la montée en puissance des exportations chinoises, renforçant ainsi la présence du bloc dans une région riche en ressources et de plus en plus disputée par Washington et Pékin.

Elle envoie également le message que l'Amérique du Sud maintient des relations commerciales et diplomatiques diversifiées, même si le président américain Donald Trump revendique sa domination dans l'hémisphère occidental.

Après des décennies de retard, cet accord politiquement explosif doit encore franchir un dernier obstacle: la ratification par le Parlement européen. De puissants lobbies protectionnistes des deux côtés de l'Atlantique, en particulier les agriculteurs européens qui craignent un éventuel dumping des importations agricoles sud-américaines bon marché, cherchent depuis longtemps à faire échouer l'accord et pourraient encore bloquer sa mise en œuvre.

Bien que l'accord élimine plus de 90 % des droits de douane sur les biens et services entre les marchés européens et ceux du Mercosur, certains droits seront progressivement réduits sur une période de 10 à 15 ans et les principaux produits agricoles, comme le bœuf, seront soumis à des quotas stricts afin d'apaiser les craintes des agriculteurs européens.

Ces quotas, ainsi que les mesures de sauvegarde et les généreuses subventions de l'UE aux agriculteurs en difficulté financière, ont poussé l'Italie, puissance agricole, à franchir le pas au début du mois. La France, cependant, reste opposée à l'accord. AP 17 janvier 2026

Algérie.

L'Algérie lance un nouveau satellite d'observation depuis une base chinoise - RT 16 janv. 2026

Le général d'armée Saïd Chanegriha a supervisé, le 15 janvier au matin, depuis le site de la station terrestre de télédétection, le lancement du satellite « *Alsat-3A* » depuis la base spatiale de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine. Cette opération s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'Agence spatiale algérienne et la Société chinoise des sciences et technologies aérospatiales.

Etats-Unis.

Les huit pays (dont la France) que Donald Trump va sanctionner « jusqu'à l'achat du Groenland » - Le HuffPost 18 janvier 2026

Donald Trump passe à l'action, ciblant plusieurs pays européens contre lesquels il annonce de nouveaux droits de douane.

« *Le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande se sont rendus au Groenland dans un but inconnu. (...) Ces pays, qui se livrent à ce jeu très dangereux, ont pris un risque inacceptable* », a écrit ce samedi 17 janvier le président américain dans un long message sur son réseau Truth Social.

Concrètement, « *à partir du 1er février* », les huit pays européens se verront appliquer une surtaxe de 10 % sur leurs marchandises envoyées aux États-Unis, a écrit Donald Trump sur son réseau Truth Social. « *Le 1er juin 2026, les droits de douane seront portés à 25 %* » et ils s'appliqueront « *jusqu'à ce qu'un accord soit conclu pour la vente complète et intégrale du Groenland* », a-t-il affirmé.

« *Les menaces tarifaires sont inacceptables et n'ont pas leur place dans ce contexte. Les Européens y répondront de façon unie et coordonnée si elles étaient confirmées. Nous saurons faire respecter la souveraineté européenne* », a réagi Emmanuel Macron sur X.

Si elle venait à se concrétiser, cette escalade, créerait une situation de tension inédite pour l'OTAN, avec l'un de ses piliers ayant recours à des sanctions pour s'emparer d'un territoire rattaché à l'un de ses partenaires, État souverain et démocratique.

Depuis son retour au pouvoir, il y a un an, Donald Trump lorgne sur le Groenland, immense île arctique rattachée au Danemark, stratégique et aux riches sous-sols, mais peu peuplée. Il a assuré qu'il s'en emparerait « *d'une manière ou d'une autre* », avançant qu'une telle acquisition était nécessaire pour contrer selon lui les avancées russes et chinoises en Arctique.

Les propos du président américain interviennent alors que plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés ce samedi au Danemark et au Groenland pour dénoncer les ambitions territoriales américaines.

Dans le centre de Nuuk, la capitale groenlandaise, les milliers de manifestants, en présence de leur Premier ministre Jens-Frederik Nielsen, se sont retrouvés sous une pluie fine, arborant des casquettes estampillées « *Make America Go Away* » (« *Faites Partir les États-Unis* », détournement du slogan MAGA) et chantant des chants traditionnels inuits.

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Gaza : une frappe israélienne tue cinq personnes dont un commandant du Hamas - Euronews 16 janvier 2026

Donald Trump nomme Marco Rubio et Tony Blair à son Conseil de la paix pour Gaza - RFI 17 janvier 2026

L'émissaire spécial américain Steve Witkoff en fait aussi partie, tout comme le gendre du président américain Jared Kushner ou encore le président de la Banque mondiale Ajay Banga. La liste de sept personnalités – dont 5 Américains – composant ce que la Maison Blanche appelle le « *founding*

executive board » comprend aussi Marc Rowan, un milliardaire patron du fonds d'investissement Apollo Global Management, et Robert Gabriel, un conseiller de Donald Trump.

Le texte officialise aussi la nomination du diplomate bulgare Nickolay Mladenov en tant que Haut représentant pour Gaza, le général américain Jasper Jeffers dirigera la Force internationale de stabilisation dans le territoire palestinien.

Ce conseil aura pour mission de superviser un comité palestinien temporaire et apolitique composé de 15 technocrates.

En complément.

Euronews - La composition du "*conseil exécutif fondateur*" chargé de mettre en œuvre la vision américaine pour l'après-guerre à Gaza, notamment :

- Le secrétaire d'État Marco Rubio,
- L'envoyé spécial Steve Witkoff,
- Le gendre de Trump Jared Kushner,
- L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair,
- Le PDG d'Apollo Global Management Marc Rowan,
- Le président de la Banque mondiale Ajay Banga
- Et le conseiller adjoint de Trump pour la sécurité nationale Robert Gabriel.

L'ancien émissaire bulgare des Nations unies Nickolay Mladenov en sera le représentant.

Le comité comprend aussi un diplomate du Qatar, un chef des services de renseignement égyptien et le ministre des Affaires étrangères turc – tous ces pays ayant joué le rôle de médiateurs dans le cessez-le-feu – ainsi qu'un ministre des Émirats arabes unis. Euronews et AP 18 janvier 2026

Israël s'oppose à l'annonce de la composition du conseil de la paix pour Gaza - AP 18 janvier 2026

Le gouvernement israélien s'oppose à l'annonce faite par la Maison-Blanche concernant les membres du conseil de la paix qui superviseront les prochaines étapes du cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Dans une critique rare de son proche allié américain, le gouvernement israélien a déclaré que l'annonce de la composition du conseil de la paix «*n'avait pas été coordonnée avec Israël et allait à l'encontre de sa politique*».

Quelques minutes après la déclaration, le ministre israélien responsable de la sécurité nationale, l'extrémiste de droite, Itamar Ben-Gvir, a soutenu le premier ministre israélien dans une déclaration

et l'a exhorté à ordonner à l'armée de se préparer à reprendre la guerre. Le ministre des Finances Bezalel Smotrich, autre allié d'extrême droite de M. Nétanyahou, a déclaré sur les réseaux sociaux que « *les pays qui ont maintenu le Hamas en vie ne peuvent pas être ceux qui le remplacent* ».

Le Jihad islamique palestinien, deuxième groupe militant de Gaza après le Hamas, a également exprimé samedi dans un communiqué son mécontentement quant à la composition du comité de Gaza, affirmant qu'elle reflétait les demandes israéliennes.

Iran.

Ce qui résume bien les faits.

Lu - Les manifestations initialement liées au coût de la vie qui avaient commencé le 28 décembre ont été confisquées par des groupes d'émeutiers armés d'armes légères à feu, de poignards, d'épées et d'autres armes non létales et soutenus par les États-Unis, Israël et les puissances occidentales.

Un bref aperçu du matraquage médiatique du 16 janvier 2026.

- Massacres en Iran : ces ONG nous expliquent comment elles documentent la répression malgré le "black-out". - Le HuffPost
- Iran : la répression a étouffé les manifestations, de nouvelles arrestations ont eu lieu - France 24
- Iran: «*Les arrestations continuent, ils contrôlent tout le monde*» - RFI
- Iran: le fils du dernier chah assure que le pouvoir finira par "*tomber*" et affirme qu'il "*retournera*" en Iran - BFMTV
- Manifestations en Iran : Le fils de l'ancien shah d'Iran pense que le régime des mollahs finira par « *tomber* » - 20minutes.fr
- Au Conseil de sécurité de l'ONU, Washington se dit ouvert à une intervention militaire en Iran - euronews
- "C'est un crime contre l'humanité": Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran, répond à BFMTV, concernant les révoltes dans le pays - BFMTV
- Iran: la vague de protestation étouffée par la répression - AFP
- Manifestations en Iran, menaces américaines : pourquoi Pékin et Moscou sont-ils si discrets ? - Euronews
- En Iran, pourquoi le régime islamique attaque les manifestants en les rendant aveugles - Le HuffPost
- Iran : La vague de protestation face à la répression du régime des mollahs - France 24

- Crise en Iran : des Iraniens en exil entre désespoir et impuissance - AP
 - Selon M. Bolton, une intervention militaire américaine pourrait avoir un « *effet décisif* » en Iran - euronews
 - Iran : les images d'une morgue remplie de manifestants tués pendant la répression - 20minutes
 - En Iran, les familles des manifestants tués sont extorquées pour récupérer les corps - Courrier international
 - Iran: «*Notre volonté est de secouer les Nations unies et la communauté internationale*» - RFI
 - Manifestations en Iran : une répression à huis clos - France 24
 - Le neveu d'Ali Khamenei affirme que son oncle luttera jusqu'à sa "dernière goutte de sang" en Iran, à l'image "*des grands dictateurs*" de l'histoire - BFMTV
 - Manifestations en Iran : Le bilan de la répression s'alourdit, des exécutions de manifestants évitées... - 20minutes.fr/AFP 16 janvier 2026
-

Iran : une femme agent des renseignements étrangers arrêtée. Et 3000 émeutiers. 60 mille pièces d'armes saisies. Ce que les médias occidentaux ne montrent pas- french.almanar.com

L'article.

<https://french.almanar.com.lb/article/5032/>

Les vidéos de l'article.

Images d'obsèques à Machhad

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-video_2026-01-16_19-47-46_chahine_chahr.mp4.mp4

Aujourd'hui, la situation était normale dans la ville sainte de Machhad où les visiteurs se sont rendus au sanctuaire de l'imam Reza (s).

[https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-11_\(2\)_machhad_normale.mp4.mp4](https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-11_(2)_machhad_normale.mp4.mp4)

Dégâts causés par les émeutiers dans la ville de Chahine Chahr dans le gouvernorat d'Ispahan au centre.

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-4444_funeralles_vendredi.mp4.mp4

Les médias occidentaux ont occulté les attaques meurtrières perpétrées contre les policiers ou les citoyens

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/15-video_2026-01-15_11-56-14_tir_policier.mp4.mp4

Images d'attaque des émeutiers contre un vieux monsieur

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-IMG_2498_attaques_emeutes.MP4.mp4

Les policiers grièvement blessés dans les hôpitaux

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-video_2026-01-16_19-57-27_policier_lynche.mp4.mp4

Ils n'ont pas non plus montré que les émeutiers étaient armés et les types d'armements dont ils disposaient.

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-Ak7nQehekiH0HZje_armes.mp4.mp4

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-video_2026-01-16_19-49-41_armes.mp4.mp4

Pakistan et au Cachemire en Inde.

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-55_pakistan.mp4.mp4

https://mnrvids.oss-eu-central-1.aliyuncs.com/2026/January/news/reports/16-cachemire_iran.mp4.mp4

Chine.

À Pékin, le Premier ministre canadien salue un «nouveau partenariat» avec la Chine - RFI 16 janvier 2026

« *Le Canada et la Chine ont conclu un accord commercial préliminaire, mais historique, visant à éliminer les obstacles au commerce et à réduire les droits de douane. Le Canada s'attend à ce que la Chine réduise les droits de douane sur les graines de canola canadiennes d'ici au 1er mars* », a déclaré Mark Carney vendredi 16 janvier devant la presse lors de la première visite d'un chef de gouvernement canadien en Chine depuis huit ans. Le Premier ministre canadien a également annoncé que ses concitoyens pourront bientôt se rendre en Chine sans visa.

Pour la Chine, le timing est stratégique. Ciblée par les sanctions américaines, elle cherche à desserrer l'étau diplomatique et à montrer qu'elle n'est pas isolée, en se rapprochant d'un membre du G7. Les échanges entre les deux gouvernements pour « *restaurer et relancer la coopération dans différents domaines (...) ont produit des résultats positifs* », a déclaré ce vendredi, Xi Jinping.

Côté canadien, le calcul est tout aussi politique. Sous pression de Donald Trump, Ottawa cherche désormais à réduire sa dépendance économique aux États-Unis et à diversifier ses débouchés

commerciaux. Mark Carney réaffirme même la politique d'« *une seule Chine* », un signal fort dans le contexte actuel.

Un nouveau partenariat entre les deux pays contribuera à « *améliorer le système multilatéral, un système qui a été mis à rude épreuve ces dernières années* », a dit Mark Carney ce vendredi au début de ses discussions avec Xi Jinping. Les secteurs mis en avant - agriculture, énergie, finance, climat - correspondent aussi aux priorités chinoises : sécuriser ses approvisionnements et diversifier ses partenaires face aux pressions américaines.

« *Développer de manière saine et stable les relations sino-canadiennes sert les intérêts communs de nos deux pays et contribue à la paix, à la stabilité et à la prospérité mondiale* », a souligné le président chinois.

La Chine est la deuxième partenaire commerciale du Canada derrière les États-Unis.

En 2025, le volume des échanges entre les deux pays était de plus de 89 milliards de dollars.

Russie.

Lu.

Le 12 janvier, les forces russes ont pris le contrôle de Stepnogorsk. C'est là que se situe le plus grand gisement de manganèse connu de la planète. Le manganèse est la ressource qui contrôle l'avenir de l'industrie mondiale, c'est en quelques sortes le squelette invisible de notre monde. Il entre abondamment dans la fabrication de l'acier auquel il donne sa résistance et sa dureté ; sans lui l'acier serait friable. Il est utilisé également dans les batteries des véhicules électriques et bien d'autres choses.

Le gisement de Stepnogorsk est estimé à 1,5 milliards de tonnes de minerai pour une valeur de 100 milliards de dollars.

Précédemment, le 1er décembre 2025, la ville de Pokrovsk avait été prise par l'armée russe. La mine de charbon à coke avait été évacuée depuis fin décembre 2024 en raison de l'avancée de l'armée russe. Cela met en péril toute l'industrie ukrainienne car le charbon à coke entre, lui aussi, dans la fabrication de l'acier.

Un peu plus loin, le 1er juillet 2025, la Russie s'était emparée du gisement de lithium de Shevchenko. Ce site, le plus grand d'Europe, réputé pour sa qualité, renfermerait 1,2 million de tonnes de minerai à une profondeur favorable à l'exploitation commerciale : 150 à 200 mètres. Ce gisement avait été le premier à tomber aux mains de la Russie depuis la signature de l'accord minier entre Kiev et Washington. Cet accord, signé le 30 avril 2025, prévoit une aide militaire et financière massive à l'Ukraine contre un accès quasi exclusif pour les firmes étrangères aux ressources stratégiques de l'Ukraine, dans des conditions plus que favorables : redevances ridicules à l'État ukrainien et très peu d'impôts.

La Russie va lancer un réseau satellitaire en réponse au Starlink d'Elon Musk – RT 18 janv. 2026

La Russie va franchir une étape majeure dans sa stratégie d'indépendance technologique. À l'horizon 2027, une constellation de plus de 300 satellites sera en orbite autour de la Terre pour assurer une couverture internet haut débit sur l'ensemble du territoire, y compris les zones les plus isolées. Ce réseau satellitaire est présenté comme une alternative directe au Starlink d'Elon Musk.

Le projet a été dévoilé par le directeur de Roscosmos, Dmitri Bakanov, lors d'un reportage diffusé sur la chaîne russe Perviy Kanal. Il y a présenté un terminal conçu en Russie, capable d'assurer une connexion internet dans n'importe quelle région du monde. «*Il est très important d'assurer la connectivité dans tous les territoires non couverts par les réseaux au sol*», a-t-il déclaré. Selon Roscosmos, la production en série de ce matériel débutera dès cette année.

Des terminaux pour drones et des satellites pour la cartographie

En plus de la couverture internet globale, le programme russe comprend la production à grande échelle de terminaux de communication par satellite. Dmitri Bakanov a annoncé que 200 000 unités, destinées notamment à équiper les drones, seront fabriquées en Russie au cours de l'année 2026. Cette déclaration a été faite lors d'une exposition technologique à Moscou le 17 janvier, en présence du président Vladimir Poutine.

Le même jour, Roscosmos a également présenté un autre volet du projet : une série de satellites permettant l'observation de la Terre. Trois d'entre eux ont déjà été placés en orbite en décembre depuis le cosmodrome de Vostochny. D'ici 2031, 99 satellites supplémentaires viendront compléter cette composante, destinée à produire des cartes numériques de haute précision.

Selon Dmitri Bakanov, ces données permettront d'améliorer la navigation des drones et des véhicules autonomes. Contrairement au système Starlink, centré sur l'accès internet commercial, l'initiative russe repose sur une approche plus large : soutien aux technologies autonomes, observation terrestre, et transmission sécurisée des données.

Réponse directe à l'usage occidental de Starlink

Depuis 2022, le réseau Starlink s'est imposé comme un acteur incontournable des communications modernes, notamment en Ukraine, où plus de 50 000 terminaux ont été livrés selon les autorités locales. Ce système a permis d'assurer la transmission de données, le pilotage de drones et la coordination d'opérations sur de vastes zones. En 2023, Elon Musk déclarait que «*toute la ligne de front ukrainienne s'effondrerait*» si le service était désactivé.

Dans ce contexte, la Russie affirme sa volonté de disposer de ses propres infrastructures, indépendantes de tout contrôle extérieur. Le nouveau réseau satellitaire développé par Roscosmos représente une réponse stratégique, pensée pour garantir une maîtrise complète des communications, y compris dans les zones dépourvues d'accès.

Ce choix technologique s'inscrit dans une démarche de souveraineté à long terme, fondée sur l'innovation nationale. Selon Sergueï Boyarsky, président de la commission parlementaire sur la politique de l'information, cette infrastructure pourra également être proposée à des pays partenaires, dans un esprit de coopération et d'autonomie partagée.

Ukraine.

Lu.

Depuis le début de la guerre d'agression menée par l'UE et l'OTAN contre la Russie, «*l'UE et ses États membres ont apporté un soutien global de 193,3 milliards d'euros à l'Ukraine et aux Ukrainiens, dont 3,7 milliards d'euros provenant du produit de la vente d'actifs russes immobilisés*», a fait savoir la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Elle a, par ailleurs, stipulé que «*la Commission européenne a adopté [le 14 janvier] une série de propositions législatives visant à garantir un soutien financier continu à l'Ukraine en 2026 et 2027*», précisant que «*cet engagement financier prendra la forme d'un prêt à recours limité de 90 milliards d'euros à l'Ukraine pour les années 2026 et 2027 – connu sous le nom de Prêt de soutien à l'Ukraine*».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 janvier 2026

Ma retraite générale est passée à 281,81€ la complémentaire est d'environ 140€ je remercie les syndicats pour ce traitement de faveur !

Il y en a qui n'ont jamais cotisé à la SS et qui bénéficient du minimum vieillesse en guise de retraite, soit plus du double que moi qui ai cotisé 20 ans, je pense que cela doit correspondre à leur conception de la justice sociale et syndicalisme.

Ma santé s'améliore.

Une mystification qui a foiré.

En forte baisse, l'épidémie de mpox en Afrique n'est plus une «urgence sanitaire continentale», selon le CDC - RFI 23 janvier 2026

J-C - Un milliard de dollars a été dépensé pour soi-disant contenir cette épidémie instrumentalisée, car en réalité elle s'est éteinte naturellement, comme celle du Covid ou de la grippe...

Non, non, la surpopulation n'existe pas, elle n'est pas un problème. Vraiment ?

La pénurie d'eau est si dramatique et inquiétante que les scientifiques parlent désormais de « faillite hydrique » - Le HuffPost 21 janvier 2026

Le monde est entré dans une ère de « faillite hydrique », a alerté ce mardi 20 janvier un rapport de l'ONU.

« Les termes “stress hydrique” et “crise de l'eau” ne suffisent plus à décrire les nouvelles réalités mondiales », expliquent ces travaux de l'Institut de l'Université des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé.

Ces termes ont été « formulés comme des alertes concernant un avenir encore évitable », mais une « nouvelle phase » a été franchie et de nombreux systèmes hydriques ont été irrémédiablement dégradés, nécessitant une nouvelle classification, soulignent les chercheurs.

Pour décrire la nouvelle situation, le rapport propose donc le terme de « faillite hydrique ». Concrètement, cela signifie que des régions de la Planète bleue utilisent plus d'eau douce que la

nature est capable de renouveler, et que par ailleurs les dommages causés aux ressources naturelles (zones humides, nappes phréatiques...) « *deviennent difficiles à réparer* », définit le scientifique Kaveh Madani, qui a dirigé l'étude, dans le journal The Conversation.

Selon ce chercheur, ce stade de « *faillite hydrique* » a été atteint en raison de captages trop nombreux et volumineux dans les eaux souterraines, notamment pour l'agriculture, une activité responsable d'environ 70 % des prélevements mondiaux d'eau douce. « *Nous volons la part d'eau dont la nature a besoin* », souligne également Kaveh Madani. Mais cette situation d'endettement ne peut pas durer et la Terre ne peut plus répondre à nos demandes d'eau croissantes.

Résultat : les lacs rétrécissent et de plus en plus de grands fleuves ne se jettent plus dans la mer pendant certaines périodes de l'année. Les zones humides ont également disparu à grande échelle : environ 410 millions d'hectares – soit presque la superficie de l'Union européenne – n'existent plus depuis cinquante ans.

Autre signe de cette pénurie hydrique : environ 70 % des principales nappes phréatiques utilisées pour l'eau potable et l'irrigation connaissent un déclin à long terme.

Les crises de type « *Day Zero* », quand la demande en eau dépasse les ressources disponibles obligeant à fermer les robinets domestiques et à rationaliser strictement les usages, ont tendance à se multiplier dans les villes.

À cause de la pollution générée par les activités humaines (agricultures, transports, industrie...), l'eau douce est de plus en plus de mauvaise qualité.

Les conséquences sont visibles sur tous les continents habités, même si tous les pays ne sont pas, individuellement, en situation de pénurie d'eau, ajoute auprès de l'AFP le chercheur Kaveh Madani. « *Mais cela nous alerte sur le fait que de nombreux systèmes à travers le monde sont en situation de faillite* », et une refonte des politiques est nécessaire, affirme le directeur de l'institut, considéré comme le « *laboratoire d'idées sur l'eau* » des Nations Unies. « *Reconnaissons cette dure réalité dès aujourd'hui avant de causer des dommages irréversibles* ».

Le rapport, qui s'appuie sur des données et des statistiques existantes et est basé sur une version évaluée par des pairs, « *met en lumière une dure réalité : la crise mondiale de l'eau a atteint un point de non-retour* », estime pour sa part Tim Wainwright, directeur général de l'organisation caritative WaterAid.

Alors que seul 0,5 % de l'eau sur Terre est douce, utilisable et disponible, les auteurs de l'étude de l'ONU appellent à imposer des limites de consommation et à ne pas reporter la charge sur les générations futures.

Plus d'eau... mais trop d'alcool!

Chute historique de la demande d'alcool : les stocks des fabricants de spiritueux explosent - RT 19 janv. 2026

La demande de scotch, de whisky, de cognac et de tequila connaît actuellement une chute historique, entraînant une hausse considérable des stocks de boissons invendues. Selon un article du

Financial Times, publié le 18 janvier, les fabricants de boissons alcoolisées sont désormais contraints de stopper la production de leurs distilleries et de baisser drastiquement leurs prix afin de tenter d'écouler des stocks qui ne cessent de s'accumuler, jusqu'à atteindre 22 milliards de dollars de spiritueux en vieillissement. Il s'agit du niveau de stock le plus élevé depuis plus d'une décennie pour Diageo, Pernod Ricard, Campari, Brown-Forman et Rémy Cointreau, les plus grands producteurs mondiaux de boissons alcoolisées.

Lu.

420 milliards de dollars, c'est le « *marché* » du diabète aux USA en 2025. Voici le précieux marché américain du malade des glucides en quelques chiffres : 35 millions d'insuffisances rénales pour DaVita le leader de la dialyse, 140 millions de malades avec un diabète ou un prédiabète qui seront les clients à vie de l'industrie pharmaceutique pour les pilules et injections et enfin 150 000 amputations par an pour les chirurgiens. Le business du diabète est gros et en croissance.

Le nombre de personnes atteintes de diabète passé de 200 millions en 1990 à 830 millions en 2022 et 1 milliard probablement en 2030. Ce sont déjà 4 millions de personnes concernées rien qu'en France. J'ai coutume de dire que le diabète de type 2 est la maladie la plus bête du monde, puisqu'elle existe uniquement chez les personnes qui mangent trop de glucides !

ONG et média corrompus par l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Lu.

RSF est financée en partie par l'Open Society Foundations de George Soros, elle a reçu 700 000€ de 2017 à 2021, la contribution de l'Open society représentant 1/4 du budget de RSF en 2021

Selon un internaute, il faut ajouter :

- Le Center for a Free Cuba, le National Endowment for Democracy créé sous le gouvernement Ronald Reagan lors de l'opération White propaganda (propagande blanche), la Fondation Ford ou encore la Fondation de France et enfin d'institutions publiques françaises (9 %) comme le bureau du premier ministre, le Ministère des Affaires étrangères ou encore l'Organisation internationale de la francophonie.

Le président de RSF, Pierre Haski, ancien de Libé et fondateur du site d'extrême gauche Rue89, a révélé en 2018 avoir travaillé directement pour M. Soros dans le cadre d'une « *opération de surveillance du web* » dont le but était de mesurer une potentielle « *trumpisation* » à l'œuvre dans la vie politique française. Le même Pierre Haski commente tous les matins sur France Inter la politique internationale, avec une inclination européiste et atlantiste. causeur.fr et AFP 13 décembre 2025

J-C – On retrouve les mêmes fondations qui finançaient le mouvement altermondialiste ou le Forum social mondial, cela doit être juste une coïncidence...

Puisqu'on vous dit que Libération serait de gauche, c'est qu'il est forcément de droite !

- CheckNews, le site de questions-réponses de Libération, a en effet remporté le premier prix de l'innovation dans le fact-checking lancé par l'International Fact-Checking Network (IFCN). L'IFCN nous accorde ainsi une bourse de 50 000 dollars (42 331 euros), qui permettra à CheckNews de se développer à l'étranger.

Plus précisément, l'IFCN a reçu à l'automne dernier deux donations qui lui ont permis de développer son réseau. Un million de dollars a été donné par l'Omidyar Network (qui appartient au fondateur d'Ebay) et 300 000 dollars par l'Open Society Foundations. Les 50 000 dollars de la bourse Fact Forward, remportée par CheckNews, ont été financés par l'Omidyar Network comme l'écrit Poynter dans son communiqué sur le prix.

En résumé, Libération a bien reçu une bourse qui lui permettra de développer CheckNews à l'étranger. Elle nous sera versée par un organisme indépendant, qui reçoit des financements de l'Open Society Foundations de George Soros mais aussi de la Charles Koch Foundation. Et pour ce qui est spécifiquement de la bourse, elle est financée par l'Omidyar Network. Libération.fr 21 mai 2017

Forum économique mondial de Davos.

Davos : les «grands de ce monde» sont-ils vraiment présents ? - RT 19 janv. 2026

Davos, c'est aussi un immense bordel, au sens propre du terme. La prostitution étant parfaitement légale et sans restriction en Suisse, les agences d'escortes girls voient leur chiffre d'affaires exploser. Probablement une mise en pratique, par les grands de ce monde, de l'égalité femmes-hommes qu'ils prêchent au petit peuple.

Et puisqu'on en est aux émargements des présents et des absents, on constate bien entendu l'absence de Vladimir Poutine, sanctionné et donc privé de forum. Mais ce n'est pas tout ! Monsieur Xi n'a pas jugé bon de faire le voyage. Il sera représenté par un vice-premier ministre. Pas de Modi, de Lula ni de Ramaphosa. Ceux-là se réservent probablement pour les réunions des BRICS. RT 19 janv. 2026

À Davos, Christine Lagarde claque la porte d'un dîner après les attaques d'un émissaire de Donald Trump - Le HuffPost 22 janvier 2026

L'incident s'est produit mardi 20 janvier lors d'un dîner à huis clos réunissant environ 200 dirigeants politiques et économiques, organisé par Larry Fink, le coprésident du Forum. Howard Lutnick, proche allié de Donald Trump, était le dernier intervenant de la soirée.

Selon des sources présentes au dîner, Christine Lagarde s'est levée et a quitté la salle alors que le responsable américain multipliait les attaques contre l'Europe, provoquant des huées dans l'assemblée. L'atmosphère s'est alors rapidement tendue et plusieurs participants ont commencé à quitter la salle à leur tour.

Face à cette situation, les organisateurs ont décidé de mettre un terme au dîner, avant le dessert.

Lu.

Un nouveau «moment Munich» au cercle polaire

À Munich, en septembre 1938, l'Allemagne nazie, la France, le Royaume-Uni et l'Italie étaient assis autour de la table. La Tchécoslovaquie elle-même n'était pas invitée. Celle-ci dut ensuite accepter qu'une partie de son territoire, les Sudètes, soit cédée, soi-disant pour éviter la guerre avec l'Allemagne.

Hitler présenta l'annexion des Sudètes comme la protection nécessaire des Allemands ethniques qui y vivaient, lesquels, selon lui, étaient opprimés par la Tchécoslovaquie et se voyaient refuser leur droit à l'autodétermination. Il présenta cela comme une correction légitime d'une injustice prétendue et assura au monde extérieur qu'il s'agissait de sa «*dernière exigence territoriale*».

En réalité, la crise des Sudètes fut délibérément mise en scène pour affaiblir la Tchécoslovaquie et rendre possible une étape suivante dans la guerre d'expansion allemande. La Grande-Bretagne et la France acceptèrent l'annexion en supposant que cela rassasierait l'appétit de Hitler.

Le Premier ministre britannique Chamberlain parla de «*peace for our time*» (la paix pour notre temps), mais moins d'un an plus tard, Hitler s'empara du reste de la Tchécoslovaquie et envahit la Pologne. La leçon fut dure : céder rend l'agression moins coûteuse, pas moins probable.

Parmi les nazis qui gravitent dans l'entourage de Trump.

Stephen Miller, proche conseiller de Donald Trump, s'inspire-t-il des discours de Joseph Goebbels ?

<https://www.facebook.com/vraiofake/posts/%EF%B8%8F-stephen-miller-proche-conseiller-de-donald-trump-sinspire-t-il-des-discours-de/1210956017744939/>

On vous présente Stephen Miller, l'influent conseiller de Donald Trump

https://www.franceinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/provocateur-anti-immigration-partisan-de-la-conquete-du-groenland-on-vous-presente-stephen-miller-l-influent-conseiller-de-donald-trump-qui-n-a-pas-fini-de-faire-parler-de-lui_7760069.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20260124&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1226794

Totalitarisme. Le "Conseil pour la paix" ou quand Donald imite Adolf.

- «Depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier 2025, Donald Trump, «président de la paix», a ordonné presque autant de frappes aériennes que Joe Biden durant l'ensemble de son mandat,

selon un décompte de l'ONG Acled. En un an, l'armée américaine a mené 672 frappes, principalement au Yémen et en Somalie, faisant plus de 1000 morts. Une stratégie militaire qui contraste avec l'image de «président de la paix» revendiquée par le chef de l'État». (Ouest-France, 14 janvier 2026).

J-C - Le "Conseil pour la paix" présidé par le despote Trump, est une escroquerie à un milliard de dollars par tête destinée à octroyer tous les pouvoirs à l'impérialisme américain ou lui permettre d'assurer la pérennité de son hégémonie politique sur le monde.

C'est une entreprise destinée à contrecarrer les BRICS, à les prendre de vitesse pour ainsi dire, afin de les empêcher dans l'avenir de se doter d'une institution politique qui rivaliseraient avec l'ONU, où les Américains et les sionistes ne supportent plus d'être en permanence sous la menace d'un véto. Ils souhaitent se libérer de cette contrainte et agir à leur guise en toute circonstance, sans qu'aucun obstacle institutionnel ne se dresse sur leur chemin, ce qui revient à s'octroyer des pouvoirs illimités.

Autres réflexions.

- Trump a trouvé mieux qu'un troisième mandat hypothétique, un titre et un poste de monarque absolu.
- Les statuts de ce « *Conseil* » déterminent sa nature politique : Fasciste ou impérial.
- L'entreprise totalitaire à laquelle adhèrent d'ores et déjà une vingtaine d'Etats, cautionne toutes les guerres menées par Trump ainsi que le génocide des Palestiniens.
- Si toute discussion avec Hitler relevait de la pire compromission qu'on pouvait concevoir, il en est de même avec Trump.

Le Conseil de paix de Donald Trump est créé, voici la carte avec les 22 membres fondateurs - Le HuffPost 22 janvier 2026

Un nouveau-né sur la scène internationale. Donald Trump a signé ce jeudi 22 janvier à Davos (Suisse) la charte fondatrice de son Conseil de paix, une instance qu'il rêve de voir supplanter l'Onu pour la gestion de l'ordre diplomatique mondial. « *Félicitations président Trump, la charte est maintenant en vigueur et le Conseil de paix est désormais une organisation internationale officielle* », a déclaré Karoline Leavitt, la porte-parole de la Maison Blanche.

Sur la scène où le président américain a créé ce nouvel organe, une vingtaine de dirigeants mondiaux avait pris place. La Maison Blanche a listé exactement 22 pays qui sont les membres fondateurs de ce Conseil de paix (il faut débourser 1 milliard de dollars pour en être membre permanent), essentiellement des alliés des États-Unis et des pays dirigés par des proches de Donald Trump.

Comme vous pouvez le voir sur la carte ci-dessous figurent donc : Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bulgarie, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Kosovo, Maroc, Mongolie, Pakistan, Paraguay, Qatar, Turquie, Ouzbékistan. « *Dans la plupart des cas (ce sont) des dirigeants très populaires, dans d'autres cas moins populaires. C'est comme ça dans la vie* », a lancé Donald Trump.

La Maison Blanche affirme qu'environ 35 dirigeants ont déjà accepté de s'y joindre, sur quelque 50 invitations envoyées. C'est par exemple le cas de Benjamin Netanyahu qui n'était pas présent en Suisse. En arrivant à Davos, Donald Trump a dit que Vladimir Poutine avait accepté l'invitation, ce que Moscou a démenti, précisant être seulement en train d'étudier la proposition.

La France a rejeté l'invitation, rejoints par la Norvège ou le Royaume-Uni. Le HuffPost 22 janvier 2026

"*Plus d'un milliard de dollars en espèces*": Donald Trump dévoile le prix des sièges permanents dans son "*Conseil de paix*" - BFMTV 19 janvier 2026

L'Onu a approuvé cette initiative en novembre dernier par sa résolution 2803. Certains experts en droit international la considèrent déjà comme une violation du droit international.

Donald Trump s'est autoproclamé président du Conseil de la paix. Il a le pouvoir de façonner l'institution comme il l'entend, de nommer son successeur, d'inviter des États ou de les retirer.

Les pays candidats à un siège permanent au "*Conseil de paix*" proposé par le président américain Donald Trump devront s'acquitter d'un ticket d'entrée d'un milliard de dollars, rapportent plusieurs médias américains et le quotidien en ligne Times of Israël.

L'instance avait été initialement conçue pour superviser la reconstruction de Gaza mais son projet de charte ne mentionne pas explicitement le territoire palestinien et lui assigne un objectif plus large, celui de contribuer à la résolution de conflits armés dans le monde.

"*Le Conseil de paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits*", indique le texte intégral publié par le *Times of Israel*.

Le montant exigé pour un siège permanent a été révélé par l'agence Bloomberg. Les pays qui ne le verseraient pas ne pourraient siéger au-delà de trois ans.

"*Chaque État membre exerce un mandat d'une durée maximale de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente charte, renouvelable par le président (Trump). Ce mandat de trois ans ne s'applique pas aux États membres qui versent plus d'un milliard de dollars en espèces au Conseil de paix au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur de la Charte*", précise le projet.

Des États membres "*invités*" par Donald Trump

Seuls les États "*invités à y participer par le président*" américain pourront faire partie du "*Conseil*". Donald Trump, qui présidera l'instance, a commencé à lancer des invitations.

Les États membres pourront voter sur les décisions du "*Conseil*", mais Donald Trump aura seule autorité pour les approuver, précise le projet de charte.

Une soixantaine de pays, ainsi que la Commission européenne, ont également été invités à se joindre au conseil.

On ne sait pas combien de dirigeants ont été invités à rejoindre le conseil. Mais une référence de Trump dans les lettres d'invitation, selon laquelle l'organe "*s'engagerait dans une nouvelle approche audacieuse pour résoudre les conflits mondiaux*", suggère qu'il pourrait être un rival du Conseil de sécurité des Nations unies, l'organe le plus puissant de l'organisation mondiale créée dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale.

Le ministre israélien des Finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, a qualifié lundi le Conseil de la paix d'accord brutal pour Israël et a appelé à sa dissolution.

Samedi, le bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré que la formation du comité n'avait pas été coordonnée avec le gouvernement israélien et qu'elle était "*contraire à sa politique*".

Les États-Unis devraient annoncer la liste officielle de leurs membres dans les prochains jours, probablement lors de la réunion du Forum économique mondial de Davos, en Suisse.

En complément.

- Hongrie: «*Je suis très honoré*», Viktor Orban accepte de rejoindre le «*Conseil de la paix*» de Donald Trump - RFI 21 janvier 2026

- Le Maroc est le premier pays africain à annoncer vouloir rejoindre le «*Conseil de paix*» de Donald Trump - RFI 20 janvier

- Benjamin Netanyahu annonce avoir accepté une invitation à siéger au "Conseil de paix" de Donald Trump - BFMTV 21 janvier 2026

Israël a accepté de faire partie du "*Conseil de paix*".

Dans son plan pour un "*Nouveau Gaza*", Donald Trump veut transformer le territoire palestinien dévasté en un complexe luxueux de gratte-ciels sur sa façade maritime, un projet qui pourrait voir le jour dans trois ans.

"Je vais avoir beaucoup de succès à Gaza, ça va être beau à voir", "je suis un promoteur immobilier dans l'âme (...) et j'ai dit, regardez ce site en bord de mer, regardez ce superbe lot foncier, ce que ce pourrait être pour tant de gens", s'est exclamé le président américain.

- Poutine a également déclaré que la Russie était prête à verser un milliard de dollars au Conseil de paix afin de soutenir le peuple palestinien.

Vladimir Poutine a salué l'initiative de Donald Trump visant à créer un Conseil de paix chargé de superviser le respect de la paix dans la bande de Gaza. Le président russe avait également indiqué que Moscou pourrait consacrer un milliard de dollars provenant de fonds russes gelés aux États-Unis à ce projet, principalement destiné à répondre à la crise humanitaire et à la reconstruction de Gaza. RT 22 janvier 2026

-"Nous avons beaucoup de gens merveilleux qui veulent nous rejoindre", a assuré Donald Trump mercredi lors d'une rencontre avec le président égyptien Abdel-Fattah al-Sisi, qui a annoncé son

intention de rejoindre le Conseil. "Ce sera le conseil le plus prestigieux jamais créé". a ajouté Trump.

Selon l'administration américaine, quelque 35 pays ont accepté de se joindre au projet sur les 60 qui ont reçu une invitation. Donald Trump, qui envisage que le conseil remplace certaines fonctions de l'ONU, a révélé que des dirigeants avaient fait part de leur intention de le rejoindre, mais qu'ils devaient encore obtenir l'approbation de leurs parlements.

L'un des premiers à répondre à l'invitation de Trump a été le président du Bélarus Alexandre Loukachenko, qui voit dans le projet non pas des possibilités d'aider Gaza, mais plutôt des perspectives de promotion de la paix en Ukraine.

L'UE, le Royaume-Uni, le Canada et la Chine n'ont pas répondu à l'invitation de Donald Trump. Et un certain nombre de pays dégoûtés par les actions du président américain sur la scène internationale ont décliné l'invitation. La Norvège et la Suède ou encore l'Allemagne ont clairement indiqué qu'elles ne participeraient pas au Conseil.

Auparavant, la France avait décliné l'invitation, bien que Paris soutienne le plan de paix pour Gaza, elle craint que le Conseil ne tente de remplacer l'ONU en tant que principale plateforme de résolution des conflits. Euronews 22 janvier 2026

En complément.

Trump retire l'invitation adressée au Canada à rejoindre le Conseil de paix - RT 23 janv. 2026

Le Conseil de paix a retiré l'invitation adressée au Premier ministre canadien Marc Carney à rejoindre l'organisation internationale, a annoncé le président américain Donald Trump sur TruthSocial, sans préciser les raisons de cette décision. Il a appelé le dirigeant canadien à considérer cette publication comme une notification officielle. RT 23 janv. 2026

Ceci doit expliquer cela.

- Le Premier ministre canadien salue à Pékin un "nouveau partenariat" avec la Chine - AFP 16 janvier 2026

- Le discours de Carney à Davos suscite les éloges de Sheinbaum et le rejet de Trump - Investing.com 22 janvier 2026

Lu.

Le Conseil de Gaza de Trump, ou la résurgence du colonialisme par Ranjan Solomon (Middle East Monitor 18 janvier 2026) - Mondialisation.ca, 21 janvier 2026

https://www.mondialisation.ca/le-conseil-de-gaza-de-trump-ou-la-resurgence-du-colonialisme/5704161?doing_wp_cron=1769226155.9414279460906982421875

J-C - Non, titre trompeur, car le colonialisme n'a jamais cessé en réalité, le camoufler est criminel. Au lieu de recourir à des moyens de pression d'ordre financier ou politique, intimidations, menaces,

harcellement, coups tordus ou sanctions, Trump passe ouvertement ou publiquement au cran supérieur en menaçant des Etats de recourir à des moyens militaires s'il n'obtenait pas gain de cause.

J-C - Cet article est intéressant, mais il présente un biais inacceptable pour nous.

Outre qu'il ne remet pas en cause l'existence d'Israël et opte pour la création d'un Etat palestinien au côté de l'entité sioniste, quand il aborde la question de la décolonisation, il échoue parce qu'il ne remonte pas à l'origine de la colonisation, ses auteurs refusant de remettre en cause l'existence du capitalisme et ses fondements.

Lu.

Mercosur : le Parlement européen saisit la Cour de justice et gèle la ratification

À Strasbourg, ce 21 janvier, les eurodéputés ont infligé un camouflet aux technocrates bruxellois. Par 334 voix contre 324, avec une poignée d'abstentions, ils ont voté la saisine de la Cour de justice de l'UE sur l'accord commercial avec le Mercosur.

Résultat : un gel de la ratification pour au moins deux ans, à peine quatre jours après la signature au Paraguay. Cette victoire serrée, fruit d'une révolte transpartisane, unit des agriculteurs français et des eurodéputés lassés des diktats globalistes qui ruinent nos campagnes et nos industries.

Au cœur de cette bataille, les lignes politiques ont volé en éclats. Renew Europe, les Verts/ALE, la Gauche, et même les Patriotes pour l'Europe portés par Jordan Bardella, se sont rangés derrière le recours, formant un front inattendu.

De l'autre côté, le PPE et les sociaux-démocrates du S&D ont résisté, malgré quelques déféctions qui ont fait pencher la balance. Cette division, rare à ce niveau, révèle un système bruxellois à bout de souffle, où les extrêmes font cause commune avec une partie du centre contre une élite déconnectée.

Face à cette révolte transpartisane, la bureaucratie bruxelloise hésite, partagée entre la tentation de contourner l'obstacle et la crainte d'un clash institutionnel majeur. La Commission pourrait tenter une application provisoire, mais le risque est explosif : les recours déposés par 144 parlementaires visent précisément ces questions piégées – environnement, santé, souveraineté alimentaire.

Les agriculteurs français y voient une brèche pour protéger leurs exploitations contre l'invasion de viande sud-américaine à bas prix.

Pendant ce temps, un sommet extraordinaire se profile jeudi sur les relations transatlantiques. Les dirigeants y discuteront de la suite, dans un Occident fragilisé par ces choix anti-souverains. Les peuples résistent, les élites grincent des dents : la machine européenne craque de toutes parts.

France.

Quand Macron se prend pour Trump et confond la Russie avec le Venezuela !

La Marine française arraisonne un pétrolier en provenance de Russie en Méditerranée - Euronews 23 janvier 2026

- Ce n'est pas la première fois que l'armée française capture un pétrolier étranger. En octobre, deux membres de l'équipage du navire Boracay, inclus dans un paquet de sanctions contre Moscou, avaient été placés en détention. L'opération n'avait toutefois guère abouti : deux jours après son arraisonnement, le Boracay avait repris paisiblement sa route vers l'Inde avec ses 100 000 tonnes de brut. RT 22 janv. 2026

Comment auraient-ils pu vendre ce qu'ils n'ont pas !

«Les socialistes ont vendu leur âme au diable» : réactions, en France, à l'annonce d'un recours au 49.3 sur le budget - RT 19 janv. 2026

Une ligne similaire a été observée du côté des Républicains (LR), dont le chef de file des députés.

En famille. Mélenchon « fan » du complexe militaro-industriel.

« Fan »... En visite chez Dassault, Mélenchon dithyrambique sur le Rafale - 20 Minutes avec AFP 20 janvier 2026

« *Je suis un fan du Rafale dans l'aviation mondiale* », a lancé le fondateur de LFI en arpantant cette usine moderne, inaugurée en 2025, où des fuselages de Falcon (avions civils) et Rafale (avions militaires) sont assemblés. « *J'admire beaucoup la maison Dassault, le travail qui a été fait pendant toutes ces années* », a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

« *On est au cœur du cœur du savoir-faire français en termes d'avion de combat. On fait beaucoup mieux, avec beaucoup moins de monde, que les Américains pour réaliser un avion qui sait tout faire* », a ainsi vanté le PDG du géant français de la défense. « *Je vais m'en occuper de dire qu'on est les meilleurs* », lui a répondu Jean-Luc Mélenchon.

L'image de Jean-Luc Mélenchon, qui ne cesse de se présenter comme un militant de la paix, au milieu d'avions de combat pourrait étonner. « *Je ne suis pour faire la guerre à personne. Mais personne ne doit croire qu'il peut nous la faire sans qu'il lui en coûte très lourdement* », a-t-il expliqué. 20 Minutes avec AFP 20 janvier 2026

La lente extinction des petites fermes françaises - France-Soir 31 décembre 2025

Selon les données publiques, en trente ans, plus d'une exploitation française sur deux a disparu, frappant en priorité les petites fermes. Derrière cette hémorragie statistique se joue un basculement de modèle : concentration des terres, pression des marchés mondiaux, affaiblissement du tissu rural et interrogation majeure sur la souveraineté alimentaire du pays.

À la fin des années 1980, la France comptait plus d'un million d'exploitations agricoles. En 2020, elles n'étaient plus que 390 000, et environ 349 000 en 2023. Une chute continue, documentée notamment par l'Insee et reprise par le site du ministère de l'Agriculture, qui acte la marginalisation accélérée des petites structures familiales.

Dans le même temps, la taille moyenne des fermes s'est étendue, passant d'environ 55 à près de 69 hectares en une décennie. Comme le rapporte *The Epoch Times*, ce mouvement profite surtout aux exploitations déjà intégrées aux filières industrielles, capables de négocier avec transformateurs et distributeurs. Les petites fermes, souvent orientées vers l'élevage ou la polyculture, se retrouvent piégées entre exigences de volumes, volatilité des prix et investissements toujours plus lourds.

La mondialisation agit comme un accélérateur. Les producteurs français doivent composer avec des normes sociales et environnementales strictes, tandis que les importations à bas coûts s'imposent sur le marché. Terre de Liens parle d'une « *concurrence déloyale* » qui fragilise les exploitations les moins capitalisées et nourrit un « *plan social silencieux* » dans les campagnes. À terme, c'est la capacité du pays à maintenir une agriculture diversifiée, territorialisée et résiliente qui est en jeu.
France-Soir 31 décembre 2025

Allemagne

Allemagne, s'éloigne encore un peu plus de la démocratie autorisant la police berlinoise à installer des logiciels espions chez les particuliers - France-Soir 29 décembre 2025

Une réforme dans la capitale allemande de la loi policière portée par la coalition au pouvoir, CDU-SPD, soutenue par l'AfD, permet désormais aux forces de l'ordre d'entrer secrètement dans les domiciles des citoyens pour installer des logiciels espions. La réforme, très large, autorise aussi l'usage de nombreux outils comme l'IA, suscitant l'inquiétude des opposants qui y voient un aller simple vers des “*pratiques de la Stasi*” ou encore vers une surveillance généralisée.

Jusque-là, la capitale allemande faisait exception. Ou presque. Avant cette réforme, à Berlin, la loi sur la police (Allgemeines Sicherungs- und Ordnungs Gesetz ou ASOG) permettait aux forces de l'ordre d'accéder à distance aux données des suspects pour des crimes graves comme le terrorisme ou le crime organisé via des outils comme le *Bundestrojaner* (Cheval de Troie ou Trojan, un type de logiciel malveillant qui se déguise en programme légitime pour tromper l'utilisateur et s'infiltrer dans son appareil, NDLR), mais uniquement avec autorisation judiciaire préalable. Elle n'autorisait pas les intrusions physiques secrètes sans mandat ni surveillance de masse systématique, limitant les opérations à des mesures ciblées et justifiées par une menace imminente.

Berlin ne fait plus exception

Ailleurs en Allemagne, des Länder ont déjà légalisé ces dernières années des intrusions domiciliaires discrètes similaires pour installer des spywares lorsque l'accès distant échoue.

Mais au moment où la Cour constitutionnelle fédérale statuait que les policiers avaient besoin d'un mandat de perquisition judiciaire pour, par exemple, expulser un réfugié, le Bundestag (la Chambre des représentants) a décidé d'autoriser les forces de l'ordre à pénétrer discrètement dans les appartements des citoyens.

La réforme, adoptée le 4 décembre 2025 par l'Abgeordnetenhaus (Chambre des députés) de Berlin avec les voix de CDU-SPD mais aussi de l'AfD, est entrée en vigueur immédiatement, modifiant les paragraphes 26a et 26b de l'ASOG pour autoriser explicitement les entrées secrètes domiciliaires afin d'installer des logiciels espions si l'accès distant est techniquement impossible, limitée aux infractions graves et toujours sous mandat judiciaire avec durée et contrôles limités.

La réforme étend aussi les pouvoirs à la surveillance vidéo permanente, dans des zones publiques critiques, connectée à de l'IA pour analyse comportementale, à la reconnaissance faciale et biométrique post-détection, à l'utilisation de drones pour vidéo-surveillance, à des bodycams en domiciles privés en cas de danger imminent et à des requêtes massives sur données de tours cellulaires pour profilage de mouvement. Ces ajouts, totalisant une réforme de 736 pages, visent une "*modernisation numérique*" mais sont critiqués pour leur ampleur, avec des recours constitutionnels immédiats annoncés par la commissaire aux données de Berlin et des ONG. France-Soir 29 décembre 2025

Palestine occupée.

Le massacre continue.

- Gaza: un collaborateur de l'AFP et deux autres journalistes tués dans une frappe israélienne - AFP 22 janvier 2026

Jérusalem-Est : Israël démolit des locaux de l'Unrwa, qui dénonce une "*attaque sans précédent*" - France 24 20 janvier 2026

"Il s'agit d'une attaque sans précédent" qui "constitue une violation grave du droit international ainsi que des priviléges et immunités des Nations unies", s'est insurgé Roland Frierich, directeur de l'Unrwa en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

"Comme tous les États membres de l'ONU, Israël est tenu de protéger et de respecter l'inviolabilité des locaux de l'ONU", a souligné de son côté Jonathan Fowler, porte-parole de l'agence. "Cela devrait nous servir de signal d'alarme", a-t-il ajouté. "Ce qui arrive aujourd'hui à l'Unrwa peut arriver demain à n'importe quelle autre organisation internationale ou mission diplomatique."

Le ministre de la Sécurité intérieure, Itamar Ben Gvir, s'est rendu sur place pour saluer "un jour historique, un jour de célébration et un jour très important pour la gouvernance à Jérusalem".

"Pendant des années, ces soutiens au terrorisme étaient ici, et aujourd'hui ils sont chassés d'ici avec tout ce qu'ils ont construit dans cet endroit, c'est ce qui arrivera à quiconque soutient le terrorisme", a ajouté cette figure de l'extrême droite dans un communiqué publié sur Telegram.

Le chef de l'agence onusienne, Philippe Lazzarini, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sont considérés personae non gratae en Israël. France 24 20 janvier 2026

La misère continue à Gaza alors que Trump vante une vision tout autre à Davos - AP 22 janvier 2026

Des Palestiniens désespérés fouillaient à mains nues la décharge publique d'un quartier de Gaza dans l'espoir d'y trouver des objets en plastique à brûler pour se réchauffer, l'enclave ravagée par deux années de guerre entre Israël et le Hamas faisant face à un hiver froid et humide.

La scène se déroulant dans le quartier de Muwasi, dans la ville de Khan Younis, marquait un fort contraste avec la vision du territoire projetée par les dirigeants mondiaux réunis à Davos, en Suisse, où ils ont inauguré le Conseil de paix du président américain Donald Trump qui doit superviser Gaza.

Lors du Forum économique mondial de Davos, M. Trump a affirmé que des «niveaux records» d'aide humanitaire étaient entrés à Gaza depuis le début, en octobre, d'un accord de cessez-le-feu négocié par les États-Unis. Son gendre, Jared Kushner, et l'envoyé Steve Witkoff ont vanté avec triomphe le potentiel de développement de ce territoire dévasté.

Une réalité tout autre

À Gaza, plusieurs mois après le début du cessez-le-feu, des centaines de milliers de Palestiniens croupissent toujours dans des camps de déplacés, s'abritant dans des tentes et des bâtiments ravagés par la guerre pour tenter de se réchauffer alors que les températures descendent en dessous de dix degrés Celsius la nuit.

Malgré le cessez-le-feu, des frappes meurtrières continuent de s'abattre sur Gaza. Jeudi, des tirs de chars israéliens ont tué quatre Palestiniens à l'est de la ville de Gaza, selon Mohamed Abu Selmiya, directeur de l'hôpital Shifa, où les corps ont été transportés

Si l'aide humanitaire afflue davantage à Gaza depuis le cessez-le-feu, les habitants affirment que le carburant et le bois de chauffage sont rares. Les prix sont exorbitants et la recherche de bois de chauffage est dangereuse. Mercredi, deux garçons de 13 ans ont été abattus par les forces israéliennes alors qu'ils tentaient de ramasser du bois, ont indiqué des responsables hospitaliers.

Chine.

J-C - Faites ce qu'on vous dit, mais pas ce qu'on fait.

Que fait la Chine ? Ce que fait toute grande puissance, voilà ce qui lui est reproché par ses concurrents et leurs médias.

La Chine dévoile une nouvelle feuille de route pour renforcer son influence en Amérique latine - RFI 2 janvier 2026

La Chine ne se contente plus d'être un partenaire commercial en Amérique latine : elle s'y installe durablement. Son premier levier est celui des infrastructures. Vingt-quatre pays de la région ont rejoint les « nouvelles routes de la soie » chinoises. Ports, routes, énergie : Pékin finance des projets structurants, notamment autour du canal de Panama, un axe stratégique majeur pour le commerce mondial.

Le commerce et les matières premières sont le deuxième pion avancé par les Chinois. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de plusieurs grandes économies latino-américaines. Elle sécurise ainsi ses approvisionnements en cuivre, lithium, pétrole ou soja, essentiels à son industrie et à sa transition énergétique.

Pékin actionne également le levier du soutien politique en défendant des régimes sous pression américaine, comme le Venezuela, qu'elle soutient diplomatiquement à l'ONU tout en continuant à acheter son pétrole.

Résultat : la rivalité sino-américaine se joue désormais aussi en Amérique latine où Pékin transforme son poids économique en influence politique.

La Chine continue d'investir massivement dans ses «nouvelles routes de la soie» - RFI 21 janvier 2026

Les investissements chinois ont bondi de 75% en un an, atteignant 213 milliards de dollars en 2025, un record depuis le lancement de la « *nouvelle route de la soie* », la « *Belt and Road Initiative* ». Le recul de l'influence américaine, les tensions commerciales avec Washington et la forte volatilité des marchés énergétiques mondiaux figurent en toile de fond de ces financements.

La priorité est claire et l'accent est mis sur l'énergie, les mines et les technologies stratégiques. Avec le gaz en République démocratique du Congo (RDC), un complexe industriel au Nigeria ou une usine pétrochimique en Indonésie, Pékin enchaîne les mégaprojets.

Les investissements dans l'énergie dépassent 93 milliards de dollars, notamment dans le solaire et l'éolien, et la valorisation des déchets. Les métaux suivent, portés par la ruée vers le cuivre, indispensable aux centres de données qui alimentent l'essor de l'intelligence artificielle.

L'objectif assumé est de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement, de diversifier ses débouchés et de réduire sa dépendance à l'Occident. La Chine est désormais le premier créancier bilatéral mondial, avec 150 pays partenaires.

Russie.

Les principales déclarations de Sergueï Lavrov lors de la conférence de presse annuelle de la diplomatie russe - 20 janv. 2026

« La présence diplomatique russe renforcée en Afrique »

Sergueï Lavrov a annoncé que le nombre d'ambassades russes en Afrique atteindrait 49, avec l'ouverture de nouvelles représentations en Gambie, au Libéria, au Togo et aux Comores. Le ministre russe des Affaires étrangères a également affirmé que la Russie aidait les États de l'Alliance des États du Sahel à se libérer, selon ses termes, d'une dépendance néocoloniale.

« *Moscou compare l'importance stratégique de la Crimée et du Groenland* »

Sergueï Lavrov a affirmé que la Crimée était, selon lui, au moins aussi importante pour la sécurité de la Russie que le Groenland ne l'est pour les États-Unis.

« *Le maintien du régime de Kiev jugé inacceptable* »

Sergueï Lavrov a déclaré que toute proposition de résolution du conflit en Ukraine visant, selon lui, à maintenir le régime en place à Kiev était « *absolument inacceptable* » pour la Russie.

« *La création d'un État palestinien reste nécessaire* »

Sergueï Lavrov a estimé que la nécessité de créer un État palestinien demeurait d'actualité, y compris dans le cadre de l'initiative de Donald Trump visant à mettre en place un « *Conseil de paix* ».

Il a indiqué que Moscou avait reçu la charte du Conseil de paix sur Gaza et estimé que l'administration de Donald Trump faisait preuve de pragmatisme, en comprenant la nécessité de prendre en compte les intérêts des autres États.

Prétendue volonté de Kiev de mettre fin pacifiquement au conflit : le nouveau ministre de la Défense se fixe pour objectif de « tuer 50 000 Russes chaque mois » 20 janv. 2026

Mykhaïlo Fedorov, récemment nommé ministre de la Défense du régime de Kiev, a déclaré que sa mission consistait à tuer 50 000 militaires russes chaque mois. Il affirme que cet objectif lui a été fixé par Zelensky, déterminé à prolonger le conflit avec le soutien occidental, malgré les lourdes pertes subies par l'armée ukrainienne sur le front.

Ukraine.

Orbán : Kiev réclame 1 500 milliards de dollars à l'UE - RT 23 janv. 2026

À l'issue du sommet d'urgence à Bruxelles, Viktor Orbán a déclaré que les dirigeants de l'UE avaient reçu un document confidentiel chiffrant les demandes de l'Ukraine à 1 500 milliards de dollars sur dix ans, dont 800 milliards d'aide civile et 700 milliards pour des dépenses militaires.

Burkina Faso.

Burkina Faso : Comment Damiba a été livré ? par Afrimotiv

Le 18 janvier 2026, un avion privé décolle de Lomé dans le plus grand secret.

À son bord, un homme devenu central dans la crise sécuritaire du Burkina Faso :

Paul-Henri Sandaogo Damiba, ancien président de la transition.

Après plus de trois ans d'exil au Togo, l'ex-lieutenant-colonel est interpellé, jugé puis extradé vers Ouagadougou dans une opération menée avec une discrétion absolue.

Dans cette vidéo, Afrimotiv vous propose une enquête complète, chronologique et documentée sur les coulisses de la chute de Damiba, depuis le complot du 3 janvier 2026 jusqu'à son transfert final sous escorte sécuritaire.

Vidéo :

<https://www.youtube.com/watch?v=vh5m-SbJVdo>

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 janvier 2026

Je suis fier de la page d'accueil du site. Aucun courant politique de gauche ou d'extrême gauche ne peut en dire autant !

A bas l'impérialisme et l'opportunisme !

Même le climat complète !

- 45°C aux Etats-Unis.

Si vous les écoutez, vous allez devenir chèvre !

Un blindage n'est pas conseillé pour se protéger parce qu'il arrête tout sans distinction, et tout ce qui rebondit dessus est déformé, pour aborder la réalité, ce n'est pas l'idéal.

Le filtrage est préférable, mais pour qu'il soit efficace, au préalable il faut avoir développé un esprit critique, ce qui n'est pas donné à tout le monde.

Neuf infos sur dix sont toxiques, cent pour cent si on est vraiment très exigeant ou on ne laisse rien passer, les rares exceptions confirment la règle.

Méfiez-vous comme de la peste de vos amis, des supports ou courants politiques dans lesquels vous avez confiance, généralement ce sont de faux amis et ils ne méritent pas votre confiance.

Il arrive qu'une info ou une analyse soit inoffensive, dans ce cas-là elle a été conçue pour ferrer le poisson, le danger n'est pas détectable, il est ailleurs, là où le poison idéologique vous attend. Pour s'en protéger, c'est très simple, il suffit de ne pas donner suite.

Quand un article flatte les attentes des lecteurs, au lieu de s'en réjouir ils feraient mieux de s'en inquiéter. Pourquoi ? Pardi, parce que ce sont eux la proie !

Moi, je pratique à la manière d'un anatomiste, je déballe tout sur la table pour que chacun se fasse librement une idée sur ce qu'il a sous les yeux, tant pis pour les âmes sensibles ou les complexés qui ne le supporterait pas, au moins on ne peut pas me soupçonner de cacher quelque chose.

La confiance est à ce prix-là, elle ne tolère aucune faille ou exception, ce n'est pas négociable et c'est très bien ainsi.

En complément.

Inutile ici de revenir sur les différentes techniques de manipulation psychologique des consciences. Dans mon cursus universitaire dédié aux sciences du langage, il y avait une section qui fournissait les éléments indispensables au décryptage d'un article de presse, l'IA de Google les résume ainsi :

Ma question : Le décryptage d'un article de presse par la méthode des 5 W.

(Who, What, Where, When, Why) garantit une compréhension complète et objective de l'information. Cette technique, souvent complétée par le "How" (Comment), consiste à identifier : qui est impliqué, quoi (l'événement), où, quand et pourquoi. Elle assure que les éléments essentiels sont présents, notamment dans le "*chapeau*". (Titre, présentation ou introduction ? – J-C)

Voici comment appliquer la règle des 5W pour analyser un article :

- Who ? (Qui ?) : Qui sont les acteurs principaux, les personnes impliquées ou les institutions concernées par l'information ?
- What ? (Quoi ?) : Quel est l'événement, le fait, la problématique ou le sujet abordé par l'article ?
- Where ? (Où ?) : Où l'action s'est-elle déroulée ? Le lieu géographique ou le contexte spécifique ?
- When ? (Quand ?) : Quand l'événement a-t-il eu lieu ? La date ou le moment précis ?
- Why ? (Pourquoi ?) : Quelles sont les causes, les raisons ou les objectifs de cet événement ?
- How ? (Comment ? - souvent ajouté) : De quelle manière l'événement s'est-il produit ou comment la situation a-t-elle été gérée ?

J-C – Elle a oublié l'essentiel !

Dans « Who », il faut ajouter qui parle, qui a rédigé cet article, quel est son statut, qui a été témoin du fait évoqué ou s'il s'agit de propos rapportés. Cette précision est d'autant plus importante que la réponse conditionne souvent l'orientation du texte.

Où en est la propagande médiatique occidentale de guerre contre l'Iran et le Venezuela ?

Evoquant le nombre de morts lors des manifestations en Iran en les attribuant tous aux forces de l'ordre :

- "Le seul parallèle établi par les bases de données en ligne concerne l'Holocauste." Euronews 25 janvier 2026

<https://fr.news.yahoo.com/nombre-morts-lors-manifestations-iran-085932860.html>

Quel délit ! Entre nous, on se disait bien que l'Holocauste était en grande partie une mystification...

Concernant le Venezuela, après avoir présenté Delcy Rodriguez pour un agent de Washington, ils s'offusquent qu'elle tienne un discours qui contredit leur récit frauduleux.

Venezuela : « *Ça suffit* »... La remplaçante de Maduro s'insurge contre l'ingérence des Etats-Unis - 20minutes.fr/AFP 26 janvier 2026

Alors que Delcy Rodriguez semblait accepter la mainmise des Etats-Unis voulue par Donald Trump sur le Venezuela depuis la chute de Nicolás Maduro, les tensions repartent entre Caracas et Washington. La présidente par intérim a en effet exhorté dimanche la Maison-Blanche à se tenir à l'écart de la politique de son pays.

« *Les ordres de Washington aux politiques vénézuéliens, ça suffit. Que ce soit la politique vénézuélienne qui résolve nos divergences et nos conflits internes. Assez des puissances étrangères* », a déclaré la dirigeante dans un message adressé aux travailleurs pétroliers de l'Etat d'Anzoategui (Est). « *Il a coûté très cher à cette république d'avoir à faire face aux conséquences du fascisme et de l'extrémisme dans notre pays* », s'est-elle exclamée. 20minutes.fr/AFP 26 janvier 2026

J-C – Lisez les articles que j'ai mis en ligne, ils contredisent les assertions grotesques de ce média.

Opposition contrôlée. A qui profite la publication de ces articles délirants, devinez : A nos ennemis.

C'est à croire qu'ils le souhaitent ou que cela leur manque !

- Le Canada se prépare à une invasion de l'armée américaine par Alexandre Lemoine

<https://www.observateur-continental.fr/?module=articles&action=view&id=7549>

<https://reseauinternational.net/le-canada-se-prepare-a-une-invasion-de-larmee-americaine>

Là ils se posent en conseillers de l'UE.

- L'Europe a-t-elle besoin d'un Octavien Auguste moderne ? Leçons de réforme pragmatique pour une union divisée

<https://journal-neo.su/fr/2026/01/23/leurope-a-t-elle-besoin-dun-octavien-auguste-moderne-lecons-de-reforme-pragmatique-pour-une-union-divisee/>

<https://reseauinternational.net/leurope-a-t-elle-besoin-dun-octavien-auguste-moderne-lecons-de-reforme-pragmatique-pour-une-union-divisee/>

J-C – Des comme ceux-là, en une semaine, ils en produisent des centaines. La transition est toute trouvée avec le sujet suivant.

"La langue est en même temps cause et conséquence d'une dégradation du politique."

La langue cannibale politique et psychanalyse d'un empoisonnement par l'oreille? Par Roland - elucid.media (Les Crises.fr) Gori 19 janvier 2026

Extraits.

- « *La langue ne se contente pas de poétiser et de penser à ma place, elle dirige aussi mes sentiments, elle régit tout mon être moral d'autant plus naturellement que je m'en remets inconsciemment à elle. Et qu'arrive-t-il si cette langue cultivée est constituée d'éléments toxiques ou si l'on en a fait le vecteur de substances toxiques ? Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir. »*

- Le langage fut et reste ce lieu où se fabriquent les pensées qui ne sont rien d'autre que la mise en forme et en sens des éprouvés corporels. Les psychanalystes savent bien qu'avant d'entendre le sens des mots d'une interprétation, les patients la reçoivent comme coups, caresses, punitions, gavage ou sevrage, rapprochement des corps ou déchirement des êtres.

- La langue d'aujourd'hui est technofasciste

La grégarité aujourd'hui passe par la technique, et c'est elle qui dicte la politique, le gouvernement des conduites individuelles et collectives. Ceux qui possèdent les techniques et qui accumulent les monopoles de l'information tendent à gouverner le monde par leur emprise sur les esprits. Ce technofascisme que je ne cesse d'analyser depuis près de quinze ans et dont le mot aujourd'hui tend à apparaître sur la scène médiatique est contemporain d'une révolution anthropologique que Pier Paolo Pasolini a été le premier à reconnaître et à diagnostiquer (21).

Il a montré qu'en Italie, dans les années 1960-70, une véritable révolution anthropologique s'était produite qui avait abouti à un appauvrissement considérable de la diversité culturelle au profit du « langage fonctionnel » de l'entreprise qui s'était étendu à tous les champs de l'existence. Un nouveau fascisme était apparu, – bien plus toxique que le fascisme historique –, celui de la consommation standardisée, de la dégradation du langage par la télévision, de la fausse expressivité de la publicité, des langages-signaux des slogans, du nivelingement du vocabulaire et d'une « *interprétation purement pragmatique (sans amour) des actions humaines [qui] dérive donc, en conclusion, de cette absence de culture ou, tout le moins de cette culture purement formelle et pratique [...] qui n'exprime que la violence et l'ignorance d'un monde répressif comme totalité* » (22). Ce monde où règne le technofascisme est celui de la disparition des lucioles.

Sans devoir reprendre mes travaux précédents, je dirai, en un mot comme en cent, que cette révolution anthropologique, ce technofascisme, n'a fait que croître et s'amplifier au cours des décennies suivantes. Avec, bien évidemment, des effets de seuils. Au cours des années 1990, l'information a changé de statut : de miroir, l'information est devenue une arme sur les champs de bataille (23). Les nouvelles technologies, et en particulier l'IA, ont fait des fake news le paradigme de l'information ordinaire dont la valeur est réduite aux effets politiques et émotifs qu'elle produit (24). Bref, le technofascisme de consommation annoncé par Pier Paolo Pasolini n'a fait que croître, s'étendre et s'amplifier pour devenir le régime global de communication humaine.

À partir de ce moment-là, – et sans devoir reprendre ce que j'ai déjà développé sur le site Élucid et dans Dé-civilisation –, la question que je poserai aujourd'hui est : considérant que la langue est en même temps cause et conséquence d'une dégradation du politique, comment serait-il possible

aujourd’hui, – avec des sujets humains dont la chair de l’esprit a été vampirisée par des sigles, des slogans, des fake news, un langage dévitalisé par une écriture numérique, une pensée ravalée aux probabilités statistiques –, de s’en émanciper et par le même mouvement d’éviter l’asservissement des régimes totalitaires ?

Il faudrait, pour éviter le déterminisme technologique de machines qui ne sont plus seulement des machines de production et de consommation, mais des machines cybernétiques et d’information qui façonnent les réalités matérielles et psychiques, – donc politiques –, plus qu’une interdiction du portable au collège et au lycée. Il nous faudrait vivre autrement notre citoyenneté, procéder à une révolution symbolique des valeurs et des rites sociaux. Il nous faudrait réapprendre à penser et à nous parler, sans devoir nous contenter d’une « *subjectivité assistée par ordinateur* » (25). Ce qui en aucune manière ne jette le discrédit sur ces formidables petites machines, mais révèle notre lâcheté morale à les laisser gouverner à notre place, et à faire élire des hommes politiques qui risquent d’en être que les supplétifs.

Il nous faudrait réapprendre la fidélité à nos paroles, proscrire le mensonge et les fake news, retrouver le goût des mots et l’empathie pour la langue et les tremblements du style. Bref, il nous faudrait apprendre à recréer les conditions de l’Amour contaminées aujourd’hui par cette pulsion de mort dont la violence n’est que le fruit.

Pour lire l’article en entier :

https://elucid.media/democratie/la-langue-cannibale-politique-et-psychanalyse-d-un-empoisonnement-par-l-oreille?mc_ts=crises

Lu.

- Avec Mark Carney, ex-gouverneur de la Banque du Canada et Banque d’Angleterre, Premier ministre canadien, les Rothschild sont-ils en train de remettre de l’ordre dans la baraque ?

Trump et Netanyahu sont des mafieux mus par une mégalomanie psychopathe pathogène et soutenus par des intérêts financiers occultes prêts à tout pour se maintenir au pouvoir. Nous pensons que les Rothschild ont décidé de siffler la fin de la récré. Qu’ils ont évalué la situation et que le plan B, celui d’une guerre froide 2.0, est leur meilleur plan pour le futur. C’est pour cela que les BRICS furent créés.

Lu.

L’épisode du Groenland est devenu un test de référence, révélant une image unique : un monolithe autrefois uni, avec lequel nous nous battions encore il y a un an, s’est brisé en cinq pôles différents.

Le premier Occident, c’est Trump lui-même. Il déclare : «*Je suis l’Occident, et tous les autres ne sont que des décors*». Il se comporte comme un cow-boy prêt à «*bombarde*» tout le monde – ennemis et alliés – sans reconnaître personne comme un sujet souverain. Pour lui, seul le président américain existe ; tous les autres ne sont personne.

Le second Occident, c'est l'Union européenne. Elle a soudain découvert qu'elle n'est même plus un «*partenaire mineur*». L'UE a été dépouillée de toute subjectivité solide, politiquement, elle est effectivement castrée. Pour les élites européennes habituées à une admission formelle dans le «*club des hommes*», cela a été un choc absolu. On leur a dit franchement : votre opinion sur l'Ukraine ou le Groenland n'intéresse personne.

Le troisième, c'est l'Angleterre. Elle se trouve dans une position étrange : apparemment proche des États-Unis, mais frappée par les tarifs de Trump à cause de ses critiques sur l'accord du Groenland. La Grande-Bretagne n'est plus le chef d'orchestre de l'UE (forcément, après le Brexit), mais ce n'est pas non plus une marionnette américaine. C'est un acteur autonome, à part entière.

Le quatrième groupe rassemble les restes du mondialisme. Il s'agit du «*deep state*» aux États-Unis, des démocrates, qui regardent Trump avec horreur, réalisant qu'ils sont les prochains sur la liste pour une purge. Leurs représentants restent puissants dans les structures européennes et britanniques, et ils continuent de parler de domination mondiale, même si le sol se dérobe sous leurs pieds. Même Macron parle déjà de quitter l'OTAN, et Merz envisage un rapprochement avec la Russie, ayant saisi l'ampleur des pertes.

Enfin, le cinquième Occident, c'est Israël : un petit pays qui se comporte comme s'il était le centre du monde. Avec une frénésie toute messianique, Netanyahu construit un «*Grand Israël*», utilisant des méthodes extrêmement brutales et forçant tout le monde à l'aider. Il s'avère qu'Israël n'est pas une avant-garde occidentale, mais une force qui, à bien des égards, contrôle l'Amérique elle-même à travers des réseaux pro-israéliens.

Au final, au lieu d'un seul ennemi, nous faisons face à cinq pôles occidentaux différents. Nos regards se tournent dans tous les sens : avec qui devrions-nous conclure des accords ? Qui ici est réellement souverain, et qui ne fait que faire semblant ? La stratification de l'Occident en ces cinq parties est la principale conséquence de la crise actuelle.

Extrait de cet article :

Entretien avec Alexander Dugin pour l'émission « *Escalation* » de Sputnik TV.

<http://euro-synergies.hautefort.com/archive/2026/01/24/la-scission-interne-et-irreversible-au-sein-de-l-occident-une-transformatio.html>

Davos. Ambiance délétère.

Davos, ou la véritable «*rupture*» par Pepe Escobar - strategic-culture.su 23 janvier 2026

Quels que soient les projets des barbares, le fait est que la Chine est déjà bien engagée dans la phase suivante, où elle devrait remplacer les États-Unis en tant que premier marché de consommation mondial.

«*Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent des monstres*». ~ Antonio Gramsci

Davos 2026 fut un kaléidoscope démentiel. Pour s'en dépêtrer, seules les notes de Band of Gypsys auraient pu nous sauver de la cacophonie environnante et de la série d'événements franchement angoissants, entre le lien entre Palantir/BlackRock, la rencontre entre les géants de la technologie et de la finance, le «*plan directeur*» de Gaza et la confusion extrême de la diatribe du néo-Caligula, ici dans sa version de 3 minutes.

Puis les médias mainstream d'un Occident divisé ont présenté ce qu'ils ont qualifié de discours visionnaire : le mini-opus magnum du Premier ministre canadien Mark Carney, agrémenté d'une citation de Thucydide – «*Les forts font ce qu'ils peuvent, et les faibles souffrent ce qu'ils doivent*» – pour illustrer une prétendue «*rupture*» de «*l'ordre international fondé sur des règles*», un concept en sursis depuis déjà au moins un an.

Et comment ne pas se gausser du concept hautement improbable de la lettre adressée par 400 millionnaires et milliardaires «*patriotes*» aux chefs d'État à Davos, réclamant davantage de «*justice sociale*» ? En résumé, ils sont terrifiés par la «*rupture*», ou plutôt l'effondrement avancé de l'éthique néolibérale qui les a initialement engrangés.

Le discours de Carney n'était qu'un stratagème malin destiné à faire les gros titres et à enterrer, en théorie, «*l'ordre international fondé sur des règles*», euphémisme désignant en réalité, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la domination sans partage de l'oligarchie financière anglo-américaine. Carney n'admet désormais qu'une simple «*rupture*», que les «*puissances moyennes*», principalement le Canada et quelques pays européens (mais pas les pays du Sud global), devraient pouvoir pallier.

Or, c'est là que le bâton blesse : le remède présumé à cette «*rupture*» n'a strictement rien à voir avec la souveraineté. Il ne s'agit en fait que d'une façade sous contrôle, d'une sorte de multipolarité artificielle pilotée, qui n'a rien à voir avec l'élan des pays des BRICS, et qui se base sur un mélange confus de «*réalisme fondé sur des valeurs*», de «*formation de coalitions*» et de «*géométrie variable*». Le tout étant destiné à perpétuer la même vieille arnaque monétariste.

Bienvenue dans Le Guépard de Lampedusa 2.0 : «Tout doit changer pour que rien ne change».

Et ce venant d'un libéral, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre. Ces tigres ne renoncent jamais à leurs vieux réflexes. Les véritables leviers du pouvoir, exercés par la City de Londres et Wall Street, sont totalement immunisés contre l'antidote de la «*rupture*».

Le partenariat stratégique russe-chinois, en pleine expansion à plusieurs niveaux, invalide déjà la supercherie savamment orchestrée de Carney, qui a trompé bien des observateurs avisés. Il en va de même pour les BRICS qui progressent sur la longue et périlleuse route de la véritable multilatéralité.

Ce qui nous amène au véritable message véhiculé par la marque de fabrique de Carney : le «*déballage restreint*».

Le Canada et les «*puissances moyennes*» européennes se retrouvent désormais non pas à la table, mais au menu, car le néo-Caligula, ce maître du monde, peut leur faire subir le triste sort que l'OTAN a infligé de facto au Sud global ces 30 dernières années.

«*Tout doit changer pour que rien ne change*»

Beaucoup de ceux qui idolâtrent aujourd’hui Carney comme le nouveau messie, défenseur du droit international, ont totalement ignoré, voire cautionné le génocide sioniste de Gaza, diabolisé la Russie jusqu’à la fin des temps et continué à inciter à une guerre éternelle. Ils supplient aujourd’hui à genoux le néo-Caligula d’engager un «*dialogue*» pour résoudre son appropriation autoproclamée des terres du Groenland.

Elon Musk s’est d’ailleurs également invité à la dernière minute à Davos. Il est un fervent partisan de l’acaparement des terres du Groenland. Musk et d’autres stars de la tech ne peuvent qu’être séduits par le projet de métamorphoser ce «*bout de glace*» (expression de Caligula) en plaque tournante des États numériques, successeurs des États-nations, dirigés par des PDG de la tech s’érigent en rois philosophes.

Ajoutez à cela les liens entre les grandes entreprises technologiques et les grandes institutions financières – à la table Palantir-BlackRock -, et vous tenez les rois de l’IA, suivis par les financiers.

Le «*bout de glace*» n’a cessé de fondre tout au long de la conférence de Davos. Lorsque le néo-Caligula a annoncé qu’il n’infligerait pas au Groenland le sort qu’il a réservé au Venezuela, le soulagement collectif européen a vraiment fait exploser le Champagne-O-Mètre.

C’est Tutti Frutti al Rutti, le toutou certifié de l’OTAN, avec son perpétuel rictus de tulipe hollandaise flétrie, qui a convaincu «*papa*» de faire preuve d’indulgence, prouvant une fois de plus que l’UE n’est qu’une république bananière, ou plus exactement une union, mais sans les bananes.

Le néo-Caligula et la tulipe flétrie ont concocté un «*cadre*» permettant aux États-Unis d’acquérir des terrains au Groenland à des fins militaires, pour un développement limité de l’exploitation minière des terres rares, et interdire les projets russe-chinois. On notera tout de même que ni Danemark ni le Groenland n’étaient présents dans la salle lorsque cet «*accord*» a été conclu.

Mais tout peut encore changer en un clin d’œil, ou en un post sur les réseaux sociaux. Car ce n’est pas ce que veut le néo-Caligula. Il veut que le Groenland soit peint en rouge, blanc et bleu sur une carte des États-Unis.

Mais le complot de spoliation de terres le plus terrifiant révélé à Davos a sans conteste concerné Gaza. C’est là qu’intervient cet insupportable crétin sioniste [Jared Kushner] – le cerveau de la famille revenant en réalité à sa femme, Ivanka – qui a dévoilé le plan directeur de «*la nouvelle Gaza*».

Ou comment commercialiser l’horreur... L’horreur (toutes mes excuses à Joseph Conrad).

Nous voici en présence d’une campagne de massacre et d’extermination massive associée à la spoliation de ce qui a été anéanti, donnant lieu à une zone de confinement hautement sécurisée pour les Palestiniens «*autorisés*» et à des opportunités immobilières de premier choix en bord de mer pour les escrocs et colons israéliens.

Le tout géré par une société privée, présidée à vie par un néo-Caligula désormais chargé de l’annexion, de l’occupation et de l’exploitation de Gaza : une annexion monstrueuse qui enterre d’un seul coup le génocide et les vestiges du droit international, avec l’approbation pleine et entière de l’UE et d’une poignée de dirigeants politiques, terrifiés ou cherchant à tout prix à s’attirer les faveurs du néo-Caligula.

La «*rupture*» chinoise

Un certain bouffon du nom de Nadio Calvino, président de la Banque européenne d'investissement, a en effet qualifié à Davos l'UE de «*superpuissance*».

Or, l'histoire a bien du mal à considérer comme une superpuissance une entité totalement dépendante des États-Unis et de l'OTAN pour sa défense, n'exerçant aucune influence sur le monde, qui n'abrite aucune grande entreprise technologique (celles qui subsistent sont en train de péricliter) et qui dépend à 90% des approvisionnements étrangers en énergie, tout en étant endettée à hauteur de 17 000 milliards de dollars (soit plus de 80% du PIB de l'UE).

Et au cœur de tout ce ramdam, quel aura été la véritable rupture à Davos ? Pas celle de Carney, ni même les complots de spoliation des terres. Ce fut le discours du vice-Premier ministre chinois He Lifeng.

À titre informatif, le discours de «*rupture*» de Carney a été fortement influencé par son récent voyage en Chine, où il a rencontré He Lifeng, un sérieux prétendant à la succession de Xi Jinping.

À Davos, He Lifeng a clairement indiqué que la Chine entend bien dominer «*le marché mondial*» et que doper la croissance de la demande intérieure est désormais «*la priorité de l'agenda économique*» du pays, comme en témoigne le 15ème plan quinquennal qui sera entériné en mars prochain à Pékin.

Quels que soient les intentions des barbares, la Chine est déjà engagée dans la phase suivante, où elle devrait détrôner les États-Unis pour devenir le premier marché de consommation mondial.

Voilà ce qu'on peut qualifier de «*rupture*»

Palestine occupée.

Le massacre continue.

- Gaza : Deux adolescents tués par une frappe israélienne, selon la Défense civile - 20 Minutes avec AFP 24 janvier 2026

De nouveaux morts en plein accord de cessez-le-feu. La Défense civile de Gaza a indiqué que deux adolescents palestiniens avaient été tués samedi par une frappe de drone de l'armée israélienne.

L'hôpital gazaoui Al-Chifa a indiqué avoir reçu les deux corps, précisant qu'il s'agissait de garçons âgés de 13 et 15 ans.

Un officier du bureau de presse de l'armée a insisté auprès de l'AFP sur le fait que les troupes avaient « *tué deux terroristes et non des enfants* », sans toutefois préciser leur âge.

En complément.

Nouvelles frappes mortelles israéliennes au Liban - RFI 25 janvier 2026

Cette vague de raids clôture une semaine d'escalade israélienne sans précédent depuis le cessez-le-feu conclu fin novembre 2024.

Les frappes ont fait des dizaines de blessés et provoqué la destruction dans le sud du Liban d'un grand nombre d'unités de logement, privant de tout abri une cinquantaine de familles. RFI 25 janvier 2026

Iran.

Dis-moi qui tu es, cela m'évitera de me faire manipuler.

Franceinfo : Quel est le point de départ de ce mouvement de manifestations ?

Mahnaz Shirali - On peut dire que la forte dévaluation du rial [la monnaie officielle de l'Iran], qui a perdu en un an plus d'un tiers de sa valeur face au dollar, a fait fermer dimanche le bazar de Téhéran et les commerçants ont lancé une grève.

Franceinfo : Pourquoi le pouvoir agit-il comme ça ?

Mahnaz Shirali - Parce qu'il a peur et on a vu aujourd'hui le message de Donald Trump [publié sur sa plateforme Truth social annonçant : "Si l'Iran tue des manifestants pacifiques, les Etats-Unis d'Amérique viendront à leur secours." On est ravis, et je remercie Donald Trump, parce que ce genre de soutien peut aider les Iraniens. Et je suis un peu triste que la France ne fasse pas ce genre de gestes. Car les dirigeants du régime iranien ne connaissent que la langue de la force. Ils la comprennent. Franceinfo 3 janvier 2026

Qui est Mahnaz Shirali ?

Mahnaz Shirali est une sociologue et politologue iranienne.

De 2017 à 2021, elle était directrice d'études à l'Institut de science et de théologie des religions de Paris, directrice d'études à l'Institut catholique de Paris (ICP) et de 2012 à 2021 enseignante à Science Po Paris.

Elle participe en France à une rencontre entre le CRIF et la Grande Mosquée de Paris en 2012 afin de célébrer l'amitié judéo-musulmane.

Elle intervient de manière fréquente sur certains médias afin de partager sa vision géopolitique comme dans Grand Soir 3 sur France 3 en 2017, dans le journal 28 minutes sur Arte en 2020, sur RT France en 2020 et dans l'émission Orient Hebdo sur RFI en 2021. Wikipédia

J-C - Les couches de la bourgeoisie iranienne dont l'activité économique dépend directement du marché occidental, vivent de plus en plus mal l'embargo imposé par les américains et ses vassaux occidentaux.

Washington, Londres, Paris et Tel-Aviv instrumentalisent politiquement ce malaise en les encourageant à affronter le régime théocratique en place en Iran, cependant la bourgeoisie iranienne est divisée, les couches entrées en dissidence ne représentent qu'une infime minorité de la population iranienne, pour peser sur la scène politique et déstabiliser le régime, elles doivent instrumentaliser à leur tour les couches des classes moyennes les plus vulnérables, celles dont l'activité est sensible à l'effondrement de la monnaie nationale face au dollar, à l'augmentation du prix d'achat des marchandises importées, à l'appauvrissement de leur clientèle, à la crise économique due aux sanctions américaines et européennes qui appauvrissent toutes les couches de la classe ouvrière, les plus touchées seront susceptibles de grossir les rangs du lumpenprolétariat encadré et armé par le Mossad et la CIA...

La combinaison de tous ces facteurs, auxquels il faut ajouter les dépenses croissantes de l'Etat en matière de sécurité et de défense au détriment des budgets sociaux, est explosive et fait l'objet d'une instrumentalisation politique par les Américains et les sionistes...

Selon l'Iran, de nombreuses personnes ont été tuées par Daesh durant les manifestations par Seyed Abbas Araghchi - Réseau Voltaire 14 janvier 2026

Le 21 août 2024, Seyed Abbas Araghchi est nommé ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement de Massoud Pezechkian.

Je vous écris pour appeler votre attention sur les actes de terrorisme et de violence dignes de ceux perpétrés par Daech dont ont été victimes les citoyens de la République islamique d'Iran du 8 au 10 janvier 2026 dans tout le pays. Des manifestations pacifiques parties de revendications économiques qui ont commencé le 28 décembre 2025 ont été sabotées par des éléments terroristes qui les ont transformées en émeutes armées. La succession des cas de décapitation, de personnes brûlées vives, de policiers et de citoyens ordinaires battus à mort, d'utilisation généralisée d'armes à feu, ainsi que d'incendie criminel d'un nombre important d'ambulances, de camions de pompiers, de centres de santé, d'habitations, de lieux de culte et de places publiques indique que nous sommes en présence d'une instrumentalisation de manifestations pacifiques antérieures par des acteurs terroristes bien entraînés. Un grand nombre de policiers ont perdu la vie au cours de ces événements, tandis que beaucoup d'autres ont été blessés. Le nombre élevé de victimes témoigne, d'une part, de toute la retenue dont ont fait preuve les forces de l'ordre et, d'autre part, de l'ampleur de la violence exercée contre elles par ces éléments terroristes.

Je tiens également à exprimer ma profonde préoccupation face aux déclarations irresponsables et provocatrices tenues par des responsables des États-Unis, anciens ou actuels, qui incitent directement à la violence et au terrorisme en Iran. Ces déclarations, ainsi que les menaces répétées d'emploi de la force, qui s'inscrivent dans une logique de mépris total du droit international, constituent une violation flagrante des principes du droit international et des dispositions de la Charte des Nations Unies qui interdisent d'inciter à la terreur, d'encourager la violence ou de s'immiscer dans les affaires intérieures d'États souverains. Le fait que l'ancien Secrétaire d'État des États-Unis a ouvertement reconnu la présence d'agents du Mossad du régime israélien, parmi les émeutiers est particulièrement préoccupant. L'instrumentalisation scandaleuse de manifestations pacifiques à des fins politiques et la mise en danger de la vie de citoyens ordinaires par les responsables des États-Unis cadrent parfaitement avec le rôle que les sanctions unilatérales imposées illégalement par ce pays contre le droit des Iraniens à la vie et au développement ont joué dans l'avènement de la situation actuelle. Les déclarations mensongères de ces mêmes responsables des États-Unis qui prétendent soutenir les droits humains des Iraniens sont donc tout simplement honteuses. Les rassemblements de masse qui ont été tenus sur toute l'étendue du territoire iranien le lundi 12 janvier 2026 pour s'opposer aux interventions étrangères n'auraient dû laisser aucun doute

quant à la détermination de la grande majorité des Iraniens à soutenir l'unité nationale et le respect de l'ordre public.

Je tiens également à souligner que le Gouvernement de la République islamique d'Iran, conscient de ses engagements en matière de droits humains, y compris le droit de manifester pacifiquement, a pris toutes les mesures possibles pour faire preuve de la plus grande retenue face à la violence et aux actes de terrorisme, tout en s'acquittant des obligations qui lui incombent naturellement de protéger la population iranienne et de maintenir l'ordre public et la sécurité nationale.

Je profite de cette occasion pour demander que soient condamnés et rejetés sans équivoque tous les actes de terrorisme commis pendant les émeutes, quelles qu'en soient les motivations, ainsi que les interventions et incitations extérieures dirigées contre la souveraineté, l'intégrité territoriale et les intérêts nationaux vitaux du Gouvernement et du peuple iraniens.

Source : ONU S/2026/30

Leur humanisme est la politesse des salopes... Ils adoptent le récit de Trump et Netanyahu.

Juliette Binoche, Marion Cotillard, Camille Cottin et 800 professionnels du cinéma condamnent les massacres commis par Téhéran - BFMTV 23 janvier 2026

"*Nous, soussignés, avec colère, chagrin et un profond sens de responsabilité morale, condamnons dans les termes les plus forts les crimes organisés commis par la République islamique d'Iran contre des civils manifestant pacifiquement*", débute ainsi leur tribune, relayée par Deadline.

"*En réponse aux protestations généralisées et pacifiques du peuple iranien contre la répression, la pauvreté, la discrimination et l'injustice structurelle, la République islamique a choisi non pas d'écouter les voix de son peuple, mais de répondre par des tirs à balles réelles, des tueries de masse, des arrestations massives, la torture, des disparitions forcées et une coupure nationale d'internet.*"

La tribune, "écrite en solidarité avec les familles des personnes tuées, les prisonniers politiques et les populations de Téhéran au Kurdistan, au Baloutchistan et en Azerbaïdjan", dénonce une stratégie de "dissimulation des crimes" via la coupure délibérée d'internet et la suppression des médias, "empêchant la documentation de la vérité".

Et de poursuivre: "Ces actions représentent une violation flagrante et systématique de tous les droits humains fondamentaux, y compris le droit à la vie, la liberté, la dignité humaine et la sécurité, et constituent un cas évident de crimes contre l'humanité."

Etats-Unis.

Les États-Unis quittent officiellement l'OMS. - RFI 24 janvier 2026

C'est un coup de plus porté à la solidarité internationale, par l'administration Trump, et un sérieux problème financier pour l'OMS.

J-C - C'est au contraire, un jour heureux pour "*la solidarité internationale*", l'OMS ayant cautionné tous les programmes qui profitait principalement à Big Pharma, au milliardaire Gates et Cie, tandis que la population africaine et asiatique étaient employés en cobaye, notamment.

Ceux qui regrettent la disparition de l'ONU ou son affaiblissement, sont les mêmes qui refusent de rompre avec l'impérialisme américain, et qui demain soutiendront ses nouvelles expéditions guerrières ou ses entreprises de déstabilisation d'Etats souverains.

Trump affirme que les forces américaines ont utilisé une arme énergétique «*discombobulatoire*» lors d'un raid au Venezuela - imesofisrael.com 24 January 2026

L'un des anciens gardes de Maduro, qui dit que pendant la nuit du raid américain, « *soudainement tous nos systèmes radars ont fermé sans aucune explication.* »

« *La prochaine chose que nous avons vue, ce sont les drones, beaucoup de drones, qui survolaient nos positions. Nous ne savions pas comment réagir* », dit-il, ajoutant que des hélicoptères américains sont alors apparus au-dessus de la tête, transportant des troupes des forces spéciales.

« *À un moment donné, ils ont lancé quelque chose, je ne sais pas comment le décrire. C'était comme une onde sonore très intense. Tout à coup, j'avais l'impression que ma tête explosait de l'intérieur* », raconte le garde.

« *Nous avons tous commencé à saigner par le nez* », raconte-t-il. « *Certains vomissaient du sang. Nous sommes tombés par terre, incapables de bouger. Nous ne pouvions même pas nous lever après cette arme sonique – ou quoi que ce soit.* » timesofisrael.com 24 January 2026

De quoi parle-t-on ? Le terme d'*« arme sonique »* peut regrouper différentes catégories d'armes à énergie dirigée (AED). Elles sont généralement non létales et utilisées pour des opérations de maintien de l'ordre, à l'image des *« dispositifs de harcèlement acoustique »* tels que le canon à son LRAD (Long-range Acoustic Device). Les effets sur la santé humaine restent controversés. « *Maux de tête, vertiges, troubles respiratoires, oppression thoracique, accélération du rythme cardiaque...* », énumère ainsi l'ONG Amnesty International, qui pointe pour certains manifestants des *« séquelles durables »*.

Il existe d'autres armes à énergie dirigée (AED) qui utilisent des ondes électromagnétiques ou des lasers. L'Active Denial System (ADS), instrument développé par l'armée américaine par exemple, est utilisé pour disperser la foule. Cet émetteur d'ondes millimétriques provoque une sensation de brûlure lorsqu'elles touchent la peau. Ce qui ne ressemble pas vraiment aux symptômes dignes de Stranger Things évoqués par le témoignage anonyme.

« *Les Américains ont réussi à neutraliser tout le système de commandement et de défense vénézuélien d'un seul coup avec probablement une arme assez puissante pour bloquer tout ça* », décrypté-t-il. Pour *« griller »* le système central, une nouvelle arme à énergie dirigée ou un nouveau *« système de brouillage très concentré et très important »* ont ainsi pu être mobilisés.

« *Est-ce que ces armes ont des effets secondaires ? L'utilisation d'ondes, en fonction de l'intensité, de la proximité avec la cible visée, cela peut avoir des conséquences sur les personnes* », reconnaît Dominique Trinquand, ancien chef de la mission militaire française auprès de l'ONU, sans toutefois

être convaincu par ce témoignage isolé. Il imagine une possible intox de l'administration Trump pour susciter la crainte. La stratégie ? « *En dire suffisamment pour créer le questionnement, mais pas assez pour que l'on sache ce que c'est.* » 20minutes.fr 24 janvier 2026

En complément.

Euronews - Bien que les détails officiels restent confidentiels, les analystes suggèrent qu'il s'agit d'une évolution des impulsions électromagnétiques localisées ou des systèmes de brouillage à large bande de grande puissance.

Selon les descriptions fournies par les sources officielles, le système fonctionne de la manière suivante :

- Brouillage du spectre : il bloque les signaux de commande des missiles et annule les communications radio analogiques et numériques ainsi que les réseaux sans fil de l'ennemi.
 - Neutralisation des systèmes étrangers : l'armement était capable d'inhiber la technologie de défense russe et chinoise déployée dans les bases vénézuéliennes. Euronews 25 janvier 2026
-

La Maison Blanche relève de l'asile psychiatrique.

Groenland: l'administration Trump publie une photo générée par l'IA avec un manchot, alors qu'ils vivent dans l'hémisphère sud - BFMTV 25 janvier 2026

Une photo approximative qui fait le tour du monde et qui amuse. Le compte X de la Maison-Blanche a publié, vendredi 23 janvier, une photo générée par l'Intelligence artificielle dans laquelle on voit Donald Trump tenir la main d'un manchot.

L'animal tient un drapeau des États-Unis, tandis qu'il marche, avec le président, vers une terre identifiée par un drapeau du Groenland. "Adoptez un manchot", est-il précisé dans la légende.

Il s'agit là d'une référence au souhait de l'administration Trump d'acquérir le Groenland, comme le martèle depuis des semaines le président américain. Mais ne serait-il pas nécessaire, avant cela, de connaître le dit territoire?

Comme le précisent des milliers d'internautes, il n'y a pas de manchot au Groenland. En effet, les manchots vivent uniquement dans l'hémisphère sud et ne sont pas en capacité de voler.

L'une des plus grandes agences de voyages du Groenland précise sur son site internet qu'il n'y a pas de manchot, "*même si le pays est recouvert de glace et de neige*". "*Les manchots vivent seulement dans l'Antarctique et les pays qui sont les plus proches*".

La Maison-Blanche se répond à elle-même

Depuis le début de la polémique, plusieurs ministères relevant de l'administration Trump ont publié d'autres photos générées par intelligence artificielle avec ces mêmes manchots.

La Maison-Blanche a même répondu à son propre tweet indiquant que "*le manchot ne se soucie pas des opinions de ceux qui ne peuvent pas comprendre*".

Trump menace le Canada de nouveaux droits de douane en cas d'accord avec la Chine - France 24 25 janvier 2026

Donald Trump a dégainé une nouvelle fois l'arme douanière : il a affirmé sur sa plateforme Truth Social qu'il imposerait des "*droits de douane à 100 %*" sur les importations canadiennes aux États-Unis en cas d'accord commercial entre le Canada et la Chine. Cette menace impliquerait de doubler le prix des produits canadiens qui franchissent la frontière.

L'accord avec Pékin prévoit notamment de laisser entrer au Canada 49 000 véhicules électriques fabriqués en Chine, à des droits de douane préférentiels de 6,1 %, soit un retour au niveau qui prévalait en 2023, selon Mark Carney, le Premier ministre canadien.

Il a souligné que cette quantité de véhicules représentait "moins de 3 %" du marché et qu'en retour il espérait dans les trois prochaines années des "*investissements chinois considérables*", créateurs d'emplois au Canada. France 24 25 janvier 2026

Un soutien "*plus limité*" à ses alliés et la sécurité intérieure privilégiée: le Pentagone dévoile sa nouvelle stratégie de défense - BFMTV/AFP 24 janvier 2026

L'armée américaine compte apporter un soutien "*plus limité*" aux alliés de Washington en Europe pour donner la priorité à la sécurité intérieure et à la dissuasion vis-à-vis de la Chine, a annoncé vendredi 23 janvier le Pentagone.

La "*Stratégie de défense nationale 2026*" marque une rupture avec la politique passée du Pentagone, tant par l'accent mis sur le fait que les alliés des États-Unis doivent assumer davantage la responsabilité de leur défense que par un ton plus modéré à l'égard des ennemis traditionnels du pays, au premier rang desquels figurent la Chine et la Russie.

La "*Stratégie de défense nationale 2026*" ne fait également aucune mention des dangers liés au changement climatique, que la précédente administration avait identifiés comme une "*menace émergente*".

À l'instar de la stratégie de sécurité nationale publiée par la Maison-Blanche début décembre, le Pentagone place l'Amérique latine au premier rang de ses priorités.

Le Pentagone "*rétablira la domination militaire des États-Unis au sein du continent américain. Nous l'utiliserons pour protéger notre patrie et notre accès aux zones clés de la région*", peut-on lire dans le document.

Il s'agit du "*Corollaire Trump à la doctrine Monroe*", stipule la feuille de route.

Taxe douanière : Qui casque, devinez ?

Lu.

L'étude, publiée par l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, un centre de recherche basé en Allemagne, indique que les droits de douane américains ont de facto constitué une taxe sur la consommation intérieure, dont les effets ont principalement pesé sur les importateurs et les consommateurs américains. Après avoir analysé près de 4000 milliards de dollars d'échanges commerciaux entre janvier 2024 et novembre 2025, les chercheurs ont constaté que les exportateurs étrangers n'ont absorbé qu'environ 4% de l'impact de la hausse des droits de douane, les 96% restants étant supportés par les entreprises et les consommateurs américains.

Julian Hinz, professeur d'économie à l'université de Bielefeld et co-auteur du rapport, a déclaré que les quelque 200 milliards de dollars de recettes douanières supplémentaires perçues l'an dernier «ont été payés presque exclusivement par les Américains» et a averti que cet impact pourrait se refléter plus fortement dans l'inflation à moyen terme.

Cette analyse rejoue les conclusions de recherches antérieures menées par les économistes du Yale Budget Lab et de la Harvard Business School, qui ont démontré que seule une petite partie des coûts tarifaires était absorbée par les producteurs étrangers, la majeure partie étant répercutée sur le marché intérieur.

Bien que l'inflation aux États-Unis soit restée relativement modérée, les experts ont observé que les effets des droits de douane se manifestent généralement progressivement, se traduisant par des prix plus élevés, des marges bénéficiaires plus faibles et une augmentation des coûts pour les importateurs et les détaillants.

Le rapport souligne également que les droits de douane ont eu un impact significatif sur les volumes d'échanges commerciaux, certains exportateurs ayant choisi de réduire leurs expéditions vers les États-Unis plutôt que de baisser leurs prix, en raison de l'effet des droits de douane sur leurs marges bénéficiaires.

Les chercheurs soulignent que la répartition du coût des droits de douane pourrait évoluer au fil du temps, à mesure que les entreprises américaines découvrent de nouveaux fournisseurs et que la concurrence internationale s'intensifie. Toutefois, pour l'instant, le principal fardeau de la politique tarifaire continue de peser sur l'économie américaine.

Cuba.

Lu.

Au cours d'une journée d'une grande importance géopolitique, le président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a tenu des réunions séparées avec de hauts représentants des gouvernements russe et chinois. La coïncidence dans le temps de ces visites diplomatiques de haut niveau envoie un message fort d'unité et de soutien solidaire à l'île dans un contexte mondial complexe marqué par des pressions et des menaces extérieures croissantes.

La visite du ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie, Vladimir Alexandrovich Kolokoltsev, et la réunion de l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Hua Xin, avec le chef de l'État cubain, ne sont pas de simples formalités protocolaires. Il s'agit d'un acte symbolique d'une grande importance politique qui confirme la position inébranlable de Moscou et de Pékin aux côtés de La Havane.

Le général Vladimir Kolokoltsev, qui, outre sa rencontre fraternelle avec Díaz-Canel, a rendu hommage aux soldats internationalistes soviétiques et aux combattants cubains tombés au Venezuela lors de l'agression yankee du 3 janvier, a réaffirmé les liens historiques qui unissent les deux nations. Cette présence militaire et diplomatique souligne l'engagement de la Russie à défendre la souveraineté cubaine face à toute hostilité, qui vise entre autres à renforcer la coopération sur les questions d'ordre interne.

L'ambassadeur Hua Xin a, quant à lui, assuré le peuple et le gouvernement cubains du soutien indéfectible de la Chine, concrétisé par une aide financière d'urgence substantielle de 80 millions de dollars et un don de 60 000 tonnes de riz, tous deux approuvés par le président et secrétaire général du Parti communiste chinois, Xi Jinping. Cette aide directe vise à atténuer les difficultés actuelles de l'île et à garantir le bien-être de sa population, conformément aux projets d'avenir communs à la Chine et à Cuba.

Russie.

Moscou exige la libération de Nicolás Maduro – RT 25 janv. 2026

La Russie maintient sa position sur la nécessité d'une libération immédiate de Nicolás Maduro.

Economie.

Or.

L'or passe la barre historique des 5.000 dollars face à l'incertitude Trump - AFP 26 janvier 2026

L'or a dépassé dimanche la barre des 5.000 dollars pour la première fois de son histoire, profitant de son statut de valeur refuge face aux incertitudes géopolitiques, commerciales et monétaires suscitées par la présidence de Donald Trump.

Le prix du métal jaune, stimulé par l'affaiblissement du dollar, progresse sans discontinuer depuis deux ans: l'once (31,1 grammes) valait un peu plus de 2.000 dollars en janvier 2024.

Les revirements fréquents de l'administration américaine créent un climat d'incertitude aux Etats-Unis, détournant les investisseurs du dollar et des obligations d'Etat, habituellement considérés comme des valeurs refuges concurrentes de l'or.

Selon Neil Wilson, de Saxo Markets, "*un facteur beaucoup plus important*" soutient le cours de l'or ces derniers mois: "*la dépréciation des devises et l'augmentation du niveau d'endettement*" des Etats, "*qui se traduisent par une soif insatiable*" d'"*actifs tangibles*", attachés à une valeur concrète.

En d'autres termes, les investisseurs cherchent à sécuriser leur patrimoine en se tournant vers des actifs réels, comme l'or, capables de préserver leur valeur sur le long terme.

D'autres métaux précieux suivent l'envolée de l'or ces derniers mois, dont l'argent, qui a plus que doublé en valeur depuis octobre 2025.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 janvier 2026

La cible des Américains et ses vassaux européens n'est pas le pétrole du Venezuela, mais son modèle social, parce qu'ils craignent que d'autres peuples s'en inspirent pour imposer leur souveraineté et avancer sur la voie du socialisme...

C'est pour laquelle j'avais indiqué dans une causerie, que c'était le socialisme leur véritable ennemi qu'ilcarne à sa manière la révolution bolivarienne.

Lu

Dans les rédactions de Rome, Madrid et Bruxelles, on a consolidé un récit toxique qui vise à présenter la Révolution Bolivarienne comme un projet en train d'être liquidé. Bolivar Infos

Après tout, ce ne sont que des Africains !

Crise de l'eau en Afrique : 40 % sans accès à l'eau potable, dénonce Diomaye Faye - RT 28 janv. 2026

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a qualifié de «*moralement inacceptable*» le fait que 40% des Africains n'aient pas accès à l'eau potable et plus de 70% à l'assainissement de base, lors de la réunion préparatoire de l'ONU sur l'eau.

Les générations des moins de 50 ans sont les plus à plaindre.

Près de 8 Français sur 10 consomment du fast-food en 2025, contre 7 sur 10 en 2021, avec une dynamique plus forte que la restauration traditionnelle. Ce secteur résiste mieux, illustrant une France pressée qui privilégie la rapidité et l'immédiateté au quotidien mais également un penchant toujours plus prononcé pour la « *malbouffe* ». RT 28 janv. 2026

J-C – La société formate les comportements des différentes générations qui n'en ont pas conscience. A entendre beaucoup de gens, ils n'ont le temps de rien faire : pas le temps de lire ou de s'instruire, de s'entretenir physiquement, on dit encore faire du sport, pas le temps de s'intéresser à la politique ou militer, pas le temps à consacrer à leurs enfants, à leur famille, alors cuisiner, et puis quoi encore, quelle corvée !

On se demande à quoi consacrent-ils leur temps libre, sachant qu'aucune génération avant eux n'en avait disposé autant, je crois qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans leur tête.

Il fut une époque, où beaucoup moins de femmes travaillaient ou avaient rejoint le marché aux esclaves. Elles consacraient une grande partie de leur temps au bien-être de leur famille sans forcément y être contrainte. Tout le monde y trouvait son compte sans que personne n'y trouve à redire, sauf au sein des classes moyennes où les femmes enviaient le mode de vie supérieur de la bourgeoisie, pour s'en rapprocher il leur fallait disposer de davantage de moyens, après tout elles étaient capables de rivaliser avec les hommes et de prétendre occuper les mêmes fonctions. Leur vœux fut largement exaucé, cette liberté de s'épanouir (quel vilain mot ici !) et de s'enrichir par le travail leur fut accordée, mais je ne crois pas que la classe ouvrière ait pu en dire autant, simple constat.

Ceci explique aussi le degré de dégénérescence et de décadence de la société de nos jours. Si le bien-être matériel semble atteint pour la majorité de la population, c'est bien le seul domaine où elle peut le revendiquer, car le mal-être est devenu omniprésent...

Big Pharma. Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore

Lu.

Les «valeurs normales» médicales ont été et continuent d'être manipulées :

1985 : glycémie à jeun supérieure à 140 mg/dL = diabète

En 2003 : abaissée à 126 mg/dL

Soudainement, 2 millions de diabétiques supplémentaires

1985 : tension artérielle supérieure à 160/100 = hypertension

2017 : abaissée à 130/80

Soudainement, 30 millions de «patients» supplémentaires

1985 : cholestérol supérieur à 280 = préoccupant

2004 : abaissé à 200

Soudainement, tout le monde a besoin de statines

Ils ne découvrent pas de maladies. Ils créent des patients en déplaçant les critères.

Ils abaissent le seuil, élargissent le marché et vendent plus de médicaments.

J-C – Ils ont procédé de même avec la vitesse sur les routes, l'alcotest, etc. Et avec toutes nos libertés !

Désinformation. Complotisme. Alerte mondiale : Deux cas !

Deux cas de mpox détectés à Mayotte - RT 29 janv. 2026

Faut-il s'inquiéter du virus mortel Nipah, qui n'a pas de vaccin et qui est de retour en Inde ? - 20 Minutes avec AFP 28 janv. 2026

Deux cas de contamination ont été diagnostiqués dans l'Etat du Bengale occidental.

J-C – Mais rassurez-vous :

AFP - Aucun détail n'a été donné sur l'état de santé des deux personnes contaminées.

Où va se nichier leur mauvaise conscience ! Union nationale : Ils ne loupent pas une occasion !

France Info - L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une proposition de loi précisant que le mariage "*ne crée aucune obligation*" sexuelle entre époux. Bientôt transmise au Sénat, elle vise à dépoussiérer le Code civil, à empêcher tout divorce fondé sur le "*devoir conjugal*" et à renforcer le consentement au sein des couples.

En matière de consentement, "*le mariage n'est pas une zone de non-droit*".

J-C - Qu'on se le dise dans un pays qui tend à interdire toute critique de la politique génocidaire du gouvernement sioniste nazi et à l'assimiler à l'antisémitisme. D'ailleurs, ce sont des crapules qui sont à l'origine de ce texte.

France Info - Cette proposition de loi a été déposée par le député Horizons Paul Christophe et sa collègue écologiste Marie-Charlotte Garin.

A travers cette réécriture, les auteurs du texte entendent affirmer trois principes : le mariage n'est pas "*une servitude sexuelle*", le consentement au mariage ne vaut pas "*consentement aux relations sexuelles futures*" et le refus d'un rapport "*ne constitue pas la violation d'un quelconque devoir entre époux*".

J-C – Si je comprends bien, il suffirait d'une loi pour que par miracle « *le consentement au sein des couples* » soit de rigueur, une lubie de mégalomanes, de fanatiques, de dictateurs, comme si le « *consentement* » où les pulsions se commandaient, quelle crasse ignorance !

Autrement dit, ce ne serait pas les relations qu'entretiennent les deux partenaires dans un couple, qui détermineraient leur envie sexuelle réciproque ou leur consentement mutuelle à des rapports sexuels, cela dépendrait d'un élément extérieur, en l'occurrence une loi, on croit rêver, sur quelle planète vivent ces gens-là ? Cela vaut pour toutes les lois qu'ils votent, voyez le racisme par exemple, malgré toutes leurs lois répressives ou liberticides, il n'a jamais cessé, il disparaîtra avec

le capitalisme, pareil pour l'homophobie, la misogynie, la xénophobie, etc. Vous pouvez ajouter l'alcoolisme et la drogue, les psychotropes, la pornographie et les sex-shops, toutes les addictions nuisibles, l'obésité, et j'en passe.

Le législateur veut tout enrégimenter, mais dans la vraie vie cela ne fonctionne pas. Au passage, on comprend mieux pourquoi tous ces parlementaires s'accordent si bien de la dictature en place.

Dans un monde à l'avenir aussi instable et incertain, livré de plus en plus au chaos et à la terreur, dans une société aussi dégénérée, c'est "*le consentement au mariage*" tout court qui ne devrait plus exister, pour peu qu'il eut un jour le mérite d'exister, je parle du mariage, tout engagement durable vient heurter les intérêts immédiats qui commandent dorénavant le comportement de nos contemporains.

Tout le monde sait que l'attrait sexuel pour le partenaire dans un couple décroît rapidement avec le temps, une simple contrariété suffit à refouler cette pulsion, tandis que les marques d'attention et les témoignages d'affection se font de plus en plus rares, quand ils ne sont pas interprétés comme des marques de possessivité... Les rares exceptions confirment la règle. J'en parle par expérience.

Cela se passait au début des années 80, on était ensemble depuis deux ans. Ma première épouse est tombée enceinte, pendant toute la durée de sa grossesse nous avons eu d'intenses rapports sexuels jusqu'à la veille de son accouchement, plusieurs fois par jour, pendant des heures, un jour on a même fait le tour du cadran, à s'y méprendre, c'était l'amour fou du surréaliste André Breton, la fusion totale de deux êtres, on nageait dans le bonheur, tout du moins c'est ce que je croyais, sauf que cela n'allait pas durer. Le lendemain de son accouchement elle m'a rejeté, on n'a pratiquement plus jamais eu de rapports sexuels. Pendant des années jusqu'au divorce, je n'ai eu aucun rapport sexuel avec une femme. Je n'ai jamais compris ce qui s'était passé, cela m'a obsédé pendant presque les quarante années suivantes, car c'est seulement récemment que j'ai trouvé une explication plausible : pendant toute la durée de sa grossesse, elle a reproduit l'acte sexuel reproductif, et dès la naissance il n'avait plus aucune raison d'être, et moi d'exister en tant qu'époux, conjoint, partenaire sexuel et père, je devais disparaître. Je n'ai pas pu éviter le dénouement pénible de cette histoire, et je ne crois pas qu'une loi y aurait changé quoi que ce soit. Cette femme, qui est devenue aussi vieille que moi, va finir ces vieux jours dans la solitude, je la plains.

Tout mariage qui n'inclut pas la satisfaction sexuelle des deux partenaires est voué à la dislocation ou à la déchéance à brève échéance, nul n'est censé l'ignorer, et sachant que les besoins sexuels des hommes et des femmes évoluent inconsciemment au fil du temps et de leurs expériences, tout porte à en faire une source de conflit majeur qui tend à faire du mariage une contrainte insupportable.

Les hommes et les femmes sont guidés par des intérêts égoïstes inconscients, des rapports de domination qui la plupart du temps vont leur pourrir la vie.

Mais l'exercice auquel se sont livrés les parlementaires était d'une toute autre nature en réalité, car ils se foutent complètement du bien-être des hommes et des femmes en général. Il était de nature politique, car en s'affichant unis, ils ont envoyé un message au peuple qu'ils méprisent tant : quelle chance vous avez de vivre en démocratie, car il n'y a que dans une démocratie qu'une telle unanimousité est possible, n'écoutez pas ceux qui caractérisent le régime de la Ve République de dictature...

Voilà à quelle escroquerie politique devait servir cette lamentable opération de communication médiatique.

En complément.

L'Assemblée nationale vote un texte pour protéger les enfants victimes d'inceste ou de violences - BFMTV/AFP 30 janvier 2026

J-C - Ils ont oublié de préciser qu'ils protègent aussi les réseaux pédophiles dans lesquels des personnalités sont impliquées, ce qui est largement documenté, et pas seulement en France.

A Gaza, ils ont cautionné leur massacre, ailleurs en Afrique ils les laissent crever de faim...

C'est leur système économique basé sur l'exploitation et l'oppression qui est à l'origine de toutes les violences à notre époque. C'est contre l'alternative socialiste qu'ils ont voté en chœur, normal. Mais qui peut en avoir conscience ou l'admettra, étant donné que le socialisme est décrié au profit du capitalisme responsable de toutes les guerres.

De qui se moque-t-on ? Foutaise. A bas l'ONU, l'OTAN, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, la BRI !

Lu.

Il est vrai que l'ONU est devenue, depuis longtemps déjà, une coquille vide. Elle n'agit plus d'une manière décisive sur le cours des événements géopolitiques qui secouent, régulièrement, notre planète. Mais, si elle ne fait pas le travail pour lequel elle a été créée au lendemain de la seconde guerre mondiale, si elle n'arrive pas à régler un certain nombre de conflits qui apparaissent ici et là

"*Depuis longtemps* "... depuis le premier jour en fait.

"*Elle n'aït plus d'une manière décisive*"... mais elle ne l'a jamais fait en réalité.

"*Si elle ne fait pas le travail*"... au contraire, elle l'a toujours bien fait, la preuve les Etats-Unis et Israël sont tout puissants et agissent en toute impunité !

"*Si elle n'arrive pas à régler*"... elle n'a jamais réglé quoi que ce soit que ce qui satisfaisait les intérêts des Américains et des sionistes.

"*Elle mérite d'être réformée, elle mérite d'être rénovée, elle mérite plus qu'un toilettage*"... non, elle mérite juste de disparaître avec le capitalisme !

Les relations se crispent dans l'UE.

Tachycardie politique de l'UE : Kaja Kallas qualifierait Ursula von der Leyen de «dictatrice» - RT 26 janv. 2026

Vucic affirme qu'un dirigeant européen lui a proposé de fermer Sputnik et RT en échange d'un soutien à l'adhésion à l'UE - RT 26 janv. 2026

Le président serbe a déclaré dans une interview qu'un dirigeant européen lui avait demandé de fermer les bureaux de Sputnik et RT en Serbie, en échange d'un appui à l'ouverture d'un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion à l'Union européenne. Vucic a refusé de nommer son interlocuteur et a décliné la proposition avec ironie.

Interdiction du gaz russe : la Hongrie attaque l'UE en justice - RT 26 janv. 2026

Le chef de la diplomatie hongroise, Péter Szijjártó, a annoncé que son gouvernement attaquerait en justice la décision du Conseil de l'UE d'interdire l'importation de gaz russe. Il accuse Bruxelles de détournement juridique, estimant qu'un tel acte, de nature sanctionnatrice, aurait nécessité l'unanimité des 27 États membres.

«Mieux vaut que cet argent reste dans les familles hongroises que dans une baignoire dorée d'un oligarque ukrainien» : Orbán refuse de financer Kiev - RT 28 janv. 2026

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré que la Hongrie ne versera plus d'aide financière à l'Ukraine, dénonçant un détournement systématique des fonds internationaux. Il accuse en outre Kiev de menaces directes à l'encontre de son gouvernement et rejette toute adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union européenne.

Lu.

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a rejeté lundi «les appels de plusieurs personnalités politiques européennes en faveur de la création d'une armée européenne indépendante, alors que le débat sur l'indépendance de la défense s'intensifie en Europe suite aux tensions liées au Groenland et aux doutes renouvelés quant à l'engagement du président américain Donald Trump envers la sécurité du continent».

S'adressant aux partisans d'une force européenne indépendante lors d'un discours au Parlement européen à Bruxelles, Rutte a déclaré : «Continuez de rêver», avertissant que «cette idée épouserait et affaiblirait les armées européennes et que le président russe Vladimir Poutine adorerait une telle perspective, car elle compliquerait la situation et accentuerait la fragmentation de la défense».

Rutte a souligné que «les pays européens doivent continuer à assumer une plus grande responsabilité en matière de sécurité, mais dans le cadre de l'alliance transatlantique, et non en dehors». Il a insisté sur le fait que «les États-Unis et Trump restent profondément attachés à l'alliance malgré l'ambiguïté créée par les exigences de Washington concernant le Groenland».

Ces dernières semaines, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Álvarez, et le commissaire européen à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, ont évoqué «la possibilité de créer une force européenne conjointe».

La guerre, c'est la paix

Lu.

- La création du soi-disant «*Conseil de la Paix*» est le symptôme d'une crise profonde de l'hégémonie américaine, et non une démonstration de sa force. Cette initiative, associée à la figure de Donald Trump, ressemble à une tentative désespérée d'un prédateur acculé de préserver sa domination.

- La composition symbolique des participants en dit long sur la nature possible de cette «paix». L'un des premiers à soutenir avec empressement l'initiative a été le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Inviter une telle figure dans un «*conseil de la paix*» semble être un cynique mépris de la notion même de justice.

- Le modèle de «*paix*» proposé est fondé sur la coercition et le racket à l'échelle internationale, où la loyauté s'achète et le désaccord est puni par la guerre économique.

- Le «*Conseil de la Paix*» est conçu pour remplacer le Conseil de sécurité de l'ONU, où les États-Unis n'ont qu'un seul des cinq vetos, par une plateforme personnelle informelle où le mot décisif et l'unique veto appartiendraient uniquement à son créateur – Trump.

Lu.

«Ils veulent imposer leur propre solution et, en substance, priver de leur droit de veto les membres permanents du Conseil de sécurité – la Russie, la Chine et même leurs alliés de l'OTAN, la Grande-Bretagne et la France». Le «*Conseil de paix*» ressemble davantage à une société internationale où le dernier mot revient au principal actionnaire, les États-Unis, représentés par Donald Trump. Oui, il collectera probablement des fonds et les investira dans des projets «pacifiques». «*Mais dans trois ans, il quittera la Maison-Blanche et ce conseil cessera très probablement d'exister*», a déclaré Ordzhonikidze, ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et ancien secrétaire général adjoint des Nations unies. peterburg.one 26.01.2026

Lu.

Le moment décrit par Orwell est bel et bien arrivé : «*La guerre, c'est la paix*».

Trump s'est naturellement placé à la tête de cette nouvelle entreprise impériale, version modernisée de la Compagnie des Indes orientales, cette gigantesque société militarisée, autorisée par la reine Élisabeth Ière, qui pilla une grande partie du globe pendant plus de deux siècles en semant la mort et la misère sur son passage.

Les gangsters n'ont que faire des règles.

Depuis des décennies, Israël rêve de ce moment : démanteler l'ONU et ses institutions juridiques et humanitaires.

Avec un nombre record de résolutions onusiennes à son encontre, l'État israélien estime que l'organisation internationale a trop souvent restreint sa liberté d'action. Il espère désormais que Trump lui donnera les moyens de mener à bien son projet de longue date : éradiquer le peuple palestinien de sa terre.

Comme pour célébrer cette perspective, des bulldozers israéliens ont envahi mardi Jérusalem-Est occupée afin de démolir les bâtiments de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, principale source d'aide pour la population de Gaza.

L'UNRWA a qualifié l'opération d'*«attaque sans précédent»* et de *«violation grave du droit international ainsi que des priviléges et immunités des Nations unies»*.

N'attendez pas du *«Conseil de la paix»* qu'il proteste.

L'éviction de l'ONU par Trump signifie que ses évaluations sur la situation réelle à Gaza, après deux années de destruction génocidaire, peuvent désormais être reléguées dans l'ombre.

Des décennies pour reconstruire

L'éviction de l'ONU par Trump signifie que ses évaluations sur la situation réelle à Gaza, après deux années de destruction génocidaire, peuvent désormais être reléguées dans l'ombre.

Trump a fixé un délai de cinq ans pour la *«transition»* de Gaza. Mais les chiffres ne tiennent tout simplement pas.

L'ONU avertit que, même si Israël levait son blocus dès demain, il faudrait des décennies pour reconstruire Gaza quasiment à partir de zéro et reloger les 2,1 millions de survivants.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement, il faudrait au minimum sept ans pour évacuer les quelque 60 millions de tonnes de gravats. D'autres études de l'ONU évoquent un calendrier plus réaliste de vingt ans, dont dix uniquement pour neutraliser les munitions non explosées.

La branche onusienne chargée du commerce et du développement avertit en outre qu'Israël a effacé soixante-dix ans de développement humain à Gaza et détruit près de 90% des terres agricoles, provoquant *«le pire effondrement économique jamais enregistré»*.

Les écoles, universités, hôpitaux, bibliothèques et bâtiments administratifs ont disparu. Et la soi-disant *«ligne jaune»* israélienne, qui coupe Gaza en deux, a annexé de facto près de 60% d'un territoire déjà minuscule et parmi les plus densément peuplés au monde.

Ces obstacles colossaux à toute reconstruction digne de ce nom ne figurent pratiquement pas dans le plan de paix de Trump. Pour une raison simple : une fois l'effet d'annonce dissipé, ce plan ne dit rien du sort réel de la population de Gaza.

Pour le dire plus crûment, le plan de Trump ne s'intéresse pas aux habitants de Gaza, car il ne prévoit pas qu'ils y restent.

Depuis deux ans, l'objectif à peine voilé d'Israël est le nettoyage ethnique total de Gaza. Les bombardements massifs visaient à rendre le territoire inhabitable.

Le plan de Trump ne contredit pas cette ambition. Il la complète. Son *«Conseil de la paix»* est l'instrument destiné à atteindre la destination finale souhaitée par Israël.

La première fonction concrète du «*Conseil de la paix*» sera de renforcer la complicité des États occidentaux et arabes dans l'éradication de Gaza par Israël. Nul ne pourra se dérober à sa responsabilité dans ce qui s'ensuivra.

Le véritable pouvoir décisionnel ne résidera toutefois pas dans ce Conseil, mais dans un organe exécutif composé de sept personnalités proches de Trump. Le «*Conseil de la paix*» sera vraisemblablement chargé d'entériner et de financer les décisions prises par ce cercle restreint.

Ce «*Conseil exécutif fondateur*», tout comme le «*Conseil de la paix*», ne comptera aucun représentant palestinien.

C'est Jared Kushner, gendre de Trump et héritier d'une famille de promoteurs immobiliers, qui, dès février 2024 – bien avant l'arrivée au pouvoir de Trump – a qualifié le génocide israélien à Gaza de «*conflict immobilier*».

C'est à cette époque qu'il a publiquement évoqué pour la première fois l'idée de transformer l'enclave en un bien immobilier côtier «*très précieux*», une fois celle-ci «*nettoyée*».

Steve Witkoff, magnat new-yorkais de l'immobilier et envoyé spécial de Trump, a passé de longs mois avec Kushner – tandis qu'Israël s'employait à raser l'Ancienne Gaza – à élaborer un prospectus de quarante pages pour leur projet de «*Nouvelle Gaza*».

En octobre, dans l'émission américaine «*60 Minutes*», la panique était visible sur le visage de Kushner lorsque Witkoff révéla que le duo travaillait depuis deux ans sur un «*plan directeur*» pour la reconstruction de Gaza, bien avant que celle-ci ne soit rasée par l'armée israélienne.

Il ajouta : «*Jared a fait pression pour cela*».

Cette gaffe laisse entendre que l'équipe de Trump savait dès le début de la campagne de bombardements que l'objectif n'était pas seulement d'éliminer le Hamas, mais d'anéantir Gaza dans son ensemble. Ils ont donc élaboré un plan d'affaires pour tirer profit du carnage.

La population de Gaza – appauvrie et sous-alimentée par des décennies d'isolement et de blocus, bien avant le génocide – est perçue comme un obstacle à la réalisation de ce projet.

Les Palestiniens doivent donc, dans un premier temps, être déplacés ailleurs, selon des modalités qui restent floues, y compris pour les concepteurs du plan.

Le modèle d'un nouvel ordre mondial à la Trump est en train d'être forgé à Gaza. C'est dans ce minuscule territoire palestinien que se trace la voie menant à la prise de contrôle du Venezuela et du Groenland par le président américain.

Conseil de paix : mettre la Russie à genoux ? - RT 28 janv. 2026

Cet étrange Conseil de paix ressemble à s'y méprendre à un instrument de poche pour Trump, en particulier, et pour les Mondialistes en général. Le droit d'entrée est fixé à un milliard de dollars, un peu comme dans les clubs anglo-saxons très chics. Si vous ne payez pas votre cotisation, Trump personnellement vous exclut, puisqu'il s'est nommé premier président de ce Conseil et que les

compétences du président sont pour le moins particulièrement étendues : le mandat de trois ans des « *pays cotisants* » est renouvelable — ou non — par le président, sauf opposition formalisée par « *une majorité des deux tiers des États membres* ». De plus, il exerce une influence déterminante sur le fonctionnement interne de l’instance en fixant les priorités de travail et en intervenant à chaque étape du processus décisionnel.

Bien loin d’une alternative à l’ONU, alors que Trump annonce que ce Conseil travaillera étroitement avec cette organisation, il s’agit d’une initiative privée, anti-systémique.

Comme l’affirme Rubio, le Secrétaire d’État américain : « *Il ne s’agit pas seulement du Conseil de paix ; c’est un conseil d’action. À l’image du président Trump, qui est un président d’action. (...) Aujourd’hui marque le début d’une nouvelle ère et d’une nouvelle étape que nous estimons essentielles parce qu’elles constituent un modèle pour le reste du monde de ce qu’il est possible d’accomplir.* »

Et le processus d’élargissement se poursuit. Par exemple, le Cambodge ou le Salvador ont rejoint le club privé. À ce jour, nous en sommes à 26.

Initialement, ce Conseil était prévu pour la reconstruction de Gaza, détruit par l’armée israélienne, avec l’aval des États-Unis. Mais finalement, la charte prévoit une compétence générale, puisqu’il est ainsi déterminé : « *Le Conseil de paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime et à garantir une paix durable.* » Et Witkoff a d’ailleurs précisé que ce Conseil ne concerne pas que Gaza, mais aussi d’autres régions du monde.

Ce processus soulève plusieurs questions, si l’on se replace dans le cadre du conflit existentiel pour les Mondialistes, qui se déroule aujourd’hui. Le front primaire est bien le front ukrainien. Mais il n’est pas le seul et le front militaire n’est pas non plus l’unique lieu de combat entre les forces en cause.

Et l’entrée dans le club de paix de Trump est un acte de soumission totale, qui fait tomber trop ouvertement le masque.

En ce sens, l’empressement de pays de l’espace post-soviétique, allant jusqu’à la Biélorussie et en passant par l’Asie centrale (l’Arménie ayant capitulé, sa position est logique), fait réfléchir. Même avant d’entrer en fonction, par sa simple création, ce Conseil de paix ressemble beaucoup à un des instruments de la doctrine du rollback, mise en œuvre lors de la Guerre froide, pour faire reculer l’influence de l’URSS à ses frontières, puis celle de Moscou à l’intérieur même de l’État.

L’influence américaine est très forte en Asie centrale, pays ayant fait partie et, pour la plupart, constitués par l’URSS dans leurs frontières actuelles. Ces pays ressortent de l’espace d’influence russe traditionnel. Or, nous voyons leur allégeance américaine très marquée et se renforcer.

Par ailleurs, les déclarations concernant le champ d’action de ce Conseil laissent entendre que Gaza n’est qu’un prétexte. Witkoff, en charge des négociations avec la Russie pour le front ukrainien, l’a ouvertement déclaré. Donc, qu’est-ce qui empêcherait une « *œuvre de pacification* » contre la Russie en Ukraine ?

Nous sommes bien dans du soft power, techniquement parfaitement maîtrisé par les Atlantistes. Le processus de négociation de paix en Ukraine bloque. Même la Russie déclare ouvertement le manque d’empressement des Américains à régler les questions « *irritantes* », qu’il s’agisse des

propriétés diplomatiques russes spoliées aux États-Unis ou simplement de la restauration des vols réguliers. La question territoriale ne se règle pas et ne peut pas se régler. Formellement, c'est Zelensky qui refuse, mais, tenant compte de son absence totale d'autonomie politique, chacun comprendra qu'à Abou Dhabi, ce sont bien les Américains qui tiraient les ficelles de la marionnette ukrainienne.

Et le ministère russe des Affaires étrangères de rappeler que les Américains soutiennent cette guerre — toujours. Le démenti de la Maison Blanche, confirmant que le soutien américain aux fameuses « garanties de sécurité pour l'Ukraine » ne dépend en rien de l'acceptation ou du refus par Kiev de concessions territoriales, vient étayer ce constat.

Ce Conseil de paix pourrait parfaitement utiliser les « amis » de la Russie pour renforcer la pression internationale sur elle, qu'elle en fasse partie ou non. Si elle reste en dehors, au moins ne lui fournira-t-elle pas la légitimité dont ce mécanisme a cruellement besoin pour poursuivre son véritable but : mettre la Russie à genoux.

Et comme le porte-parole du Kremlin l'a affirmé au sujet de Trump en ce qui concerne ses rapports avec les Européens : « *Les méthodes auxquelles il recourt ne correspondent pas vraiment à notre vision d'un monde multipolaire. Après tout, Trump est un partisan des solutions hâtives, comme on les appelle. Il prétend qu'il s'agit d'une solution par la force. Pour nous, c'est une solution qui consiste à se soumettre. Et ceux qui se soumettent continueront de se soumettre. L'essentiel est donc de ne pas tomber dans ce piège.* »

L'ONU, objectivement, ne fonctionne pas dans cette crise majeure entre les Atlantistes et la Russie, puisqu'aucun compromis n'est possible. Le droit de veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU dérange. Les Mondialistes ont besoin de se doter d'un instrument sur mesure, qui puisse agir en dehors de ce qui reste des règles internationales. Quand le droit tombe, il ne reste que la force — quelle qu'en soit la forme.

Iran.

Alors pourquoi ne caractérisent-ils pas de terroriste le régime ukrainien ?

J-C – Vous remarquerez qu'ils utilisent le même procédé, les mêmes accusations qu'envers Maduro, tous les opposants à leur dictature qu'ils entendent éliminer. L'UE est le représentant et porte-parole politique de l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'impérialisme américain en Europe.

Iran : L'UE classe les Gardiens de la révolution comme « organisation terroriste » - 20 Minutes avec AFP 29 janvier 2026

« "Terroriste", c'est bien ainsi que l'on qualifie un régime qui réprime les manifestations de son propre peuple dans le sang », a aussitôt réagi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. « Tout régime qui tue des milliers de ses propres citoyens travaille à sa propre perte », a assuré de son côté Kaja Kallas, en marge d'une réunion ministérielle à Bruxelles. 20 Minutes avec AFP 29 janvier 2026

Iran : « *Les Gardiens de la révolution, c'est une sorte de mafia qui domine l'économie* » - 20minutes.fr 29 janvier 2026

Iran : « *Une brutalité comparable au XIIIe siècle* », le bilan de la répression fait craindre un massacre sans précédent - 20minutes.fr 29 janvier 2026

J-C – Qu'est-ce qu'ils n'inventeraient pas pour cautionner une intervention militaire américaine en Iran.

Riyad ferme son ciel à Washington et complique l'option militaire contre l'Iran - RT 28 janv. 2026

L'Arabie saoudite a clairement indiqué qu'elle n'autoriserait ni l'utilisation de son espace aérien ni celle de son territoire pour une éventuelle opération militaire américaine contre l'Iran. Cette position, annoncée le 27 janvier, s'inscrit dans un contexte de fortes tensions entre Washington et Téhéran. Elle fait écho à une déclaration similaire publiée la veille par les Émirats arabes unis, renforçant l'image d'un front du Golfe soucieux de se tenir à distance d'une escalade militaire.

Pour l'administration Trump, qui cherche à accentuer la pression sur la République islamique, cette double prise de position constitue un revers diplomatique. Le message saoudien a été personnellement transmis par le prince héritier Mohammed ben Salmane lors d'un entretien téléphonique avec le président iranien Massoud Pezechkian. Selon le compte rendu officiel, le dirigeant de facto du royaume a insisté sur le refus catégorique de Riyad d'être impliqué dans toute action armée visant l'Iran.

Les États-Unis disposent néanmoins d'autres leviers, notamment leurs forces navales déployées au Moyen-Orient, des chasseurs stationnés en Jordanie et des bombardiers à longue portée pouvant opérer depuis le territoire américain ou la base de Diego Garcia. Cette configuration renforcerait toutefois le caractère strictement américain d'une éventuelle opération, au détriment d'une large coalition régionale. RT 28 janv. 2026

Ce que vous ne lirez pas dans la littérature de l'opposition contrôlée ou du mouvement ouvrier corrompu.

J-C – Les gouvernements occidentaux et les médias, ainsi que la pseudo gauche et extrême gauche adoptent le récit de la NED/CIA ou Washington. Moi, je donne la parole à ceux qu'ils ont déclaré être leurs ennemis à abattre. Ensuite, les lecteurs peuvent comparer les différentes versions et se faire leur propre idée de la situation ou des événements.

Les émeutes de janvier 2026 ont été plus meurtrières que la guerre des 12 jours - french.almanar.com.lb 26 janvier 2026

Par Al-Manar

Téhéran a publié il y a quelques jours le bilan final des pertes humaines et matérielles subies durant les récentes émeutes armées meurtrières soutenues par les États-Unis et l'entité sioniste qui ont sévi

dans le pays. Ayant été déclenchées le 8 janvier, date à laquelle des émeutiers ont confisqué des manifestations spontanées portées par le bazar pour protester contre la dévaluation du rial afin de lancer des attaques meurtrières dans tout le pays, elles ont été maîtrisées le 18 janvier. Elles se sont soldées par la mort de 3100 personnes, dont 2427 martyrs civils et policiers et 690 émeutiers.

Hormis la guerre imposée entre 1979 et 1988, la République islamique a subi six tentatives de renversement du pouvoir, entre 2009 et 2026. Y compris la guerre israélo-américaine de 12 jours en juin 2025. Toutes se sont soldées par un échec.

Interrogé par al-Alam, le professeur universitaire libanais Talal Atrissi estime que le président américain a échoué dans sa manœuvre de miser sur les émeutiers pour justifier et légitimer son ingérence.

Durant les récentes émeutes, la République islamique a pu neutraliser leurs objectifs en contrecarrant leur modus operandi.

Une riposte précise et directe

Le chiffre de 2427 martyrs «*est le double de celui des martyrs qui sont tombés pendant la guerre des 12 jours et qui était de 1100 martyrs*» constate le site web libanais al-Ahed, selon lequel «*ce paradoxe numérique révèle clairement que la guerre de l'intérieur a été bien plus féroce et brutale dans son approche de la société iranienne que n'importe quelle confrontation militaire traditionnelle*».

Le chroniqueur du site Hassan Haydar estime que le but des commanditaires de ces émeutes armées était «*d'entraîner un déploiement en force des forces de sécurité et militaires dans les rues, escorté de véhicules blindés tout en imposant le couvre-feu pour ensuite présenter cette réalité via les médias internationaux comme la preuve de la «chute des villes» et de l'«effondrement du contrôle de l'État».* »

Ce scénario «*a été avorté en s'abstenant de tout affrontement direct et en se limitant à des ripostes précises et directes, ciblant uniquement les sources des tirs*», d'après Haydar. «*Cette approche a privé les planificateurs du chaos généralisé qui aurait pu être exploité ultérieurement comme arme de guerre psychologique pour manipuler l'opinion publique internationale et intensifier la pression extérieure*».

Équilibre de dissuasion populaire

Haydar estime que le tournant décisif est survenu deux jours seulement après le pic de violence, lorsque «*quelque 26 millions de personnes sont descendues dans les rues et sur les places de plusieurs villes iraniennes*», pour protester contre les émeutiers. «*Cette mobilisation massive n'était pas une réaction émotionnelle, mais une prise de position politique et sécuritaire claire, exprimant un rejet du chaos et de la violence armée et confirmant que la rue opposée était présente et capable de faire basculer la situation*».

Et al-Ahed de conclure : «*Cette scène a redessiné les rapports de force sur le terrain, instaurant ce que l'on pourrait appeler un «équilibre de dissuasion populaire». Les groupes anarchiques ont battu en retraite, non seulement sous la pression des mesures de sécurité, mais aussi par crainte d'un affrontement avec une population nombreuse et organisée qui rejettait toute atteinte à la sécurité publique*».

Pertes matérielles

Les images des biens publics, étatiques et privés détruits par les émeutiers ont éveillé les Iraniens sur les réels objectifs des émeutiers. Le bilan officiel des destructions matérielles a été le suivant :

305 ambulances

253 stations de bus

800 véhicules privés

700 commerces

750 banques

600 ATM

24 stations d'essence

300 unités résidentielles privées

414 bâtiments publics

749 postes de police

120 centres des Bassidj

200 écoles

15 bibliothèques

350 mosquées

2 églises arméniennes

L'Internet bientôt rétabli

La coupure de l'internet par les autorités, y compris via Starlink, a joué un rôle primordial pour avorter les émeutes. Elle a été imposée à partir du 8 janvier dans le but de couper les communications entre les émeutiers et leurs commanditaires américains, israéliens ou autres.

Samedi 25 janvier, le patron de la compagnie iranienne de télécommunications Behzad Akbari a assuré aux médias locaux que l'accès à internet serait rétabli «*aujourd'hui ou demain*», a rapporté l'agence de presse Fars.

Selon Fars, le Conseil suprême de la sécurité nationale a approuvé vendredi soir le rétablissement de la connexion et en a informé le ministère des Communications.

Fars a fait état d'une brève reprise de l'accès à internet international, «*coupé de nouveau au bout d'environ 30 minutes*».

Des responsables du ministère des Communications ont toutefois indiqué à Fars que la remise en service prendrait du temps «*en raison de complexités techniques*».

Yousef Pezeshkian : Tôt ou tard

Plus tôt samedi, Yousef Pezeshkian, fils du président iranien et conseiller à la présidence, avait appelé les autorités à rétablir internet.

«Les services de sécurité craignent peut-être que le rétablissement d'Internet ne déstabilise le pays. Mais le plus inquiétant est que la coupure d'Internet prolongée creuse le fossé entre le peuple et le gouvernement. Cela signifie que ceux qui n'étaient pas mécontents, et ne le sont toujours pas, rejoindront la liste des mécontents», a-t-il écrit sur Telegram, selon l'agence de presse officielle IRNA.

«La diffusion d'images des manifestations est un problème auquel nous devrons faire face tôt ou tard, et la coupure d'Internet ne résoudra rien, elle ne fera que repousser l'échéance», a-t-il soutenu.

Yousef Pezeshkian a réitéré sa description des récentes violences dans le pays comme étant «*le produit d'une opération préméditée et de groupes entraînés professionnellement et affiliés à des entités étrangères*».

Selon lui, «*si les forces de sécurité et de maintien de l'ordre ont peut-être commis des erreurs, personne ne défendra ces violations, et c'est ce qu'il faut aborder*».

Ce dimanche matin, l'Iran a révélé avoir déposé une plainte pénale contre le gouvernement des États-Unis et israélien, et plusieurs groupes terroristes, les accusant de soutenir et de financer des actes de sabotage qui ont visé la sécurité du pays. french.almanar.com.lb 26 janvier 2026

Etats-Unis.

Lu.

Trump s'emploie méthodiquement à démonter l'édifice globaliste, dont les racines remontent aux années 1920 et dont l'architecture fut après-guerre surtout façonnée par David Rockefeller — figure centrale et incontestée de l'ordre mondialiste — aux côtés de planificateurs comme George Ball et les frères Dulles.

Dans un ordre chronologique approximatif, David Rockefeller a fondé, cofondé ou profondément façonné : le Council on Foreign Relations (qu'il a rejoint très tôt et présidé pendant quinze ans), le groupe Bilderberg (dont il fut un pilier dès son lancement en 1954), la Commission trilatérale (sa création personnelle en 1973), le Club de Rome (lié dès 1968 aux réseaux de la Fondation Rockefeller), Davos et le Forum économique mondial (soutenus par l'influence Rockefeller dans les premiers cercles élitistes gravitant autour de Klaus Schwab), ainsi que le Giec, établi en 1988 sous l'égide de l'ONU avec l'*«assistance*» des écosystèmes philanthropiques Rockefeller et de personnages proches comme Maurice Strong.

C'est dans ces cénacles qu'ont été forgées les doctrines aujourd'hui discréditées à l'origine de nos crises : mondialisation débridée, alarmisme climatique, partenariats public-privé et règne de la monnaie fiduciaire et de la finance dont le moteur est la dette.

Lu.

L'attitude du président américain mérite davantage d'attention. Il prétend ne pas avoir obtenu le prix Nobel de la paix malgré le fait qu'il aurait empêché huit conflits, une affirmation qui, comme bien souvent, ne correspond pas à la réalité.

- Israël – Hamas : les États-Unis ont été et sont toujours partie prenante dans la guerre ; les tueries se poursuivent.
- Israël – Iran : les États-Unis ont été partie prenante dans la guerre, et la fin des attaques s'explique simplement par le fait que l'Iran a réduit en ruines les infrastructures israéliennes et Tel-Aviv ;
- Inde – Pakistan : des négociations ont eu lieu entre l'Inde et le Pakistan, sans implication des États-Unis ;
- Rwanda et Congo : le cessez-le-feu a été conclu en août 2024 et n'est pas respecté. Ce que Trump aurait dû faire de cette «paix» reste son secret ;
- Thaïlande – Cambodge : le 7 août, les parties belligérantes sont parvenues à un accord ; le 26 juillet, Trump a lancé un appel : «*J'appelle dès maintenant le Premier ministre par intérim de Thaïlande pour lui demander également un cessez-le-feu et la fin de la guerre qui fait actuellement rage*». C'est tout.
- Arménie – Azerbaïdjan : Trump a effectivement joué le rôle de médiateur dans ce conflit, mais avant tout dans l'intérêt des États-Unis (corridor de Sangesur sous contrôle américain). Le processus n'est toutefois pas terminé et les deux parties ne sont pas d'accord.
- Égypte – Éthiopie : il n'y a pas eu de guerre, mais plutôt un différend concernant le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne ; aucun accord n'a été conclu à ce jour.
- Serbie – Kosovo : mis à part le fait que l'OTAN, dirigée par les États-Unis, a bombardé la Serbie pendant 86 jours en 1990 sans justification légale, il n'y a pas eu de guerre entre la Serbie et le Kosovo ; pas un seul coup de feu n'a été tiré. Lorsque cela a été souligné, la Maison-Blanche a fait marche arrière et a évoqué les grandes réalisations de Trump en 2020.

L'idée que Trump est un artisan de la paix ne résiste pas à l'examen, même le plus superficiel, des faits.

Russie.

En famille.

Poutine reçoit le président syrien Ahmed al-Chareh au Kremlin pour renforcer la coopération bilatérale et appuyer les efforts de reconstruction en Syrie - RT 28 janv. 2026

Sur le plan politique, Moscou a réaffirmé son appui total aux autorités syriennes.

Le Kremlin a levé toute ambiguïté quant au statut officiel du chef d'État syrien. Le porte-parole Dmitri Peskov a confirmé que la Russie le considère pleinement comme « *président* » de la République arabe syrienne, sans mention de caractère transitoire.

Rencontre Poutine–Al Nahyane : la Russie salue le rôle médiateur des Emirats arabes unis dans la crise ukrainienne - RT 29 janv. 2026

Poutine a mis en avant une coopération solide dans le domaine des investissements, rappelant que plus de 60 projets conjoints ont déjà été réalisés, ainsi qu'un renforcement des contacts humanitaires, illustré par une hausse de 18 % du nombre de touristes l'an dernier.

Le président russe a qualifié de fondamentale la création d'un État palestinien coexistant « *en paix et en sécurité avec Israël* », estimant qu'elle constitue un élément clé d'un règlement durable et d'une stabilité à long terme dans la région. Il a précisé avoir abordé avec son homologue émirati les efforts conjoints pour améliorer la situation humanitaire dans la bande de Gaza.

J-C - Autant dire qu'avec une telle conception de l'humanisme, les Palestiniens sont des étrangers ou des « *touristes* » à Gaza ou en Palestine, indésirables évidemment.

Lavrov : Moscou voit derrière le conflit ukrainien un «projet géopolitique» visant la destruction de la Russie - RT 29 janv. 2026

Moscou considère le conflit ukrainien comme un affrontement plus large entre la Russie et l'Occident, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans une interview accordée à la chaîne de télévision TGRT et au journal *Türkiye*. Selon lui, l'Ukraine est un « *pion* » dont les pays occidentaux ont besoin pour renforcer leur présence aux frontières russes afin de créer « *des menaces directes pour notre sécurité* ».

« *Nous savons que ce travail a été effectué immédiatement après que l'Ukraine est devenue indépendante. Ils l'ont préparée à adhérer à l'OTAN. [...] Certes, ils considéraient la Russie comme un concurrent sur la scène internationale tout en espérant voir son effondrement à la suite de celui de l'Union soviétique* », a indiqué Sergueï Lavrov, soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une querelle entre deux peuples voisins, mais d'un « *projet géopolitique* » visant à détruire la Russie.

Kiev cherche à obtenir un cessez-le-feu afin « d'attraper de nouveau » autant de personnes que possible pour en faire de la « *chair à canon* »

Au cours de l'interview, le chef de la diplomatie russe a une nouvelle fois souligné le caractère inacceptable d'un soi-disant cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine, que Volodymyr Zelensky

cherche à obtenir. Il a souligné que toutes les périodes précédentes liées aux efforts diplomatiques au cours de l'opération militaire spéciale se sont soldées par le fait que « *chaque cessez-le-feu était utilisé pour inonder l'Ukraine de nouveaux armements* ».

Le ministre russe des Affaires étrangères a ajouté que cela visait à « *donner à ce régime le temps de reprendre ses forces, d'attraper de nouveau un maximum d'hommes dans les villes ukrainiennes, de les "expédier" au front en tant que "chair à canon" et, en général, de profiter d'une pause pour se ressaisir et poursuivre la guerre contre la Russie*

La question des garanties de sécurité touche directement à l'essence même du régime de Kiev, qui souhaite « *éliminer tout ce qui est russe* »

Sergueï Lavrov a également commenté les déclarations de Volodymyr Zelensky, qui reflètent l'essence même du régime de Kiev qu'il dirige. « *La question de la sécurité concerne directement la nature du régime et certaines déclarations absolument inacceptables et honteuses de Volodymyr Zelensky. Tout récemment, il a appelé à tuer 50 000 Russes, il prétendait qu'il fallait les tuer et les mettre hors de combat et que seul ce chiffre pouvait assurer la victoire de l'Ukraine* », a-t-il affirmé.

Dans le même temps, le chef de la diplomatie russe a souligné que le problème du règlement du conflit ne réside pas dans le territoire, mais dans le régime nazi, « *qui cherche à éliminer et détruire tout ce qui est russe, tout ce que les Russes ont construit au fil des siècles sur ces territoires* ».

Le deux poids, deux mesures de l'ONU : Lavrov a de « *sérieuses questions* » à poser à Guterres.

Le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé son incompréhension face au fait que le secrétariat de l'ONU « *joue le jeu* » de ceux qui veulent maintenir le régime nazi en Ukraine. Selon lui, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ne remplit pas ses obligations, qui sont énoncées à l'article 100 de la Charte des Nations unies sur l'impartialité, la neutralité et l'inadmissibilité de recevoir des instructions de quelque gouvernement que ce soit.

En outre, il a souligné un « *aspect intéressant* » de la position du secrétaire général de l'ONU sur le Groenland, qui a notamment été exposé par son porte-parole officiel Stéphane Dujarric. Comme l'a rappelé Sergueï Lavrov, le lendemain de l'annonce par le président américain Donald Trump de ses projets concernant le Groenland, Dujarric a été interrogé lors d'une conférence de presse sur son opinion à ce sujet et sur la position du secrétaire général de l'ONU.

Ce dernier a répondu qu'ils partaient du principe que la question devait être résolue sur la base du droit international, y compris le respect de la souveraineté du Royaume du Danemark et le respect du droit à l'autodétermination du peuple groenlandais. Lavrov a qualifié cette approche de particulièrement remarquable dans le contexte de la crise ukrainienne, car dans ce domaine, le principe du respect du droit des peuples à l'autodétermination est souvent ignoré.

« *Nous avons demandé officiellement, par écrit, si Monsieur Guterres considérait que seule l'intégrité territoriale importait dans la Charte de l'ONU, au détriment du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'autres principes, dont l'égalité souveraine des États. Ils ont esquivé la réponse, se faufilant comme des anguilles, comme on dit en Russie, vous savez... Ils tentaient simplement de se dérober. Ils répondraient toujours de manière très maladroite à nos demandes* », a-t-il souligné.

Inde.

Commerce: l'Inde et l'Europe concluent "*l'accord de tous les accords*" - AFP 27 janvier 2026

Les deux parties discutent depuis plus de vingt ans de cet accord commercial, dont la guerre des droits de douane engagée par le président américain Donald Trump et la concurrence chinoise ont accéléré la conclusion.

Soumises à ces incertitudes géopolitiques, l'UE comme l'Inde sont en quête pressante de nouveaux débouchés.

En 2024, elles ont échangé 120 milliards d'euros de marchandises - en hausse de près de 90% en dix ans - et 60 milliards d'euros de services, selon l'UE.

Bruxelles lorgne avec gourmandise sur l'immense marché que représente le pays le plus peuplé de la planète, avec ses 1,5 milliard d'habitants et sa très forte croissance, de 8,2% en glissement annuel au dernier trimestre.

Pour sa part, New Delhi considère l'Europe comme une source indispensable des technologies et investissements dont elle a un cruel besoin pour accélérer sa modernisation et créer des millions d'emplois pour sa population.

L'Inde pourrait ainsi s'ouvrir un peu plus aux voitures et aux vins européens, en échange d'un meilleur accès en Europe pour ses textiles et ses médicaments.

J-C - Je n'ai pas de bagnole et je ne bois plus d'alcool, pas concerné, comme l'immense majorité des Indiens. En revanche, les prix de l'huile d'olive et des pâtes devraient baisser.

Chine.

Le géant chinois Zijin Mining rachète plusieurs mines d'or au Mali, en Côte d'Ivoire et en Éthiopie - RFI 28 janvier 2026

Zijin Mining, l'un des plus grands producteurs mondiaux d'or et de cuivre, annonce le rachat du canadien Allied Gold pour l'équivalent de 3,4 milliards d'euros. Une acquisition emblématique, conclue alors que le prix de l'or a plus que doublé en un an, franchissant récemment le seuil historique des 5 000 dollars l'once.

Via sa filiale Zijin Gold, fraîchement introduite à la Bourse de Hong Kong, le groupe chinois met la main sur plusieurs grandes mines d'or en Afrique : des mines en production au Mali et en Côte d'Ivoire, et un projet majeur en Éthiopie, promis à entrer en service en 2026.

Déjà très présent en Afrique, notamment en République démocratique du Congo et au Ghana, Zijin confirme sa stratégie d'expansion tous azimuts.

Niger.

Attaque de l'aéroport au Niger : le chef de la junte félicite la Russie pour son aide et accuse la France - AFP 30 janvier 2026

Le chef de la junte au Niger a félicité la Russie pour son aide militaire face à l'attaque de l'aéroport de Niamey et a accusé nommément les présidents français, béninois et ivoirien d'avoir été les "sponsors" des assaillants.

La junte affirme que quatre militaires ont été blessés et que vingt assaillants ont été tués, dont "*un Français*", et d'autres arrêtés.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 janvier 2026

La révolution vénézuélienne est toujours debout : démystifier l'opération psychologique de Trump.

À la suite de l'opération illégale menée par les États-Unis contre le Venezuela, une campagne de désinformation délibérée a été orchestrée pour semer le doute (surtout chez les militants de gauche) quant à la survie de la révolution vénézuélienne.

5 janvier 2026 par Manolo De Los Santos

Les événements des dernières 72 heures représentent un saut qualitatif dans les 25 années d'opérations de changement de régime menées par le gouvernement états-unien contre la révolution bolivarienne au Venezuela. L'exécution de l'*« Opération Résolution Absolue »*, un raid de bombardement ciblé et l'enlèvement illégal du président Nicolás Maduro ont engendré une crise profonde, mais aussi une lucidité remarquable. Pour les forces révolutionnaires du monde entier, une analyse concrète est indispensable pour déjouer la désinformation, comprendre le rapport de forces objectif et définir une voie à suivre.

Les conditions objectives de l'intervention militaire états-unienne

Suite à cette opération, on a beaucoup parlé des capacités militaires inégalées de l'empire états-unien. On peut aussi commencer par comprendre les rapports de force politiques. À y regarder de plus près, le fait que l'administration Trump ait dû mener une opération de cette manière témoigne également des faiblesses politiques de l'impérialisme – au Venezuela, sur la scène internationale et même aux États-Unis.

La décision du régime Trump d'entreprendre cette opération, plutôt qu'une invasion à grande échelle, témoigne de la force de la résistance populaire organisée.

Deux facteurs principaux ont limité les options des États-Unis :

Mobilisation de masse au Venezuela: L'appel du président Maduro à une mobilisation citoyenne massive pour étendre les milices boliviennes a permis à huit millions de citoyen(ne)s de s'armer. Conjuguée à l'armée professionnelle vénézuélienne, qui n'a pas flanché, et à la forte impulsions donnée aux autogouvernements communaux, territoire par territoire, cette situation a créé un scénario où toute invasion terrestre déclencherait une guerre populaire prolongée, aux conséquences politiques et matérielles inacceptables pour les États-Unis. Le chavisme et la révolution bolivarienne conservent un soutien important et ne cesse de développer un haut degré d'organisation à la base, ce que l'administration Trump a implicitement admis en évoquant la

nécessité d'un certain « *réalisme* ». Elle a reconnu que la droite vénézuélienne ne dispose pas du soutien nécessaire pour diriger le pays.

Opposition intérieure états-unienne : le rejet généralisé dans l'opinion publique états-unienne de l'intervention militaire, couvrant tout le spectre politique, y compris des secteurs importants de la propre base de Trump, rendaient un déploiement à grande échelle politiquement intenable.

Face à ces obstacles, la Maison Blanche a opté pour une stratégie de décapitation : utiliser sa supériorité technologique et militaire écrasante en espérant pouvoir « *trancher la tête* » de l'État révolutionnaire tout en évitant un enlisement. En choisissant une frappe « chirurgicale », impliquant plus de 150 avions et des unités d'élite de la Delta Force, plutôt qu'une guerre pour détruire l'État vénézuélien, elle reconnaît tacitement que le Venezuela est là pour durer. Après deux interventions militaires coûteuses et infructueuses en Irak et en Afghanistan, les États-Unis ont recherché la voie de la moindre résistance, privilégiant les campagnes de bombardements et les enlèvements pouvant servir de « *trophées* » politiques. Mais derrière le style médiatique et hyper-émotionnel de Trump et le patient travail des médias pour neutraliser par avance l'opinion en faisant de Maduro un « *dictateur* », derrière les tactiques militaires hyper-agressives qui rappellent les époques passées de la « *diplomatie de la canonnière* » en Amérique latine, se cache également une réticence à aller jusqu'à une guerre de changement de régime. C'est un retour à un impérialisme mafieux du XIXe siècle, forçant des concessions sous la menace des armes ; c'est ce que Trump entend réellement lorsqu'il parle de « *diriger* » le Venezuela.

L'asymétrie du pouvoir et la question de la « *trahison* »

Bien que les masses, le parti et l'État vénézuéliens fussent prêts à contrer une invasion états-unienne de grande ampleur par une guerre de résistance populaire de territoire en territoire, aucun pays au monde n'a actuellement la préparation ni les capacités nécessaires pour empêcher la force écrasante et brutale d'une opération spéciale états-unienne telle que celle menée. Aucune nation, aussi justifiée moralement soit-elle, mobilisée populairement ou militairement capable soit-elle, ne peut actuellement rivaliser avec la force létale concentrée et de haute technologie de la machine de guerre états-unienne. Le bombardement massif coordonné, la mise hors service des communications, de l'électricité et des défenses antiaériennes, suivis du raid contre la résidence sécurisée du président Maduro, constituaient une application de cette puissance asymétrique. La résistance héroïque du dispositif de sécurité, composé de forces vénézuéliennes et d'internationalistes cubains, qui a entraîné la mort de 50 soldats au combat, confirme qu'il s'agissait d'un acte de guerre, et non d'une « *reddition* », malgré toutes les affirmations antérieures.

Cela réfute clairement l'idée que la multipolarité puisse, à l'heure actuelle, servir de mécanisme de protection de la souveraineté des États du Sud. Les États-Unis, avec le plus important budget militaire au monde, le réseau de bases militaires le plus étendu et une supériorité technologique, ont réaffirmé leur hégémonie unipolaire dans le domaine de la puissance militaire.

L'opération de guerre psychologique qui a suivi a cherché à semer la discorde en accusant la direction révolutionnaire de « *trahison* » ou de « *félonie* », visant particulièrement la vice-présidente Delcy Rodríguez. Ce récit est dénué de tout fondement, semble totalement faux et constitue une tactique classique de la stratégie militaire et des opérations psychologiques états-unies...

L'engagement révolutionnaire de la famille Rodríguez est profondément ancré dans la lutte. Leur père, Jorge Antonio Rodríguez, dirigeant de la Ligue socialiste, organisation marxiste-léniniste, fut torturé et assassiné par le régime de Punto Fijo en 1976. Delcy et son frère Jorge (président de l'Assemblée nationale) sont tous deux issus de cette tradition de lutte clandestine et de masse pour

le socialisme. Le président Maduro lui-même fut un cadre de cette même organisation. Affirmer qu'il y a eu trahison de leur part ou capitulation par lâcheté ou opportunisme, c'est ignorer quatre décennies de formation politique commune, de persécution et de leadership sous l'agression impérialiste implacable, ainsi que le caractère de classe de leur direction révolutionnaire.

La capacité de résistance de l'État bolivarien et la tactique du repli

Dans l'immédiat après-coup, l'État vénézuélien a démontré sa solidité et sa stabilité. Contrairement à des décennies de propagande états-unienne annonçant son effondrement, la chaîne de commandement politique et constitutionnelle est restée intacte. La vice-présidente Delcy Rodríguez, aux côtés de Diosdado Cabello (ministre de l'Intérieur), Vladimir Padrino (ministre de la Défense) et des principaux dirigeants du PSUV (principal parti chaviste) et des forces armées, s'est efforcée de stabiliser les institutions, de reconquérir l'espace public en appelant la population à se mobiliser pour protester et exiger le retour du président Maduro. Alors que Trump affirmait initialement que les États-Unis « *dirigeaient le pays* », Marco Rubio a été contraint de revenir sur ses propos. La continuité de fait de la direction du PSUV a imposé ce recul rhétorique. Delcy Rodríguez, assurant l'intérim, a contrecarré le discours états-unien : « *Il n'y a qu'un seul président dans ce pays, et son nom est Nicolás Maduro Moros... nous ne serons plus jamais la colonie d'aucun empire.* » Dans sa retraite précipitée, Rubio est allé jusqu'à discréder publiquement la figure d'opposition qu'ils avaient eux-mêmes choisie, l'oligarque d'extrême droite María Corina Machado, reconnaissant ainsi de facto l'État bolivarien comme la seule entité gouvernementale.

Les déclarations ultérieures de Caracas, appelant au dialogue et à des négociations avec les États-Unis, qui ne font que reprendre les appels répétés de Maduro dans ce sens, doivent donc être interprétées non comme une capitulation, mais comme un repli sous la contrainte. La situation objective est critique. La montée de la droite en Argentine, au Paraguay, en Équateur, au Salvador, au Pérou et en Bolivie, ainsi que les hésitations des gouvernements progressistes au Brésil, en Colombie et au Mexique, isolent politiquement le Venezuela en Amérique latine. Le soutien matériel et politique apporté par les gouvernements alliés de Russie et de Chine est manifestement insuffisant pour dissuader l'impérialisme états-unien de toute nouvelle agression. Le blocus naval persistant et la menace existentielle avérée que représente une nouvelle intervention militaire états-unienne demeurent les principaux défis.

Dans sa première déclaration, le 3 janvier, Trump a laissé entendre que Delcy Rodriguez s'était déclarée prête à coopérer avec les États-Unis et à satisfaire leurs exigences. Certains à gauche l'ont aussitôt cru, y voyant un signe de capitulation de sa part. Sa conférence de presse, le même jour, a brisé ce mensonge : Delcy a réaffirmé la souveraineté du Venezuela et ses propres revendications auprès des États-Unis, notamment la libération immédiate du président Maduro et de son épouse. Le lendemain, après avoir présidé une réunion des dirigeants du parti et des ministres du gouvernement – au cours de laquelle l'unité du parti, du peuple et de l'armée a été réaffirmée – Delcy a publié un message à l'attention du monde entier, clairement adressé à Trump et au gouvernement états-unien. Elle a appelé ce dernier à œuvrer de concert avec le Venezuela pour la paix et le développement, dans le respect de la souveraineté et de l'égalité. Il ne faut pas interpréter cela comme une trahison ou une capitulation. En réalité, cette déclaration fait écho à toutes les déclarations faites par Maduro au cours des trois derniers mois et tout au long des années de tensions avec les États-Unis. Maduro lui-même a toujours plaidé pour la diplomatie et la négociation afin d'éviter une guerre totale, et avait déjà proposé de négocier des accords économiques globaux avec les États-Unis concernant les ressources pétrolières et minières du Venezuela. Si l'État vénézuélien signait de tels accords à l'avenir – maintenant que Maduro est enlevé – cela ne constituerait pas une trahison.

En 1918, Lénine et les bolcheviks signèrent le traité de Brest-Litovsk, cédant de vastes territoires à l'Allemagne impérialiste afin de sauver la jeune République soviétique de l'anéantissement. Accusé de trahison par les communistes de gauche de son parti, il compara ce compromis à celui de donner son portefeuille à un bandit armé en échange de sa vie. Cette concession entraîna la rupture de l'alliance avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui l'accusèrent de trahison. Ces derniers engagèrent la lutte armée contre le gouvernement bolchevique, allant jusqu'à tenter d'assassiner Lénine, qualifié de « *traître à la révolution* », et le laissèrent grièvement blessé en septembre 1918. Deux mois plus tard, l'Allemagne capitulait et la République soviétique recouvrait l'intégralité des territoires perdus à Brest-Litovsk.

Aujourd'hui, le Venezuela se trouve confronté à une situation comparable à celle de Brest-Litovsk. Isolé par des gouvernements régionaux de droite et soumis à un blocus quasi total, le noyau révolutionnaire privilégie la survie de l'État comme base arrière pour la lutte future. Dans ce contexte, la priorité du PSUV et du gouvernement vénézuélien est la préservation du pouvoir d'État révolutionnaire. Comme le disait le regretté Commandant Hugo Chávez après l'échec de son insurrection de 1992 : « *Il faut reculer aujourd'hui pour avancer demain.* » Cela pourrait-il impliquer des négociations ouvertes avec le gouvernement états-unien afin de permettre aux entreprises américaines d'accroître leur part et leur accès à la production pétrolière vénézuélienne ? Dans des conditions très avantageuses pour les États-Unis, ainsi que d'autres concessions économiques temporaires, pour garantir un espace politique et éviter une annihilation totale ? L'avenir le dira mais l'objectif est de maintenir le Venezuela et Cuba comme bases arrière indispensables au socialisme et à l'anti-impérialisme, dans un contexte de repli des forces socialistes dans les pays du Sud.

Quand Trump revendique la victoire – et déclare « *nous sommes aux commandes* », il le fait surtout pour des raisons de politique intérieure. Incapable d'opérer un véritable changement de régime, il est contraint de déclarer mensongèrement que « *le régime a changé* ». Le New York Times et d'autres médias détenus par de grands groupes privés publient des titres et des articles trompeurs qui confortent l'idée que Trump aurait « *choisi* » Delcy Rodriguez, la jugeant « *docile* ». En 2026, nul ne devrait continuer à croire aux médias du Capital.

La révolution a subi un coup dur, mais son pouvoir d'État demeure. Bien que la période à venir mette à l'épreuve sa cohésion et sa créativité stratégique, elle a toujours fait preuve d'une remarquable capacité à gérer et à surmonter les crises majeures. Notre rôle, depuis les États-Unis, est de continuer à renforcer l'opposition intérieure aux projets de l'Empire, de contrer les campagnes de désinformation et de contribuer à modifier le rapport de forces afin que les révolutionnaires du Sud global puissent tracer leur propre voie, libres de toute menace et coercition. La révolution n'est pas une personne ; c'est un processus social et un phénomène de masse. Le président Maduro est emprisonné à New York, mais le projet bolivarien demeure présent dans les rues de Caracas et au palais présidentiel de Miraflores.

L'auteur : Manolo De Los Santos est directeur exécutif de People's Forum (NYC) et chercheur à l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale. Ses articles paraissent régulièrement dans Monthly Review, Peoples Dispatch, CounterPunch, La Jornada et d'autres médias progressistes. Il a codirigé, plus récemment, Viviremos : Venezuela vs. Hybrid War (LeftWord, 2020), Comrade of the Revolution : Selected Speeches of Fidel Castro (LeftWord, 2021) et Our Own Path to Socialism : Selected Speeches of Hugo Chávez (LeftWord, 2023).

Source : <https://peoplesdispatch.org/2026/01/05/venezuelas-revolution-still-stands-debunking-trumps-psyop/>

Traduction : Thierry Deronne, Venezuelainfos

URL de cet article : [https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/06/la-revolution-venezuelienne-est-toujours-debut-demystifier-loperation-psychologique-de-trump/](https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/06/la-revolution-venezuelienne-est-toujours-debout-demystifier-loperation-psychologique-de-trump/)

Le 9 janvier 2026

Faites tomber les masques.

Quand le Parti des travailleurs (PT) rejoint le camp des lâches et des valets de l'impérialisme américain.

Dans le communiqué du PT publié le 3 janvier 2026 à 12 heures, intitulé *À bas l'agression impérialiste de Trump contre le Venezuela !*

On pouvait lire :

- Le Parti des travailleurs exige l'arrêt des bombardements et la libération de Nicolas Maduro et des siens.

- Indépendamment du point de vue de chacun sur le gouvernement Maduro, l'unité la plus large est nécessaire pour imposer l'arrêt de l'intervention impérialiste, le retrait des troupes américaines, la libération de Maduro et de son épouse...

■ [Parti des travailleurs - À bas l'agression impérialiste de Trump contre le Venezuela ! - 3 Janvier 2026](#)

Ce communiqué a disparu du blog du PT !

Et pour cause, la rhétorique "*recadré*" est calquée sur les déclarations des ministres de Macron, les dirigeants de tous les partis incluant RN, il n'est plus question d'exiger la libération de Maduro et son épouse, sans doute parce que pratiquement tous les acteurs politiques et les commentateurs médiatiques ont repris les accusations de Trump portées contre Maduro, narcotrafiante, dictateur, narcoterroriste, parce qu'ils ne connaissaient pas la situation réelle au Venezuela ou par conviction idéologique réactionnaire.

Que craignait donc le PT ? De subir le même traitement que Maduro ? De devoir répondre de son soutien à un "*dictateur*", un "*narcotrafiante*" ? Quelle lâcheté !

On peut lire dans le tract du PT du 3 janvier 2026 intitulé "*Non à la guerre de Trump...soutenue par Macron !*" (<https://parti-des-travailleurs.fr/category/tracts/>)

- Le Parti des travailleurs exige l'arrêt de l'intervention impérialiste de Trump au Venezuela.

Entre la parution du communiqué et du tract du PT quelques heures plus tard le même jour, Maduro est devenu un pestiféré, infréquentable, indéfendable.

Si vous croyez que de tels individus sans principe défendent vos intérêts, vous vous faites de graves illusions.

Quand je vous disais qu'il n'existe pas l'embryon d'un parti révolutionnaire dans ce pays, je ne racontais pas d'histoire, hélas !

PS : Idem pour le POI, LO, le NPA, en France ce n'est pas seulement la gauche qui est pourrie jusqu'à la moelle, mais aussi l'extrême gauche, vendue, corrompue par le capitalisme, ils font tous partie de l'opposition contrôlée.

Ceci explique cela, à ceux qui se demandent encore, comment est-ce possible ? Il n'existe aucune opposition organisée digne de ce nom face à la réaction.

Le 10 janvier 2026

Suite de la causerie d'hier.

A qui le tour ? Aux "trotskistes révolutionnaires" du NPA

Lu.

Le président du Venezuela Nicolas Maduro et son épouse Cilia Flores ont été enlevés le 3 janvier 2026 par les États-Unis d'Amérique, pays dont la fondation par des repris de justice, des bigots et des génocidaires fait décidément toujours plus sens. Deux choses à noter : en France, le mouvement trotskiste Révolution Permanente (RP), énième scission du NPA, a fait parler de lui.

Alors qu'il s'est aussitôt incrusté avec ses drapeaux bien (trop) visibles dans les manifs en faveur du Venezuela, beaucoup de militants à gauche n'ont pas oublié que le mouvement, en particulier sur son site étonnamment riche en contenu (7 langues disponibles !...), n'a pas cessé de hurler avec les loups US contre le Venezuela.

Lors de son intervention au cours de la manifestation du 3 janvier place de la République à Paris, le leader de RP Anasse Kazib, qui n'a rien trouvé de mieux que de vanter le fait que son mouvement n'avait jamais soutenu Nicolas Maduro (en effet...), s'est fait copieusement hué.

J-C - Je plains les militants dits trotskistes qui se sont fourvoyés pendant des décennies ou toute leur vie, et qui refusent toujours de l'admettre et de revoir leur copie. Peu de temps après être revenu au militantisme après le 11 septembre 2001, après une interruption de 20 ans, j'ai réalisé presque immédiatement que quelque chose clochait dans le discours des dirigeants de mon ancien courant politique trotskiste (OCI). Il m'a fallu encore un peu de temps pour arriver à la conclusion que je m'étais laissé berner quand j'étais plus jeune, et je décidais de rompre avec lui et de le combattre. Au cours des 20 années suivantes, j'ai eu à maintes reprises l'occasion de vérifier que mon appréciation était correcte. D'où mon isolement total au sein de l'extrême gauche que j'assume...

Le 11 janvier 2026

Combat politique contre l'opportunisme. Suite des causeries des derniers jours.

Un contact en Belgique m'a rapporté, que ses amis qui étaient sur place à Paris, lors de la manifestation en soutien au Venezuela place de la République, ont confirmé le contenu de la causerie du 10. Il a ajouté que "*ces imposteurs qui avaient d'abord prétendu empêcher l'ambassadeur de parler*", Révolution Permanente la milice de Trump, merveilleux.

Camarades, chers lecteurs, ce n'est pas cela l'extrême gauche en France, ils refusent d'appeler à la libération de Maduro parce qu'il ne serait pas vraiment socialiste, eux non plus jusqu'à preuve du contraire, à ceci près que Maduro a osé défier, affronter l'impérialisme américain au péril de sa vie, alors que le NPA ainsi que LO, le POI, le PT, GMI, PARDEM, l'ensemble des syndicats, etc. ont tous capitulés honteusement, ils n'ont aucune excuse tant leurs arguments sont malhonnêtes. Quelques exceptions à ma connaissance, LFI, le PCF et le PRCF, ceux que j'oublie m'excuseront.

Ils sont indéfendables, car ils n'auraient pas commis une erreur par ignorance ou distraction, non, c'est délibérément, n'oubliez pas que ce sont tous des bac+ 7, et qui plus est, ils connaissent parfaitement la situation au Venezuela, mieux que vous et moi, ce sont des lâches et des vendus voilà tout.

En famille. Dans quel camp luttent-ils ? Quel discours partagent-ils, et avec qui ? Pas n'importe qui :

- Le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Gideon Saar, "salut" l'opération américaine "*menée par le président Trump, qui a agi en tant que leader du monde libre*". « *En ce moment historique, Israël se tient aux côtés du peuple vénézuélien épris de liberté, qui a souffert sous la tyrannie illégale de Maduro. Israël se félicite de la destitution du dictateur qui dirigeait un réseau terroriste et de drogue* », a-t-il déclaré. fr.timesofisrael.com 3 janvier 2026

Les premiers chefs d'inculpation prononcés contre Maduro ont commencé à tomber dès le premier jour de son procès politique, le Cartel des Soleils n'existe pas, l'accusation de trafiquant de drogue et de terrorisme s'effondre du même coup, que reste-il alors : Le pétrole, les richesses du Venezuela.

Et vous, dans quel camp vous situez-vous ?

A ceux qui ont été sensibles à la propagande officielle évoquant la trahison de Delcy Rodriguez.

- La télévision publique vénézuélienne a diffusé samedi une visite de la présidente par intérim, Delcy Rodriguez, à une foire agricole à Petare, un quartier emblématique de Caracas où s'est également tenue une petite manifestation en faveur de Nicolas Maduro.

« *Nous n'allons pas nous reposer une seule minute tant que nous n'aurons pas récupéré le président* », a déclaré la présidente. « *Nous allons le sauver, bien sûr que oui* », a-t-elle aussi assuré.

- « *Nous sommes des combattants* », clame Nicolas Maduro depuis sa prison.

« *Nous allons bien. Nous sommes des combattants* », a déclaré Nicolas Maduro depuis sa prison aux Etats-Unis, selon son fils, dans une vidéo publiée samedi par le parti au pouvoir au Venezuela. Le Monde 10 janvier 2026

Quand les idiots utiles de la réaction sont des frustrés.

Courriel adressé à Frustration Magazine.

Vous en tenez une couche de connerie, à moins que vous connaissiez très bien la situation au Venezuela, et dans ce cas-là vous nuisiriez délibérément au peuple vénézuélien.

Quand Frustration Magazine fait du Trump.

Titre - Attaque du Venezuela : contrer la propagande “*démocratique*” - Nicolas Framont - Frustration Magazine 03/01/2026

- Gangréné par la bureaucratie et la corruption, l'état du pays laissé à sa mort par Chavez à son successeur Nicolas Maduro a entraîné le départ de près de 7,7 millions de citoyens, selon l'ONU. Depuis 2013, le régime de Maduro a multiplié les atteintes aux droits des citoyens et, en 2017, a perdu les élections législatives. La non-reconnaissance de cette défaite a culminé avec une tentative de prise de pouvoir par le chef de l'opposition Juan Guaidó.

- “*Un mal pour un bien*”, nous dira-t-on en nous montrant certainement des scènes de joie d'exilés vénézuéliens heureux de la chute de Maduro. Mais le bonheur sera de courte durée, comme à chaque fois. Aucun pays ne se remet rapidement de la chute de son chef, aussi sanglant soit-il, par une puissance impérialiste extérieure.

J-C - Maduro est un dictateur, son régime est autoritaire, si Trump ou Rubio ou encore Macron le disent, c'est que c'est vrai. Cela montre bien que vous n'avez pas un brin de logique, vous êtes des gens particulièrement stupides, arriérés.

Ils tiennent absolument à présenter Maduro sous un angle bien particulier de manière à ce qu'il soit infréquentable, indéfendable. A qui profite-t-il ? Vous avez devinez, bravo !

- sans être écrasés entre un pouvoir autoritaire et une puissance impériale.
- pour l'instant, l'opposition vénézuélienne à Maduro est prise au piège
- une génération entière qui risque d'oublier les atrocités de l'autoritarisme
- En réalité, l'intervention américaine a annihilé les chances de voir la démocratie triompher

J-C - Avec les compliments de l'USAIDS, la NED/CIA et l'Open Society de Soros, largement documenté par des médias alternatifs et disponible sur le Net.

Au lieu d'écrire de grosses conneries ou de reproduire aveuglément la propagande officielle, vous devriez commencer par vous informer. Ce que vous faites, c'est de la désinformation, vous relayez la propagande officielle.

Titre - Venezuela : l'attaque de Trump peut-elle amener la démocratie ? - Amine Snoussi - Frustration Magazine 05/01/2026

- avec les mouvements de la Gen Z qui ont mobilisé les peuples du Népal au Maroc contre la corruption et l'autoritarisme, ou encore les révoltes du printemps arabe qui ont inspiré un dégagement puissant partout dans la région.

C'est ce genre de mouvements contestataires qui partent du bas qui peuvent influencer les acteurs de la rupture partout dans le monde, et garantir une démocratisation des régimes autoritaires.

J-C - Quand on croisera un Hitler, Mussolini, Pinochet, Videla, Franco, Duvalier, on leur en causera, quel délire ou crasse ignorance !

Vidéo. USA vs Venezuela: L'analyse. - 6 janvier 2026

<https://www.youtube.com/watch?v=5LXmVA2CBzg>

Vidéo. Michel Collon : Brics vs USA, le Venezuela visé pour son pétrole. - 30 décembre 2025

<https://www.youtube.com/watch?v=iLkXTKM7hz0>

Le gauchisme n'est plus la maladie infantile du communisme, c'est la maladie parvenue à maturité des ennemis du communisme. On pourrait aussi écrire des parvenus si vous préférez étranger au communisme.

Déclaration d'El Topo Obrero face à l'opération des États-Unis au Venezuela (ETO/Venezuela) - GMI 4 janvier 2026

- Si nous rejetons l'agression yankee, nous ne soutenons pas politiquement le gouvernement Maduro. C'est précisément sa politique de capitulation –au service des intérêts des puissances impérialistes occidentales et orientales– qui a précipité son enlèvement par l'un des camps. Le chavisme s'est révélé incapable de défendre la nation parce que son caractère bourgeois l'empêche de véritablement mobiliser les masses.

<https://groupemarxiste.info/2026/01/04/declaration-del-topo-obrero-face-a-loperation-des-etats-unis-au-venezuela-eto-venezuela/>

J-C - Alors que dire de tous ces courants politiques qui prétendent se démarquer de la social-démocratie et du stalinisme, qui depuis 1945 n'ont pas été fous de construire ne serait-ce que l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire et d'une Internationale digne de ce nom.

Le 13 janvier 2026

La prochaine causerie en pdf est presque prête. Je suis toujours malade, mais j'arrive à m'en sortir, vous connaissez ma détermination depuis le temps, n'est-ce pas ! Rejoignez-moi, faisons vivre, développons ensemble ce courant politique socialiste révolutionnaire, et honnête !

Venezuela. Faites tomber les masques.

Vidéo - Thierry Meyssan dévoile tout : Le Venezuela n'est qu'un leurre - Géopolitique Profonde TV 10 janv. 2026

<https://www.youtube.com/watch?v=DfE5ZsoCLa0>

J-C - Ne perdez pas votre temps à regarder cette vidéo, lisez les commentaires et vous aurez tout compris, Meyssan est pulvérisé à juste titre !

Meyssan reprend à son compte le discours de Trump contre Maduro et le Venezuela, mieux ou pire, il le justifie.

Meyssan, il est rayé de la carte comme géopoliticien de merde, il n'existe plus que dans l'ombre de Trump.

J'ai toujours indiqué aux lecteurs qu'il fallait se méfier comme de la peste des analyses qu'ils lisaient sur le Net, parce que sinon dans plus 90% des cas ils se feraient manipuler. Vous comprenez pourquoi maintenant. Plus un type paraît sympathique, plus il lui sera facile de vous berner.

Cela vaut pour ce média social, Géopolitique Profonde TV.

Le 27 janvier 2026

J'ai créé une page Venezuela où seront archivés les articles et les vidéos, un lien existe dans le menu déroulant en haut de l'écran à droite.

■ Venezuela. Articles et vidéos archivés.

Je me suis aperçu hier que la plupart des pages d'accueil des différentes rubriques du site avaient été modifiées à mon insu par les maîtres du Web, provoquant un problème d'affichage lié aux lettres accentuées qui ne sont plus reconnues et disparaissent. L'ancien protocole de reconnaissance de caractère charset=ISO-8859-1" a été remplacé par charset=UTF-8".

Ils sont passés de HTML4 à HTML5 qui ne reconnaît plus non plus certaines balises indispensables, par exemple pour mettre un mot en italique ou en caractère gras... Mon site devient de jour en jour de plus en plus obsolète, je crains qu'un jour arrive où il ne fonctionnera plus du tout. Alors pourquoi ne pas adopter une solution clé en mains ? Parce que c'est cher, et je n'ai pas d'argent à débourser là-dedans, j'ai assez donné depuis 2004.

Moi, ici en Inde, j'ai de nombreuses personnes à prendre en charge, je n'ai pas les moyens de balancer du fric par les fenêtres, je pèse chaque roupie que je dépense, je suis économique, je suis un gestionnaire très strict, sinon comment croyez-vous que je m'en serais sorti aussi bien avec un revenu aussi ridicule. Tout est pensé, réfléchi, pas de gaspillage ou de dépenses inutiles, la plus grande rigueur s'impose pour vivre relativement bien avec peu, et partager une partie de ce qu'on économise pour compenser l'inflation galopante. Malheur au pauvre qui est dispendieux !

Je n'aurais certainement pas le temps de rectifier toutes les erreurs d'affichage qui sont présentes dans la plupart des pages d'accueil des différentes rubriques du site, cela prendrait des jours entiers, une semaine peut-être, je suis trop fatigué. Les documents proposés au téléchargement ne sont pas concernés par ce problème, c'est l'essentiel, tant pis pour l'esthétique, c'est le site du pauvre après tout !

Bonne journée et portez-vous bien.

Faisons le point en deux minutes.

Les puissances occidentales vivent au-dessus de leurs moyens qui sont le produit de leurs guerres impérialistes passées, tandis que leurs ressources n'ont cessé de s'épuiser, au profit de ceux qu'ils avaient colonisés et réduits en esclavage autrefois, et qui de nos jours frappent à la porte pour réclamer leur dû ou tout du moins occuper la place qui leur revient, ce que ni les Américains ni les Européens n'entendent leur accorder. Cependant, ils n'ont pas vraiment le choix, parce que dorénavant ce sont eux qui mènent la danse, qui produisent la plupart des richesses qui se déversent sur le marché mondial, y compris les leurs. Alors ils sont tentés de recourir à la force pour obtenir gain de cause ou préserver leur hégémonie sur le marché mondial, d'où ces nouvelles guerres de rapine.

Ils ne peuvent plus s'en passer, ils sont devenus incontournables, s'ils veulent continuer d'assurer un train de vie supérieur à leurs peuples qui résistent à toute régression sociale, qui exigent une vie meilleure. Ils en ont besoin pour contenir le coût de leur main d'œuvre et relativiser les conséquences de l'inflation. Leurs Etats lourdement endettés sont au bord de l'asphyxie en permanence, si les produits asiatiques bons marchés cessaient d'envahir le marché européen et américain, ces régions du monde sombreraient dans la pénurie et la tiers-mondisation.

Les puissances occidentales ont mangé leur pain blanc, elles ont épuisé leurs réserves qui reposaient sur leur avance technologique et industriel, cette époque est en passe d'appartenir au passé. Elles importent plus qu'elles n'exportent, elles consomment plus que ce qu'elles produisent, à un moment donné ce grand écart devient insoutenable et craque, alors comment font-elles malgré tout pour s'en sortir ?

Quand cela coince de partout, au lieu d'attendre l'effondrement de l'économie, elles prennent les devants et déclenchent une crise qui souvent se soldera par des guerres salutaires et très lucratives à l'arrivée ou le recours à la planche à billets dans des proportions démesurées, qui servira aussi bien à épurer des secteurs entiers de l'économie qu'à en financer d'autres, solder des vieux comptes et en renforcer d'autres, se livrer à des opérations financières tordues... Sinon ils invoqueront n'importe quel prétexte pour s'enrichir de façon phénoménale en un temps records au détriment de tous les peuples, par exemple à l'aide de mystifications qu'ils auront fabriquées et qu'ils détourneront en crises de toute sorte, par exemple, climatique, sanitaire, énergétique, le scénario est bien rôdé maintenant.

Ainsi, elles disposent de toute une panoplie de moyens pour justifier leurs entreprises mafieuses et criminelles, qui ont pour unique objectif d'assurer la pérennité du capitalisme, officiellement pour garantir le bien-être des peuples... Maintenant qu'ils concentrent tous les pouvoirs entre leurs mains, en l'absence de toute opposition organisée à l'échelle mondiale, ils ont le champ libre ou presque, parce que malgré tout partout dans le monde les peuples résistent à cette dictature. A suivre.

Le 30 janvier 2026

Un mot sur le site, suite.

Je précise à propos du site, que sans le savoir j'utilise depuis longtemps une bonne partie des balises d'HTML5, je vais remplacer la balise "i" par "em" pour mettre un mot en italique, ainsi que la balise "b" par "strong" pour mettre un mot en caractère gras, et je remplace la balise "u" pour souligner un mot par une adresse CSS, c'est de l'informatique, c'est barbare ! Je me conforme à ce standard adapté à davantage de navigateurs, Google, Mozilla, IE, Opera, etc., afin de remédier à des affichages défectueux.

Je suis obligé de me remettre à l'informatique à 70 ans, quelle corvée ! En fait, on est en formation continue, comme dans la vie, on est d'éternels étudiants !

Si je ne ménage pas les lecteurs, car on n'est pas là pour se faire plaisir, n'est-ce pas ? J'en prends soin tout de même, il est bon qu'ils le sachent parfois, des fois qu'ils en douteraient !

Autre chose très vite.

En janvier, on a dépassé les 20.000 connexions (hors robots) et les 6.000 pages affichées avec succès, selon les statistiques fournies par OVH, un record ! En revanche, je n'ai pas reçu un seul courriel. J'ai téléchargé dans le serveur toutes les vidéos mises en ligne depuis un ou deux mois, YouTube peut toujours les supprimer, elles demeureront accessibles pour les lecteurs, jusqu'au jour où ils bloqueront mon site, tout est possible de nos jours.

Qui complotent contre le peuple iranien, devinez ?

Les manifestations en Iran et le jeu des chiffres trompeurs: le « bilan des victimes » fabriqué de toutes pièces - Par Robert Inlakesh The Cradle 28 janvier 2026 - Mondialisation.ca, 29 janvier 2026

Le cynisme occidental derrière les chiffres des victimes des violences en Iran.

Depuis que la République islamique d'Iran a imposé un black-out national sur internet pour réprimer ce qu'elle qualifie d'émeutes soutenues par les services de renseignement étrangers et d'insurrection terroriste, des chiffres invérifiables sur le nombre de morts et de blessés prolifèrent en ligne.

Ces affirmations, qui ne sont étayées par aucune preuve tangible, continuent de circuler de manière coordonnée, amplifiées par les médias d'opposition iraniens et la presse mainstream occidentale.

Tandis que les médias occidentaux couvrent largement les manifestations iraniennes, une ONG basée à Toronto a publié une affirmation scandaleuse selon laquelle l'Iran aurait tué 43 000 manifestants et en aurait blessé 350 000 autres. Le groupe à l'origine de cette estimation, l'International Center for Human Rights (ICHR), n'a fourni aucune image, aucune donnée médico-légale ni aucune preuve susceptible d'être vérifiée de manière indépendante. Pourtant, cette

statistique, publiée dans un article de blog de 900 mots peu pertinent, a été propulsée dans le débat public par le comédien britannique d'origine iranienne et partisan de l'opposition Omid Djalili, qui l'a épinglée en tête de son compte X.

Cette affirmation est évidemment devenue virale, comme c'était prévisible. Des chiffres similaires, voire plus extrêmes, se sont également propagés sur les réseaux sociaux. Ils ont été relayés par des influenceurs monarchistes, puis repris par des médias d'opposition comme Iran International, avant d'être intégrés à la couverture médiatique des grands médias occidentaux. Les chiffres varient considérablement, allant de 5 848 à 80 000 morts, et ne prétendent même pas reposer sur des faits. Mais ils servent tous un objectif politique clair : justifier un changement de régime en République islamique.

Des vitrines de la CIA

L'estimation la plus basse du nombre de morts lors des manifestations en Iran, soit 5 848 personnes, provient du groupe américain Human Rights Activists in Iran (HRAI), qui admet qu'il "enquête" encore sur 17 000 cas supplémentaires. HRAI n'est pas un arbitre indépendant. En 2021, il s'est associé au National Endowment for Democracy (NED), un instrument de soft power américain créé sous l'administration de l'ancien président Ronald Reagan pour dissimuler les activités de la CIA sous couvert d'une ONG.

Une autre source d'informations fréquemment citée concernant le nombre de morts en Iran est le Centre Abdorrahman Boroumand pour les droits de l'homme en Iran, également financé par le NED. L'un des membres de son conseil d'administration est Francis Fukuyama, signataire du tristement célèbre projet néoconservateur de "guerre contre le terrorisme", ou Project for the New American Century (PNAC).

L'ONG United Against Nuclear Iran (UANI) a ensuite affirmé que 12 000 Iraniens auraient été tués lors des dernières manifestations. Ce groupe de pression, qui a réussi à persuader le Forum économique mondial (WEF) de révoquer l'invitation adressée au ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, compte parmi ses membres l'ancien chef du Mossad, Meir Dagan, l'actuel secrétaire américain à la Guerre, Pete Hegseth, ainsi que Dennis Ross, du groupe de réflexion WINEP du lobby israélien.

Ces entités alimentent une spirale de récits tous destinés à délégitimer la République islamique, à décontextualiser les troubles internes et à donner le feu vert à l'ingérence étrangère.

Pour lire la suite :

- [Les manifestations en Iran et le jeu des chiffres trompeurs: le « bilan des victimes » fabriqué de toutes pièces. - 28 janvier 2026](#)
-

Il n'est jamais trop tard !

“Ce qu'il reste de nous” – Le film sorti trop tard, mais (toujours) à temps par Jamal Kanj
Middle East Monitor 21 janvier 2026 - Mondialisation.ca, 26 janvier 2026

Après l'avoir vu, vous vous poserez plus de questions que vous n'aurez de réponses. Mais ce qui restera de cette expérience, ce ne sera pas le doute, mais une conscience affûtée, une perception qui transcende le cadre de l'écran. Ce qu'il reste de nous est un film essentiel, pas un produit de divertissement, mais une œuvre d'une portée rare et d'une grande clarté morale, qui redonne à l'humanité la place qui lui revient et exige du spectateur un engagement éthique. Jamal Kanj

• [L'article au format Internet](#)

J-C - Mon brave monsieur, il n'y a pas assez de mots pour condamner l'horrible tragédie que vivent les Palestiniens, pour autant j'ai le regret de vous dire que le temps de l'indignation et d'un "*engagement éthique*" est révolu ou plutôt n'est pas à la hauteur de cette cruelle injustice qui mérite un engagement résolument politique, en finir avec le régime capitaliste qui est à l'origine de la colonisation et de cette guerre d'extermination ou génocide.

Que par lâcheté ou paresse intellectuelle les élites intellectuelles ne parviennent pas à cette conclusion qui s'impose ou plutôt, qu'elles refusent d'admettre, voilà le drame à notre époque, car il est uniquement de votre responsabilité de prendre en mains votre destin en toute indépendance, car personne d'autres ne le fera à votre place, à moins que vous vous fassiez encore des illusions dans l'oligarchie anglo-saxonne sioniste.

Pourquoi les staliniens soutiennent-ils Maduro ?

J'en ai contacté un à plusieurs reprises de manière très courtoise sans faire allusion au stalinisme, il est de nationalité française et il vit depuis très longtemps au Venezuela, il ne m'a jamais répondu. Je ne dois pas être assez bien pour lui ou mon passage par un courant trotskyste durant une courte période, a fait de moi un paria sans doute digne de rejoindre les bancs des accusés des procès de Moscou.

S'ils soutiennent Maduro, c'est parce qu'ils sont convaincus qu'il serait un des leurs ou qu'il ne serait pas plus socialiste qu'Olivier Faure ! Dit autrement, Maduro évoquerait le socialisme sans être socialiste ce qui leur conviendrait très bien. Si Maduro était stalinien, il aurait adhéré au PC vénézuélien, cela dit, il pourrait l'être en l'absence de contradicteur antistalinien qui serait marxiste et non dogmatique, la perle rare à dégoter au Venezuela comme ailleurs. Cela vaut pour certains populistes ou opportunistes sociaux-démocrates, tels Mélenchon, LFI, le PRCF, le PCF.

Quant aux néostaliniens, les générations plus jeunes, parmi eux il doit y en avoir qui ignorent ce que cela veut dire ou ce que cela implique, ce sont les seuls fréquentables ou peut-être récupérables. A côté, les vieux staliniens sont des fanatiques de la pire espèce, fossilisés, pour continuer à exister ils avancent masqués.

Il reste les trotskystes dits lambertistes (OCI-PCI-MPPT-PT-POI-POID-POI-PT) qui se divisent en deux courants, POI et PT, le POI lié à LFI et Mélenchon, appelant à la libération de Maduro. Le PT, qui après avoir publié un communiqué dans lequel il appelait également à la libération du Président vénézuélien, l'a supprimé de son site Internet. J'ai eu le temps de le télécharger pour ceux que cela intéresse. Pourquoi se sont-ils ravisés, je l'ignore, par crainte que leurs amis sociaux-démocrates leur tombent dessus, les médias c'est invraisemblable parce qu'ils ignorent l'existence de ce parti, pour rester fidèle à leur dogmatisme compulsif, c'est plus probable, au moins 70% de leurs militants appartiennent au troisième âge ou à son courant TCI (trotskyste), pour eux, le socialisme s'est arrêté

le 20 août 1940 avec l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, à côté Chavez ou Maduro ne méritent par leur soutien.

Si vous le voulez bien, on va faire un petit détour pour mieux comprendre où je voulais en venir.

En me réveillant avant-hier matin, j'ai compris pourquoi en 1996 j'avais emmené avec moi en Inde une grande caisse métallique remplie de livres dédiés à la politique, des œuvres des marxistes principalement. Au premier abord, cela n'avait aucun sens, hormis un intérêt affectif, puisque j'avais cessé de militer depuis 1981, et la politique m'était totalement sortie de l'esprit depuis 15 ans, en proie à une multitude de problèmes personnels graves. Je ne m'intéressais plus du tout à ce qui se passait dans le monde, j'avais totalement rompu les liens avec l'OCI, peut-être s'agissait-il d'un réflexe de propriété, car j'étais très attaché à mes livres, ils représentaient des étapes ou des pans entiers de ma vie, nous étions devenus inséparables. Je ne les ouvrais plus jamais, alors pourquoi les avoir emportés à l'autre bout du monde, il faudra attendre trente ans de plus pour avoir la réponse. Quand le tsunami emporta les trois quarts de la bibliothèque en décembre 2004, j'ai pleuré, j'étais inconsolable.

Bien que je sois revenu au militantisme après le 11 septembre 2001, il se trouve que ce jour-là, je fêtais mes 46 ans et je passais à Chennai une épreuve ou un diplôme universitaire en science du langage corrigé par l'université de Rouen, mon seul et unique diplôme, il me fallut 20 ans pour rouvrir un ouvrage des maîtres du marxisme. Le choc du 11/9 produisit sur moi une sorte d'électrochoc salutaire ou ce fut une révélation me sortant de la torpeur dans laquelle j'avais sombré depuis janvier 81. Soudain, je me demandai ce que je foutais en Inde, sans trouver de réponse satisfaisante à cette question, et il m'aura fallu 25 ans pour la trouver, il y quelques jours, le sommeil a d'éminentes vertus qu'on ignore ou néglige, c'est un tort.

Quand je comparais l'attitude de tous ces courants politiques d'extrême gauche en France avec la mienne, si je comprenais en quoi et pourquoi la mienne se distinguait de la leur, maintenant je peux répondre à cette question : Parce que je vis en Inde depuis 30 ans. Depuis 30 ans je vis dans un pays où l'immense majorité de la population est pauvre ou vit dans la précarité, comme au Venezuela. Je baigne en permanence dans la pauvreté, elle est omniprésente, ma compagne était illettrée et très pauvre quand je l'ai rencontrée il y a 12 ans. Cela m'a aidé à comprendre l'évolution de la situation sociale au Venezuela depuis 1998 où l'accession de Chavez au pouvoir.

Il fallut que je m'adapte à ce pays, aux conditions d'existences très dures qu'en durait la population. Ma patience et mes nerfs allaient être soumis à rude épreuve, mes idées aussi ou surtout, car forcément j'allais devoir adopter d'autres rapports avec les Indiens qu'avec les Français, pour moi, un occidental, qui plus est disposant d'un niveau de conscience supérieur à la moyenne, je le signale en toute modestie puisque c'est la vérité, cela allait s'avérer être un exercice périlleux, très éprouvant, au cours duquel je ne devrais pas renier mon idéal humaniste ou adopter un comportement injuste ou dominateur, au relent colonial osons le mot...

Si cette crainte s'avérera justifier, car j'allais forcément commettre des erreurs, pour l'essentiel j'allais m'en tirer avec les honneurs sans jamais faillir à mes engagements sur le plan idéologique. Pourquoi ? Parce que pour moi c'était une question de vie ou de mort, une question de principe aussi, ma conduite devait être irréprochable du fait que les Indiens me plaçaient sur un piédestal, ce que je détestais, mais comme pour eux c'était quasi naturel, je ne pouvais pas échapper à cette sorte d'idéalisatior ou culte de la personnalité, je devais à tout prix en être digne, tout en préservant mon indépendance, cela va de soi, puisque c'est elle qui était garante des moyens que j'allais développer pour passer cette épreuve avec succès.

Les importants efforts que j'allais déployer pour entretenir de bons rapports avec les Indiens, allaient me servir en politique pour m'attaquer aux différentes formes d'opportunisme que prenaient le dogmatisme des lambertistes, en fait, tous ceux qui se réclamaient du trotskysme, un jour gauchiste, un autre populiste au sens social-démocrate ou réformiste, bernsteinien ou révisionniste.

On s'intéressera ici à la version gauchiste, parce qu'à ce stade c'est la plus nocive, dans la mesure où sa caractérisation des principaux acteurs de la révolution bolivarienne, Chavez et Maduro, rejoint celle de la réaction ou Trump, donc lui fournit une caution d'extrême gauche qui vient corroborer celle de la gauche social-démocrate, mais pas pour les mêmes raisons. Sur ce plan-là, la social-démocratie ne s'embarrasse pas de scrupules, elle reproduit fidèlement les accusations de dictateur et de narcotrafiquant ou narcoterroriste de l'impérialisme américain au nom du capitalisme dont elle est le porte-parole, l'extrême gauche partage cette accusation au nom du socialisme, quelque part c'est pire encore ! Elle avait procédé de même antérieurement avec l'Irak, la Libye et la Syrie notamment.

Pourquoi les "*trotskystes*" en arrivent-ils à partager la même interprétation du "*chavisme*" que Trump et Rubio ? Sans doute parce qu'ils doivent estimer que l'orientation politique adoptée par Chavez, poursuivie par Maduro, ne serait pas conforme à l'idée qu'ils s'étaient faits du processus révolutionnaire menant au socialisme. Comme ils n'y ont pas participé ou ils s'en sont exclus eux-mêmes, à moins qu'ils n'y comprenaient rien parce qu'il ne ressemblait à aucun autre du passé ou il diffère du "*modèle*" de la révolution russe, ils considèrent Maduro (et Chavez) comme des imposteurs ou des fourvoyeurs du socialisme, ce ne serait pas des marxistes authentiques selon leurs critères rigides ou dogmatiques dont je me suis débarrassés petit à petit non sans peine au cours des dernières décennies de combat politique.

Quand je militais dans le courant trotskyste lambertiste (OCI), on entendait beaucoup parler de la révolution russe, mais jamais des révolutions chinoise et cubaine, comme si elles n'avaient jamais eu lieu, c'était même plutôt un sujet tabou. Ils ignoraient aussi le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Council on Foreign Relations. Ainsi des pans entiers de l'histoire du XXe siècle passaient à la trappe. Pourquoi ? Par crainte de contredire leur interprétation et leur conception de la lutte des classes au XXe siècle reposant sur des analyses du capitalisme et de la lutte de classe du XIXe siècle devenues en partie obsolètes ou tout simplement erronées, au passage, je ne les ai jamais entendus avoués publiquement leurs erreurs, encore moins les corriger, cela aussi c'est révélateur.

De toute évidence, l'avènement du socialisme au XXe siècle ne s'est pas réalisé, pire, on s'en est encore éloigné un quart de siècle plus tard, tout du moins apparemment, je ne voudrais pas démoraliser inutilement les troupes, mais je n'ai pas le droit non plus de colporter des illusions trompeuses. L'effondrement du capitalisme tant attendu ou espéré ne s'est pas produit ou plutôt, il emprunte une autre forme qu'autrefois, celle de la putréfaction, à ceci près que ses effets ou conséquences sont sélectives, ils ne s'appliquent pas partout de la même manière, en France les frigos sont pleins, on appuie sur le bouton et on a de l'électricité, de l'eau, du gaz, le téléphone, etc. tandis que dans de très nombreux pays ailleurs dans le monde, il est vide ou il ne se passe rien, vous saisissez la distinction, n'est-ce pas ?

Les explications qu'ils ont fournies pour justifier ce retard à l'allumage apparaissent de plus en plus grotesques le temps passant, car quoi qu'on dise ou pense de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, elle a eu lieu sur des bases matérielles bien concrètes ou indépendamment d'eux, à savoir : que le capitalisme recélait encore d'importantes réserves avant de céder la place au socialisme - un marxiste n'est pas censé ignorer ce que cela signifie, donc d'une solide base sociale sur laquelle il pouvait s'appuyer pour assurer sa pérennité, une fois la majorité des masses

embourgeoisées et le mouvement ouvrier corrompu. Ajoutons le puissant appareil de propagande de la réaction, le plus sophistiqué qui n'a jamais existé auparavant, mais aussi, la division internationale du travail et l'extension du marché mondial à l'ensemble de l'Asie, etc. la combinaison de ces conditions ou de tous ces facteurs renvoyait la révolution socialiste aux calendes grecques en occident, tout du moins le processus révolutionnaire calqué sur celui d'Octobre 17. Il fallait admettre ce constat et définir une nouvelle stratégie de lutte pour le pouvoir, ce que ces dirigeants bornés n'ont jamais été fous de réaliser, d'où leur condamnation de la révolution bolivarienne qui a emprunté une voie originale et leur refus d'appeler à la libération de Maduro.

Ces gens-là ont démontré, qu'ils étaient incapables d'adapter le marxisme à notre époque, à la diversité des conditions économiques, sociales et politique qui se présentaient dans le monde. Ils ont voulu qu'elles s'adaptent à leur théorie, alors que c'était de l'inverse qu'il fallait partir, sans rien renier des enseignements fondamentaux du marxisme évidemment. Les faits leur ont donné tort puisque leur bilan est nul au bout de 75 ans. Si le mien ne vaut guère mieux, c'est parce que je suis confiné dans mon trou en Inde, et je ne prétends pas être un grand dirigeant "*héritier*" de quoi que ce soit, je ne suis pas un mégalomane non plus. A suivre.